هكذا من الأصل

« Arts et Spectacles » : le mois de la photo

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14853 – 7 F

JEUDI 29 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le défi de la Casamance

UNE nouvelle étape dans l'agitation indépendantiste qui mine la Casamance depuis plusieurs années a été franchie lundi 26 octobre, avec le massacre de trente et un villageois, dans la région touristique du Cap Skirring, dans le sud du Sénégal. Les assaillants, qui se réclamaient du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), ont porté au gouvernement sénégalais un coup sérieux : pour la première fois, c'est un haut lieu de villégiature qui a été attaqué, et ce à moins de quatre mois de la prochaine élection présidentielle, dont le chef de l'Etat, M. Abdou Diouf, tient à ce qu'elle ait lieu sur l'ensemble du territoire sénégalais.

Le cessez-le-feu signé en mai 1991 entre le gouvernement et les indépendantistes, après une décennie d'agitation, avait provoqué une scission au sein du mouvement indépendantiste. On ne sait plus très bien, aujourd'hui, de quoi il est fait et quelles sont ses revendications – si ce n'est l'indépendance. Toujours est-il que, depuis quatre mois, les exactions – de plus en plus marquées par un caractère ethnique – se sont multipliées, provoquant la mort d'une quarantaine de personnes, et le départ de quelque deux mille Sénégalais vers la Gambie limitrophe.

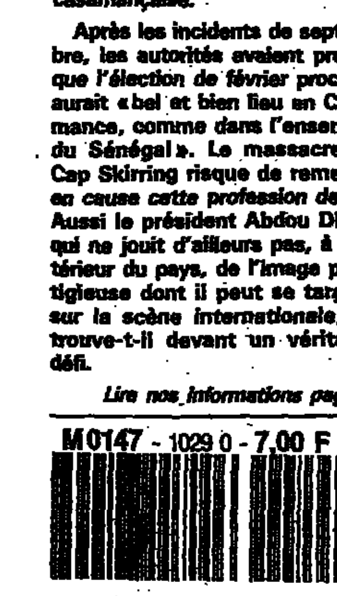
BIEN que l'attaque ait eu lieu dans l'une des principales zones de tourisme, ce ne sont pas des étrangers qui ont été pris pour cible, mais de modestes pêcheurs, originaires du nord et du centre du pays, et donc considérés, par les rebelles, comme des colonisateurs.

Le gouvernement n'a jamais réussi à réduire cette rébellion multiforme et insaisissable. Le président Abdou Diouf, pour lequel la question casamançaise constitue un insupportable «pavé» dans la «vitrine» démocratique sénégalaise, aurait-il décidé de régler l'affaire par les armes? Tous les partis politiques l'encouragent, en tout cas, à rétablir l'autorité de l'Etat. Aussi, en violation de l'accord de cessez-le-feu de 1991, les militaires ont-ils été redéployés dans la province.

LE 1er septembre, des affrontements entre l'armée et des maquisards auraient fait, à Kaguitt, cinquante-deux morts, dont deux du côté des troupes gouvernementales. Un bilan officiel contredit par l'opposition et les associations de défense des droits de l'homme, certains ayant fait état d'une centaine de morts. La presse, elle, s'est interrogée, aucun témoin n'ayant vu de cadavres. Plus que tout, c'est l'absence de transparence qui nuit à l'image du gouvernement sénégalais dans cette affaire casamançaise.

Après les incidents de septembre, les autorités avaient promis que l'élection de février prochain aurait «bel et bien lieu en Casamance, comme dans l'ensemble du Sénégal». Le massacre du Cap Skirring risque de remettre en cause cette profession de foi. Aussi le président Abdou Diouf, qui ne jouit d'ailleurs pas, à l'intérieur du pays, de l'image prestigieuse dont il peut se targuer sur la scène internationale, se trouve-t-il devant un véritable défi.

Lire nos informations page 5




M0147 - 1029 0 - 7,00 F

Les atrocités dans l'ex-Yougoslavie

Les Nations unies enquêtent sur le «charnier de Vukovar»

Découvert par des experts de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, le site d'un possible charnier a été placé sous la garde des «casques bleus» près de Vukovar, cette ville de Croatie détruite par les forces serbes il y a près d'un an, en attendant une enquête plus poussée. Ce charnier a pu être localisé grâce au témoignage d'un Croate qui a échappé à une exécution et qui a été libéré récemment par les Serbes.

Le témoignage d'Ivan

VUKOVAR (Croatie)

de notre envoyée spéciale

A quelques kilomètres au sud de la ville en ruine de Vukovar, dans l'est de la Croatie, entre le hameau d'Ovcara et l'étang de Grabovo, une piste boueuse s'enfonce dans les champs. Au bout de ce chemin qui longe un bosquet, six «casques bleus» russes montent la garde jour et nuit. Ils veillent sur une parcelle de terre. *«Nous gardons des crânes et des bouts de membres qui sont ressortis du sol détrempé par les pluies. Il doit y en avoir beaucoup d'autres en dessous...»*; car sous la boue se trouve un charnier, que ces soldats de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) sont chargés, depuis lundi 19 octobre, de surveiller pour en empêcher l'accès.

Depuis la fin de la guerre en Croatie, plusieurs rescapés de l'enfer de Vukovar avaient évoqué l'existence d'un charnier dans cette zone de Slavonie orientale contrôlée par les autonomistes serbes – qui l'ont conquise il y a un an – et placée sous la protection de l'ONU. Toutefois, aucun témoignage n'avait été suffisamment précis pour permettre aux responsables de la FORPRONU d'en retrouver le site. Les premières pluies de l'automne auront contribué à dévoiler la vérité. La commission des droits de l'homme de l'ONU a fait le reste.

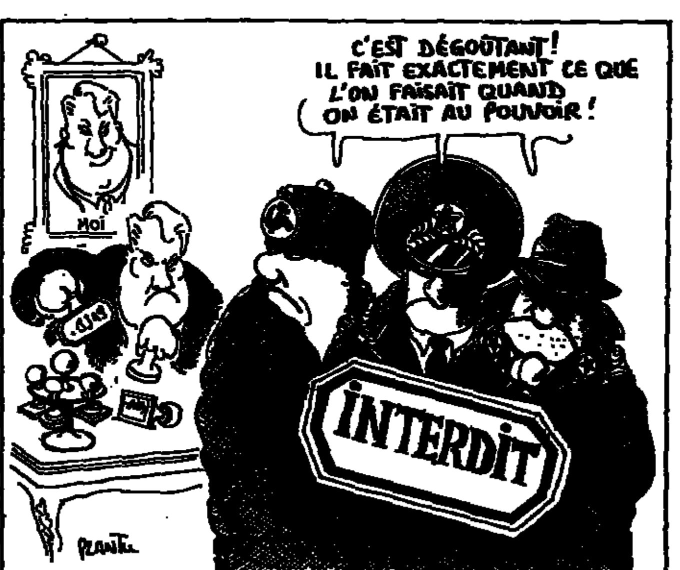
FLORENCE HARTMANN

Lire la suite page 3

La fièvre politique en Russie

M. Eltsine durcit le ton à l'égard des extrémistes

Le président Boris Eltsine a durci le ton, mardi 27 octobre, face à l'agitation croissante de l'opposition extrémiste, menaçant de dissoudre le Front de salut national qu'il a accusé de vouloir «renverser l'Etat légal». S'exprimant devant des diplomates russes, M. Eltsine a cherché à donner des gages aux nationalistes, tout en assurant qu'il ne «sacrifierait pas» les chefs de file réformateurs, MM. Gaïdar et Kozyrev.



Lire page 3 l'article de JAN KRAUZE

Arrivé à Paris

Le Dr Garretta a été écroué

Arrivé à Paris, mercredi matin 28 octobre, le docteur Michel Garretta a été écroué à la prison de la Santé. La veille, il avait déclaré à la presse qu'il «ne paierait pas pour la lâcheté des autres».

BOSTON

de notre envoyé spécial

La porte de la grande bâtisse en brique rouge s'ouvre. Il est 11 heures (17 heures à Paris). Encadré par trois gardes du corps, l'avocat de Michel Garretta, Me Xavier Charvet, fait le point de la situation : son client, *«qui n'a jamais été en fuite»*, va prendre un avion le soir même à 20 h 5 pour se livrer, de son plein gré, à la police française après l'atterrissage à Paris, faisant ainsi *«face à ses responsabilités»*. Avant le décollage, il donnera une conférence de presse. L'information est communiquée assez tôt pour pouvoir être reprise par les quotidiens du matin et par les journaux du soir des radios. C'est la ruée vers les téléphones.

ALAIN GIRAUDO

Lire la suite et nos informations page 12

L'économie sans boussole

Le temps des recettes miracles et des changements radicaux semble bien révolu

par Michel Noblecourt

L'économie mondiale ressemble à un océan agité. Stagnation, *déflation, récession : les dangers* sont nombreux et les politiques économiques ne donnent plus les effets attendus. Les consommateurs n'ont plus leur comportement habituel, dépensant moins qu'ils pourraient le faire. L'économie navigue sans boussole. A vue, avec en ligne de mire de multiples incertitudes. Tout se passe comme si le monde se trouvait à un moment charnière, *celui où tout peut basculer dans* la récession ou au contraire dans la reprise, une reprise alors moins molle qu'on ne le craint souvent.

Les uns après les autres, les instituts de conjoncture révisent en baisse leurs prévisions pour 1992 et 1993. Globalement, les résultats semestriels des entreprises sont mauvais. La crise immobilière place le système financier en difficulté. Pourtant, la situation n'est pas aussi déprimée que lors des crises nées des chocs pétroliers de 1973 et 1979, ne serait-ce qu'en raison de l'important assainissement – à un coût social élevé! – de notre appareil industriel. Un déclic, comme une sensible baisse du loyer de l'argent, suffirait peut-être pour faire repartir la demande.

Aucune boussole ne permet de savoir avec certitude dans quelle direction l'économie va s'orienter.

Lire la suite page 26

POINT DE VUE

Gouverner, pour faire quoi?

par Charles Pasqua et Philippe Séguin

Deux mois à peine après le référendum sur Maastricht, la classe politique a repris ses droits et ses jeux. Alors que les Français ont exprimé, à l'occasion de ce référendum, leurs espoirs, leurs attentes, leurs craintes, avec une clarté et une précision qu'aucune autre élection, sans doute, ne leur avait permises depuis des lustres, les partis politiques ont aussitôt replacé le couvercle sur la marmite pour retourner à leurs démons, à leurs soucis tactiques, à leurs problèmes personnels. Et à leurs faux débats.

Il est difficile d'échapper à cet engrenage. Nous allons cependant tenter d'y arriver, en ce qui nous concerne, parce qu'il nous est apparu, tout au long de cette campagne référendaire, que les Français étaient plus désireux que jamais de discerner, derrière les hommes et leur inévitable compétition, les véritables différences, les propositions, les solutions concrètes.

Le 20 septembre, la France s'est découverte divisée, coupée en deux, selon une ligne de partage qui n'empruntait rien aux oppositions politiques auxquelles elle s'était accoutumée, à défaut d'y croire encore.

Il n'y avait plus une France de gauche face à une France de droite, un peuple de gauche et un peuple de droite. Il n'y avait pas davantage, comme certains observateurs ont voulu le faire croire, une France des élites face à une France populaire. Bien sûr, la dimension sociologique du vote sur Maastricht n'est pas niable. Mais, bien au-delà, nous pensons, nous, que ce vote a eu une véritable dimension politique qui n'est pas près de s'estomper.

C'est l'attachement à la communauté nationale, en tant que cadre naturel et «indépassable» de l'arbitrage entre les intérêts particuliers – et donc d'«appel» pour les laissés-pour-compte, – que la moitié des Français, pourtant largement acquise à l'idée européenne, a voulu signifier. Il n'est pas sans intérêt de remarquer, dans cet esprit, que c'est bien la France active, celle qui travaille, qui s'est majoritairement prononcée contre le traité de Maastricht, les inactifs – jeunes et retraités – faisant pencher la balance en faveur du «oui».

Aujourd'hui, la question reste entière. C'est celle de la cohésion sociale, c'est-à-dire celle de la cohésion nationale. Quoi que l'on pense de la dimension européenne ou internationale des problèmes, cette question dominera désormais le débat politique national, parce que nul ne peut sérieusement imaginer qu'une moitié des Français seulement puisse participer à l'avenir de la France.

Allons plus loin. Dans le monde de concurrence qui est le nôtre, c'est peut-être sur le social, dans son acception la plus large, que se joue la partie la plus décisive.

Lire la suite page 2

► M. Pasqua est sénateur RPR des Hauts-de-Seine et président du groupe RPR du Sénat. M. Séguin est député RPR des Vosges. Ils sont cofondateurs de l'association Demain la France.

ÉDUCATION ◆ CAMPUS

Alarmes sur la formation des enseignants

L'inspection générale dresse un bilan sans concession de la mise en place des instituts universitaires de formation des maîtres.

Pages 15 et 16

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 $ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

هكذا من الأصل

DÉBATS

Opposition

Le franc fort, sans Bérégovoy

par Nicolas Sarkozy

L'EUROPE vient de connaître une période de grande instabilité. Au sein du système monétaire européen, la spéculation contre le franc a été particulièrement active. La Banque de France a dû mobiliser près de 160 milliards pour préserver la parité de notre monnaie. Quelle que soit l'évolution des marchés financiers dans les prochaines semaines, un enseignement essentiel ressort de cette récente crise monétaire : le traité de Maastricht instituant l'Union économique et monétaire ne rentrera pas en vigueur selon le calendrier prévu. Il est désormais acquis que ni la Grande-Bretagne, ni l'Italie, ni l'Espagne, pour s'en tenir aux principaux Etats membres, ne pourront satisfaire, avant 1999, aux critères de convergence financière imposés par les accords de Maastricht.

Cependant, quelques semaines après le référendum, force est de constater que le débat ne porte plus aujourd'hui sur l'Union économique et monétaire ; il concerne la politique monétaire de la France. Il s'agit de savoir si la dévaluation du franc permettrait de réduire les taux d'intérêt et, ainsi, de relancer l'investissement et l'activité dans notre pays. L'actualité financière internationale des dernières semaines a pu donner l'impression de plaider en faveur de la dévaluation : nombre de spéculateurs ont pris des positions contre le franc, estimant qu'il était surévalué et qu'un réajustement de parités s'imposait au sein du SME.

La dévaluation ne constitue pourtant pas une solution alternative à la politique de franc fort menée en France, sans discontinuité depuis 1984. Elle comporte trop de risques pour notre économie. Une dévaluation aurait pour premier effet de détériorer, au bout de quelques mois, les résultats de notre commerce extérieur en raison du renchérissement de nos importations, en particulier de matières premières et de biens d'équipement. Le déséquilibre de notre balance extérieure aurait pour conséquence de tirer le franc vers le bas, avec le risque de dévaluations à répétition qu'une telle évolution comporte. Les turbulences monétaires s'en trouveraient accentuées, comme l'ont montré les trois dévaluations réalisées en 1981, 1982 et 1983, à la suite de la relance de l'économie française, dans un contexte international et européen pour le moins attentiste.

« Nos divergences sont réelles »

Plus grave encore, si le franc était dévalué, les taux d'intérêt, loin de baisser, s'élèveraient. La raison en est simple : une monnaie dépréciée est considérée comme fragile par les marchés financiers, et les opérateurs exigent une prime de risque sous forme de majoration des taux d'intérêt. C'est d'ailleurs pourquoi le prix de l'argent en Italie et en Espagne est aujourd'hui sensiblement plus élevé qu'en France, la lire et la peseta étant considérées comme moins solides que notre monnaie.

La dévaluation ne saurait donc tenir lieu de réponse à l'essoufflement de notre économie, d'autant qu'aucun facteur objectif ne la justifie ; notre balance commerciale est équilibrée et notre différentiel d'inflation avec l'Allemagne est limité.

La politique de franc fort s'impose clairement. Ce n'est pas une affaire de majorité parlementaire ou de choix politique ; c'est tout simplement l'intérêt de la France. L'expérience des économies industrielles ouvertes est, à cet égard, riche d'enseignements : le maintien d'une inflation faible, gagée sur une monnaie forte, n'est pas en contradiction avec la croissance. Des pays tels que l'Allemagne ou la Suisse, qui n'ont pas dérogé à cette discipline depuis le début des années 70, en retirent aujourd'hui les dividendes sous forme de croissance élevée et de progression régulière du revenu par habitant. Faut-il conclure qu'entre la politique du gouvernement socialiste et le projet économique de l'actuelle opposition les différences sont dérisoires ? Faut-il en déduire que la politique monétaire menée par M. Bérégovoy peut suffire à redresser notre économie ? Assurément non. Nos divergences sont réelles et un changement de majorité au Parlement lors des prochaines élections législatives se traduirait par de profondes réorientations.

Première illustration : la gestion des finances publiques. Le déficit budgétaire prévu pour 1993, malgré des sous-estimations manifestes des dépenses et l'optimisme des évaluations de recettes, va doubler en un an et atteindre 165 milliards de francs. Il alimentera l'endettement de l'Etat, qui est passé de 1 200 milliards de francs en 1988 à près de 2 000 milliards de francs aujourd'hui. Cinq années de gestion socialiste auront donc effacé les acquis de la politique de redressement menée par le gouvernement de Jacques Chirac (300 milliards de francs de plus-values fiscales) et installé le couple déficit-dette au cœur de nos finances publiques, où il exerce une pression qui va devenir insupportable : le service de la dette est désormais le deuxième budget civil de l'Etat (180 milliards de francs). Dans ce contexte, l'opposition est plus que jamais décidée à rompre avec la politique actuelle. Il s'agira de maîtriser la croissance des dépenses publiques en définissant de vraies priorités. Des redéploiements de crédits et d'effectifs seront mis en œuvre, assortis de profondes réformes de structure, à commencer par l'éducation nationale, dont chacun reconnaît aujourd'hui que ses rendements sont décroissants. La politique de baisse de prélèvements fiscaux et sociaux engagée en 1986 et pratiquement interrompue depuis lors sera remise à l'ordre du jour. C'est le sens de la proposition d'Edouard Balladur visant à transférer progressivement la charge des cotisations familiales des entreprises vers l'Etat. Il sera également nécessaire de redonner à l'investissement son rang de priorité budgétaire, les perspectives de reprise internationale étant des plus limitées. L'Etat montrera l'exemple à travers les équipements publics et instituera des aides fiscales pour stimuler la croissance, notamment dans les secteurs du bâtiment et du logement.

Un véritable programme pour l'emploi

Deuxième illustration : les privatisations. Incapable de contenir l'évolution des dépenses publiques, le gouvernement socialiste est contraint de recourir à des privatisations partielles pour financer les dépenses de fonctionnement de l'Etat, à commencer par le traitement social du chômage. Après avoir prétendu en 1981 nationaliser pour promouvoir l'emploi, les socialistes privatisent aujourd'hui au nom de la lutte contre le chômage. Singulier retournement de situation. Mais, au-delà de cette contradiction, c'est le principe même des privatisations partielles que l'opposition dénonce. La vente des participations de l'Etat ne s'accompagne pas d'une modification du mode de fonctionnement des entreprises nationales, qui restent soumises au contrôle de l'autorité publique, avec les rigidités qui en résultent. Plus grave encore, ces cessions d'actifs ne permettent pas de garantir les intérêts de l'Etat, celui-ci ne pouvant vendre au meilleur prix des participations qui, par définition, ne donnent pas le contrôle du capital. Le projet de l'opposition en matière de privatisation répond, quant à lui, à une véritable logique économique. Il part de l'idée que l'Etat n'est qualifié ni pour fabriquer des automobiles ou du parfum ni pour consentir des crédits bancaires ou des contrats d'assurance aux particuliers. C'est donc l'ensemble du secteur public concurrentiel qui a vocation à être privatisé à 100 %. L'Etat en bénéficiera en cédant ses actifs à leur véritable prix et en affectant le produit de ces opérations exceptionnelles à son désendettement. Toute l'économie en profitera à travers le développement de l'actionnariat populaire, initié par Edouard Balladur, et la détente des taux d'intérêt consécutive à la réduction du déficit budgétaire.

Troisième illustration : la lutte contre le chômage. La politique économique de notre pays ne peut avoir d'autre objectif que la réduction du chômage. C'est une exigence absolue, au nom de la cohésion de notre société. Le chômage, c'est le développement de la marginalité, de l'exclusion, de la précarité. En un mot, c'est le retour de la pauvreté dans notre pays. Dix années de gestion socialiste se sont traduites par le doublement du nombre de chômeurs en France, avec pour seule réponse gouvernementale de simples artifices statistiques : des stages, des pseudo-contrats de travail, des prétendus parcours d'insertion qui ne sont qu'exceptionnellement ceux de la réussite. Il faut en finir avec cette politique et redonner confiance aux Français en mettant en œuvre un véritable programme pour l'emploi. Trois priorités s'imposent. D'abord, une relance de la croissance, c'est-à-dire une activité économique soutenue par l'amélioration du pouvoir d'achat et le développement de l'épargne ; c'est le sens des propositions que l'opposition formule pour améliorer la fiscalité des placements et augmenter la part des salaires directs. Ensuite, une réduction des prélèvements qui pèsent sur nos entreprises, handicapées dans la compétition internationale par la lourdeur des charges sociales et fiscales qui pénalisent l'initiative. Enfin, une vraie révolution dans le système de formation : il faut s'attaquer aux structures centralisées de l'éducation nationale, réhabiliter l'enseignement technique et professionnel, redonner tout son sens à la politique de l'apprentissage et encourager les formations en alternance. Autant de priorités qui, si elles sont mises en œuvre avec détermination, se traduiront par un recul du chômage : que l'on songe aux 800.000 emplois créés entre 1987 et 1989, une fois les finances publiques assainies et la liberté rendue à l'économie. Le repli du chômage sera d'autant plus rapide que la nouvelle majorité aura fait preuve d'imagination pour développer de nouvelles activités, comme les services à la personne, qui correspondent aux attentes des Français. Il faudra, par exemple, redéfinir le statut fiscal du chef de famille et lui reconnaître des droits à déduction de charges pour les emplois de proximité qu'il crée.

A l'heure des choix décisifs qui engagent leur avenir, les Français souhaitent un véritable débat d'idées. La recherche du consensus à tout prix, qui, depuis 1988, a enfermé la France dans l'immobilisme, ne peut tenir lieu de projet politique. La campagne électorale qui va s'ouvrir pour les prochaines élections législatives donnera à l'opposition l'occasion de définir son ambition pour la France. D'expliquer, en toute clarté, sa différence.

▶ **Nicolas Sarkozy est député des Hauts-de-Seine, secrétaire général adjoint du RPR.**

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Gouverner pour faire quoi ?

Suite de la première page

Insistons sur l'urgence. La fracture révélée le 20 septembre n'est pas près de se réduire. Tout concourt à l'aggraver. Regardons l'Italie, l'Angleterre, l'Allemagne même. Partout, la même poussée centrifuge. Partout, une société à deux vitesses, dont le différentiel s'accroît, au point de menacer déjà l'existence du cadre national.

C'est d'un nouveau projet social que la France a besoin. Il n'en va pas seulement de l'unité nationale. Il s'agit tout simplement de l'intérêt bien compris de chacun des Français. C'est à cette condition, et à cette condition seulement, que notre pays pourra affronter la compétition qui va se renforcer avec l'ouverture du marché unique et qui sera débridée si le traité de Maastricht doit un jour entrer en vigueur.

Car M. Mitterrand a menti. Maastricht ne protège pas. Maastricht durcit les règles du jeu d'une concurrence féroce et crée les conditions d'une sélection impitoyable entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci en même temps qu'il paralyse les Etats.

Il n'y a dès lors qu'un seul choix : ou les Français y vont séparément, « chacun pour soi », ou ils y vont ensemble. C'est cette dernière solution que, pour notre part, nous entendons leur proposer. Parce que nous sommes persuadés que, sinon, bien peu sont les Français qui, individuellement, s'en sortiront.

Ne nous y trompons pas. L'angoisse collective et le sentiment de révolte qui grandissent ne sont pas l'expression de l'ignorance et de l'irrationnel. L'aveuglement, en l'occurrence, n'est pas du côté du peuple. L'aveuglement est du côté de ceux qui s'imaginent que tout ira bien parce que le commerce extérieur est en excédent et que le franc réussit à rester accroché au mark. A ne pas prendre la mesure réelle de la crise actuelle, à ne pas comprendre sa gravité, à nier jusqu'à son existence, ceux-là s'engagent dans une voie dangereuse. Car si par malheur la crise devait s'aggraver encore, si par malheur les dirigeants du pays continuaient demain à ne rien faire pour essayer de changer le cours des choses, alors viendrait très vite le moment où le peuple, exaspéré, demanderait des comptes à tous ceux qui ne sont préoccupés que par la conquête du pouvoir.

La crise est là, elle est bien là. Ce n'est pas seulement une crise de moral, ce n'est pas seulement une crise de confiance. Il ne suffira pas de changer les hommes pour en sortir. Il faudra aussi changer de politique. Il faudra faire enfin une politique qui réponde aux défis auxquels le pays est confronté. Il faudra engager une politique nationale pour agir sur tout ce qui dépend de nous-mêmes. Il ne suffira pas d'attendre la reprise américaine et la baisse des taux allemands pour sortir de l'ornière.

Il faudra rompre avec cet état d'esprit qui, après avoir dangereusement sous-évalué les contraintes, s'est mis à les surestimer au point de croire que plus rien n'était possible et qu'il fallait se résigner à l'impuissance face au chômage, à l'exclusion, à la régression sociale. La crise actuelle n'est pas qu'une crise internationale, une crise qui vient du dehors et sur laquelle nous n'aurions aucune prise. C'est une crise qui a aussi une dimension nationale, une crise qui appelle aussi des réponses nationales.

Il ne tient qu'à nous de ne pas nous laisser imposer par l'Allemagne des taux d'intérêt exorbitants dont les conséquences économiques et sociales sont désastreuses. Il ne tient qu'à nous d'exercer notre souveraineté monétaire et de ne plus soumettre notre économie à la finance au point de l'asphyxier.

Certes, les choses sont toujours plus faciles quand l'environnement international est favorable. Pour autant, cela ne veut pas dire qu'il n'y ait rien à faire quand la conjoncture est difficile. C'est là, au contraire, quand les temps sont durs qu'il faut renforcer la solidarité nationale, qu'il faut parier sur la cohésion sociale pour que le pays, uni dans l'effort, surmonte l'épreuve.

On ne bâtit pas la compétitivité et la prospérité sur le dos des salariés et sur l'exclusion des plus vulnérables. On ne bâtit pas la prospérité tout en sacrifiant aux grands équilibres comptables. On bâtit la prospérité sur les hommes, sur leur motivation, sur leur travail en commun, sur le respect de leur dignité.

En déchirant le tissu social, la politique qui prévaut en France depuis plus de quinze ans au nom d'une curieuse et constante orthodoxie gestionnaire, cette politique a contribué à plonger la France dans la crise. Et ce n'est certainement pas en réduisant la couverture sociale comme on le fait désormais que l'on sortira du cercle infernal de la dépression, pas plus d'ailleurs qu'on ne résoudra, par la capitalisation, le problème du déséquilibre des retraites.

Revoir la hiérarchie des priorités

Il nous faut prendre le problème autrement que du simple point de vue comptable.

Menacés par la déflation plus que par l'inflation, il nous faut d'abord sortir du piège monétaire dans lequel une politique obstinée nous a enfermés. Sans cela rien ne sera possible, car les taux d'intérêt qui sont le corollaire de ce choix monétaire jouent un rôle décisif tant dans l'investissement nécessaire à la croissance que dans le partage de la valeur ajoutée. Il est ensuite impératif d'organiser un partage plus équitable entre les salaires et les profits, entre les revenus du travail et ceux du capital.

Il nous faut aussi échapper à cette effroyable mécanique de l'exclusion dès le premier échec qui se développe dangereusement et offrir plusieurs chances à tous ceux qui ont la volonté de les saisir.

Il nous faut concentrer l'aide sur ceux qui en ont le plus besoin pour qu'elle soit efficace au lieu de la saupoudrer en répondant à toutes les clientèles électorales et à tous les corporatismes.

Il nous faut réorganiser en profondeur notre immense système de redistribution pour qu'il soit plus transparent, plus contrôlable, plus maîtrisable.

Il nous faut démanteler les ghettos urbains et lutter contre le développement séparé des communautés qui finit par les dresser les unes contre les autres.

Bref, comment ne pas voir la nécessité qu'il y a à valoriser la réussite et l'effort, atténuer les conséquences de l'échec, accroître la solidarité à l'égard des plus démunis, défaire les rentes de situation et les privilèges, se battre pour la mobilité sociale et l'égalité des chances.

Cela n'ira pas bien sûr sans être accompagné d'une refonte de la fiscalité, ni d'un projet éducatif, ni certainement, compte tenu des circonstances, d'un plan d'urgence de redressement économique. Cela pourtant ne doit pas obérer la volonté de s'engager dans cette voie pour redonner une espérance aux Français.

C'est donc la hiérarchie des priorités qu'il nous faut revoir. Dans tout le monde qui vient, la cohésion sociale est un investissement de première qualité. C'est un critère décisif pour que la croissance et la prospérité choisissent de s'installer chez nous plutôt que chez les autres. C'est un critère d'une tout autre valeur sur le long terme que le niveau élevé des taux d'intérêt.

Maintenant, pour notre économie, la priorité, c'est de recoudre le tissu social et le tissu national.

Vaste projet qui doit s'inscrire dans la durée et qui appelle la continuité dans l'action. Vaste projet, oui, mais qui est devenu impérieux, et qu'il faut commencer très vite à mettre en œuvre, quelles que puissent être les difficultés ou les entraves.

CHARLES PASQUA et PHILIPPE SÉGUIN

BIBLIOGRAPHIE

Le « Dictionnaire de la réforme » d'Edouard Balladur

Pour une alternance sereine

La réforme est un concept qui, dans la société politique moderne, a été quelque peu galvaudé. M. Edouard Balladur n'entend pas revenir aux transformations religieuses du seizième siècle mais, sans prôner un nouveau schisme, il énumère dans son *Dictionnaire* les domaines dans lesquels des changements éviteraient les effets néfastes d'une dérive périlleuse. C'est pourquoi la nécessité s'est imposée à lui de *« changer les choses »*. Toutefois, comme il le dit dès les premières lignes de son livre, *« il y faut un peu d'art »*. Cet art, l'ancien ministre d'Etat le pratique à la fois avec délicatesse et discrétion. Fidèle à son tempérament, il évite tout ce qui pourrait heurter même ses adversaires. Il procède plus par suggestions que par affirmations et n'annonce aucune rupture spectaculaire.

M. Balladur ne veut pas *« changer la vie »*. La réforme, selon lui, doit progresser par adaptations plutôt que par une boulimie de bouleversements, comme ont cru devoir y céder les socialistes triomphants de 1981. Le député RPR de Paris ne fait pas rêver ses lecteurs, ou plutôt ses électeurs, car il ne veut rien promettre qu'il ne saurait tenir. Mieux comprendre pour concilier, quitte à accepter les compromis avant de convaincre et afin d'aboutir à un équilibre, telle est la méthode qu'il propose de façon prudente et mesurée. Mais cette démarche apparemment apaisante n'interdit pas les convictions puisque sans elle il n'y a que démagogie, flatterie ou immobilisme.

Elle n'exclut pas davantage la fermeté et le courage. C'est en leur nom, affirme l'ancien ministre d'Etat, qu'en 1986 de grandes réformes ont été entreprises par le gouvernement de cohabitation comme elles devront l'être en 1993, malgré la perspective rapprochée d'une élection présidentielle. Ainsi, d'une façon insistante, M. Balladur justifie la prochaine cohabitation à laquelle il ne cache pas qu'il se prépare. Il commence ainsi à s'en expliquer en toute lucidité, sans écarter l'hypothèse d'une crise politique, car *« nul n'est obligé de conserver sa fonction s'il lui est impossible de l'assumer »*.

Le *Dictionnaire de la réforme* ne comporte cependant pas une recette par rubrique. Son auteur se défend d'en faire un programme pour le RPR, et encore moins pour l'opposition tout entière. Il offre plutôt la trame d'une philosophie de l'action conçue par un des dirigeants les plus en vue de la droite. Si le centrisme est, selon lui, *« le rêve d'une société réconciliée »*, il n'est pas incompatible avec le gaullisme, défini comme *« un patriotisme, une intransigeance et un pragmatisme »*, alors que le socialisme n'est devenu qu'*« un électoralisme utilitaire »*.

Sous le couvert de mots simples, de phrases brèves et de définitions claires, évitant l'emphase et la brutalité, M. Balladur affirme sereinement que la réforme qu'il propose est *« à l'opposé du message de la gauche d'aujourd'hui »*. Il martèle une fois de plus sa différence, donnant ainsi à une éventuelle alternance sa justification et son contenu. Il esquisse son vade-mecum pour la longue durée.

ANDRÉ PASSERON

▶ ***Dictionnaire de la réforme***, **d'Edouard Balladur, Fayard, 297 pages, 115 F.**

هكذا من الأصل

ÉTRANGER

RUSSIE : l'ébullition politique

M. Eltsine cherche à rassurer les démocrates et les nationalistes

MOSCOU

de notre correspondant

Au terme de dix jours de surexcitation politique, de rumeurs de complots en tout genre et, surtout, d'extrême confusion, M. Boris Eltsine a fini par apporter, mardi 27 octobre, un élément de clarification : il s'est dit *résolu* à *maintenir* à leurs postes le premier ministre en exercice, Egor Gaïdar, et le ministre des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, deux hommes qui concentrent sur leurs personnes l'hostilité des milieux conservateurs et nationalistes.

Le problème est qu'il a accompagné ce *soutien explicite à M. Kozyrev* d'une critique non moins explicite de la politique menée par son ministère, reprenant à son compte les principaux reproches régulièrement formulés par les nationalistes. Tout comme, trois semaines plus *tôt, dans* son discours devant le Parlement, il avait asséné une volée de bois vert à M. Gaïdar et aux ministres les plus libéraux.

Mardi, le président s'était rendu lui-même dans les locaux du MID, le ministère des affaires étrangères, pour une *« rencontre de travail »* destinée à remettre le personnel de la maison dans le droit chemin. A en croire M. Eltsine, la politique étrangère de la Russie souffre en effet *« d'un syndrome impérial, mais à l'envers »*... en d'autres termes : *« nous avons peur de défendre nos intérêts »*, alors que le MID ne devrait avoir *« qu'une seule idéologie, la défense des intérêts et de la sécurité de la Russie »*.

La protection des minorités

M. Eltsine a tout spécialement insisté sur la *« protection »* des minorités russes et souligné que le MID devrait un peu plus écouter l'avis *« des gens simples »*, qui sont persuadés que les Russes ne sont pas *« en sécurité »*, en particulier dans les pays baltes. Ce thème, assurément très populaire, est aussi lourd de malentendus et, s'il devait *devenir, comme M. Eltsine* l'exige apparemment, le leitmotiv de la politique russe à l'égard de *« l'étranger proche »*, il risque de singulièrement compliquer les relations de Moscou avec la plupart des pays voisins, en particulier ceux où se trouvent toujours des troupes russes.

Par la même occasion, M. Eltsine a tenu à rappeler à qui de droit que la Russie, quelles que soient ses difficultés passagères, était *« une grande puissance »*. *« La Russie n'est pas un pays qu'on peut faire attendre dans l'antichambre »*, a-t-il ajouté, reprochant à la diplomatie russe de *« dire toujours oui »*, d'être trop *« timide »*. Quand il y a des raisons d'exprimer son désaccord, il faut le faire, *« même à l'égard des Etats-Unis si chers à Andreï Kozyrev »*...

Dans la foulée, M. Eltsine a reproché au MID d'avoir négligé ses rapports avec la France, laquelle à l'en croire, *« commence à considérer que la Russie se détourne d'elle »*, et aussi avec la Pologne, et, d'une manière plus générale, de donner l'impression qu'il établit une distinction entre les partenaires *« de premier et de second rang »*.

Dissolution du « Front de salut national »?

Pas plus aimable qu'il ne faut, M. Eltsine a aussi relevé que les rapports que lui envoyaient les ambassadeurs de Russie étaient souvent du niveau *« du certificat d'études »* et, en tout état de cause, beaucoup moins *« profonds »* et *« informés »* que ceux *« des résidents* [agents] *des services de renseignement extérieur »*... Il a trouvé également insuffisants les efforts de *« propagande »* – beaucoup moins efficaces, *a-t-il dit, que lorsqu'il* s'agissait de défendre la ligne du parti – et regretté qu'en conséquence l'Occident semble se désintéresser de la Russie, alors même que le pays fait face à de très graves périls : entre autres le *« terrible danger »* représenté par l'émergence d'un « Front de salut national » *qui regroupe divers* mouvements de l'opposition conservatrice et entend *« renverser le gouvernement légal et déstabiliser la situation »*.

Lancer un tel cri d'alarme au moment où la Russie, par la bouche de son ministre du commerce extérieur, se déclare *« absolument incapable »* de payer ses dettes fait partie des procédés éprouvés de longue date par M. Eltsine aussi bien qu'avant lui par M. Gorbatchev. Mais le président russe a tout de même un peu surpris en brandissant avec une telle énergie l'épouvantail de ce « Front », à peine constitué, dont la capacité de nuire reste à démontrer, *et où des seconds couteaux* totalement déconsidérés assurent l'essentiel du spectacle *(le Monde* du 27 octobre). M. Eltsine n'en a pas moins proclamé son *« intention »* de dissoudre, par décret, ce front d'opposition. L'un de ses dirigeants, *M.* Ilya Konstantinov, y a immédiatement vu un *« signe de panique »*.

Rien n'indique pourtant que *M. Eltsine soit* en train de « paniquer ». Mais une série d'événements récents témoignent plutôt d'une dramatisation délibérée de la situation, que ce soit du fait du président lui-même ou de certains membres de son équipe. Il y a eu, pendant le week end dernier, ces rumeurs insistantes, et venues des milieux du pouvoir, d'une réunion de *« Conseil de sécurité »* qui aurait *examiné la possibilité de décréter* l'*« état d'urgence »* (M. Gorbatchev a déclaré de son côté, mardi, qu'il avait eu lui même confirmation de cette information *« par ses sources propres »*). Parallèlement, le ministre de la défense, le général Gratchev, avait cru nécessaire de faire savoir que l'armée soutenait le président Eltsine (suscitant quelques amères réactions parmi les officiers), et la direction collégiale du ministère de la sécurité (ex KGB) faisait connaître sa *« préoccupation »* et dénonçait *« l'apparition de structures anti-constitutionnelles qui menacent la renaissance de l'Etat russe »*.

« Hystérie politique »

La démonisation de l'adversaire *est un trait caractéristique de la vie* politique russe, où l'on pense plus souvent qu'ailleurs en termes de complot. Mais, pour compliquer le tout, il ne semble pas que l'ennemi soit tout à fait le même pour M. Eltsine et pour certains des *membres de son équipe*. Pour le groupe de réformateurs radicaux mené par le secrétaire d'Etat Guennadi Bourboulis, et où figure, entre autres, M. Kozyrev, qui a donné le signal de l'offensive en dénonçant des préparatifs de *« coup d'Etat revanchiste »*, il s'agit de combattre aussi bien les ultra-conservateurs que le président du Parlement, M. Khasboulatov, et les « centristes » groupés autour de M. Arkadi Volsky.

Pour sa part, M. Eltsine est certes très mécontent que le Parlement ait refusé de repousser de quatre mois la convocation du Congrès des députés, et donc ne semble pas disposé à le laisser continuer à gouverner par décrets jusqu'au printemps. Il s'agit là, a-t-il *déclaré* récemment, le doigt levé en signe de menace, *« d'un manque de respect au président »*, et *« il ne l'oubliera pas »*... Mais, en même temps, il est le premier à entonner, à l'occasion, certains des refrains favoris de l'opposition, et, tout en affirmant son soutien à des hommes-symboles comme *MM. Gaïdar et Kozyrev*, il ménage ostensiblement M. Volsky et ses « industriels », qui ont, en fait, déjà réussi à infléchir sensiblement la politique gouvernementale.

Tout se passe donc comme si M. Eltsine voulait essentiellement garder les mains libres, quitte à laisser ses amis, et leurs ennemis, tirer des salves d'artillerie dont la fumée dissimule ses propres intentions. Le jeu est complexe, souvent déroutant, et pas du goût de tout le monde : M. Grigori Iavlinsky, par exemple, l'économiste qui eut son heure de gloire dans la période de l'*URSS* finissante, trouve tout à fait déplorables ces histoires de *« coups d'Etat et de revanchistes »*, *« cette manière de discréditer les plus hauts personnages de l'Etat, ces menaces à l'égard du pouvoir législatif, cette manière d'impliquer l'armée dans les querelles politiques »*. Bref, ce que M. Iavlinsky appelle cette *« hystérie politique »*.

JAN KRAUZE

Critiqué par les Serbes

Un projet de Constitution pour la Bosnie-Herzégovine est soumis au Conseil de sécurité

Un projet de Constitution très décentralisée pour la Bosnie-Herzégovine, prévoyant un pouvoir central et plusieurs régions pluri-ethniques, a été présenté, mardi 27 octobre, par le comité directeur de la conférence internationale de Genève sur l'ex-Yougoslavie. Ce projet vise à rendre possible une solution politique en Bosnie-Herzégovine lorsque les combats auront cessé. Les coprésidents de la conférence internationale, M. Cyrus Vance (pour l'ONU) et lord Owen (pour la CEE), devaient présenter mercredi ce projet de douze pages au Conseil de sécurité des Nations unies.

Le porte-parole des coprésidents, M. Fred Eckhard, a exposé les grands principes du document, qui, a-t-il dit, veut *« préserver la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine comme nation »* (comme le désirent les Musulmans) tout en garantissant une *« large autonomie »* aux gouvernements provinciaux (pour satisfaire Serbes et Croates). Le président du groupe de travail sur la Bosnie-Herzégovine, M. Martti Ahtisaari, a rédigé le projet constitutionnel après avoir entendu les vues des trois belligérants.

Mais à Belgrade le leader des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, a déjà critiqué ce projet *« venu de l'extérieur »*, déclarant qu'il s'en tenait à l'accord conclu à Lisbonne en mars dernier. Cet accord se fonde sur des *« cantons »* à dominance ethnique.

Le futur gouvernement central de Sarajevo laisserait aux gouvernements des régions ou provinces – qui n'auraient pas le *« statut légal d'Etat »* – des compétences importantes comme les langues, l'éducation, la police. Des dispositions *« très solides »* sont prévues concernant le respect des droits de l'homme, a assuré M. Eckhard. Les régions ne seront pas délimitées sur de simples critères ethniques ou religieux, mais aussi en fonction de facteurs économiques et géographiques.

Sur le terrain, les combats se poursuivent, et l'agence Tanjug de Belgrade a affirmé mardi que les forces serbes avaient pris la ville de Jajce *(39 % de Musulmans, 35 % de* Croates et 19 % de Serbes), à quelque *150 kilomètres au nord-ouest de* Sarajevo. D'autre part, les affrontements *croato-musulmans de ces derniers jours ont abouti à l'occupation de Prozor (cinq mille à six mille* habitants, en majorité Musulmans) *par les forces croates de Bosnie, qui* en ont chassé la population musulmane. – *(AFP, Reuter.)*

LITUANIE

La victoire des anciens communistes aux élections se confirme

Selon les résultats, encore provisoires, du premier tour des élections législatives du 25 octobre publiés mardi à Vilnius, le Parti démocratique du travail de Lituanie *(PDTL)* a recueilli 44,7 % des suffrages, alors que le Sajudis, le *mouvement qui a conduit à l'indépendance*, n'a obtenu que 19,8 % des voix.

Les anciens communistes réformateurs sont donc, avant même le deuxième tour qui se déroulera le 8 novembre, assurés de diriger le futur gouvernement. Leur leader, M. Algirdas Brazauskas, a déclaré qu'il était disposé à former une coalition *« aussi large que possible »*, et il a réaffirmé l'attachement de son parti à l'indépendance lituanienne.

De l'avis des observateurs à Vilnius, ces élections *« ne pouvaient pas plus mal tomber »* pour le Sajudis du président Vytautas Landsbergis, en raison de la chute générale du niveau de vie et des querelles politiques incessantes au Parlement.

En matière de réforme, M. Brazauskas a souligné qu'il entendait mener une politique plus pragmatique que le précédent gouvernement. Il a rappelé que l'économie *lituanienne était très intégrée à la* Russie et qu'il serait illusoire de vouloir couper radicalement les ponts avec le grand voisin. – *(AFP.)*

UKRAINE

L'opposition entre au gouvernement

Le nouveau premier ministre ukrainien, M. Leonid Koutchma, a présenté mardi 27 octobre au Parlement de Kiev son gouvernement, dans lequel l'opposition fait son entrée. Le gouvernement a été investi par 296 voix contre 62. M. Koutchma a nommé un libéral, le physicien Igor Ioukhnovski, au poste de vice-premier ministre. Un autre libéral, Viktor Pendzenik, trente-huit ans, s'est vu confier le portefeuille de l'économie et a été chargé d'élaborer un programme de réformes allant dans le sens d'une économie de marché. Tous deux sont membres du Roukh, principale formation d'opposition. La plupart des ministères importants, comme celui des affaires étrangères, de la défense ou de l'intérieur, ont conservé leurs titulaires. Dans son discours, M. Koutchma a exprimé ses préférences pour des réformes à un rythme modéré, s'est engagé à lutter contre la corruption et à *« mettre un terme à la guerre froide économique avec la Russie »*. – *(Reuter.)*

Le témoignage d'Ivan

Suite de la première page

En visite dans l'ex-Yougoslavie, le rapporteur spécial de la commission, M. Tadeusz Mazowiecki, a dépêché, dimanche 18 octobre, une équipe d'experts à Vukovar pour poursuivre les recherches. Disposant d'éléments nouveaux et de descriptions précises du lieu des exécutions sommaires, le docteur Clyde Snow, médecin légiste, et deux de ses collaborateurs ont localisé *« en quelques minutes »* l'emplacement du charnier. *« Nous avons découvert plusieurs squelettes qui semblent indiquer la présence d'un charnier »*, pouvait déclarer M. Snow, jeudi dernier, lors d'une conférence de presse à Zagreb.

« Il ne peut s'agir que d'un charnier », a confirmé, mardi 27 octobre, au quartier général de la FORPRONU d'Erdut (nord de Vukovar), M[me] Blandine Negga, la directrice des affaires civiles du secteur est (l'un des quatre secteurs de Croatie placés sous la protection de l'ONU). Dans un entretien au *Monde* et à l'AFP, elle a précisé qu'à cet endroit *« la terre était molle et qu'elle avait de toute évidence été retournée et creusée »* pour cacher *« beaucoup d'autres corps »*.

Pour le moment, les experts de la commission de M. Mazowiecki ont découvert les restes de quatre personnes, a précisé M[me] Negga. *« Le dimanche* [18 octobre] *nous avons découvert deux crânes, le bassin d'un homme et d'autres os, le lendemain le Docteur Snow a déterré à l'aide d'une pelle un quatrième squelette. »* En attendant l'arrivée d'une commission internationale pour exhumer les corps et enquêter sur les circonstances de ce massacre, la fosse commune a été placée sous la surveillance des « casques bleus ». *« Le terrain doit rester intact pour permettre aux experts de recueillir le plus d'éléments possible »*, a rappelé M[me] Negga.

Seize jours avant la découverte du « charnier de Vukovar », le quotidien de Zagreb *Vjesnik* avait publié le témoignage d'un Croate de trente-trois ans, originaire de Vukovar, qui décrivait avec une très grande précision l'emplacement de cette fosse commune. Et c'est grâce aux détails géographiques de ce témoignage que les envoyés spéciaux du *Monde* et de l'AFP ont découvert, mardi 27 octobre, ce lieu tenu secret par l'ONU. La déposition de cet homme, présenté sous le pseudonyme d'Ivan, pourrait constituer l'une des pièces essentielles du dossier *de la commission d'enquête* de l'ONU sur les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie. Ce témoignage relate les circonstances d'une exécution sommaire ayant eu lieu, selon Ivan, à proximité de l'étang de Grabovo.

Battus des heures durant

Le 18 novembre 1991, les forces irrégulières serbes et l'armée fédérale yougoslave s'emparaient de Vukovar qu'elles assiégeaient depuis trois mois. Ce matin-là, Ivan et sa famille s'étaient réfugiés à l'hôpital de Vukovar dans l'espoir d'être évacués *sous le contrôle de la Croix-Rouge* internationale. *« Il y avait 300 à 400 personnes dans l'hôpital »*, a-t-il évalué, lorsque les « tchetniks » (forces irrégulières serbes) et l'armée serbo-yougoslave se sont emparés du bâtiment tenu jusqu'à ce jour par les *forces croates. Le lendemain matin*, les femmes et les enfants ont été emmenés vers le hangar de l'usine Velepromet tandis que les hommes étaient interrogés puis évacués dans trois autobus militaires en direction de Borovo, au nord de la ville.

Du *18 au 19 novembre* après-midi, l'armée yougoslave avait interdit l'accès de l'hôpital aux représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), les empêchant de dresser la liste des blessés et des prisonniers. Jusqu'à cet après-midi du 19 novembre, le CICR a donc *assisté au va-et-vient de camions* sans pouvoir intervenir. Et il ne restait qu'une cinquantaine de personnes dans l'établissement lorsque, enfin, le CICR a pu y pénétrer.

Vers 14 heures, raconte Ivan, les *autobus ont fait demi-tour pour se* diriger vers le sud de la ville, sur la route de Negoslavci. Ils ont alors bifurqué vers le hameau d'Ovcara, où les prisonniers ont été retenus et battus par *« les paramilitaires et les réservistes serbes »* (de l'armée fédérale) pendant plusieurs heures, dans un hangar à la structure métallique. *« Dans ce hangar, nous étions près de trois cents »*, précise-t-il. A la tombée *de la nuit, ils ont été transportés* dans des camions bâchés vers l'étang de Grabovo. A mi-chemin, les camions ont pris sur la gauche un chemin de terre. Au bout de 300 ou 400 mètres, Ivan a sauté et s'est enfui dans le bosquet qui longeait le champ. Les rafales qu'il a entendues quelques instants plus tard semblent indiquer que ses camarades ont été exécutés.

Parcourant plus de 15 kilomètres à pied pour rejoindre les territoires sous contrôle croate, Ivan s'est arrêté dans le village de Ceric, qu'il *croyait tenu par les siens*. Fait prisonnier par l'armée fédérale, il a été incarcéré jusqu'au mois de février 1992 à Sremska, Mitrovica (en Serbie), puis à Belgrade, jusqu'à sa libération, le 14 août dernier, à la faveur d'un échange de prisonniers. Quelques semaines plus tard, le quartier général de la FORPRONU *à Erdut était informé par les autorités* croates de l'existence de témoignages faisant état d'un charnier dans les environs d'Ovcara. Depuis le mois de septembre, les « casques bleus » cherchaient en vain à localiser le site.

FLORENCE HARTMANN

□ **ALLEMAGNE : conférence de presse de Salman Rushdie.** – L'écrivain britannique Salman Rushdie, « condamné à mort » en 1989 par l'imam Khomeiny pour son livre *les Versets sataniques*, devait tenir une conférence de presse mercredi 28 octobre en Allemagne, a annoncé mardi à Bonn le bureau d'un député allemand, M[me] Thea Bock. L'écrivain, qui est à Bonn depuis dimanche, a souligné, *dans* un entretien au magazine allemand *Stern*, que l'Allemagne *« est le pays d'Europe qui a le plus d'influence sur l'Iran et les meilleures relations avec lui »*. – *(AFP.)*

□ **ITALIE : trente arrestations dans le cadre de la lutte antidrogue.** – La police italienne a annoncé que onze personnes ont été interpellées, mardi 27 octobre, à Palerme, Rome et Milan, dont le comptable d'une société soupçonnée de blanchir des narco-dollars, au cours de la deuxième phase de l'opération antidrogue internationale baptisée « Green Ice », qui avait permis fin septembre le démantèlement d'un trafic italo-colombien de drogue et l'arrestation de quelque deux cents trafiquants. En Calabre, la police a arrêté une vingtaine de personnes soupçonnées de trafic de cocaïne dont Francesco Muto, considéré comme l'un des dirigeants de la mafia calabraise. – (AFP, AP, Reuter.)

EUROPE

Le discours de M. Vaclav Havel, ancien président tchécoslovaque, à l'Académie des sciences morales et politiques

« Godot ne viendra pas, car il n'existe pas »

Nous publions l'intégralité du discours de réception, comme membre associé étranger de l'Académie des sciences morales et politiques, prononcé par M. Vaclav Havel à l'Institut de France le mardi 27 octobre.

Mesdames et Messieurs,

Je viens parmi vous d'un pays qui, pendant de longues années, a vécu dans l'attente de sa liberté. Qu'il me soit permis de saisir cette occasion pour présenter une brève réflexion sur le phénomène de l'attente.

Il y a plusieurs manières d'attendre.

En attendant Godot, en tant qu'incarnation de la délivrance ou du salut universel, se situe à une extrémité de la large palette qui recouvre les différentes formes d'attente. L'attente de beaucoup d'entre nous qui vivions dans l'espace communiste était souvent, voire de façon permanente, proche de cette position limite. Encerclés, enserrés, colonisés de l'intérieur par le système totalitaire, les individus perdirent tout espoir de trouver une issue, la volonté d'agir et même le sentiment de pouvoir agir. Bref, ils perdirent l'espoir.

Et pourtant ils ne perdirent pas le besoin d'espérance, ils ne pouvaient même pas le perdre car sans espoir la vie se vide de son sens. C'est pourquoi ils attendaient Godot. Faute de porter l'espérance en leur sein, ils l'attendaient de la part d'un vague salut venant de l'extérieur. Mais Godot – celui qui est attendu – ne vient jamais, simplement parce qu'il n'existe pas. il n'est qu'un substitut d'espérance. Produit de notre impuissance, il n'est pas un espoir mais une illusion. Un bout de chiffon servant à rapiécer une âme déchirée, mais lui-même percé de trous. L'espérance d'individus sans espoir.

A l'autre bout de la palette, une autre sorte d'attente : l'attente en tant que patience. Une attente animée par la croyance que résister en disant la vérité est une question de principe, tout simplement parce qu'on doit le faire, sans calculer si demain ou jamais cet engagement donnera ses fruits ou sera vain. Une attente forte de cette conviction : sans se soucier d'une éventuelle valorisation de cette vérité rebelle, sans savoir si, un jour, elle triomphera ou, au contraire, comme tant de fois déjà, elle sera étouffée, redire la vérité aura un sens en soi, ne serait-ce que celui d'une brèche dans le règne du mensonge généralisé.

Un état d'espérance

Et aussi, mais en deuxième lieu seulement, une attente inspirée par la conviction que la graine semée prendra ainsi racine et germera un jour. Nul ne sait quand. Un jour. Pour d'autres générations, peut-être. Cette attitude que, pour simplifier, nous appellerons dissidence supposait et cultivait la patience. Elle nous a appris à être patients. Elle nous a appris à attendre : l'attente en tant que patience. L'attente comme un état d'espérance, et non comme une expression de désespoir. On pourrait dire qu'attendre Godot est dénué de sens, c'est mentir à soi-même et donc une perte de temps, alors que cet autre mode d'attendre en a un. Non plus un doux mensonge, mais une vie amère dans la vérité qui ne fait plus perdre le temps mais l'accomplit.

Attendre la germination de la graine qui, par principe, est bonne, c'est autre chose qu' « attendre Godot ». Attendre Godot signifie attendre la floraison d'un lys que nous n'avons jamais planté.

Evitons tout malentendu : les citoyens vivant dans l'espace communiste ne se divisaient pas en ceux qui attendaient Godot d'une part et les dissidents d'autre part. Nous étions tous, dans une certaine mesure tantôt de ceux qui attendaient Godot, tantôt dissidents, les uns optant davantage et plus souvent pour la première solution, les autres pour la deuxième. Il est néanmoins possible de réduire cette expérience à la constatation qu'une attente ne vaut pas l'autre. Ma réflexion ne dérive pas, certes, d'un besoin pressant d'évoquer nostalgiquement le passé. Elle doit m'amener à découvrir ce que cette expérience signifie pour le présent et le futur.

Assumer sagement le passé

Permettez-moi de parler, un moment, à la première personne : bien qu'exercé à cette patiente faculté d'attendre qui était celle des dissidents, persuadé de son sens profond, néanmoins ces trois dernière années, donc depuis la paisible révolution anti-totalitaire, je sombrais de plus belle dans une impatience frôlant le désespoir. Je me tourmentais à l'idée que les tranformations avançaient beaucoup trop lentement, que mon pays n'avait toujours pas une nouvelle constitution démocratique, que les Tchèques et les Slovaques n'arrivaient toujours pas à s'entendre sur leur coexistence dans un même Etat, que nous ne nous rapprochions pas assez rapidement du monde démocratique occidental et de ses structures, que nous n'étions pas capables d'assumer sagement le passé, que nous éliminions trop lentement les restes de l'ancien régime et de toute sa désolation morale.

Je souhaitais désespérément qu'un de ces objectifs au moins soit réalisé. Pour pouvoir le rayer de la carte comme un problème résolu et donc liquidé. Pour que le travail que j'exerçais à la tête du pays aboutisse enfin à un résultat visible, incontestable, tangible, indéniable, donc à quelque chose d'achevé. J'avais du mal à me résigner à l'idée que la politique était un processus sans fin, comme l'Histoire, processus qui ne nous permet jamais de dire : quelque chose est fini, achevé, terminé.

Comme si j'avais tout simplement oublié d'attendre, attendre de la seule manière qui ait un sens.

Aujourd'hui, avec le recul, j'ai tout loisir de repenser à cela. Et je commence à comprendre que mon impatience me fit succomber justement à ce que j'avais toujours soumis à une analyse critique. Je succombais à cette forme d'impatience ô combien destructrice de la civilisation technocratique moderne, imbue de sa rationalité, persuadée à tort que le monde n'est qu'une grille de mots croisés où il n'y aurait qu'une seule solution correcte – soi-disant objective – au problème ; une solution dont je suis le seul à décider de l'échéance.

Sans m'en rendre compte, je succombais, *de facto*, à la certitude perverse d'être le maître absolu de la réalité, maître qui aurait pour seule vocation de parfaire cette réalité selon une formule toute faite. Et comme il revenait à moi seul d'en choisir le moment, il n'y avait aucune raison de ne pas le faire tout de suite.

Bref, je pensais que le temps m'appartenait.

C'était une grande erreur.

Or le monde, l'Etre et l'Histoire sont régis par un temps qui leur est propre, dans lequel nous pouvons, il est vrai, intervenir de façon créative mais que nul ne maîtrise complètement. Le monde et l'Etre n'obéissent pas aveuglement aux injonctions d'un technocrate ou d'un technicien de la politique, ils *ne sont pas là pour réaliser* leurs prévisions.

Ils se rebellent contre le temps de ces derniers de la même manière qu'ils n'acceptent pas son explication destructrice. Ainsi, si le monde, l'Etre et l'Histoire ont leurs surprises et leurs secrets qui prennent au dépourvu la raison moderne – qui est dans le fond rationaliste – ils suivent également une trajectoire tortueuse et souterraine qui leur est propre. Vouloir supprimer cette « tortuosité » impénétrable par un barrage infernal comporte beaucoup de risques, depuis la perte de la nappe phréatique jusqu'aux changements tragiques de la biosphère.

En resongeant à mon impatience politique, je dois nécessairement constater que l'homme politique d'aujourd'hui et de demain – permettez-moi d'utiliser le concept d'« homme politique post-moderne » – doit apprendre à attendre, dans le meilleur et dans le plus profond sens du mot. Il ne s'agit plus d'attendre Godot. Cette attente doit traduire un certain respect pour le mouvement intrinsèque et le déroulement de l'Etre, pour la nature des choses, leur existence et leur dynamique autonomes qui résistent à toute manipulation violente ; cette attente doit s'appuyer sur la volonté de donner à tout phénomène la liberté de révéler son propre fondement, sa vraie substance. Le comportement de l'homme politique post-moderne ne doit plus procéder d'une analyse impersonnelle mais d'une vision personnelle. Au lieu de se fonder sur l'orgueil, il doit se nourrir de l'humilité.

Comprendre le monde

Se distinguant ainsi d'une machine, le monde se refuse au contrôle absolu. De même qu'on ne peut le reconstruire de fond en combie à partir d'un quelconque concept technique. Les utopistes qui pensent ainsi finissent par provoquer d'horribles souffrances. Ainsi détachée de l'âme humaine, qui est par essence unique, la raison, lorsqu'elle s'érige en moteur principal de toute action politique, ne peut conduire qu'à la violence.

Le monde se révolte contre l'ordre imposé par le cerveau, un cerveau qui semble avoir oublié qu'il n'est qu'une modeste partie de cette architecture infiniment riche qui se nomme le monde. Plus le monde est, avec rigueur et impatience, contraint à des catégories rationnelles, plus grandes sont les explosions de l'irrationalité dont il nous surprend.

Oui, moi-même, critique sarcastique de tous les exégètes orgueilleux de ce monde qui est le nôtre, j'ai dû me souvenir qu'il ne fallait pas seulement expliquer le monde, mais aussi le comprendre. Il ne suffit pas de lui imposer ses propres paroles, mais il faut tendre l'oreille et être à l'écoute de la « polyphonie » de ses messages souvent contradictoires. Il ne suffit pas de décrire en termes scientifiques le mécanisme des choses et des phénomènes, mais il faut les sentir et les éprouver dans leur âme.

Il ne faut pas compter uniquement sur le calendrier que nous avons fixé à notre action sur le monde, mais il faut aussi honorer un calendrier infiniment plus complexe, celui que le monde s'impose et qui est partie intégrante des milliers de calendriers autonomes régissant une multitude infinie de phénomènes naturels, historiques et humains.

Il ne faut pas attendre Godot.

Godot ne viendra pas, car il n'existe pas.

Il est d'ailleurs impossible d'inventer Godot. L'exemple type d'un Godot imaginaire, celui qui finit par arriver, donc un faux, le Godot qui prétendait nous sauver mais qui n'a fait que détruire et décimer, ce fût le communisme.

Je constatai ainsi avec effroi que mon impatience à l'égard du rétablissement de la démocratie avait quelque chose de communiste. Ou, *plus généralement, quelque chose* de rationaliste, l'unité des Lumières. J'avais voulu faire avancer l'Histoire de la même manière qu'un enfant tire sur une plante pour la faire pousser plus vite.

Je crois qu'il faut apprendre à attendre comme on apprend à créer. Il faut semer patiemment les graines, arroser avec assiduité la terre où elles sont semées et accorder aux plantes le temps qui leur est propre.

On ne peut duper une plante, pas plus qu'on ne peut duper l'Histoire. Mais on peut l'arroser. Patiemment, tous les jours. Avec compréhension, avec humilité, certes, mais aussi avec amour.

Je viens d'un pays plein d'impatients

Si les hommes politiques et les citoyens apprennent à attendre dans le meilleur sens du mot, manifestant ainsi leur estime pour l'ordre intrinsèque des choses et ses insondables profondeurs, s'ils comprennent que toute chose dispose de son temps dans ce monde et que l'important, au-delà de ce qu'ils espèrent de la part du monde et de l'Histoire, c'est aussi de savoir ce qu'espèrent le monde et l'Histoire à leur tour, alors l'humanité ne peut pas finir aussi mal que nous l'imaginons parfois.

Mesdames et Messieurs,

Je viens d'un pays plein d'impatients. Ils sont peut-être impatients parce qu'ils avaient si longtemps attendu Godot et qu'ils ont l'impression qu'il est enfin arrivé. C'est une erreur aussi monumentale que celle de leur attente. Godot n'est pas venu. Et c'est très bien ainsi, car si un Godot arrivait il ne serait que le Godot imaginaire, le Godot communiste. Seulement, ce qui devait mûrir a mûri. Ce fruit aurait peut-être mûri plus tôt si nous avions su mieux l'arroser. Nous n'avons qu'une tâche : transformer les fruits de cette récolte en de nouvelles graines et les arroser patiemment.

Il n'y a aucune raison d'être impatients si le semis et l'arrosage sont bien faits. Il suffit de comprendre que notre attente n'est pas dénuée de sens.

Une attente qui a un sens parce que générée par l'espoir et non par le désespoir, par la foi et non pas par la désespérance, par l'humilité devant le temps de ce monde et non pas par la crainte et sa sérénité n'est pas accompagnée de l'ennui mais de la tension. Une telle attente est plus qu'une simple attente.

C'est la vie, la vie en tant que participation joyeuse au miracle de l'Etre.

Je vous remercie de votre attention.

Les intertitres sont de la rédaction du Monde.

M. GODOT AU TÉLÉPHONE !

C'EST TROP TARD...

PANCHO

Beaucoup d'humour et une certaine tristesse

Assis entre MM. Roland Dumas et Jack Lang sous la vénérable coupole baignée par les vitraux d'une délicate lumière d'automne, le président Vaclav Havel semblait parfois distrait, mardi après midi 27 octobre à l'Institut de France, bercé par une langue qu'il n'entend guère. Les gardes républicains s'étaient retirés après les roulements de tambour d'usage, le président (de l'Académie des sciences morales et politiques) Raymond Polin, en habit vert, était déjà bien avancé dans son allocution, sans surprise, « d'installation » du nouveau membre associé étranger, l'assistance était élégante, bref le tout ronronnait gentiment.

C'est alors que Vaclav Havel, philosophe et dramaturge, décida de réveiller un peu cette respectable assemblée et lui délivra, en guise de réponse, un discours dont seul un intellectuel du post-communisme pouvait être l'auteur, un très beau discours où il fut question de Godot, d'« attente en tant que patience » puis, une fois cette attente recompensée, d'« *impatience frôlant le désespoir* ».

L'ex-président Havel (il a démissionné en juin) a ainsi réservé à ses nouveaux collègues académiciens français l'analyse critique de ses trente mois à la tête de la Tchécoslovaquie. Extraordinaire leçon d'humilité, que pourraient méditer longtemps les hommes politiques occidentaux ! Vaclav Havel, précédé dans cette Académie par d'autres présidents démocrates tchécoslovaques, Masaryk et Benes, s'accusa d'avoir voulu « *faire avancer l'Histoire comme un enfant tire sur une plante pour la faire pousser plus vite* ».

En se rasseyant sous les longs applaudissements, Vaclav Havel eut un sourire gêné, une manière un peu gauche de remettre sa cravate en place, tandis que le président Polin le remerciait pour « *cette belle leçon où, à la philosophie et la politique, s'était mêlée la poésie* »... Non loin, dans l'hémicycle, un autre écrivain, Ismaïl Kadaré, familier d'une autre forme d'attente, se sentait peut-être plus qu'un autre touché par ce discours. Une rencontre avec les journalistes, un peu plus tard, devait ramener M. Havel à des préoccupations plus prosaïques. On le donne candidat plus que probable à la présidence de la future République tchèque : Vaclav Havel, homme politique, s'est montré mardi très réservé à cet égard, refusant de se prononcer, « *dans l'état actuel* » des travaux sur la future Constitution.

En filigrane derrière sa réponse s'inscrit un différend avec le nouvel homme fort de Prague, le premier ministre tchèque Vaclav Klaus, qui a besoin de M. Havel comme président, mais voudrait qu'il soit élu par le Parlement, alors que Vaclav Havel, lui, voudrait être élu au suffrage universel.

Mais au fait, cette République tchèque, a-t-elle seulement un nom ? M. Havel espère qu'on lui trouvera un nom « *fondé sur la culture et la tradition* » car si l'on veut donner dans la précision à tout prix, alors il faudra le baptiser « *République civique démocratique centre-européenne des citoyens tchèques des territoires de l'ancienne couronne de Bohême regroupant d'autres ethnies* ». Pour ubuesque qu'elle apparaisse parfois, cette séparation tchécoslovaque sera réalité le 1er janvier prochain, rappelle le président Havel, qui voit là un « *processus irréversible* ». « *C'est vrai que beaucoup de citoyens ne souhaitaient pas cette séparation,* ajoute-t-il. *Moi-même, j'ai mené un combat pour qu'un référendum soit organisé à ce sujet. Malheureusement, j'ai échoué. C'est vrai que s'il y avait eu un référendum, cela aurait sans doute abouti à une situation différente. C'est pour ça que le référendum n'a pas eu lieu* »...

Derrière l'humour grinçant, perçait aussi dans les propos du président Havel une sincère tristesse, partagée par de nombreux Tchèques, celle de voir disparaître un pays dont ils célébraient mercredi 28 octobre la soixante-quatorzième, et dernière, année d'existence : la Tchécoslovaquie.

SYLVIE KAUFFMANN

TURQUIE

Le PKK aurait accepté d'évacuer ses bases en Irak

Après la suspension des combats sur le territoire irakien, intervenue mardi 27 octobre (*le Monde* du 28 octobre) entre les peshmergas et les séparatistes kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani a annoncé mardi que le PKK avait donné son « *accord de principe* » pour « *évacuer toutes ses bases le long de la frontière* » irako-turque.

En revanche, les combats continuent entre le PKK et les troupes turques. Notre correspondante à Istanbul, Nicole Pope, nous signale que vingt chars et une vingtaine de véhicules blindés de transport de troupes turcs ont franchi la rivière Hizil pour rejoindre les commandos turcs déjà installés en Irak et terminer l'encerclement d'une base importante du PKK située au nord-est de Zakho.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

هكذا من الاصل

AFRIQUE

SÉNÉGAL : les troubles en Casamance

Trente et une personnes assassinées près d'un centre touristique

Trente et une personnes, selon Radio Sénégal, ont été tuées, lundi 26 octobre, en Casamance, dans un village de pêcheurs proche du centre touristique de Cap-Skirring, par un groupe armé d'une vingtaine d'individus qui ont réussi à prendre la fuite. Des femmes, des enfants, deux policiers et un gendarme figurent parmi les victimes, toutes de nationalité sénégalaise.

Les trois représentants des forces de l'ordre ont été tués dans un restaurant appartenant à un Français, La Pirogue, devant plusieurs clients. Ce massacre a eu lieu dans l'une des principales zones balnéaires du Sénégal, à 600 kilomètres au sud de Dakar, en plusieurs endroits du village, situé entre les localités de Cap-Skirring et de Kabrousse, en bordure de mer. La plupart des établissements touristiques s'apprêtaient à rouvrir pour la saison, qui s'étend de novembre à mai.

Les assaillants se réclamaient du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), mouvement indépendantiste. L'armée a entrepris immédiatement une opération de ratissage dans la région, proche de la frontière avec la Guinée-Bissau. Le village était habité par des pêcheurs saisonniers, originaires de la région de Saint-Louis, dans le nord du pays, et du département de Fatick, dans le centre. Selon les autorités, les vacanciers n'ont pas été inquiétés. *« Les rebelles ne s'attaquent qu'aux Nordistes »*, a affirmé un responsable gouvernemental. – *(AFP, Reuter.)*

ALGÉRIE : réunion du comité central de l'ancien parti unique

Le FLN tente de clarifier sa position à l'égard du pouvoir

ALGER

de notre correspondant

C'est dans une indifférence quasi générale que le FLN, réunit, à partir du mercredi 28 octobre, à Batna, son comité central. L'ancien parti unique ayant toujours affectionné les symboles, le choix de la date et de l'endroit n'est pas fortuit puisque ces assises se tiennent à la veille de la commémoration, le 1er novembre, du déclenchement de la lutte de libération nationale, et dans la capitale des Aurès, haut lieu de la résistance.

Lutte de deux clans

Considérablement affaibli depuis les émeutes d'octobre 1988, déconsidéré aux yeux d'une bonne partie de l'opinion publique, miné par des luttes intestines aussi sourdes que féroces, le FLN, qui a régné sans partage sur l'Algérie pendant un quart de siècle, n'a plus les moyens de sa politique. Aussi, ces « grand-messes », qui sont célébrées à intervalles réguliers, semblent plus être des occasions d'entériner la victoire des uns sur les autres que de redynamiser une formation qui n'arrive pas à s'arracher à son passé.

Selon M. Abdelhamid Mehri, son inamovible secrétaire général, le comité central tentera de dégager une nouvelle ligne de conduite *« mieux adaptée à la situation actuelle du pays »*. Le FLN envisagerait de présenter *« des propositions détaillées sur l'idée d'un consensus national* (...) *pour sortir le pays de la crise multidimensionnelle qu'il traverse »*. Cette formule vague pourrait traduire tout aussi bien une certaine volonté de se rapprocher du Haut Comité d'Etat (HCE), le pouvoir actuel, qu'une tentative de promouvoir un front commun avec d'autres forces politiques.

Après avoir publiquement pris ses distances avec le HCE, le FLN est, en effet, petit à petit passé à l'opposition, faisant même de nombreux appels du pied aux différentes formations de la mouvance islamique. Il réclame notamment la reprise du processus électoral interrompu brutalement au mois de janvier 1992, après l'annulation du premier tour des élections législatives, remporté par l'ex-Front islamique du salut (FIS).

La réunion de Batna sera l'occasion pour ceux qui sont hostiles au HCE – ou pour ceux qui lui sont favorables – de compter leurs troupes. Les « durs » se rangent derrière la bannière d'un triumvirat du bureau politique composé de MM. Mehri, Mouloud Hamrouche, ancien premier ministre, et Abderahmane Belayat, ancien ministre. Mais plusieurs des onze membres de l'instance suprême du FLN seraient, en revanche, partisans d'un dialogue avec le HCE. La lutte entre ces deux clans sera donc serrée et pourrait déboucher, au cas où ils seraient mis en minorité, sur le départ des plus irréductibles opposants au pouvoir. – *(Intérim.)*

□ **Assassinat de deux policiers et d'un ancien gendarme.** – Deux policiers ont été assassinés, mardi 27 octobre, à Boufarik, à 35 kilomètres au sud d'Alger, par quatre individus armés de kalachnikovs. La veille, un gendarme à la retraite avait été tué dans la mosquée de Kadiria, à 70 kilomètres à l'est de la capitale. Les auteurs de ces attentats ont réussi à prendre la fuite. Douze membres des forces de l'ordre ont été tués depuis le 1er octobre. – *(AFP.)*

AFRIQUE DU SUD

Un dirigeant de l'ANC tué dans une embuscade au Natal

JOHANNESBURG

de notre correspondant

La tension est montée d'un cran dans le Natal, mardi 27 octobre, après un attentat qui a coûté la vie à l'un des dirigeants locaux du Congrès national africain (ANC) les plus en vue. M. Reggie Hadebe, adjoint au leader de l'ANC pour la région Natal-Midlands, a été tué lorsque la voiture à bord de laquelle il se trouvait en compagnie d'autres militants de son organisation a été prise sous le feu de tireurs non identifiés, entre Ixopo et Richmond, près de Pietermaritzburg.

Atteint d'une balle dans le cou, M. Hadebe devait décéder avant son admission à l'hôpital. Secrétaire régional de l'ANC et proche de M. Harry Gwala, un radical, membre controversé du Parti communiste, M. Hadebe était très respecté au sein de son organisation. Son assassinat survient au lendemain d'un week-end particulièrement meurtrier au Natal.

Démission de M. Viljoen

Une quarantaine de personnes ont été tuées depuis vendredi, dans une succession d'attaques frappant alternativement des militants de l'ANC et des membres de l'Inkatha, le parti conservateur à dominante zouloue du chef Mangosuthu Buthelezi. M. Buthelezi s'est déclaré favorable à une rencontre en tête à tête avec le président de l'ANC, M. Nelson Mandela, tandis que celui-ci lançait l'idée d'un sommet sur la violence, auquel participeraient tous les chefs de partis politiques.

Par ailleurs, l'un des plus fidèles collaborateurs du président Frederik De Klerk, M. Gerrit Viljoen, a annoncé, mardi, qu'il abandonnerait toutes ses activités politiques à la fin de cette semaine. Ministre d'Etat, sans portefeuille, M. Viljoen, âgé de soixante-six ans, a invoqué des raisons de santé pour justifier sa décision.

Ancien président du Broederbond, une société secrète, ancien recteur d'université, plusieurs fois ministre dans les gouvernements des présidents Botha et De Klerk, M. Viljoen a joué un rôle crucial dans les négociations engagées avec l'ANC depuis le mois de mai 1990. Il était, à juste titre, considéré comme le bras droit du président De Klerk et la tête pensante du Parti national (NP) dans le processus de réformes mené pour abolir l'apartheid et négocier une nouvelle Constitution.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

□ ***SIERRA-LEONE : disparition* d'une équipe de la Croix-Rouge.** – Le président de la Croix-Rouge de la Sierra-Leone, M. Lloyd During, a annoncé, mardi 27 octobre, que quatre employés de l'organisation, dont un Américain, ont disparu depuis dimanche dans l'est du pays, en proie depuis plus d'un an et demi à un mouvement de rébellion. – *(AFP, Reuter.)*

DIPLOMATIE

La fin de la visite du souverain japonais en Chine

L'empereur Akihito a dû respecter un cadre protocolaire étroit

A l'issue de sa visite officielle de six jours en Chine, l'empereur Akihito a quitté Shanghaï, mercredi 28 octobre, pour regagner le Japon. Un changement de programme dans la métropole de Chine orientale a été la seule anicroche de ce voyage – le premier dans l'histoire entre les deux grands empires asiatiques – consacrant la réconciliation sino-japonaise.

PÉKIN

de notre correspondant

L'annulation d'une promenade dans l'avenue de Nankin, l'artère commerciale la plus fréquentée de Shanghaï, dont le nom est associé au souvenir le plus douloureux de la guerre sino-japonaise, aura été, sous réserve d'inventaire, le seul couac notable du voyage du couple impérial. Aucune explication n'a été fournie sur cette modification apportée au programme de la visite, ni d'ailleurs sur les raisons qui avaient poussé les uns et les autres en premier lieu à s'entendre sur cette promenade dans une avenue qui, pour n'être pas particulièrement symbolique de la guerre, n'en porte pas moins un nom qui rappelle des événements sensibles.

En décembre 1937, selon les Chinois, quelque cent mille à deux cent mille habitants de Nankin – alors capitale de la Chine – furent massacrés par les troupes japonaises qui venaient d'envahir la ville. De toutes les souffrances de la guerre, le « sac de Nankin » est, pour les Chinois, l'emblème de ce passé sur lequel le pouvoir s'efforce de bâtir de nouvelles relations avec le Japon. Des « révisionnistes » japonais, quant à eux, nient régulièrement la réalité de ce massacre, ou accusent Pékin d'en exagérer l'ampleur.

La partie provinciale de la visite de l'empereur, traitée par les médias chinois comme un événement de la plus haute importance, n'a comporté, hormis cette modification, aucune surprise tant en étaient réglés à l'avance les moindres aspects, et tant les services de sécurité avaient fait leur travail. Détail amusant, le monarque nippon a été le premier visiteur de marque étranger à se rendre à Xi'an, ancienne capitale chinoise, sans y voir la célèbre armée de soldats de terre cuite de l'empereur Qin Shi Huangdi, « huitième merveille du monde ».

Il a en revanche rendu hommage à la source culturelle que représente pour le Japon la cité, sur le modèle de laquelle fut construite Kyoto. A Shanghaï, ville conquise dès 1937 par les forces japonaises, il a rencontré des universitaires et les paysans d'un village des environs. Mais, à aucun moment, il n'est sorti du cadre protocolaire étroit qui avait été fixé à son séjour. Tout au long de la visite, la Chine a montré à quel point elle était ravie de la réhabilitation diplomatique que lui apportait le couple impérial nippon, les plus prestigieux dignitaires étrangers à être reçus ici depuis le massacre de Pékin en 1989. Mais le pouvoir communiste a également maintenu un minimum de distance par rapport à l'événement, de façon à éviter de se voir trop amèrement reprocher à l'avenir par la population ce symbole de réconciliation avec l'ancien ennemi, un demi-siècle après la guerre, et en l'absence d'excuses de ce dernier.

FRANCIS DERON

Les stigmates toujours présents de l'occupation nippone

WEIHAI

de notre envoyé spécial

Si l'essentiel des rancœurs chinoises envers le Japon se concentrent sur les stigmates de la seconde guerre mondiale, cette petite bourgade de la province du Shandong montre à sa manière que la méfiance remonte à plus loin.

L'île de Liu Gong, dans la baie de Weihai, recèle un musée édifié sur une base navale de la dynastie mandchoue, entièrement consacré à Ding Ruchang, héros de la bataille de la mer Jaune, à l'issue de laquelle fut signé, en 1895, le traité de Shimonoseki, consacrant l'implantation coloniale nippone en Chine. Commandant de la base, Ding se suicida quand il apparut que sa flotte du Nord avait été coulée par l'envahisseur.

C'est, insistent les panneaux explicatifs, l'un de ses adjoints qui rédigea en son nom, après son suicide, l'acte de reddition, base « légale » du traité. Conclusion implicite : la soumission à la puissance nippone était fondée sur la forfaiture d'un félon. Devant les statues de cire représentant les héros chinois, des visiteurs jettent des pièces de monnaie, dans un geste quasi religieux.

Il y a d'autres musées qui dénoncent les traités inégaux imposés jadis par les puissances à l'Empire du Milieu. Mais il émane de celui-ci, méticuleux à l'extrême, l'impression que l'humiliation subie par les Chinois dans leur confrontation avec le Japon est encore plus vive du fait qu'il s'agissait d'une puissance voisine qui emprunta à la Chine une part essentielle de sa culture.

Cependant, le régime communiste n'a pas systématiquement cherché à effacer de la géographie urbaine les vestiges du colonialisme, nippon en particulier. Certaines villes de Mandchourie, comme Dalian (l'ex-Dairen, ou Port-Arthur), Shenyang (Moukden) ou Harbin, comptent de beaux restes de ce genre architectural qui fut, finalement, moins affecté par la fureur destructrice du maoïsme que l'héritage chinois. A Pékin, un des bâtiments les plus soigneusement restaurés n'est autre que l'ancien immeuble de la banque de Yokohama.

Durant sa visite, l'empereur Akihito s'est vu épargner la fréquentation de lieux chargés d'un passé trop douloureux, comme Nankin, théâtre du massacre de 1937. Il s'est concentré sur les sites symbolisant soit le fond culturel commun – comme l'ancienne capitale Xi'an (ex-Chang-An, « Paix éternelle », de la dynastie Tang où la civilisation japonaise prit sa source) – soit le présent de la coopération économique, comme un des hôtels les plus prestigieux de Shanghai, le Garden Hotel – construit, avec financement japonais, sur les restes rénovés de ce qui fut, jadis, le Club français.

F. D.

CORRESPONDANCE

Le français à l'ONU

Après l'article que nous avons publié sur les changements de titulaires de plusieurs postes au secrétariat général des Nations unies à New-York (le Monde *du 17 octobre) sous le titre « La France et la francophonie absentes à l'ONU », le porte-parole du secrétaire général, M. François Giuliani, nous écrit :*

Je vondrais observer, d'une part, que tous les agents français dont les noms figurent dans cet article sont actuellement en poste au secrétariat général des Nations unies, soit à New-York, soit à Genève, et qu'aucun d'eux n'a quitté l'Organisation. D'autre part, la francophonie, à l'ONU comme ailleurs, ne tient pas seulement aux positions qu'occupent les Français. La langue française est une langue de travail courante qu'utilisent des agents ressortissant d'un très grand nombre de pays – pays qui ne sont pas toujours francophones. Le secrétaire général utilise à parts à peu près égales les deux langues de travail de l'Organisation, et il fut abondamment noté que chacun de ses discours était prononcé moitié en anglais, moitié en français.

□ **M. Sokomanu élu secrétaire général de la Commission du Pacifique sud.** – M. Ati George Sokomanu, ancien président de la République de Vanuatu – ex-condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides, – a été élu secrétaire général de la Commission du Pacifique sud (CPS), mercredi 28 octobre, à Suva (Fidji) lors de la 32e conférence ministérielle de la CPS, malgré l'opposition de certains pays donateurs, dont l'Australie. – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

BIRMANIE

Amnesty International dénonce des milliers de violations des droits de l'homme

« En Birmanie, les violations des droits de l'homme sont devenues si fréquentes que les victimes se comptent par milliers. Aucune couche de la société n'est épargnée, a annoncé, mercredi 28 octobre, Amnesty International. *Partout, même dans les régions où le gouvernement ne se heurte à aucune opposition armée, des gens sont tués, torturés, arrêtés.* [...] *Au cours des dix-huit derniers mois, plus de 300 000 personnes se sont réfugiées à l'étranger. »* La répression menace ceux qui s'opposent à la junte militaire : en particulier, Mme Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix 1991 et dirigeante de la Ligue nationale pour la démocratie – qui avait remporté les élections de 1990 – et qui est en résidence surveillée depuis 1989.

Selon Amnesty, il y a encore 1 600 prisonniers politiques en Birmanie. Le pays reste soumis à la loi martiale : *« Il existe au moins vingt centres de torture où les détenus sont privés de nourriture, de sommeil et d'eau, torturés à l'électricité ou encore soumis au supplice de la « motocyclette »* (la victime doit rester sans bouger, les jambes pliées et les bras tendus, pendant de longues périodes). » Dans les zones où opère l'opposition armée, des milliers de civils sont déplacés de force par l'armée. Amnesty qualifie enfin la situation en Birmanie de *« révoltante »*.

CAMEROUN

Etat d'urgence dans le Nord-Ouest

Le gouvernement a proclamé l'état d'urgence, mardi 27 octobre, pour une durée de trois mois, dans la province anglophone du Nord-Ouest, théâtre de manifestations depuis l'annonce de la réélection à la présidence de la République de M. Paul Biya, contestée par les partisans de son principal adversaire, M. John Fru Ndi.

Mardi, le gouvernement français a jugé la situation au Cameroun *« préoccupante »*, et a lancé un appel au dialogue à toutes les parties concernées. *« Il est important et nécessaire que le dialogue s'instaure au Cameroun entre toutes les parties »*, a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, en soulignant que *« tous les Camerounais doivent pouvoir participer à la vie démocratique de ce pays ». « La France est extrêmement attentive à la situation au Cameroun pour des raisons »* qui tiennent aussi bien *« aux liens anciens qui nous unissent, à l'importance de la communauté française qui s'y trouve,* [qu'] *à la nécessité de voir ce pays poursuivre le processus dans lequel il s'est engagé »*, a poursuivi M. Daniel Bernard. – *(AFP, Reuter.)*

CENTRAFRIQUE

Une partie de l'opposition réclame l'annulation des élections

Trois des cinq candidats à l'élection présidentielle, MM. David Dacko, Ange Patassé et Enock Derand Lekoué, ont réclamé, lundi 26 octobre, l'annulation des scrutins (présidentiel et législatif) de dimanche dans l'ensemble du pays, et pas seulement la suspension des opérations électorales à Bangui et à l'ambassade centrafricaine à Paris, selon la décision des autorités (*le Monde* du 27 octobre).

Le gouvernement a annoncé l'ouverture d'une enquête sur les *« actes de sabotage »* qui ont conduit à cette suspension. Lors d'une conférence de presse, le ministre de l'administration territoriale, M. Ismaïla Nimaga, a déclaré que des *« procédures judiciaires »* avaient été ouvertes pour trouver les responsables. La radio nationale a rapporté que des Centrafricains avaient détruit les urnes et les bulletins à l'ambassade à Paris, et a annoncé, mardi, le limogeage du maire de Bangui, M. Behourum. Deux personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées, dimanche, dans des accrochages à Berberati, selon l'opposition. – *(AFP, Reuter.)*

HONGKONG

Le premier ministre chinois critique le plan de réformes du gouverneur

Le premier ministre chinois a, pour la première fois, pris publiquement position contre la politique de réformes démocratiques préconisée par le nouveau gouverneur de Hongkong, M. Chris Patten.

Recevant la plus importante mission commerciale britannique à visiter la Chine, M. Li Peng a affirmé, lundi 26 octobre, que ce plan était inacceptable. Jusqu'à présent, seuls les responsables des affaires de Hongkong et la presse officielle avaient tiré à boulets rouges sur M. Patten, qui s'est rendu à Pékin la semaine dernière. Ce dernier continue néanmoins à faire preuve de détermination. *Ainsi a-t-il plaidé, lundi, dans* un entretien à la BBC, pour plus de démocratie dans la colonie avant *sa rétrocession à la Chine en* 1997. *« J'essaie simplement, avec mes propres moyens,* a-t-il dit, *de faire en sorte que Hongkong soit dotée d'un gouvernement convenable (...). Si les responsables chinois n'aiment pas les propositions que j'ai avancées, ils doivent présenter leurs propres propositions pour que nous les discutions. »* Enfin, M. Patten a nié que Londres et Pékin aient conclu en 1990 un accord *« secret »* sur l'organisation des élections de 1995 à Hongkong, comme l'avait affirmé M. Lu Ping, directeur du bureau chinois pour Hongkong. – *(AFP.)*

INDE

Grève générale au Cachemire

Cinq personnes ont été tuées au Cachemire, lors d'une journée *d'agitation, mardi 27 octobre.* Des groupes musulmans hostiles à l'Inde y ont appelé à une grève de trois jours pour protester contre l'arrivée dans le territoire de vingt parlementaires, tant du Congrès que des partis d'opposition. Cette *« mission d'exploration »* a été dépêchée de New-Delhi en vue de trouver une issue à la guerre civile qui *sévit* depuis janvier 1990. Une femme et sa petite-fille ont été tuées à Srinagar, capitale de l'Etat, lors d'une fusillade entre séparatistes et forces de l'ordre. Une confrontation similaire, le même *jour, près de Sopore, dans le nord* du Cachemire, a fait trois morts et trois blessés. A leur arrivée, les *parlementaires ont trouvé les rues* de Srinagar désertes et les magasins et bureaux fermés. La protestation était amplifiée du fait que le 27 octobre marque l'anniversaire de l'annexion du Cachemire en 1947. En 1990 déjà, une mission similaire s'était soldée par un échec. – *(AFP.)*

□ **PAKISTAN : la marche vers le Cachemire indien dispersée.** – Les forces d'Islamabad ont arrêté, lundi 26 octobre, l'ultime colonne de la « marche pour l'unité du Cachemire », *qui avait quitté l'avant-veille* Muzaffarabad, la capitale de la partie du territoire sous contrôle pakistanais (Azad Kashmir). Une centaine de personnes ont été interpellées. La veille, les forces de l'ordre avaient tué un jeune homme et blessé une trentaine de personnes en dispersant une autre colonne. – *(AFP, UPI.)*

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : tout en étant résolu à « réagir aux attaques du Hezbollah »

M. Rabin ne veut pas « jeter de l'huile sur le feu » au Liban sud

Après les actions de représailles lancées par l'armée israélienne depuis la « zone de sécurité » qu'elle contrôle dans le sud du Liban, le nouveau premier ministre libanais, M. Rafic Hariri, a affirmé, mardi 27 octobre, que ces *« agressions israéliennes »* renforçaient sa *« volonté de libérer le sud du pays de l'occupation israélienne »*. Le Liban a décidé de déposer une plainte au Conseil de sécurité de l'ONU. De son côté, le Hezbollah pro-iranien a vivement critiqué, mardi, dans un communiqué publié à Beyrouth, la position de la France qui, par la voix du porte-parole du Quai d'Orsay, s'était *« indignée de l'attentat qui a coûté la vie à cinq soldats israéliens au Liban sud »*. Il a appelé Paris à *« réviser sa position (...) et à reconnaître le droit du peuple libanais à la résistance »*.

Ces actions de représailles ont provoqué, mardi, à Washington, de vifs échanges entre négociateurs arabes et négociateurs israéliens. Les Libanais ont qualifié la réaction d'Israël de *« totalement démesurée »*. Les Palestiniens ont exprimé leur *« dégoût »* et les Syriens ont dénoncé la continuation de l'occupation israélienne au Liban sud. Les Israéliens ont déploré que les Arabes ne se démarquent pas des *« criminels fous »*. Quant aux Etats-Unis, ils se sont déclarés *« affligés »* par ce regain de violences.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Israël semble décidé à rétablir le calme à sa frontière nord. Le premier ministre, M. Itzhak Rabin, a fait savoir qu'il ne souhaitait pas *« jeter de l'huile sur le feu »* et que son armée s'était contentée de *« réagir aux attaques du Hezbollah »* de ces deux derniers jours. Les pressions américaines ont apparemment été efficaces puisque ces déclarations apaisantes font suite au message du secrétaire d'Etat à la défense, M. Lawrence Eagleburger, enjoignant au gouvernement israélien d'éviter tout dérapage au Liban sud où le calme semblait être revenu, mercredi 28 octobre. Jérusalem a *« apprécié »* que Washington ait adressé un message identique à Damas. La Syrie est, en effet, ouvertement accusée par l'Etat juif de *« télécommander »* les opérations anti-israéliennes du *« Parti de Dieu »* pro-iranien.

Les propos de M. Rabin ne l'ont pas empêché de maintenir en état d'alerte maximale les bases militaires du Nord ainsi que les positions israéliennes, disséminées dans toute la « zone de sécurité ». Manière de montrer qu'Israël réagira très durement en cas de poursuite des attaques du Hezbollah.

« Une lutte de longue haleine »

Les autorités militaires ont à tel point tenu à ce que ce signal soit capté par les combattants intégristes qu'elles ont – fait exceptionnel – autorisé Kol Israel, la radio d'Etat, à annoncer l'entrée de renforts blindés dans la bande de terre d'une dizaine de kilomètres de profondeur contrôlée par Jérusalem au Liban sud. L'armée a, en outre, révélé la présence d'importantes concentrations de troupes massées du côté israélien de la frontière, soulignant, toutefois, qu'aucun blindé n'avait franchi, contrairement à des rumeurs, la limite nord de la « zone de sécurité ».

Les semi-remorques convoyant les chars et les transports de troupes blindés avaient entamé leur progression vers le nord, quelques heures après la chute d'une roquette sur un immeuble de Kyriat-Shmona tuant un jeune immigrant ukrainien. Des hélicoptères ont continué, mardi, de tournoyer au-dessus du Liban sud tandis que s'achevait le déploiement de deux brigades d'infanterie dans le secteur.

Les responsables militaires ont, en outre, maintenu les consignes en vigueur depuis quarante-huit heures sur les localités frontalières et sur celles du « Doigt de la Galilée » dont les habitants ont été contraints de passer une deuxième nuit dans les abris collectifs. Le commandant de la région militaire nord, le général Itzhak Mordechaï, a estimé, en effet, que le Hezbollah *« et même les autres organisations extrémistes basées au Liban »* pourraient bien décider de ne pas en rester là et continuer leurs tirs de roquettes. Le chef d'état-major, le général Ehud Barak, est, pour sa part, convaincu qu'Israël doit se préparer à une *« lutte de longue haleine »* contre les intégristes pro-iraniens. – *(Intérim.)*

AMÉRIQUES

CANADA : après la victoire du « non » au référendum

Les dirigeants politiques vont redoubler d'efforts pour relancer la croissance

Après le camouflet que leur a infligé l'électorat en rejetant, lundi 26 octobre, par 54,4 % des voix contre 44,6 %, selon les résultats définitifs, le projet de réforme constitutionnelle qu'ils lui proposaient, les dirigeants politiques du Canada souhaitent tourner la page au plus vite, pour se concentrer sur la relance économique. Ces bonnes intentions ont été favorablement accueillies sur les marchés boursiers.

MONTRÉAL

de notre correspondante

« Cap sur l'économie » : c'est ce qu'ont préconisé mardi la plupart des éditoriaux des grands quotidiens canadiens, rejoignant en cela les élites politiques du pays. *« Il va falloir continuer à travailler pour l'unité nationale, mais cela se fera dorénavant par le biais de la relance économique »*, a ainsi déclaré le premier ministre de l'Ontario, M. Robert Rae.

Le gouvernement va faire porter *« toute son énergie sur l'économie »*, avait déjà promis la veille le premier ministre fédéral, M. Brian Mulroney. Celui-ci a estimé qu'un nouveau processus de réforme constitutionnelle ne pourra pas être engagé tant que les Canadiens n'auront pas un meilleur *« esprit national »*.

Les premiers ministres des provinces n'envisagent pas non plus de reprendre des négociations à moyen terme. Il faut attendre qu'apparaissent au Canada *« des personnalités et un climat différents »*, a dit M. Frank McKenna, du Nouveau-Brunswick. Attendre *« au moins jusqu'aux prochaines élections fédérales »*, ont indiqué M. Rae et son homologue québécois Robert Bourassa. Dans l'immédiat, les ministres des finances d'Ottawa et des provinces vont se réunir pour relancer un plan d'investissement de 25 milliards de dollars dans les infrastructures routière et aéroportuaire du pays.

Les marchés financiers ont fort bien accueilli cette sollicitude pour l'économie. Et, pour les milieux d'affaires, le fait que cinq provinces anglophones se sont jointes au Québec pour voter « non », éloigne le spectre de la rupture. Le dollar canadien a gagné 0,46 cent mardi face au dollar américain et les grandes banques canadiennes, dont le taux préférentiel avait grimpé de plus de deux points depuis la fin septembre, l'ont abaissé d'un demi-point, à 7,75 %.

La gifle référendaire, que les commentateurs interprètent pour une large part comme une défaite personnelle de M. Mulroney, a relancé les spéculations sur l'avenir politique de celui-ci et sur la date des élections générales que le premier ministre conservateur doit organiser d'ici un an. Au Québec, l'échéance électorale provinciale, quoique plus lointaine, a été évoquée dans les discours de M. Bourassa et du président du Parti québécois, M. Jacques Parizeau. *« Le détour est terminé : on peut maintenant reprendre l'autoroute vers la souveraineté »*, a dit M. Parizeau, tout en donnant, lui aussi, la priorité immédiate à l'économie.

La colère des Amérindiens

« La politique de mon gouvernement est de bâtir le Québec au sein du Canada » a rétorqué M. Bourassa. *La bataille est terminée mais la guerre se poursuit.* » Il a indiqué que les membres de son parti qui avaient milité pour le non parce que insatisfaits des pouvoirs concédés au Québec dans l'entente de Charlottetown devront rendre des comptes. Et il a annoncé que son gouvernement cherchera à appliquer l'une des dispositions de l'entente : la négociation avec Ottawa d'un accord mettant fin aux coûteux chevauchements des compétences fédérale et provinciale en matière de formation de la main-d'œuvre.

Chez les Amérindiens, grands perdants du référendum puisque l'entente leur reconnaissait le droit à l'autonomie gouvernementale, les chefs nationaux des Inuit et des métis ont annoncé leur intention de poursuivre les négociations avec les gouvernements blancs pour mettre en œuvre le volet de l'entente qui les concerne. Mais le ministre fédéral des affaires constitutionnelles, M. Joseph Clark, a averti qu'il n'était pas *« optimiste »* à ce sujet.

De son côté, le grand chef Ovide Mercredi, qui négocia l'entente au nom des Amérindiens, a déclaré que les siens plaideront leur cause devant les Nations unies, puisque les Canadiens *« ont rejeté »* leurs revendications. Les Amérindiens, a-t-il ajouté, affirmeront unilatéralement leur souveraineté en adoptant leurs propres lois dans des domaines tels que la santé et la pêche, même si cela doit les conduire à des affrontements avec les Blancs. *« Tous les progrès accomplis par mon peuple ont été le fruit de confrontations »*, a-t-il conclu.

CATHERINE LECONTE

EN BREF

□ **CAMBODGE : deux « casques bleus » français blessés par une mine.** – Deux sous-officiers du contingent français de l'Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge (APRONUC) ont été blessés, mardi 27 octobre, par l'explosion d'une mine antipersonnel dans une zone de déminage de la région de Svai-Chek, à 25 kilomètres au nord de Sisophon (nord-ouest du pays). Selon un communiqué du SIRPA, l'un d'eux, *« le sergent Carlos Wilke, a été grièvement blessé à la jambe gauche par l'explosion de l'engin, l'autre, le sergent-chef Siegfried Grams, a été plus légèrement blessé au dos et aux épaules. Tous deux appartiennent au 6e REG* (régiment étranger du génie) ». – *(AP.)*

□ **ÉGYPTE : plusieurs pays déconseillent la visite de la haute vallée du Nil.** – Après les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie, l'Allemagne et les Pays-Bas ont déconseillé à leurs ressortissants, mardi 27 octobre, de se rendre dans les gouvernorats de Ménia et d'Assiout, où une touriste britannique a été tuée, la semaine dernière, par des musulmans intégristes. Les deux gouvernorats sont des foyers d'agitation islamiste où les actes de violence se sont multipliés depuis le printemps dernier. – *(AFP.)*

□ **ÉTATS-UNIS : vers la publication des archives sur l'assassinat de John Kennedy.** – Le président George Bush a signé, mardi 27 octobre, une loi qui autorise l'examen et la publication des archives sur l'assassinat du président John Kennedy en 1963, estimant que cela permettrait de mettre fin aux doutes qui subsistent sur les circonstances de ce meurtre. *« En raison de l'intérêt historique légitime pour cet événement tragique, tous les documents relatifs à l'assassinat doivent maintenant être publiés »*, a dit M. Bush. – *(AFP.)*

□ **GUINÉE-BISSAU : remaniement ministériel.** – Marqué par le départ de huit personnalités qui étaient au gouvernement depuis l'indépendance du pays en 1974, un remaniement ministériel, a été annoncé lundi 26 octobre à Bissau. Le nouveau gouvernement compte seize ministres, contre vingt-deux et sept secrétaires d'Etat dans le précédent. Le président Joao Bernardo Vieira a confié le portefeuille des affaires étrangères et de la coopération à M. Bernardino Cardoso, un de ses proches collaborateurs, qui était auparavant ministre du plan et de la coopération. – *(AFP.)*

□ **GUINÉE ÉQUATORIALE : arrestation de quinze opposants.** – Dans un communiqué rendu public à Libreville, au Gabon, L'Union populaire (UP), parti d'opposition légalisé, a indiqué, lundi 26 octobre, que quinze de ses membres avaient été arrêtés, la veille à Micomeseng, dans le nord de la partie continentale du pays.

□ **Cinq nouveaux membres au Conseil de sécurité de l'ONU.** – Le Brésil, Djibouti, l'Espagne, le Pakistan et la Nouvelle-Zélande ont été élus, mardi 27 octobre, par l'Assemblée générale de l'ONU au Conseil de sécurité pour une durée de deux ans. Ces membres – non permanents – remplaceront en janvier l'Autriche, la Belgique, l'Equateur, l'Inde et le Zimbabwe. Les cinq membres permanents, avec droit de veto, sont la Chine, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie. Les cinq autres membres non permanents, dont le mandat expirera fin 1993, sont le Cap-Vert, la Hongrie, le Japon, le Maroc et le Venezuela. – *(AFP, Reuter.)*

هكذا من الاصل

AMÉRIQUES

Les dirigeants politiques vont redoubler d'efforts pour relancer la croissance

ENQUÊTE

Désarrois américains

VIII. – Santé : un système sous perfusion

Les précédents articles ont été consacrés aux symptômes du déclin américain, à la crise économique, au désenchantement des classes moyennes, à l'éducation, à la misère urbaine, à la criminalité, à la vague de fondamentalisme religieux et à la recherche scientifique (*le Monde* des 20, 21, 22, 23, 24, 27 et 28 octobre).

PORTLAND (Oregon)

de notre envoyé spécial

«Si j'ai pris ce travail dans cette chaîne d'hôtels, c'est autant par goût que par nécessité», explique Tom, le jeune chef de rang du Hilton de Portland. *«Ma femme était enceinte et je savais que l'accouchement allait me coûter 6 000 dollars* [environ 30 000 F] *pour l'intervention proprement dite, avec une seule journée d'hospitalisation. Ici, nous sommes dans un établissement hôtelier «unionisé» : les syndicats y sont représentés, ce qui nous garantit une couverture sociale à un prix raisonnable, à raison de 24 dollars par mois. Si j'étais obligé de m'assurer par mes propres moyens, cela me coûterait 350 dollars par mois. De la folie! Nous gagnons, ma femme et moi, environ 3 000 dollars par mois. Mais tout n'est pas pris en charge. La vaccination de mon fils (162 dollars) n'est pas remboursée, pas plus que les pilules contraceptives, qui coûtent une fortune»*, explique-t-il.

«Aux Etats-Unis, poursuit Tom, *on réfléchit à deux fois avant d'aller voir un médecin, qui peut vous demander jusqu'à 150 dollars pour dix minutes de consultation et sur lesquels vous ne serez remboursé qu'à hauteur du plafond, soit 50 dollars. Heureusement, ils ne sont pas tous comme ça. Je connais un cardiologue à Sacramento, en Californie, qui soigne gratuitement et presque en cachette 10 % de ses patients qu'il sait pratiquement sans ressources. Naturellement, il se rattrape sur ses clients qui peuvent payer. C'est ce qu'on appelle le* cost-shifting. *Tout le monde fait ça.»*

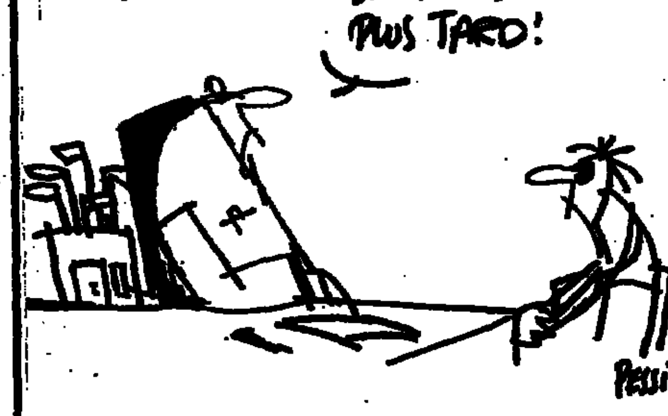
En quelques phrases, ce jeune homme de vingt-sept ans qui revendique son appartenance à la classe *moyenne – celle qui fera la décision* le 3 novembre – a résumé les paradoxes d'un système de santé dont le dysfonctionnement est devenu l'une des trois principales préoccupations des Américains, au même titre que le chômage et l'éducation.

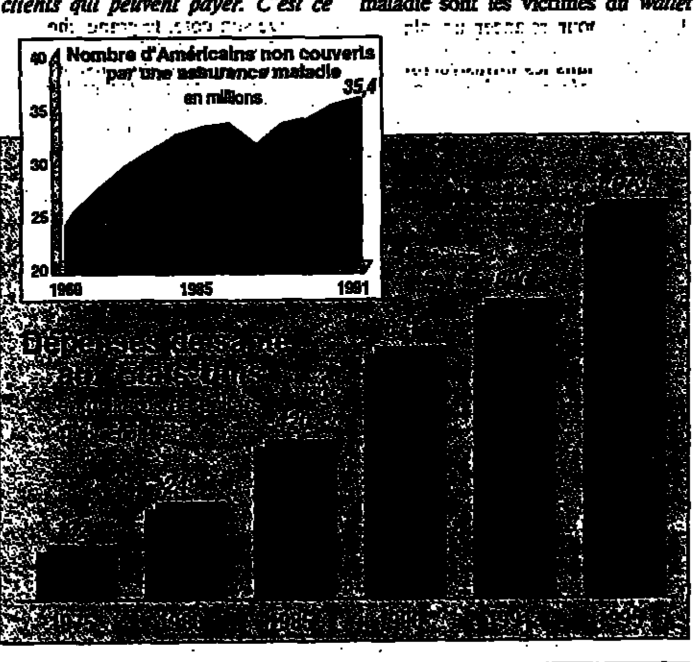
Les Etats-Unis détiennent le record mondial des dépenses de santé, qui atteignent 800 milliards de dollars, soit 13 % du produit intérieur brut (contre 6 % il y a trente ans). Ils se situent largement en tête, devant le Canada et la France, ex aequo avec 9 % de leur PIB consacré à ce secteur. C'est la *«meilleure médecine au monde»*, proclame M. George Bush : les universitaires et praticiens américains collectionnent les centres d'excellence dans de nombreuses pathologies. *«Une médecine de riches»*, rétorquent ceux qui ne peuvent se la payer.

35 millions d'exclus

Seule l'exclusion d'un nombre croissant de bénéficiaires a pu éviter l'explosion d'un système en déroute, qui ne laisse aucune place à la prévention. Il ne répond plus ni aux critères d'une économie libérale (les pouvoirs publics assurent 51 % de son financement et la bureaucratie est en train de l'asphyxier) ni aux besoins des salariés, qui voient leur couverture médicale s'amoindrir. Il pèse enfin sur le budget des entreprises, qui ont vu leurs charges sociales largement augmenter. D'où la nécessité de procéder d'urgence à deux réflexions, sur la politique d'accès aux soins et sur le coût de l'ensemble du système pour l'Etat, pour l'assuré et pour l'entreprise.

A l'heure actuelle, plus de 35 millions d'Américains sans assurance-maladie sont les victimes du *wallet scanner*, ou «tri par le portefeuille», qui leur interdit l'accès à la médecine. Ils ont moins de soixante-cinq ans : au-delà, ils sont couverts par Medicare, un programme financé par le gouvernement fédéral. Ce ne sont pas des indigents : ceux-ci ont le Medicaid, un programme mixte fédéral-gouvernements des Etats. Ils *font seulement partie de la catégorie* – en constante augmentation – des exclus. Ce sont des chômeurs arrivés en fin de droits, des travailleurs non couverts qui ont subi un accident, vécu un divorce ou perdu un procès.





Pour s'attaquer en priorité à ce problème, l'Oregon a mis au point un «plan santé» original. Devenu projet de loi, il a suscité un vif débat dans le pays. *«Les programmes spécifiques pour les personnes âgées et pour les indigents mis en place en 1965 sous l'administration Johnson ont constitué un progrès incontestable. Depuis, nous avons perdu complètement de vue la notion d'un droit à la santé pour tous. Les années 80 puis la récession économique, à partir de 1991, ont creusé l'écart entre les assurés et ceux qui ne l'étaient pas»*, rappelle M. Mark Gibson, assistant du président du Sénat de l'Oregon et auteur, avec le Dr John Kitzhaber, de ce projet de loi.

«Dans l'Etat de l'Oregon, explique-t-il, *environ 450 000 de nos citoyens, soit un peu moins de 20 % de la population, n'ont pas d'assurance-maladie. Nous avons voulu les récupérer en changeant la nature du débat : nous ne nous sommes pas seulement demandé qui devait être couvert, mais quel type de maladie prendre en charge»*, explique-t-il.

Partant de ce principe, une commission composée de médecins indépendants et de conseillers sociaux a établi en février 1991 – après dix-huit mois de discussions menées avec d'autres praticiens, des parents, des hommes d'affaires, des représentants du monde syndical, du clergé et une centaine de forums – une liste de 709 maladies classées en fonction d'un double paramètre : leur importance pour la population concernée et les chances de réussite médicale d'un éventuel traitement, en fonction de son coût. Ce nouveau système ouvrait la voie à une prise en charge par le Medicaid de l'Oregon des 587 premières affections, les autres n'étant pas remboursées.

Surcoût pour les entreprises

Approuvé par le parlement local, cet Oregon Health Services Act avait besoin d'une dérogation de Washington pour entrer en vigueur, le programme Medicaid étant partiellement financé par le budget fédéral. Il soulevait par ailleurs quantité de questions morales, religieuses, économiques ou d'éthique. Convenait-il, par exemple, de rembourser les greffes du foie, mais pas celles consécutives à une cirrhose? Etait-il juste de prendre en charge le traitement du sida, mais pas celui des malades entrés en phase terminale?

«Ce système ne prétendait pas être un modèle pour les Etats-Unis, concède prudemment M. Gibson, *mais tout au plus un élément de réponse aux problèmes posés par l'accès du plus grand nombre aux soins médicaux.»* Plutôt que de s'engager dans ce débat, le secrétaire américain à la santé, M. Louis Sullivan, a préféré évoquer l'incompatibilité de ce texte avec la loi sur la protection et la promotion des handicapés de 1990, pour le renvoyer à ses auteurs. *Exit* la question de l'accès aux soins.

Le gigantesque problème du coût croissant des dépenses médicales reste aussi un dossier grand ouvert. Par rapport à 1970, lorsqu'elles représentaient 950 dollars par habitant, les dépenses médicales ont triplé en 1991, sans que la santé des Américains s'en trouve améliorée. Les Etats-Unis figurent au 16e rang mondial en termes d'espérance de vie et au 23e pour la mortalité infantile.

Sur le terrain, les récriminations s'amoncellent. Un patient passe en *moyenne plus de six à* sept heures dans une salle d'urgence avant le premier examen; cinq jours d'hospitalisation en chirurgie reviennent à 30 000 dollars (six fois plus qu'il y a dix ans). Les médecins, dont le salaire annuel atteint en moyenne 170 000 dollars (850 000 francs), répercutent sur la clientèle l'augmentation de 20 % par an de leur prime d'assurance, justifiée par l'explosion du nombre des procès en responsabilité civile.

Les entreprises américaines, qui assurent 75 % du coût de la couverture médicale de leurs salariés, font de même pour des raisons analogues. General Motors, qui a subi en 1991 les plus fortes pertes de *l'histoire de l'industrie américaine*, consacre chaque année plus de 3 milliards de dollars à l'assurance de ses employés en activité et plus de 1 milliard à celle de ses 350 000 retraités. Le tout représente un surcoût de 900 dollars pour chaque voiture ou camion sorti de ses usines aux Etats-Unis.

Les pouvoirs publics ont paré au plus pressé. En mai 1991, M. Bush a proposé aux Etats de limiter les indemnités accordées par les tribunaux et qui, ajoutées aux assurances du corps médical, représentent 21 milliards de dollars par an. De leur côté, les entreprises recourent désormais au *managed care*, une méthode destinée à gérer au mieux les prescriptions médicales, et aux *health maintenance organizations (HMO)*, qui obligent à passer par un réseau de soins mis en place par l'assureur. Ces *HMO* couvrent près de 40 millions d'assurés. Enfin, plus de 350 sociétés chargées de contrôler les dépenses inutiles du corps médical ont aussi été créées. Ces contre-feux ont toutefois entraîné une prolifération de paperasserie et, si rien n'est fait d'ici là, les seuls frais administratifs pourraient représenter la moitié de l'ensemble des dépenses de santé en l'an 2000, contre 20 % actuellement.

«Pay or play»

Face à cette situation, républicains et démocrates ont avancé deux projets électoraux radicalement différents, qui reflètent le même type de clivages que dans le dossier de l'éducation. Privilégiant le recours accru à l'assurance privée, M. Bush préconise pour l'essentiel un abattement d'impôts pour les ménages apparte*nant à la classe moyenne* (revenu annuel inférieur à 80 000 dollars pour une famille de quatre personnes) qui souscriraient une police d'assurance-maladie. Il prévoit d'encourager les petites entreprises à se regrouper en «centrales d'achat» de *primes d'assurance*, pour bénéficier de meilleures conditions. Il souhaite enfin encadrer les dépenses fédérales liées aux programmes Medicaid et Medicare, rejoignant en cela M. Ross Perot, partisan d'une limitation du Medicare pour les personnes âgées disposant de revenus élevés.

Schématisé par la formule «Pay or play», le programme du candidat Clinton vise à *«fournir à tous les Américains un système de base pour leur santé»*, reposant pour l'essentiel sur les contributions des entreprises. Celles-ci seraient tenues soit d'assurer la couverture de leurs salariés, soit de verser une taxe – elle pourrait représenter jusqu'à 7,5 % de la masse salariale – dans un pot *commun géré au niveau fédéral*.

Cette amorce de «collectivisation rampante» du système de santé déplaît encore à beaucoup. M. Janet Shikles, directeur de la division santé du General Accounting Office (un organisme bi-partisan, démocrate-républicain, du Congrès), estime que la pression politique n'est pas encore assez forte pour que le gouvernement fédéral soit incité à prendre de grandes initiatives dans ce domaine. A ses yeux, ce sont plutôt les Etats qui devront prendre les devants.

Pourtant, de plus en plus d'Américains acceptent d'étudier sans *a priori* d'autres systèmes de santé, y compris celui du Canada, autrefois jugé trop «collectiviste». *«Nous avons longtemps exalté les droits de l'individu, y compris devant les tribunaux»*, souligne Mme Barbara Coombs, une avocate qui a défendu le «plan santé» de l'Oregon après l'avoir longtemps combattu. *«Il est temps*, dit-elle, *de privilégier des valeurs communautaires. Dans la santé comme dans bien d'autres domaines.»*

SERGE MARTI

PROCHAIN ARTICLE :

Histoire : du melting-pot au «saladier» par Annick Cojean

Près de 5 milliards de dollars pour le sida

NEW-YORK

de notre correspondant

En décidant de démissionner, le 25 septembre dernier, de la Commission nationale sur le sida créée par le président Bush pour lutter contre la propagation de cette maladie, «Magic» Johnson, la star du basket-ball américain, avait voulu protester contre l'attitude, passive selon lui, de l'administration. A en croire les chiffres du budget, l'Etat américain consacre pourtant des *sommes de plus en plus importantes* à la lutte contre le sida, même si de nombreuses associations les jugent encore très insuffisantes au regard des besoins.

Pour l'année fiscale 1993, l'Etat fédéral aura accordé 118 % de plus à la lutte contre le sida que durant l'année 1989, avec un budget atteignant 4,9 milliards de dollars. *Si la prévention est* encore le parent pauvre de cette politique, avec une enveloppe de 620 millions de dollars (+ 29 %), 2,5 milliards seront consacrés au traitement de la maladie (+ 240 %) et 1,2 milliard à la *recherche* (+ 39 %). *Washington* investit désormais presque autant dans la recherche sur le sida que dans la recherche sur le cancer.

Mais la maladie fait de plus en plus de ravages. Depuis l'enregistrement, en juin 1981, des premiers cas de sida par les Centers for Disease Control (CDC), agence fédérale située à Atlanta (Géorgie), environ 230 000 cas de sida ont été recensés à ce jour aux Etats-Unis. Environ 150 000 de ces personnes sont décédées. Le pays compte actuellement plus d'un million de *séropositifs*, et, d'ici à 1995, plus de 400 000 Américains auront été frappés par la maladie, selon le professeur James Curran, directeur de la division sida du CDC.

La propagation du sida s'est ralentie parmi la population homosexuelle blanche; elle a fortement progressé chez les Noirs et les Hispaniques. Plus de 80 % des femmes atteintes appartiennent à ces deux minorités, de même que 90 % des enfants contaminés. Selon les tests récemment effectués par les CDC en Floride, 5 % des ouvriers agricoles saisonniers, identifiés comme un nouveau groupe «à risques», étaient porteurs du virus du sida, soit dix fois plus que la moyenne nationale.

S. M.

Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale

La droite et le PC condamnent la politique sociale du gouvernement

Entamant la discussion de la partie dépenses du budget, les députés ont examiné, dans la nuit du mardi 27 au mercredi 28 octobre, les crédits des affaires sociales et de la santé qui s'élèvent à 50,5 milliards de francs, soit une progression, par rapport à 1992, de 28,6 %, qui est en fait de 3,8 %, déduction faite de nouvelles affectations (1). Face à l'hostilité conjuguée de l'opposition et du Parti communiste, M. René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration, a dû demander la réserve sur le vote de ces crédits.

M. Jean-Yves Chamard (RPR, Vienne) met au supplice les ministres des affaires sociales de cette législature finissante. Habité d'une passion immodérée pour la chose redistributive, il bondit, tempête et harcèle jusqu'à épuisement. Le soupçonne-t-on de jouer à l'homologue autoproclamé du cabinet fantôme? Il laisse mûrir la rumeur, trop ravi. M. René Teulade, un rien féroce, finit-il par trouver *«pathétique»* son *«impatience»?* Il en coûtera à l'imprudent ministre une volée de sommations sur le déficit cumulé de 40 milliards de francs de la Sécurité sociale. *«Comment financerez-vous?», «comment ferez-vous?», «à qui ferez-vous croire que...?»*

Il est vrai que les affaires sociales offrent encore un terrain d'affrontement privilégié pour les tenants du choc frontal droite-gauche. *«Ce n'est pas tant la manière de produire qui fait problème entre nous que la manière de redistribuer»*, a averti M. Jean-Claude Boulard (PS, Sarthe), qui en veut pour preuve les projets de la droite de substituer *«l'assurance privée»* à *«la solidarité collective». «Le monde de l'assurance privée,* a-t-il ajouté, *rôde autour de l'alternance, finançant colloque sur colloque et piaffant manifestement d'impatience.»*

Mme Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire) n'était pas fâchée, elle non plus, de trouver dans ce dossier matière à réquisitoire. *«Partout résonne le glas de l'échec,* a-t-elle assuré. *La lutte contre l'exclusion? Jamais les exclus n'ont été aussi nombreux. Réduire les inégalités? Après douze ans de pouvoir socialiste, les pauvres sont plus pauvres et les riches plus riches».* A l'autre extrémité de l'échiquier, M. Gilbert Millet (PC, Gard) n'était pas moins sévère pour fustiger un budget qui, *«dans un souci de rentabilité financière»*, vise à *«instaurer l'austérité sanitaire»*. Et comme il est désormais rituel sur les bancs communistes à propos des textes les plus variés, M. Millet s'en est pris à l'inévitable Europe : *«Ce budget correspond à une logique maastrichtienne.»*

Dans un tel concert de manichéisme, il fallait prêter une oreille bien attentive pour capter le propos de M. Adrien Zeller (UDC, Bas-Rhin) décrivant le cercle vicieux dans lequel s'épuise la protection sociale. *«Les dépenses s'accroissent plus vite que les recettes, et pourtant les besoins non satisfaits sont parfois criants. Nous avons aujourd'hui de plus en plus de bénéficiaires du RMI et de moins en moins de cohésion sociale»*, a-t-il noté, rejoignant ainsi le constat de M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat à l'intégration, qui s'est inquiété de *«l'affaiblissement des solidarités collectives»*, source d'*«intégrismes de refuge»*.

A qui la faute? Evitant les anathèmes, M. Zeller a plaidé pour une responsabilité partagée. *«On a le sentiment d'une impasse sociale, d'un échec global que vous subissez avec nous, messieurs de la majorité»*, a-t-il lancé. La solution, selon lui, consisterait à *«aller à l'opposé de ce qui a été fait depuis quinze ans : moins d'Etat et plus de décentralisation, de subsidiarité; moins d'assistance et plus d'insertion, de réciprocité»*.

M. Kouchner demande pardon

M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, a emprunté au même registre de l'autocritique lorsqu'il a évoqué l'affaire du sang contaminé. Répondant à la mise en cause par M. Denis Jacquat (UDF, Moselle) d'un Etat coupable, selon lui, de *«délit de fuite»*, M. Kouchner a tenu, une nouvelle fois, à demander *«pardon aux victimes». «J'ai souvent ressenti combien les certitudes de la médecine étaient mouvantes et fragiles,* a-t-il précisé, *coupables aussi d'une confiance (...) qui va jusqu'à l'arrogance, pour masquer l'angoisse.»*

Cette discussion a également fourni au gouvernement l'occasion de confirmer qu'il s'apprêtait à proposer trois projets de loi en matière sociale. M. Teulade a ainsi indiqué qu'il évoquerait *«bientôt devant la représentation nationale»* le projet de loi sur la maîtrise des dépenses de santé qui offrira une traduction législative à l'accord récemment intervenu entre le gouvernement, les caisses nationales d'assurance-maladie et les syndicats médicaux. Il a précisé en outre qu'il souhaitait que *«le Parlement soit appelé à se prononcer»* sur un projet de loi relatif aux retraites, qui respectera, a-t-il souligné, deux *«acquis intangibles» : «Le système de répartition»* et *«le droit à une retraite à taux plein dès soixante ans.»*

Enfin, M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, a exprimé le souhait de pouvoir *«faire des propositions au Parlement d'ici la fin de la session»* à propos de la prise en charge des personnes âgées dépendantes. M. Cathala a précisé qu'il étudie la création d'une *«prestation»* qui serait accordée par une *«commission médico-sociale chargée d'évaluer le degré de dépendance»* à l'échelon du département. Selon lui, ce nouveau dispositif coûtera entre 10 et 12 milliards de francs. D'où les problèmes de financement en suspens, qui expliquent les retards pris par un dossier que de nombreux députés socialistes tiennent comme le dernier grand projet social de la législature.

FRÉDÉRIC BOBIN

(1) Parmi ces nouvelles affectations, les fonds destinés au revenu minimum d'insertion (RMI) qui figuraient précédemment dans le budget des charges communes du ministère de l'économie et des finances.

M. Barrot déclare que l'UDC est prête à «laisser passer» le projet de loi sur les dépenses de santé

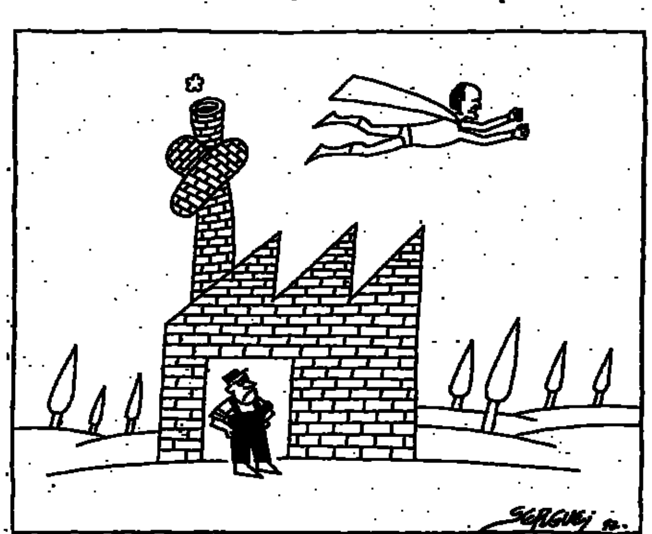
M. Jacques Barrot, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale, a déclaré mardi 27 octobre que son groupe est disposé à *«laisser passer»* le projet de loi sur la maîtrise des dépenses de santé que le gouvernement va présenter devant le Parlement à la suite de l'accord intervenu entre le ministère des affaires sociales, les caisses d'assurance-maladie et les syndicats médicaux. L'ancien ministre de la santé et des affaires sociales du gouvernement de M. Raymond Barre a affirmé que l'UDC ne ferait pas obstacle au projet de loi *«s'il est accepté par la majorité des organisations professionnelles»* et s'il *«ne trahit pas»* l'accord intervenu le 14 octobre.

En juin, le gouvernement avait été contraint de retirer un premier texte sur la maîtrise des dépenses de santé, contesté par la profession, devant l'hostilité de la droite et du PC, qui l'avait obligé à recourir au 49-3 en première lecture à l'Assemblée nationale.

En marge de la campagne présidentielle américaine

M. Brice Lalonde au pays de Superman

«J'ai le souvenir d'un meeting dans un quartier noir près de New-York. Quand vous le voyez, vous avez l'impression que c'est Superman. Il pourrait s'envoler dans les airs, comme Superman, on ne serait pas surpris. Il arrive, il parle, la lumière se fait sur lui, parce que les caméras sont là, et il pourrait s'envoler!» Superman, c'est Albert Gore, le candidat démocrate à la vice-présidence. De retour d'un voyage de trois jours aux Etats-Unis, en Géorgie et au New-Jersey, où il a «couvert» la campagne électorale américaine en compagnie d'une équipe de télévision de France 2 et pour le compte de *Paris-Match*, M. Brice Lalonde vient de redécouvrir l'Amérique.



Dans les traces du sénateur Gore, qu'il avait rencontré dès 1988, au cours d'un séminaire dans les montagnes Rocheuses, M. Lalonde a retrouvé de nouvelles raisons de s'enthousiasmer, comme un enfant, et de faire soudainement partager, après l'Europe de Maastricht, sa passion pour cet autre morceau de planète avec lequel, pour des raisons familiales, il a toujours eu des atomes crochus. Albert Gore, cet «écolo» à la carrure de footballeur américain, c'est donc Superman. Le président de Génération Ecologie n'en démord pas, ravi déjà de désarçonner tous ceux qui pourraient penser qu'un ancien ministre de la République ne peut décidément pas faire preuve de tant de naïveté : *«Quand chaque meeting commence par le lever des couleurs, le serment à l'Amérique, suivis des majorettes qui chantent avec l'orchestre de l'université, on se dit qu'il n'y a pas de raison que ça se termine mal pour eux.»*

Lorsqu'il rapporte abondamment ces impressions, on imagine déjà le désappointement des notables du centre, du PS, du MRG, ou des anciens soixante-huitards qui ont rallié Génération Ecologie et pour lesquels une campagne à l'américaine est souvent le degré zéro de la politique. On n'ose même plus songer à la mine déconfite de ses futurs partenaires des Verts, les amis de M. Antoine Waechter. Mais à l'évidence l'ancien président de l'UNEF à la Sorbonne en 1968 en rajoute à la louche : *«Ce ne sont pas des intellos. Ils ne se perdent pas dans le détail. Un, deux, trois messages, et c'est tout. Ils font campagne pour les chaînes de télé. Lorsqu'ils sont partis tous les deux, Clinton et Gore, juste après la convention démocrate, en tournée sur la côte Est, en bras de chemise, parce qu'il faisait très chaud, cela a donné une impression de force, de jeunesse et de dynamisme incroyable.»*

La relève des générations

Pour l'ancien candidat à l'élection présidentielle, qui est aussi le seul homme politique français à s'intéresser, à sa manière, au tandem susceptible de gouverner dans deux mois la première puissance mondiale, l'actuelle campagne américaine témoigne de la relève des générations, de l'émergence – enfin – de sa propre génération. *«C'est la première équipe qui se présente devant les électeurs sans dire comme George Bush : «J'ai descendu cinq avions japonais.» Parce que ça, c'est fini, la génération de la guerre et celle de la guerre froide. Clinton et Gore, on les a appelés Cassidy et le Kid. Alors, moi, je suis content de les voir, et j'en fais une métaphore, bien entendu.»*

Avec Albert Gore, auteur d'une sorte de plan Marshall global pour une relance mondiale fondé sur le respect des grands équilibres de la planète, ce serait *«le retour du leadership écologique américain»*. Pour l'ancien animateur des Amis de la Terre, l'un des creusets de l'écologie à la française, précisément rapporté de Californie, après 1968, par un certain Brice Lalonde, c'est aussi une revanche inattendue sur les partis Verts, *«d'essence un peu guesdiste ou bolchevik»*, construits en Europe, dans les années 80, sur le modèle des *Grünen*, en Allemagne.

«Vous avez dans la nouvelle génération politique américaine un ticket réel, capable de proposer un programme nouveau, avec des tas d'idées nouvelles dont celle de l'environnement, assure M. Lalonde. *Toutes choses égales par ailleurs, la France n'étant pas l'Amérique, il nous faut faire la même démonstration. L'écologie doit être une partie très importante d'un programme, même si le social demeure essentiel. Mais le social, ce n'est pas seulement le travail, représenté par des syndicats de travailleurs. C'est aussi le voisinage, la santé, la vie en société. Ce qui compte aujourd'hui, c'est là où l'on habite, plus que là où l'on travaille.»*

«L'idée du ticket est indispensable, mais à la condition que ce ne soit pas dû à une négociation de boutiquiers», affirme le président de Génération Ecologie. M. Lalonde y a déjà pensé, naturellement, avec le *«candidat naturel»*, précisément, du Parti socialiste, M. Michel Rocard, encore que celui-ci soit *«quelqu'un qui vient d'une génération pour laquelle la gauche classique tient complètement l'horizon»*. Mais d'ici à 1995, face à l'*«opposition Giscard-Chirac»*, qui n'a pas d'autre programme, comme M. Bush, que de *«retourner au pouvoir»*, l'horizon se sera peut-être dégagé pour... «Génération Superman».

JEAN-LOUIS SAUX

Les travaux du Sénat

Le projet instituant une garantie de l'Etat pour les grandes expositions est repoussé

Les sénateurs ont repoussé en première lecture, mardi 27 octobre, le projet de loi instituant une garantie d'Etat pour certaines expositions temporaires d'œuvres d'art. La majorité sénatoriale UDF-RPR et le groupe communiste ont voté contre. Seul le groupe socialiste a voté pour.

Les sénateurs ont approuvé l'esprit du texte du gouvernement, qui aurait pour conséquence d'alléger considérablement les coûts élevés d'assurance, qui peuvent atteindre jusqu'à 30 % du budget des grandes expositions. Regrettant que ce dispositif ne s'applique qu'aux seuls établissements publics nationaux, ils se sont efforcés de l'étendre *«aux collectivités territoriales ou à leurs établissements publics»*. M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, avait souhaité, le 20 octobre, devant la commission des affaires culturelles, qu'une solution soit trouvée sur ce point. Mais M. Jean Glavany, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, qui représentait le gouvernement, s'est sèchement opposé mardi à la disposition des sénateurs en utilisant l'article 40 de la Constitution qui stipule qu'un amendement est irrecevable s'il a pour conséquence une diminution de recettes ou une augmentation des dépenses de l'Etat.

Après avoir demandé en vain un report du vote du texte et une nouvelle audition de M. Lang, M. Michel Miroudot (RI, Haute-Saône), rapporteur du texte, et M. Maurice Schumann (RPR, Nord), président de la commission des affaires culturelles, ont alors invité le Sénat à repousser le projet de loi.

G. P.

Désignation des représentants à la Haute Cour

Le Sénat a procédé, mardi 27 octobre, comme après chaque renouvellement triennal, à l'élection de douze juges titulaires de la Haute Cour de justice. Trois socialistes, MM. Guy Allouche (Nord), Jean-Louis Carrère (Landes) et Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire-de-Belfort), un communiste, M. Charles Lederman (Val-de-Marne), trois RPR, MM. Charles de Cuttoli (Français établis hors de France), Paul Masson (Loiret) et Michel Rufin (Meuse), deux Républicains et indépendants, MM. Jean Delaneau (Indre-et-Loire) et Jacques Larché (Seine-et-Marne), deux centristes, MM. André Diligent (Nord) et Kléber Malécot (Loiret) et un membre du Rassemblement démocratique et européen, M. Louis Brives (Tarn), ont été désignés, ainsi que six suppléants : MM. Germain Authié (PS, Ariège), Georges Berchet (RDE, Haute-Marne), Luc Dejoie (RPR, Loire-Atlantique), André Jarrot (RPR, Saône-et-Loire), Daniel Millaud (UC, Polynésie française) et Jean-Pierre Tizon (RI, Manche).

M. Claude Huriet (UC, Meurthe-et-Moselle), rapporteur de la commission d'enquête du Sénat sur le système transfusionnel français, a indiqué mardi qu'il envisage de déposer *«une proposition de résolution visant à ce que les responsabilités éventuelles des ministres* [M. Laurent Fabius, Mme Georgina Dufoix et M. Edmond Hervé] *soient jugées par la Haute Cour»*.

En approuvant les orientations budgétaires

Les écologistes donnent une confortable majorité au président RPR de la région Ile-de-France

Ce n'est pas encore une «majorité de gouvernement», mais l'accord qui s'est concrétisé, mardi 27 octobre, au conseil régional d'Ile-de-France entre l'exécutif et les écologistes permet à M. Michel Giraud, le président (RPR) de l'assemblée, d'envisager une mandature plus paisible. M. Giraud a obtenu, pour la première fois dans l'histoire de l'assemblée, l'adoption des orientations budgétaires qui sont traditionnellement l'occasion de votes-exutoires avant le véritable débat sur le budget. Elles ont recueilli 115 voix sur 203 votants, bien au-delà de la majorité relative de 85 voix d'élus RPR et UDF dont il disposait jusqu'alors.

La quasi-totalité des conseillers écologistes, de Génération Ecologie comme du groupe des Verts (1), ont voté les orientations budgétaires de la région Ile-de-France pour 1993. Celles-ci avaient fait l'objet, dès le 23 octobre, d'un accord entre le groupe Génération Ecologie et l'exécutif. Il portait sur trois priorités en 1993, 1994 et 1995 : l'accélération d'une politique de logement, l'inversion des priorités entre rail et route et la mise en place d'une agence régionale de l'environnement. En revanche, les élus des Verts considéraient, ce même 23 octobre, ces *«simples déclarations d'intention»* comme de *«la poudre aux yeux»*. Ils annonçaient alors que, *«faute d'engagements chiffrés»*, ils ne voteraient pas les orientations budgétaires.

La «discussion-négociation» entre l'exécutif et les Verts avait cependant repris le 26 octobre. Malgré les lazzis de M. Jean-Yves Le Gallou (FN) aux élus écologistes – *«Vous cassez les prix!»* – et un faux suspense sur les intentions définitives des Verts, tout paraissait bouclé, mardi 27 octobre, à l'ouverture des débats de l'assemblée régionale sur les orientations budgétaires. M. Jean-Pierre Fourcade, vice-président (UDF), se félicitait de l'accord des groupes écologistes sur un cadre budgétaire sans déficit malgré la crise économique et les prélèvements de l'Etat. L'exécutif a retenu deux amendements des Verts. Le premier indique que le prochain contrat de plan Etat-région se fixera *«pour objectif de tendre, avant son terme, vers un rapport 2/3-1/3, en faveur des transports en commun»*.

Le deuxième chiffre les dépenses du conseil régional consacrées au traitement des déchets, aux paysages et aux plantations, à la lutte contre le bruit et la pollution de l'air.

Si les écologistes affirment que leur accord sur les orientations budgétaires ne signifie pas une *«approbation automatique»* du projet de budget de la région, tel qu'il sera présenté en décembre prochain, cette négociation ne fait que des heureux. M. Giraud obtient une véritable majorité et les élus écologistes franciliens estiment qu'ils ont fait passer une partie de leurs idées dans les faits.

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) Seule Mme Monique Le Saux (GE) s'est abstenue.

La présentation du schéma directeur pourrait être reportée

Le projet de nouveau schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (SDAURIF) va-t-il être présenté par les pouvoirs publics dans les prochains jours? Telle est la question qui agite les élus franciliens depuis le début de la semaine. M. Christian Sautter, préfet de région, avait laissé entendre que le projet de SDAURIF serait présenté avant la fin du mois d'octobre. Il devait remettre le projet à M. Michel Giraud, président du conseil régional, le 28 octobre. En annonçant, mardi 27 octobre, que ce rendez-vous avait été reporté, ce dernier a indiqué qu'une réception trop tardive du texte ne lui permettrait plus d'organiser *«dans des délais décents»* la consultation et les débats nécessaires. M. Giraud avait prévu de convoquer une assemblée extraordinaire du conseil régional le 10 novembre. Un report du début de la consultation des élus, qui doit, selon la loi, se poursuivre pendant trois mois, conduirait, selon M. Giraud, à une interférence avec la campagne pour les élections législatives.

De nombreuses hypothèses pourraient expliquer ce report de la présentation du nouveau SDAURIF : le débat sur la motion de censure, la nécessité d'ultimes arbitrages ministériels sur le projet mis au point par la préfecture de région. Enfin, l'attente d'une décision définitive sur le Grand Stade pourrait remettre en cause l'inscription du projet de Melun-Sénart dans le document définitif. La plupart des élus socialistes d'Ile-de-France ont fait savoir au gouvernement qu'il serait «urgent d'attendre» avant de présenter le nouveau SDAURIF.

C. de C.

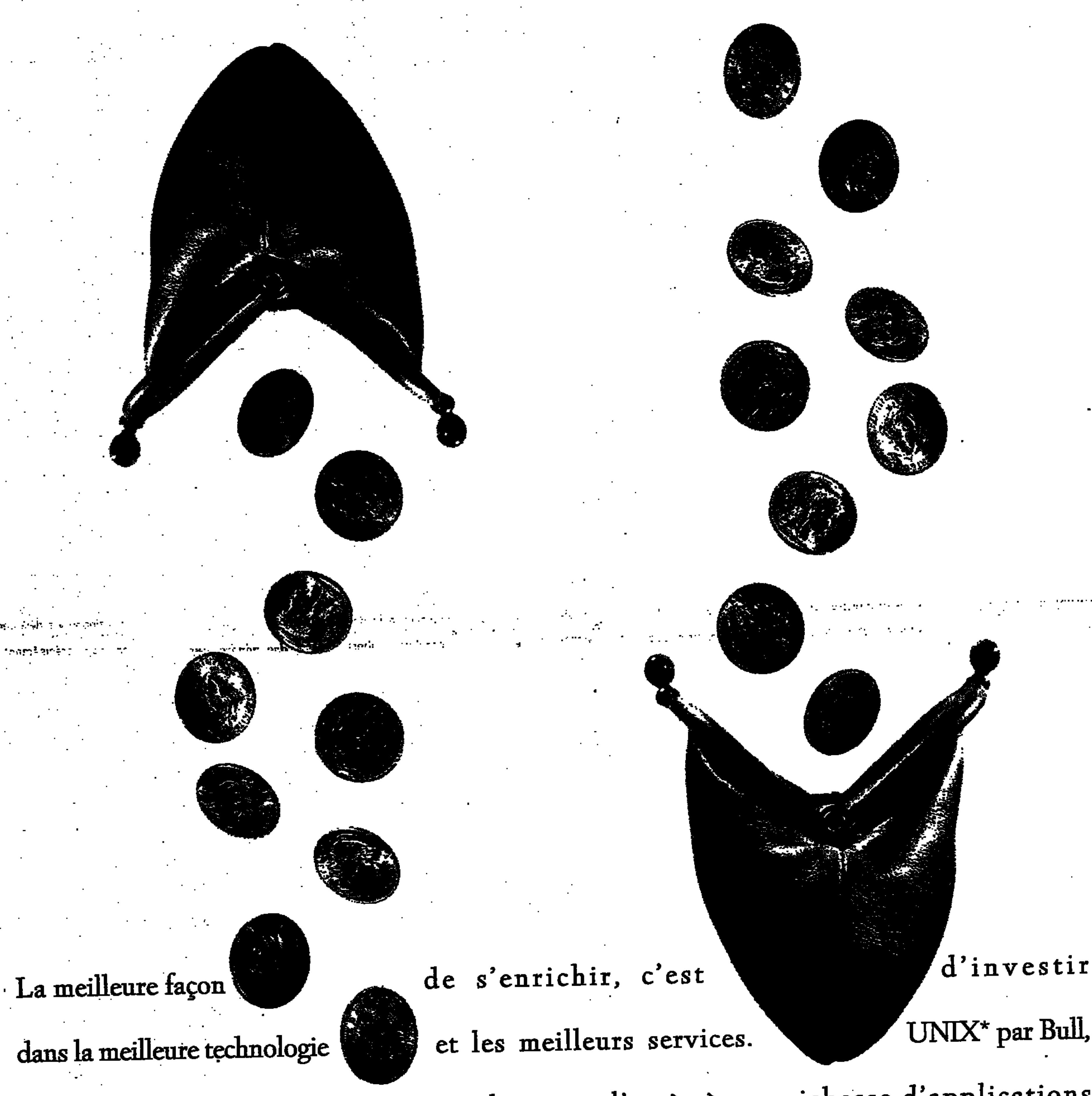
هكذا من الأصل

nde au pays de Superman

confortable majorité
région Ile-de-France

directeur

UNIX* PAR BULL. PARCE QU'IL Y A DEUX FAÇONS D'ETRE OUVERT.



La meilleure façon de s'enrichir, c'est d'investir dans la meilleure technologie et les meilleurs services. UNIX* par Bull, c'est le choix d'une évolution sans limite et l'accès à une richesse d'applications sans équivalent. La technologie, la capacité d'intégration et les services de Bull, reconnus comme les meilleurs du marché, vous assurent pérennité et rentabilité de vos investissements actuels et futurs. Après tout, c'est ce que vous voulez?

Réseaux
et systèmes
d'information

DISTRIBUTED COMPUTING MODEL.
INVESTISSEZ DANS VOTRE ENTREPRISE.

Bull

DDB NEEDHAM *UNIX est une marque déposée de Unix Systems Laboratories, Inc.

هكذا من الأصل

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

M. Bérégovoy sera « présent » dans la campagne dont M. Fabius assurera l'« animation »

M. Pierre Bérégovoy était l'invité, mardi 27 octobre, du journal de 20 heures sur TF 1. Le premier ministre est notamment revenu sur la direction de la campagne socialiste lors des prochaines élections législatives. *« Naturellement Laurent Fabius va animer la campagne des législatives, celle du Parti socialiste*, a-t-il dit. *Le PS va conclure des alliances avec les radicaux de gauche et avec le Mouvement des réformateurs. Il y aura donc une animation de Laurent Fabius. Mais je n'ai pas l'intention de regarder en spectateur. Je coordonnerai naturellement, comme chef du gouvernement, l'action des ministres, cela va de soi, et je serai présent dans la campagne et, comme l'a dit Laurent Fabius, la main dans la main. »*

Le premier ministre a ajouté : *« Je n'écarte personne (...) du combat pour la liberté et la justice, et je souhaite que, dans les rangs de l'actuelle opposition, des hommes et des femmes qui pensent comme moi (...) acceptent de participer à ce rassemblement de bonne volonté. Ils ne peuvent pas le faire parce qu'ils sont prisonniers, pour des raisons électorales, de la droite. (...) Dans notre pays, malheureusement, le centre est à droite »*. M. Bérégovoy a aussi précisé qu'il souhaitait que *« les communistes appliquent la discipline républicaine »*.

Interrogé sur une possible réduction du mandat présidentiel, le chef du gouvernement a affirmé qu'une telle réforme nécessitait *« le plus large consensus »*, et qu'il ne fallait donc pas *« créer artificiellement un débat qui diviserait les Français ou bien la représentation nationale »*. Il a ajouté que *« le président de la République aura l'occasion de s'exprimer là-dessus »*. Il a eu la même attitude sur une éventuelle réforme de la Haute Cour, expliquant qu'il fallait *« réfléchir aux règles de la justice et de la Haute Cour sur des sujets comme ceux-ci* [le scandale de la transfusion sanguine]. *Mais là encore il ne faut pas d'exploitation politicienne »*.

Lire également page 27 la chronique de Daniel Schneidermann

Les polémiques internes au Parti socialiste

Selon M. Auroux, « la liberté du débat ne doit pas empêcher la pratique de la solidarité »

Après les dirigeants du PS, les députés socialistes ont à leur tour vivement réagi, mardi 27 octobre, au cours de leur réunion de groupe hebdomadaire à l'Assemblée nationale, aux déclarations de Mme Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement et au cadre de vie, selon lesquelles *« le PS a fait son temps »*. MM. Georges Benedetti (Gard), Gérard Bapt (Haute-Garonne) et Jean Proveux (Indre-et-Loire) sont notamment intervenus pour demander le départ du gouvernement de Mme Lienemann. Des propos accueillis *« par des applaudissements non négligeables »*, a précisé M. Jean Auroux, président du groupe socialiste.

Au cours de son point de presse, M. Auroux a ajouté : *« Quand on est dans une équipe gouvernementale ou parlementaire, la liberté du débat ne doit pas empêcher la pratique effective de la solidarité politique »*. Evoquant les accusations de *« défaitisme »* lancées par Mme Lienemann à l'intention des députés et des dirigeants PS, M. Auroux a répliqué que *« les socialistes n'ont pas vocation à se transformer en lemmings, ces rongeurs qui ont des moments de folie suicidaire et partent en bandes se noyer dans la mer »*.

Invité de TF 1 mardi soir, M. Pierre Bérégovoy a souhaité mettre un terme à cette polémique en soulignant qu'il n'allait pas *« ouvrir une crise gouvernementale »* à cause des déclarations de Mme Lienemann. Le premier ministre, qui s'en était entretenu dans l'après-midi avec elle – à la demande du ministre du logement, précisait-on à Matignon – a indiqué que Mme Lienemann *« sera fidèle à la majorité présidentielle et au Parti socialiste »*.

« Je lui ai dit que la solidarité du gouvernement devait être exemplaire, qu'elle pouvait animer le débat d'idées, mais que le Parti socialiste est aujourd'hui la force principale de la majorité et que, sous la conduite de Laurent Fabius, je souhaite que nous ayons d'excellents rapports », a ajouté M. Bérégovoy. Le premier ministre, qui veut *« réhabiliter la politique dans le débat »* tant au PS que dans la société française, a toutefois exprimé le souhait que *« les idées se choquent, mais pas que les personnes s'entrechoquent »*.

Lancé par des élus du PC, du PS et des écologistes

Un appel pour un rassemblement « des forces du mouvement »

Une quarantaine d'élus communistes, socialistes et écologistes ont lancé, mardi 27 octobre, un appel commun pour *« préparer dans les meilleurs délais un rassemblement des forces du mouvement »*. Constatant la *« cassure »* révélée par les résultats du référendum sur la ratification du traité de Maastricht, ils affirment que, *« pour des raisons diverses, la défaillance des organisations politiques qui représentent la gauche est flagrante »*. *« Il n'y aura ni Europe sociale ni politique française de progrès si des remises en cause ne sont pas effectuées, si des critères d'efficacité sociale, de participation démocratique, d'apports mutuels ne se font jour, si des politiques nouvelles ne sont pas l'œuvre et l'objectif d'un mouvement social fort »*, ajoutent-ils.

Ce texte est signé par des personnalités socialistes issues de toutes les sensibilités – à l'exception des fabiusiens et des rocardiens –, par des communistes critiques et par des écologistes eux-mêmes minoritaires dans leurs propres mouvements. *« Cet appel n'est pas une déclaration de guerre, il n'est pas dirigé contre telle ou telle formation »*, a précisé M. Jean Poperen, ancien ministre des relations avec le Parlement. Selon M. Robert Montdargent, député communiste du Val-d'Oise, il ne s'agit pas de fonder un nouveau parti, mais des rencontres devraient être organisées dans les prochaines semaines entre tous ceux qui ne s'accomodent pas de la situation actuelle et veulent *« construire du neuf »*.

Parmi les premiers signataires de cet appel, on relève les noms de MM. Jean Poperen et Marcel Rigout, anciens ministres ; MM. François Asensi, Marcelin Berthelot, Jean-Pierre Brard, Robert Montdargent, Jean Tardito et Théo Vial-Massat, députés communistes ; M. Philippe Herzog, parlementaire européen (PCF) ; MM. Philippe Bassinet, Jean-Pierre Bequet, Michel Bérégovoy, Jean-Christophe Cambadélis, Roland Carraz, Paul Dhaille, Raymond Douyère, Julien Dray, Yves Durand, Georges Frêche, Jean-Pierre Fourré, Jean-Marie Le Guen et Alain Vidalies, députés socialistes ; MM. François Autain et Jean-Luc Mélenchon, sénateurs socialistes ; MM. Gérard Caudron et André Sainjon, membres du groupe socialiste au Parlement européen ; MM. Guy Konopnicki (Génération Ecologie), Jean-Luc Bennahmias et Alain Lipietz (Verts), membres du conseil régional d'Ile-de-France.

Condamnée pour avoir publié de faux entretiens

La revue « Passages » est blanchie par la cour d'appel

Pour avoir publié, en avril 1990, des propos à caractère antisémite et xénophobe faussement attribués à Pierre Sergent, décédé depuis lors, et à M. Bernard Antony, la revue *Passages* avait été condamnée par le tribunal de grande instance de Paris à verser respectivement 60 000 francs et 40 000 francs aux deux dirigeants du Front national à titre de dommages et intérêts (*le Monde* du 19 mars 1991). L'entretien publié par ce mensuel avait été inventé par l'auteur de l'article, M. Philippe Palat. Le jugement avait été confirmé par la cour d'appel, le 10 décembre 1991.

Toutefois, la cour avait ordonné la réouverture des débats sur l'appel en garantie formé par M. Emile Malet, directeur de la revue, contre M. Palat. Dans un second arrêt rendu le 12 octobre dernier, elle a reporté sur celui-ci les condamnations prononcées contre le mensuel *Passages*. Elle a évalué à 80 000 francs le préjudice causé par l'auteur des faux entretiens.

Entre-temps, en effet, M. Palat a reconnu publiquement avoir imaginé les deux interviews. La cour estime qu'*« il a ainsi commis une faute l'obligeant à garantir »* M. Malet et la revue *Passages* des condamnations qu'ils ont subies de son fait. De façon incidente, cet arrêt introduit une notion nouvelle dans ce genre d'affaires, où le directeur de la publication est, en général, poursuivi en qualité d'auteur principal alors que le journaliste, auteur de l'article incriminé, est considéré simplement comme complice. Dans le cas d'espèce, la cour a, en quelque sorte, inversé les rôles.

En Martinique

M. Darsières conserve le secrétariat général du PPM jusqu'aux législatives

FORT-DE-FRANCE

de notre correspondant

C'est à l'issue d'un véritable plébiscite que les trois principaux dirigeants du Parti progressiste martiniquais (PPM) ont été reconduits dans leurs fonctions, dimanche 25 octobre, par les délégués réunis à Fort-de-France à l'occasion de leur treizième congrès. Le président-fondateur du parti, M. Aimé Césaire, maire du chef-lieu, député apparenté socialiste, et le vice-président, M. Pierre Aliker, ont été réélus par acclamations. Il n'était du reste pas question, pour les deux concepteurs du PPM, âgés respectivement de soixante-dix-neuf et quatre-vingt-deux ans, de se retirer.

En revanche, le secrétaire général sortant, M. Camille Darsières, soixante ans, avait clairement exprimé le désir d'abandonner son poste en raison d'une certaine lassitude largement générée par les revers qu'a subis son mouvement ces deux dernières années. Le tassement électoral enregistré par le PPM aux élections régionales s'était notamment traduit par la perte de la présidence de la région que détenait M. Darsières. Estimant qu'il n'avait plus les moyens de mener le parti vers de nouveaux horizons et souhaitant laisser la place à d'autres responsables, M. Darsières n'a toutefois pas été entendu par le congrès qui lui a demandé de conserver son poste jusqu'aux élections législatives.

Trois adjoints ont été élus auprès du secrétaire général du PPM, dont M. Jean-Claude Duverger, quarante-quatre ans, conseiller général, une forte personnalité connue dans les milieux les plus sensibles à la culture martiniquaise traditionnelle. Ce choix constitue peut-être un indice sur la succession annoncée de M. Darsières.

JEAN-MARC PARTY

□ **Une élection cantonale est annulée en Seine-Saint-Denis.** – Le tribunal administratif de Paris a annulé le 23 octobre l'élection de M. Bernard Portel (PS), maire de Pavillons-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), comme conseiller général, pour *« dépassement de frais de campagne autorisés »*. Le tribunal a aussi prononcé l'inéligibilité de M. Portel pendant un an à compter de la date du jugement provoqué par les poursuites judiciaires engagées par trois candidats de l'opposition dont le conseiller général sortant, M. Michel Courtois (RPR), arrivé au second tour en troisième position derrière le candidat du PS et celui du FN.

Une occasion exceptionnelle!

Changez pour un son meilleur:

Adoptez le système BOSE® Acoustimass®-5 série II.

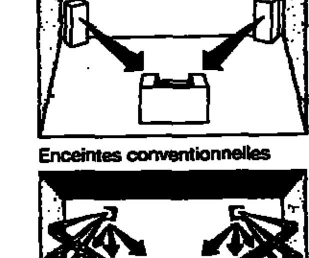
Jusqu'au 31 décembre 1992:

Vos vieilles enceintes reprises au meilleur prix!

Hier, plus vos enceintes étaient hautes, meilleures vous semblaient-elles. Aujourd'hui ce n'est plus vrai mais grâce à BOSE®, meilleur sera leur prix de reprise. Mesurez-les vite et regardez le tableau ci-dessous. La valeur de reprise sera immédiatement déduite du prix d'achat d'un système acoustique BOSE® Acoustimass®-5 série II par nos points de vente BOSE®*

- Stéréo totale

Le concert



Enceintes conventionnelles

BOSE® Direct/Reflecting

- Des basses pleines, riches, profondes et sans distorsion
- Des enceintes quasi-invisibles



Valeur de reprise d'une vieille paire d'enceintes, quels que soient leur marque et leur état de marche							
Hauteur d'une enceinte	Jusqu'à 20 cm	de 21 à 40 cm	de 41 à 50 cm	de 51 à 60 cm	de 61 à 80 cm	de 81 à 100cm	Plus de 1 mètre
Valeur de reprise de la paire d'enceintes	400 F	600 F	1000 F	1400 F	1600 F	2000 F	2400 F

BOSE®

Better sound through research.

Faites vite! L'offre est limitée dans le temps!

*Pour connaître le point de vente BOSE® le plus proche, téléphonez au (1) 30 61 04 61

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le retour en France du docteur Garretta

« Ces hommes sont des lâches »

C'est dans un DC 10 de la compagnie américaine North-West Airlines, entre Boston et Paris, que Michel Garretta a vécu en classe affaires ses ultimes moments de liberté et qu'il a pu se confier une dernière fois.

S'il se soumet au jugement du tribunal, M. Garretta n'en continue pas moins à plaider non coupable : *« Ce ne sont pas les faits pour lesquels j'étais jugé qui ont conduit à me condamner aussi durement. C'est sur une rumeur consistant à dire que je suis le responsable de la contamination des hémophiles français et que cette contamination aurait pu être évitée. Et ça, c'est effroyable comme mensonge, c'est indigne car c'est un mensonge lâche qui est partagé par des dizaines et des dizaines de personnes qui, dans les domaines médical, scientifique, politique, administratif, journalistique connaissent la réalité et qui laissent dire. »*

Michel Garretta apparaît très affecté lorsqu'il parle *« des malades* (les hémophiles contaminés par le sida), *dont certains vont mourir et qu'on trompe en leur faisant croire que le malheur qui les touche vient d'un individu, d'une faute et d'un scandale. Je trouve cela fabuleusement écœurant »*. L'ancien directeur du CNTS n'en démord pas : *« S'il y a eu contamination des hémophiles, elle n'est pas due à une seule personne en 1985, mais à un ensemble de personnes et à une insuffisance de connaissances qui était identique en France et à l'étranger. »*

Va-t-il faire appel du jugement du 22 octobre comme la loi l'y autorise ? *« Je ne sais pas encore »*, répond-il, s'interrogeant sur le rôle de la justice, *« élément essentiel d'une démocratie ou contribuant à sacrifier quelqu'un »*.

Puis, Michel Garretta dit pour la première fois ce qu'il pense de ses pairs du conseil de l'ordre des médecins qui l'ont radié de la profession. *« C'est d'une nullité absolue. C'est honteux. Le conseil a commis une faute gravissime en se laissant aller à un tel soutien à la désinformation, à la chasse aux sorcières. Ces hommes sont des lâches. On atteint le degré extrême de l'ignominie... »*

De l'envoyé spécial de l'AFP
PATRICK FILLEUX

Les suites judiciaires

Dès son arrivée à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, Michel Garretta a été arrêté par des policiers de la police de l'air et des frontières (PAF) en vertu du mandat d'arrêt délivré le 23 octobre par la 16e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. L'aéroport de Roissy faisant partie du ressort du tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis), l'ancien directeur du Centre national de la transfusion sanguine a été conduit au palais de justice de Bobigny où un magistrat du ministère public lui a notifié le mandat d'arrêt et le jugement le condamnant. Michel Garretta, qui a été condamné à quatre ans d'emprisonnement et 500 000 F d'amende, a été ensuite écroué à la maison d'arrêt de la Santé, à Paris, afin de purger sa peine *« comme un citoyen comme les autres »*, selon le mot du premier ministre, M. Pierre Bérégovoy. Dès cette incarcération, Me Xavier Charvet, avocat de Michel Garretta, pourra déposer une demande de main levée du mandat de dépôt.

Effet suspensif

Michel Garretta n'a pas encore annoncé s'il allait faire appel du jugement prononcé le 23 octobre par la 16e chambre du tribunal correctionnel. Le délai d'appel est habituellement de dix jours à compter du prononcé du jugement, mais l'article 500 du code de procédure pénale prévoit un délai supplémentaire de cinq jours lorsque l'une des parties au procès a fait appel, ce qui est le cas. L'ancien directeur du Centre national de la transfusion sanguine a donc jusqu'au 9 novembre pour se décider. Pendant les délais d'appel, il est sursis à l'exécution du jugement mais cet effet suspensif ne s'applique pas à la mise en détention, qui reste provisoire.

La date de l'audience d'appel sera choisie par le parquet général de la cour d'appel de Paris. Un délai de deux mois est cependant prévu afin de signifier la date d'audience au docteur Jean-Pierre Allain, qui est actuellement en Grande-Bretagne. Le dossier sera alors examiné à nouveau par une chambre des appels correctionnels composée d'un président de chambre et de deux conseillers à la cour d'appel.

□ **Mgr Joseph Duval, président de la Conférence des évêques de France : *« Irresponsabilité collective. »*** – Dans une déclaration à Lourdes, au cours de l'assemblée plénière annuelle de la Conférence des évêques de France, Mgr Joseph Duval a déclaré que *« le docteur Garetta est responsable dans l'affaire du sang contaminé. La justice s'est prononcée. Mais il ne faudrait pas qu'il serve de bouc émissaire, qu'on le considère comme le seul responsable d'une irresponsabilité collective »*. *« Je demande que les institutions collectives réfléchissent à leur propre fonctionnement. L'administration se conduit trop souvent comme une organisation irresponsable et sans cœur. »* Mgr Duval n'a pas souhaité se prononcer sur l'opportunité d'une nouvelle démarche de justice, soit à la suite d'un appel, soit à la Haute Cour de justice pour des responsables politiques.

A Boston, avant d'être écroué

Suite de la première page

Il ne reste plus devant la maison qu'une poignée de photographes.

Me Charvet en profite pour sortir faire un tour et fumer un cigare. Il est accompagné par un reporter et un photographe de *Paris-Match*, avec lesquels Michel Garretta a eu un entretien. Au bout d'un petit quart d'heure, l'avocat revient. Le spécialiste médical de la chaîne France 2 entre avec lui dans la maison. Il en sort deux heures plus tard. Il a trouvé l'ancien directeur du CNTS assez abattu. Il a entendu opposer une fin de non-recevoir au bâtonnier de Paris, qui demandait un délai pour pouvoir organiser le retour dans de meilleures conditions. Michel Garretta prendra bien l'avion de 20 h 05.

On l'attend à l'aéroport pour 18 h 30. Il arrive avec vingt minutes d'avance. Un espace pour la conférence de presse a été aménagé près de l'escalator qui conduit aux salles d'embarquement. Michel Garretta avance vers les micros scotchés sur une potence, l'air accablé. Il est vêtu d'un pantalon en velours sombre, d'un chandail vert qui laisse apparaître un polo jaune. Une veste en cuir fauve est jetée sur ses épaules. Il a le teint plombé. Les premiers mots sont à peine audibles. Face aux projecteurs, les yeux marron restent pourtant secs et durs. Michel Garretta n'a pas renoncé. Pendant une grosse demi-heure, il se bat, martelant sa conviction sur l'affaire du sang contaminé et sa conclusion judiciaire provisoire.

« Peur de la prison »

En substance, l'ancien directeur du CNTS se dit victime d'une *« rumeur »* qu'il qualifie tour à tour d'*« ignoble »* et d'*« effrayante »*. Elle en fait, selon lui, le responsable de la contamination de plus de 1 200 hémophiles français. C'est pour cela qu'il a été condamné mais ce n'est pas pour cela qu'il a été jugé (l'écoulement de stocks de facteurs anticoagulants contaminés pendant les mois de mai et juin 1985). Cette rumeur *« fait de lui un monstre »*. Il se dit donc victime d'un jugement tantôt *« violent »*, tantôt *« inique »*, au travers duquel il apparaît comme un *« bouc émissaire »* ou une *« sorcière »*, alors que des centaines de personnes ont pris part à l'élaboration et à l'application des décisions de 1985 (non-importation de sang chauffé), dont il veut bien reconnaître qu'elles pourraient avoir été erronées.

Il reproche à ces personnes, tant politiques que médicales et scientifiques, de fuir aujourd'hui leurs responsabilités, alors qu'à l'époque des faits on commettait encore beaucoup d'erreurs sur la transmission du virus HIV et sur les conséquence de la séropositivité. Il parle à ce propos de *« lâcheté collective »*. Au total, il constate qu'aucun des arguments développés par sa défense au cours des sept semaines du procès n'a été retenu. Dans ces conditions, il s'interroge sur le point de savoir s'il est bien opportun de faire appel du jugement de vendredi dernier : *« Je continuerai de me battre, mais je ne sais pas comment. »* Ailleurs, il dit : *« Je ne paierai pas pour la lâcheté des autres. »*

Ferme, le ton devient véhément quant il s'agit d'évoquer le rôle de la presse dans l'affaire. Il reproche au journaliste qui lui demande des précisions sur ses participations financières aux Etats-Unis de faire de la désinformation par amalgame d'une situation dramatique établie en 1985 avec des opérations économiques ne débutant pas avant 1989. Il reste cependant évasif sur ses activités depuis qu'il a rejoint les Etats-Unis : *« J'avais besoin de vivre et de travailler normalement, j'ai fait ce que je sais faire, consultant. Le reste ressort de ma vie privée. »* C'est un domaine qu'il esquive complètement. Il précise simplement que sa femme et sa fille adoptive vont rester à Boston et qu'il a passé les cinq derniers jours *« à régler des problèmes personnels »*. Son absence de Paris au moment du jugement ? Il l'explique pour des raisons de santé et par l'espoir d'une décision le déchargeant de la responsabilité de l'affaire. Maintenant, il avoue avoir *« peur de la prison »*, mais nie avoir demandé un régime de faveur au garde des sceaux. Il ne veut rien dire de ses sentiments pour qu'on ne lui oppose pas la douleur des malades. Il a encore le temps de s'indigner des conditions dans lesquelles il a été rayé de l'ordre des médecins. Et il demande aux journalistes d'avoir le courage de reprendre les faits, c'est-à-dire, selon lui, de dire que les hémophiles avaient été contaminés avant 1985 et que cette contamination n'est pas le fait d'un homme mais de la méconnaissance générale d'un risque à un moment donné. Il n'a jamais rien prétendu d'autre depuis le début de l'affaire. Il n'en démord pas.

L'heure de l'embarquement approche. Trois policiers l'escortent dans l'escalier mécanique qui conduit aux salles d'embarquement. Un journaliste américain tente de lui arracher quelques mots en anglais. Une dernière bousculade. *« On a fait une photo. Qui c'est ? »* demande une passagère, qui, attirée par les caméras de télévision, pense avoir immortalisé une célébrité. Les nom et qualité de Michel Garretta lui tirent une grimace. Elle n'a pas entendu parler du *« French Doctor »*. Elle craint d'avoir gâché de la pellicule.

ALAIN GIRAUDO

En attendant le « French Doctor »

BOSTON

de notre envoyé spécial

« Il va s'en aller ? » En tournant dans Prescott Street, cette habitante de Brookline arrête sa voiture devant un groupe de journalistes en faction. L'automobiliste s'enquiert du *« French Doctor »*, Michel Garretta, un voisin qu'elle trouve désormais bien gênant. Elle semble contente d'apprendre le départ imminent de l'homme désigné par la presse locale comme responsable de la contamination, par le virus du sida, de 1 250 hémophiles français. *« C'était tranquille ici, avant qu'on découvre ce qu'il a fait. »*

Depuis l'annonce du jugement condamnant l'ancien directeur du Centre national de transfusion sanguine à quatre ans de prison, la quiétude du quartier n'est plus ce qu'elle doit être. Les écureuils qui farfouillent sur les pelouses n'en laissent rien paraître, mais les grosses limousines ont quelques difficultés à manœuvrer dans la rue qui borde la retraite de Michel Garretta. Journalistes, photographes et cameramen encombrent le passage devant le numéro 23, un cossu manoir de brique rouge. La place forte tient plutôt de la villégiature. Derrière la façade partiellement recouverte de vigne vierge, on devine entre les feuilles écarlates des érables la surface verte d'un court de tennis.

Est-ce la tanière d'un condamné en fuite ou la cache de la victime d'une cabale judiciaire ? Les avis sont partagés au sein de la chasse à l'homme médiatique. Les correspondants locaux qui ont été momentanément détournés de la campagne électorale américaine ont une culture toute neuve de l'affaire, puisée dans les dépêches d'agence. Les envoyés spéciaux des médias parisiens comparent leurs connaissances juridiques et statistiques de la contamination posttranfusionnelle par le virus du sida. Les reporters américains essaient de comprendre la différence entre un délit et un crime, entre une chambre correctionnelle et une cour d'assises.

Voilà tous les assaillants, une trentaine de personnes, les unes ployant sous le poids des Nagra, les autres bardées d'objectifs, à s'échanger des téléphones cellulaires ou des horaires d'avion. On parle pour passer le temps. On s'énerve au fur et à mesure que les *dead-lines* approchent. La correspondante de *France-Soir*, qui a publié le numéro de téléphone de Michel Garretta, est prise à partie : *« Ça déshonore les journalistes, qui n'avaient pas besoin de ça. »* On parle de *« lynchage médiatique »*. On déplore l'absence d'une déontologie professionnelle écrite. On remarque que les Américains ont aussi de mauvaises manières : *« Dimanche, un reporter d'un journal local avait apporté tout un attirail électronique pour intercepter les appels téléphoniques. C'est comme cela qu'il a intercepté une conversation de l'avocat de Garretta avec un journaliste à Paris. Comme l'Américain ne comprenait pas, il a demandé à un Français de traduire. Ça a fait le tour des rédactions. Depuis, à l'intérieur, ils sont complètement paranos. Ils croient qu'ils sont sur table d'écoutes, mais le type au scanner n'est pas resté. »*

A. G.

L'Association danoise des hémophiles porte plainte contre un ancien ministre de l'intérieur

L'Association danoise des hémophiles (ADH), a porté plainte contre Britta Shall Holberg, ministre de l'intérieur (libéral) de 1982 à 1986, et deux hauts responsables de la direction de la santé publique, Soeren K. Soerensen et Jen Overoe, pour avoir autorisé l'emploi de sang non testé ni chauffé, ce qui aurait causé la mort de vingt-trois des quatre-vingt-neuf hémophiles danois contaminés par le virus du sida dans le pays.

Selon l'association, le 1er janvier 1986, les autorités danoises avaient décidé de chauffer et de tester les préparations sanguines susceptibles d'être infectées par le virus du sida mais plusieurs hémophiles avaient été contaminés après cette date. *« On a montré un cynisme incroyable en acceptant une période de transition jusqu'en 1987 »*, a déclaré à la presse l'avocat des plaignants, Me Joergen Jacobsen, soulignant que *« les responsables connaissaient les risques liés à l'utilisation de sang non chauffé et non testé »*.

Au tribunal administratif de Marseille

Le commissaire du gouvernement rejette le sursis à exécution du projet de temple-pyramide de Castellane

Le tribunal administratif de Marseille a examiné, mardi 27 octobre, le recours déposé par le préfet des Alpes-de-Haute-Provence visant à obtenir le sursis à exécution du projet de construction d'un temple-pyramide par la secte des Chevaliers du lotus d'or à Castellane (*le Monde* du 3 octobre). Le commissaire du gouvernement a conclu au rejet de ce recours qui aurait été introduit trop tardivement. Le jugement a été mis en délibéré.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Le permis de construire du temple-pyramide (1) avait été délivré par le maire (UDF) de Castellane, M. Michel Carle, le 16 avril dernier, et le dossier d'instruction avait été adressé, le même jour, à la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence.

Or le préfet, M. Louis Montchovet, ne disposait, aux termes de la loi, que d'un délai de deux mois pour exercer son contrôle de légalité. S'il a tardé à déposer sa requête, argumente-t-il, c'est que le dossier d'instruction transmis à ses services était incomplet : manquait la copie de l'arrêté du maire de Castellane accordant le permis. Cette pièce, demandée le 24 août, ne lui ayant été fournie que le 30 août, c'est donc, affirme-t-il, à compter de cette date, et pas avant, que le permis est devenu exécutoire.

L'avocat de la commune, Me Christian Boitel (Nice), a vivement contesté cette version des faits en soutenant que le dossier était bien complet et qu'une copie du registre « courrier départ » de la mairie de Castellane prouve bien qu'*« un exemplaire de l'arrêté a été adressé, en recommandé, le 18 avril, à la préfecture. Celle-ci*, a-t-il ajouté, *a bien accusé réception de ce dossier le 22 avril, comme le prouve, également, une attestation du receveur de la poste de Castellane. En conséquence, la préfecture ne pouvait déférer ce permis de construire après le 22 juin 1992 dernier délai »*. *« Le véritable problème posé*, conclut-il, *est politique. C'est celui des sectes. Que M. Bianco en saisisse le Parlement, mais qu'il ne tente pas de faire porter le chapeau au maire de Castellane. »* De son côté, l'avocat de l'association culturelle du temple-pyramide, Me Jean-Charles Msellati (Nice), a également estimé que le préfet *« a délibérément choisi le camp de l'arbitraire au détriment des règles de droit »*.

Les conclusions de la défense ont été suivies par le commissaire du gouvernement, M. Gérard Ferulla. *« Le maire de Castellane*, a-t-il observé, *apporte un commencement de preuve alors que la préfecture, en l'état actuel du dossier, ne produit aucun document probant. »* Sur le fond de l'affaire, M. Ferulla a cependant considéré, à titre subsidiaire, que deux des cinq moyens invoqués par le préfet étaient *« opérants »* et tendaient à démontrer l'illégalité du permis.

GUY PORTE

(1) D'une hauteur de 33 mètres, la construction représente une surface hors-œuvre nette de 4 938 mètres carrés.

□ **Chargé de l'enquête sur le DC-10 D'UTA, le juge Bruguière est empêché d'entrer en Libye.** – Le juge d'instruction parisien chargé du dossier sur l'attentat contre le DC – 10 d'UTA (19 septembre 1989, 170 morts), M. Jean-Louis Bruguière, était en route mercredi 28 octobre pour la Libye afin de rencontrer le magistrat libyen s'occupant de cette affaire. D'abord très réservé à l'idée d'une recontre avec son collègue libyen, M. Bruguière avait finalement reçu celui-ci, le 12 octobre, dans son cabinet parisien. Et, lundi 26 octobre, le juge français a quitté Paris dans le but de rejoindre Tripoli. Mais, alors que le magistrat se trouvait à bord d'un bateau français arrivé en vue des côtes libyennes, les autorités de Tripoli lui ont refusé, mercredi en fin de matinée, l'entrée sur leur territoire.

Une deuxième association de familles de victimes de Barbotan saisit le juge des référés

AUCH

de notre correspondant

L'association « Coordination des familles de Barbotan-les-Thermes » a demandé, mardi 27 octobre, au juge des référés d'Auch, une provision pour les familles des victimes du drame de juin 1991. Un incendie au sein de l'établissement de cure de la ville géré par la Chaîne thermale du Soleil avait causé la mort par asphyxie de vingt personnes. Cette saisie intègre à la fois les intérêts des familles des décédés et ceux des personnes souffrant aujourd'hui de séquelles graves provoquées par l'inhalation des fumées toxiques.

Déjà, en juin 1992, le juge des référés d'Auch, M. Jean-Pierre Belmas, saisi par un autre groupement de défense, avait ordonné que des provisions sur indemnités soient versées par la chaîne thermale aux familles des victimes. Mais la Chaîne du Soleil ayant fait appel, les parties concernées attendent toujours la décision définitive. La querelle porte sur le fait de savoir si *« la compagnie est responsable de la sécurité des personnes qu'elle accueille »*, et s'il appartient, en conséquence, à la Chaîne thermale du Soleil de procéder aux indemnisations. Celle-ci se défend en rejetant la responsabilité du drame sur le sous-traitant chargé des travaux d'étanchéité qui avaient lieu ce jour-là.

DANIEL HOURQUEBIE

La publicité pour le tabac dans les rallyes automobiles

La société Citroën condamnée par la cour d'appel de Rennes

RENNES

de notre correspondant

Si la société Citroën a nettement emporté la victoire dans le Rallye Paris-Moscou-Pékin, le Comité national contre le tabagisme (CNCT) a dû se contenter, mardi 27 octobre, d'une victoire de principe devant la première chambre civile de la cour d'appel de Rennes. Statuant en référé, le tribunal de grande instance de Quimper avait interdit, le 18 septembre, aux sociétés Citroën et Mitsubishi, sous astreinte de 1 million de francs par jour à compter du 20 septembre, de faire courir dans le prestigieux rallye un équipage recouvert des logos et emblèmes de marques de cigarettes. La cour d'appel de Rennes a admis le trouble manifestement illicite, dans la mesure où des images de voitures couvertes de messages publicitaires avaient été diffusées, notamment à la télévision ; mais la victoire du CNCT est restée une victoire de principe : à la suite de problèmes procéduraux, l'astreinte, que le CNCT souhaitait voir doublée, a disparu.

Le prochain épisode de la croisade contre le tabagisme et la publicité déguisée lancée par le CNCT aura à nouveau lieu devant la cour d'appel de Rennes, lors de l'examen de l'appel d'une ordonnance de référé rendue le 22 octobre par le tribunal de grande instance de Quimper. Cette ordonnance imposait aux sociétés Williams et Renault de produire avant le 25 octobre, sous astreinte de 100 000 F par jour de retard, le texte de la convention de parrainage qui les lie à une marque de cigarettes (*le Monde* daté 25-26 octobre).

Ch. T.

هكذا من الاهل

SOCIÉTÉ

Au ministère de l'intérieur et de la sécurité publique

Une série de remaniements interviennent à la tête de la police nationale

Une série de nominations, annoncées mercredi 28 octobre en conseil des ministres, s'ajoutent à celle, rendue publique la veille, du préfet Robert Broussard au poste de coordinateur de la lutte contre les stupéfiants (*le Monde* du 28 octobre). Le préfet Bernard Bonnet devient directeur central de la police territoriale (DCPT). Le contrôleur général Alain Walmetz est nommé chef de la « police des polices » (IGPN). Le sous-préfet Jean Dussourd devient directeur des personnels et de la formation de la police (DPFP). Enfin, le sous-préfet Jean Fedini devient préfet-adjoint chargé de la sécurité en Corse.

Le mouvement de nominations décidé par le ministre de l'intérieur est, en raison des directions concernées, le plus important enregistré depuis 1989. Le remplacement de M. Jean-Pierre Lacroix, huit mois à peine après sa nomination à la tête de la nouvelle direction centrale de la police territoriale, traduit notamment les atermoiements qui ont accompagné la mise en œuvre de la départementalisation de la police nationale. Il doit quitter une structure qui n'a pas donné satisfaction, et qui se voit sensiblement remodelée. Son successeur, M. Bernard Bonnet, jusqu'alors préfet-adjoint pour la sécurité en Corse, un des postes les plus « difficiles » de la préfectorale, devient l'adjoint du directeur général de la police nationale, M. Bernard Grasset, dont l'autorité sur la police de proximité est affirmée sans ambiguïté.

« La mise sous commandement unique de la police nationale au niveau départemental entre aujourd'hui dans sa phase finale et opérationnelle, commente M. Paul Quilès, le *ministre de l'intérieur. Il s'agit désormais de réussir pleinement la phase de gestion d'une territorialisation qui est devenue irréversible. »* L'aménagement des structures de la DCPT ne remet donc nullement en cause la mise sous commandement unique des services de police dans les départements. Mais elle met fin à une situation ambiguë en intégrant totalement la DCPT au sein de la DGPN. Chargée des 70 000 policiers des polices urbaines, des renseignements généraux et de la police de l'air et des frontières, la DCPT s'était en effet dotée d'un cabinet et d'un état-major importants, tout en gérant ses moyens et ses personnels de façon autonome. D'où la situation de concurrence qui s'était installée, au point que la DCPT apparaissait de plus en plus comme une « DGPN-*bis* ».

Du côté de la « police des polices », la nomination du contrôleur général Alain Walmetz met un terme à quatre mois d'attente pendant lesquels l'inspection générale de la police nationale avait été privée de chef (*le Monde* du 20 octobre). Fin connaisseur des réalités de la « maison », après une carrière de commissaire effectuée dans les polices urbaines, M. Walmetz était depuis un an le directeur de cabinet de M. Grasset.

A la direction des personnels et de la formation de la police, M. Jean-Raphaël Alventosa, parti début octobre au ministère de la défense, est remplacé par M. Jean Dussourd, sous-préfet de Palaiseau (Essonne), qui devra faire ses classes à un poste placé au centre des négociations avec les syndicats. Enfin, l'arrivée de M. Bonnet à la DCPT s'accompagne de la nomination à Ajaccio de M. Jean Fedini, jusqu'à présent sous-préfet de Montbéliard (Doubs) après avoir été, de 1986 à 1988, directeur de cabinet du préfet de la région Pays de la Loire.

ERICH INCIYAN

A destination des jeunes de 15 à 20 ans

Lancement de la campagne nationale sur la contraception

La campagne nationale sur la contraception, à destination des jeunes, repoussée en mai par le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy (*le Monde* du 21 mai), commence à la télévision, mercredi 28 octobre, avec un nouveau spot et un nouveau slogan. La secrétaire d'Etat aux droits des femmes, Mme Véronique Neiertz, a présenté officiellement, mardi 27 octobre, la nouvelle mouture qui ne présente pas l'ambiguïté dénoncée précédemment par Matignon entre campagne sur la contraception et lutte contre le sida. Le slogan est clair : *« la contraception, ça devient simple quand on en parle »*, et le spot de trente secondes évoque la pilule, mais surtout la gêne que garçons et filles éprouvent à parler avec leur partenaire de l'utilisation d'un préservatif.

Ce spot sera diffusé sur toutes les chaînes de télévision jusqu'au 18 novembre, et sur les écrans de cinéma du 11 novembre au 22 décembre. Il invite les jeunes à appeler un numéro de permanence d'écoute national : (1) 40-01-26-27. Cette permanence, confiée aux conseillers du Planning familial, sera ouverte, pendant la campagne télévisuelle, tous les jours de 11 heures à 22 heures puis, pendant la diffusion dans les salles de cinéma, de 12 heures à 20 heures, du lundi au vendredi seulement.

Une affichette, une brochure et un guide viennent soutenir la sensibilisation audiovisuelle. Ces documents ne seront, malheureusement, diffusés systématiquement qu'auprès des représentantes du ministère des droits des femmes, dans les centres de planification et les établissements d'information, de consultation et d'éducation familiale. Ce n'est qu'à la demande des chefs d'établissements qu'ils seront envoyés par le secrétariat permanent de la campagne (1) aux centres d'information et d'orientation, aux lycées publics, aux centres d'information jeunesse, aux PMI, aux hôpitaux, missions locales, associations d'élèves ou syndicats.

Cette campagne coûte au secrétariat d'Etat, 18 millions de francs environ (sur un budget de 98 millions), car il n'est pas parvenu à trouver des partenaires financiers. Mais il devenait urgent de mener une telle campagne en direction des quinze-vingt ans, dont plus de la moitié disent avoir déjà eu des rapports sexuels et qui avouent, presque une fois sur deux, ne pas utiliser de méthodes contraceptives.

Venus en force à la conférence de presse de Mme Neiertz, une trentaine de militants de la Jeunesse communiste ont déploré que les préservatifs ne soient pas gratuits et que des pilules de la nouvelle génération ne soient pas encore remboursables par la Sécurité sociale. A leur revendication de voir installés des distributeurs de préservatifs dans les lycées, Mme Neiertz a rappelé la circulaire que le ministre de l'éducation nationale a envoyée aux chefs d'établissements les invitant à en installer.

CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) 47, rue de Babylone, 75007 Paris. Tél. : 16 (1) 45-55-72-34.

REPÈRES

ESPACE

Nouveau succès pour la fusée Ariane

Le lanceur européen Ariane a enregistré, mercredi 28 octobre à 1 h 15 (heure française), un nouveau succès en mettant sur orbite, à partir de la base guyanaise de Kourou, le satellite de télécommunications américain Galaxy-VII. Avec le lancement de cet engin de 2,9 tonnes, destiné à relayer pendant un peu plus de treize ans des télécommunications, des émissions de télévision et la retransmission de données au-dessus du territoire américain, la société Arianespace a effectué son sixième tir de l'année. C'est son dix-huitième succès d'affilée avec Ariane. Le prochain lancement, qui prévoit la mise sur orbite du satellite de télécommunications japonais Superbird-A, devrait avoir lieu entre le 27 et le 30 novembre. Pour l'heure, Arianespace dispose d'un carnet de commandes de 13,5 milliards de francs représentant vingt-neuf satellites à lancer.

ENVIRONNEMENT

Un bateau de Greenpeace expulsé de Cherbourg

L'équipage du *Beluga*, bâtiment de l'organisation Greenpeace, à quai dans le port de Cherbourg depuis le 1er octobre dans l'attente du cargo japonais qui doit repatrier une tonne et demie de plutonium vers le Japon, a reçu, mardi 27 octobre, l'ordre de lever l'ancre et de quitter les eaux territoriales françaises. Aux termes de l'avis d'expulsion signifié au commandant de bord, le navire devait quitter Cherbourg le 28 octobre à 8 heures du matin et éviter les eaux territoriales françaises jusqu'au 15 décembre à minuit. Cette mesure fait suite à un communiqué publié mardi par l'association de défense de l'environnement sur les précisions que l'Institut français de protection et de sûreté nucléaire a réclamées aux autorités japonaises en ce qui concerne la prévention et l'intervention des feux à bord du cargo.

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Opposés à la prise de brevets sur le génome humain

Les chercheurs français en génétique moléculaire offrent leurs découvertes à la communauté scientifique internationale

Le docteur Charles Auffray, directeur de recherche au CRNS et directeur scientifique du Généthon, devait, lors d'une séance solennelle organisée le mercredi 28 octobre au siège de l'UNESCO à Paris, présenter les derniers résultats français obtenus en matière de décryptage du génome humain, et annoncer la décision prise par les spécialistes français de génétique moléculaire de mettre l'ensemble de leurs découvertes à la libre disposition de la communauté scientifique internationale. L'objectif déclaré est de s'opposer à des initiatives américaines visant à breveter certaines portions du patrimoine héréditaire de l'espèce humaine.

Mis en œuvre à la fin des années 80, le programme «Génome humain» constitue l'une des plus formidables aventures scientifiques de cette fin de siècle, l'équivalent pour la science du vivant de la conquête spatiale et de la maîtrise de l'énergie nucléaire réunies. Il s'agit d'établir la cartographie du substrat, de la mémoire et de la spécificité de l'espèce humaine, voire, au-delà, de l'ensemble du vivant. Il s'agit aussi de disposer d'un ensemble de données permettant de comprendre l'intimité moléculaire des mécanismes physio-pathologiques de l'ensemble des maladies trouvant, pour tout ou partie, leur origine dans une «défaillance», une anomalie du patrimoine héréditaire.

Fort d'un financement et d'une structure de recherche hors du commun, (grâce aux opérations Téléthon d'incitation à la charité publique), un groupe de chercheurs français est en train d'accumuler une prodigieuse série de résultats unanimement salués par la presse et la communauté scientifique internationale. Il y a quelques semaines (*le Monde* du 19 septembre), une équipe dirigée par le professeur Daniel Cohen (Centre d'étude et du polymorphisme humain, Généthon) annonçait dans les colonnes de la revue américaine *Cell* qu'elle était en mesure de fournir une première «fragmentation» de l'ensemble du génome humain dès les premiers mois de 1993, alors que ce résultat n'était pas attendu avant la fin du siècle. Toujours sous la direction du professeur Cohen, une équipe publiait ensuite dans la revue britannique *Nature* la première carte complète du chromosome 21 (*le Monde* du 3 octobre).

«Libre diffusion»

Jeudi 29 octobre, une équipe dirigée par le docteur Jean Weissenbach, publie, toujours dans les colonnes de la prestigieuse revue *Nature* (1), des résultats permettant, grâce à l'identification de près d'un millier de «balises» ou «microsatellites» génétiques, naturellement répartis sur l'ensemble du patrimoine héréditaire de l'espèce humaine, d'avancer beaucoup plus vite que prévu dans la quête aux gènes directement responsables, des affections d'origine génétique (on en recense près de trois mille). Il s'agit aussi, explique en substance le docteur Weissenbach, d'un corpus de résultats permettant d'avancer rapidement dans l'établissement de la carte génétique humaine en déterminant notamment ce qui, dans le patrimoine d'un individu, provient du génome de son père et ce qui provient de celui de sa mère, mais aussi de ce qui est issu, respectivement, de tel ou tel de ses grands-parents.

Dans ce contexte favorable à la recherche française (*le Monde* daté 18-19 octobre), la «séance solennelle» organisée au siège de l'UNESCO en présence du directeur général de cette organisation marque une étape importante du conflit qui oppose les tenants de la brevetabilité du patrimoine héréditaire, en particulier les Américains, à ceux qui refusent qu'il soit en lui-même source de profit. En mettant à la disposition de l'ensemble de la communauté scientifique internationale l'impressionnante somme des résultats obtenus et à venir, mais aussi en autorisant de la sorte leur «libre diffusion», la démarche du docteur Auffray et de ses collègues du Généthon est conforme à la politique recommandée par l'UNESCO et par l'Académie française des sciences, politique soutenue par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de l'espace.

«Les travaux de recherche dans ce domaine se poursuivent essentiellement aux Etats-Unis, au Japon, en France, dans d'autres pays d'Europe occidentale et en Russie», explique-t-on à l'UNESCO. Comme ils sont très coûteux et que les profits potentiels sont loin d'être négligeables, il y a eu une tendance à protéger les résultats, voire des tentatives d'appropriation par des dépôts de demandes tielles du génome humain avant même que l'on ne découvre leurs fonctions.

«Assurer la diffusion de ces connaissances fondamentales dans l'ensemble de la communauté scientifique le plus vite possible est une urgence et un devoir impératif, déclare pour sa part le docteur Charles Auffray. *C'est ce que nous avons fait en transmettant sans délai l'ensemble de nos résultats dans la base de données du laboratoire européen de biologie à Heidelberg d'où ils transitent vers les bases américaines, japonaises avec un accès public immédiat. Nous avons été consternés par les tentatives d'appropriation de ces connaissances qui visent à s'arroger un monopole sur le développement de ces applications. La démarche entreprise auprès de l'Académie des sciences et de l'UNESCO vise à contrecarrer la situation désastreuse qui s'est ainsi établie».*

JEAN-YVES NAU

(1) «A second generation linkage map of the human genome» (*Nature* datée du 29 octobre). Cette importante publication est signée de Jean Weissenbach, Gabor Gyapay, Colette Dib, Alain Vignal, Jean Morissette, Philippe Millasseau, Guy Vaysseix et Mark Lathrop. (Genethon, CNRS, Institut Pasteur, Inserm, Centre d'étude du polymorphisme humain et Centre hospitalier de l'université Laval à Québec).

AUTOMOBILE

Toyota tous azimuts

La firme japonaise Toyota, qui a connu en 1991 une année financière difficile (– 45 % de profits), n'en poursuit pas moins le renouvellement de ses gammes destinées en priorité à l'exportation. Après la mise en place de ses modèles Corolla – dont les premières versions apparurent sur le marché national dès 1966 sous la forme d'une berline à deux portes appelée à connaître diverses évolutions au cours des exercices qui suivirent – elle lance aujourd'hui en Europe la Carina E.

Si la Corolla apparaît comme une voiture «populaire» fabriquée déjà à quelque 10 millions d'exemplaires et vendue en France entre 79 000 F et 104 000 F, la Carina E est un véhicule «milieu de gamme» très proche des modèles que les constructeurs européens diffusent actuellement. A ce titre, elle mérite une attention particulière, d'autant plus que le modèle sera fabriqué en Grande-Bretagne, dans le pays de Galles, où sont implantées deux unités de production. A Deeside seront produits les moteurs, à Burneston seront fabriquées et montées les voitures. L'origine européenne de l'implantation des usines permettant à la marque d'échapper au contingentement encore imposé sur les marchés du Vieux Continent (les fameux transplants), on trouvera un intérêt supplémentaire à regarder de plus près la nouvelle venue, qui sera livrable en version essence avec deux moteurs à double arbre à cames en tête de 1 587 cm³ et 1 998 cm³ et avec un groupe diesel de 1998 cm³, tous en quatre cylindres en ligne.

Style «bio-design», CX de 0,29, lignes arrières relevées, espace intérieur généreux, console de bord tournée vers le conducteur et levier de vitesses rapproché : rien ne manque à cette nouvelle voiture pour se lancer à l'assaut des marques européennes spécialistes du type et les mieux placées sur le marché.

A la route, il y a peu de reproches à faire également. Les suspensions à roues indépendantes tant à l'avant qu'à l'arrière, avec amortisseurs télescopiques et barre stabilisatrice devant et double bras derrière, donnent à l'ensemble une stabilité rassurante qui permet quelques incartades de conduite. Des freins efficaces, une boîte à enclenchement et étagement sans défaut facilitent les longs parcours.

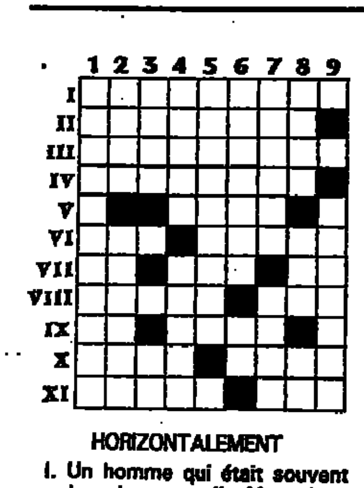
En attendant l'arrivée des Carina E en provenance de Grande-Bretagne, indiquons que les diverses versions de la gamme sont déjà disponibles en France. Ces voitures viennent tout simplement... du Japon, dans le cadre des quotas fixés aux constructeurs nippons.

C. L.

▶ Prix : de 97 160 F à 133 620 F (boîte automatique). Une version GTI est vendue 158 400 F (avec ABS). Le diesel vaut 110 290 F. Seule option : la peinture métallisée. Pas de climatisation disponible et pas de suralimentation sur le diesel.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5899



HORIZONTALEMENT

I. Un homme qui était souvent sur les dents. – II. Mauvaises affaires. – III. Des gens qui rêvent. – IV. Faire grâce. – V. Œuvre de vers. – VI. Station étrangère. Pas du tout chargé. – VII. Note. «Esprit» du Canada. En France. – VIII. Persécuta le prophète Elie. Le quatrième calife. – IX. Un drame. Grands ouverts quand on dévore. – X. Un petit groupe. Le dernier des pieds. – XI. Filet de pêche. Pas aléatoire.

VERTICALEMENT

1. Qui risquant de nous renverser. – 2. Pas atteint. Mange comme un oiseau. – 3. Siège de procès. Dans le vent. – 4. Endroits où l'on envoie paître. Trait de lumière. – 5. N'est pas toujours comestible. – 6. Pas du tout favorable. Vieille ville. – 7. N'est pas gratuite au restaurant. Est à côté de l'atlas. – 8. Qui devrait être remplacée. A une tête très parfumée. Lettre. – 9. Descendre dans la fosse.

Solution du problème n° 5898

Horizontalement

I. Affronts. – II. Relations. – III. Trame. – IV. Impératif. – V. Lei. Riva. – VI. Seigle. – VII. Es. Noël. – VIII. Rai. Nana. – IX. Illustres. – X. El. Nô. Dot. – XI. Epicé. Na !

Verticalement

1. Artillerie. – 2. Ferme. Salle. – 3. Flapis. Il. – 4. Rame. En. Uni. – 5. Oter. Io. Soc. – 6. Ni. Argent. – 7. Tortillard. – 8. Sn. Ive. Néon. – 9. Sofa. Basta !

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

– Edmond BAKALOGLOU et Mme, née Fabienne HUNT, Gayané et Salomé,

sont heureux de faire part de la naissance de leur fille et petite sœur,

Sarah-Méliné,

le 25 octobre 1992, à Paris.

Décès

– Josiane Bensidon, son épouse,
Colette, Claude et Eric Bensidon, ses enfants,
Johanna et Mathias Bensidon, ses petits-enfants,
Ses frères et sœurs,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

André BENSIDON,
censeur honoraire,

survenu à Paris le 26 octobre 1992.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 28 octobre, à 11 h 30, au cimetière parisien de Pantin.

1, rue Lucien-Piron,
93110 Rosny-sous-Bois.

– Mme Jean Bernard, née Geneviève Ay,
Pierre et Florence Bernard,
Samuel, Sébastien, Benjamin,
François et Annie Bernard,
Matthieu, Thomas, Julien,
Jacques et Marie-Thérèse Bernard,
Perrine, Charles, Laure,
Michelle et Bruno Astier,
Jean-Baptiste, Arnault,
Marie-Valentine, Paul-Henri, Clément,
Jean-Paul et Claude Bernard,
Emmanuel, Guillaume, Justin,
Claire, Philippe et Chris Bernard,
Henry, Jules Cosmo,
son épouse, ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès du

médecin général inspecteur Jean BERNARD (c.r.),
professeur au Val-de-Grâce,
commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 26 octobre 1992, dans sa soixante-quatorzième année, à Toulouse.

La cérémonie religieuse aura lieu le 30 octobre, à 8 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, Paris-5e.

L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière de Saint-Paterne-Racan (Indre-et-Loire), à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11-13, passage de la Main-d'Or,
75011 Paris.

– M. Christian Grenade,
Et M. François Grenade,
ses fils,
Mme Annie Grenade,
Et Mme Sylvie Grenade,
ses belles-filles,
Pierre-Arnaud, Pierre-Noël, Thierry, Thibault, Bénédicte,
ses petits-enfants,
M. et Mme Pierre Bonneau et leur famille,
Mme Suzanne Baudrand, née Bonneau,
ses frère et sœur,
ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

Mme Danielle BONNEAU,
professeur honoraire à l'Université,

survenu le 26 octobre 1992, à l'âge de quatre-vingts ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le vendredi 30 octobre, à 14 h 30, en l'église de Touches, à Mercurey (Saône-et-Loire).

– *«E sovra e intorno a lui la selva annosa. Tutte parea ringiovenir le spoglie... La e'apre il giglio, e qui sponte la rosa. Qui sorge un fonte ivi un ruscel si scioglie.»*
Le Tasse, cité dans *Dix ans au pays du mensonge déconcertant.*

Le 21 octobre 1992, à Zagreb, s'est éteint dans sa quatre-vingt-quatorzième année

Ante CILIGA,

l'homme qui, parmi les très rares, se porta témérairement dans la voie de la dénonciation des grandes impostures du siècle, l'homme de la quête lucide et passionnée, le guetteur attentif et désabusé des jours nouveaux.
Il reste une œuvre que sa famille et ses amis s'attachent à mettre au jour.

(Le Monde du 28 octobre.)

– Pleubian. Saint-Brieuc. Casablanca. Strasbourg. Annecy.

Le docteur René Colobert,
son époux,
Anne, Sophie, Françoise et Laurent,
ses enfants,
Le docteur Jean-François Leclair,
son frère,
ont la douleur de faire part du décès de

Eveline COLOBERT-LECLAIR,
médecin de santé publique en retraite,

survenu le 16 octobre 1992, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

22610 Pleubian.

– Les familles Coatanroch, Barbotin, Hartl,
parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert COATANROCH,

survenu à Nice, le 26 octobre 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

– La Direction des Musées de France,
Les conservateurs des Musées nationaux, ses collègues,
ont la tristesse de faire part du décès de

Patrick DUPONT,
conservateur
du château-musée national de Pau,
conservateur du patrimoine,

survenu le 25 octobre 1992.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

[Patrick Dupont est né le 22 septembre 1955. Reçu au concours de conservateur en 1985, il est nommé adjoint au conservateur en chef du Musée des beaux-arts de Nantes en 1987. Un an plus tard, il devient conservateur du château-musée national de Pau, où il met en œuvre un programme de rénovation du bâtiment et entame une politique d'expositions : «Henri IV» (initiée par son prédécesseur), «Une famille de gouverneurs sous l'Ancien Régime». Il a, en outre, contribué à l'enrichissement du fonds ancien de la bibliothèque et du cabinet de dessins et de gravures.]

– Marie-Christine et Makrann El Ghoulabzouri-Pavesi,
Marie-José et Jean-Jacques Leconte,
Marcel et Irène Tardie-Lapeyrère,
ses enfants,
Bertrand et Smahann Joliet,
Sabine Tardie-Lapeyrère,
Emile Leconte,
Bruno Joliet,
Et Sophie Morin,
ses petits-enfants,
ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Mme Andrée LAPEYRÈRE,

survenu le 22 octobre 1992, dans sa quatre-vingt-dixième année.

«Les Moulères»,
32120 Mauvezin.

– Excenevex (Haute-Savoie). La Varenne (Val-de-Marne).

Les familles Mercier, Puntous, Allegro, Maeder,
parentes, alliées et amies,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Roger MERCIER,
née Andrée Dammann,

survenu à Excenevex, à l'âge de soixante-seize ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 29 octobre 1992, en l'église d'Excenevex, où l'on se réunira à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Betty Merenfeld Crevier
Et les familles Albert, Cherniacoski, Kahn, Mawas, Silverman
ont la douleur de faire part du décès de

Yvonne MERENFELD,

survenu le 21 octobre 1992,
et rappellent la mémoire de son époux,

Moïse MERENFELD.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

3, rue Henri-de-la-Pommeraye,
76000 Rouen.

– Jacqueline Merle,
sa mère,
Les familles Cavillier et Merle,
Ses proches,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Claude PANNETIER,

survenu à Paris le 12 octobre 1992, à l'âge de quarante-quatre ans, après une longue et cruelle maladie.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 16 octobre, dans l'intimité, à Ferrières-Saint-Mary (Cantal).

Une messe à son souvenir sera célébrée le mercredi 4 novembre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, Paris-16e.

3, rue Saint-Simon,
75007 Paris.
11, rue du Cardinal-Mercier,
75009 Paris.

– Le président,
Et le personnel du groupe Aérospatiale,
ont le regret de faire part du décès de

Claude PANNETIER,
directeur délégué auprès du directeur administratif et financier,

survenu le 12 octobre 1992.

37, boulevard de Montmorency,
75016 Paris.

– Le conseil d'administration,
Et le personnel de la société Execorp,
ont le regret de faire part du décès de

Claude PANNETIER,
président et fondateur de leur société,

survenu le 12 octobre 1992.

37, boulevard de Montmorency,
75016 Paris.

– Le conseil d'administration,
Et le personnel de la société Sodechanges,
ont le regret de faire part du décès de

Claude PANNETIER,
administrateur de la société,

survenu le 12 octobre 1992.

5, rue Pedro-Meylan,
1211 Genève 17 Malaniou.

– L'équipe des financements commerciaux de la société Aérospatiale a la tristesse de faire part du décès de son directeur et ami,

Claude PANNETIER,

survenu le 12 octobre 1992.

– Paris. Tegernsee. Kronberg.

M. et Mme Christian Rabut,
Le docteur et Mme Herman Elmering et leurs enfants,
M. et Mme Patrick Rabut et leurs enfants,
Marianne, Edouard et Adrien Bertrand,
M. Paul Ostier,
son grand-père,
Les familles Ostier et Mauvage,
Ses tantes, oncles, cousines et cousins,
ont la douleur de faire part du décès de

Xavier RABUT,

dans sa vingt-deuxième année, le 23 octobre 1992, à Munich.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 30 octobre, à 10 h 30, en l'abbaye bénédictine d'Ettal, en Bavière.

– M. et Mme Christian Valensi,
Mme Claude Boulat,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Henri-Olivier Valensi et leurs enfants,
Mme Odile Valensi,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Lise Dacheux,
Sa famille et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Cécile VALENSI,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 23 octobre 1992.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 27 octobre.

47, boulevard de Beauséjour,
75016 Paris.
61, avenue Félix-Faure,
75015 Paris.
5, rue Chernoviz,
75016 Paris.
30, rue Miollis,
75015 Paris.

– Mme Daniel Volle,
son épouse,
Mme Janine Favre,
M. et Mme Serge-Alban Pischedda,
ses enfants,
M. Christophe Favre,
M. et Mme Alban Pischedda,
Mme Caroline Servier,
ses petits-enfants,
Franck Pischedda,
Et Tristan Servier,
ses arrière-petits-enfants,
M. et Mme Marc Bourras et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Daniel VOLLE,

survenu le dimanche 25 octobre 1992, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 29 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain de Vitry-sur-Seine, où l'on se réunira.

Chemin des Sauces,
06510 Gattières.

Remerciements

– Delphine Porquet remercie vivement tous ceux qui ont témoigné toute leur sympathie lors du décès de

M. Charles MINASSIAN.

Anniversaires

– Pour le cinquième anniversaire de la mort de

Vasso DEVETZI,

une messe à sa mémoire sera célébrée le dimanche 1er novembre, à 17 heures, en la Cathédrale orthodoxe grecque, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16e.

Communications diverses

– Chrétiens et juifs de France (AJCF), le jeudi 5 novembre 1992, à 20 h 30, crypte Saint-Honoré-d'Eylau, 66 *bis*, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16e : « La politique et l'éthique », par Roger Fauroux, ancien ministre, et David Kessler.

– Le jeudi 29 octobre 1992, à 20 h 30, au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3e, tél. : 42-71-68-19 : « Les noms juifs sont-ils tous juifs ? », avec M. Mayer-Crémieux, généalogiste.

Soutenances de thèses

– Université de médecine de Bordeaux. Mme Pascale Villanueva soutiendra, le jeudi 29 octobre 1992, à 18 heures (hôpital Haut-Lévêque), sa thèse pour l'obtention du doctorat d'Etat en médecine, sur le sujet : « Traitement de la crise d'asthme aigu sévère ».

هكذا من الأصل

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

Alarmes sur la formation des enseignants

L'inspection générale évalue la mise en place des Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Examen, critiques et recommandations

IRONIE du sort : alors que les sénateurs devaient rendre public, mercredi 28 octobre, un rapport assez rude sur les Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), dans lequel ils tempêtent contre *« la dissimulation presque totale »* du bilan de l'expérimentation conduite à Lille, Grenoble et Reims en 1990, l'inspection générale de l'éducation nationale mettait la dernière main à l'évaluation minutieuse de ladite expérimentation, puis de sa généralisation à la rentrée 1991 (1).

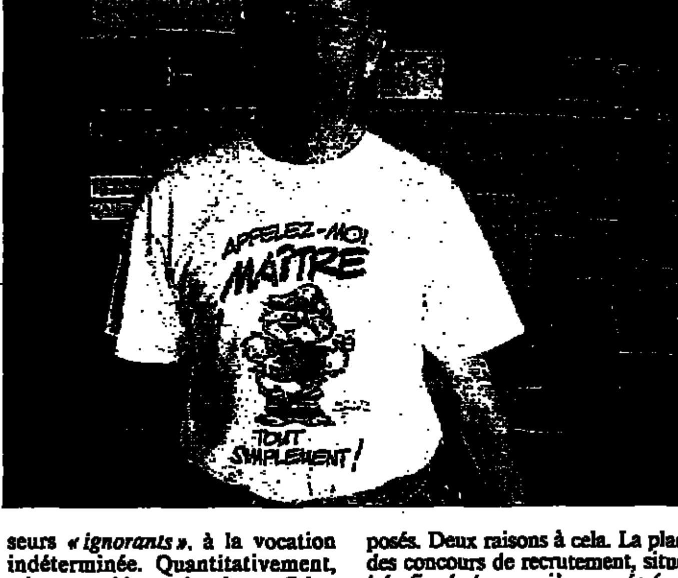
Dans un rapport non publié, portant sur l'étude approfondie d'une dizaine d'IUFM, MM. Dominique Borne, inspecteur général, aujourd'hui président du jury de CAPES d'histoire-géographie, et Guy Laurent, inspecteur général adjoint de l'administration de l'éducation nationale, dressent ainsi un bilan sans concession des erreurs psychologiques et structurelles qui ont émaillé la mise en place des nouveaux instituts.

Les rapporteurs stigmatisent d'abord la hâte avec laquelle le nouveau dispositif de formation a été imposé. C'est dans cette précipitation – *« un pilotage mal coordonné et insuffisamment cohérent »*, écrivent à l'unisson les sénateurs – que résident selon eux les incompréhensions, les crispations et les refus du nouveau système. Première erreur, le passage à l'acte s'est fait sans que les enseignants qui participaient auparavant à la formation des maîtres (les professeurs d'écoles normales notamment) aient véritablement *« eu le sentiment que la valeur de leur travail passé était réellement prise en compte »*. De la même façon, les universitaires, *« sans doute parce qu'ils étaient méfiants »*, ont été peu impliqués.

Il s'est aussi accumulé de manifestes erreurs d'appréciation : inexistence d'un état précis des ressources humaines par exemple, du potentiel de formateurs et des moyens qui allaient être dévolus aux vingt-neuf instituts. Une réflexion préalable sur les coûts, relève le rapport Borne, aurait par exemple pu mettre en évidence l'inévitable poids des frais de déplacement liés à la multiplicité des lieux de formation dans une académie. *« Il n'est pas sûr*, souligne ainsi le rapport, *que l'on ait justement mesuré, localement et nationalement, les moyens nécessaires pour faire plus et mieux. »*

Bricolage pédagogique

Cependant, notent les rapporteurs, *« la démarche pragmatique adoptée a eu d'évidents mérites »*, permettant, au coup par coup, l'ajustement des orientations nationales et la correction d'une mise en œuvre des objectifs *« trop mécaniste »*, notamment en ce qui concerne les formations communes aux élèves futurs professeurs des écoles et aux futurs professeurs des lycées et collèges. Certes, cette nouveauté bousculait un siècle de tradition enseignante. Mais elle s'est contentée, dans un premier temps, d'aligner côte à côte différents modules *« dont il était difficile de percevoir la cohérence »*.



MICHEL BENICHOU

Ecartant avec soin les *« caricatures »*, les rumeurs et les *« pseudo-scandales »* montés sur d'hypothétiques séances de confection de la pâte à crêpe ou de danses bulgares, MM. Borne et Laurent démontrent comment le projet IUFM, chargé de *« professionnaliser »* la formation des futurs enseignants, s'est inscrit à tort, par défaut d'explication, dans une logique d'opposition entre les enseignements dispensés à l'université (les disciplines) et ceux dispensés en IUFM (les formations générales, professionnelles et communes).

A tort, expliquent-ils ; ainsi, les trois pôles autour desquels la formation des maîtres doit désormais s'organiser – l'acquisition des savoirs disciplinaires, l'étude de la gestion des apprentissages et la connaissance du système éducatif – ont été considérés dans l'opinion comme d'égale importance quantitative, et donc comme une source d'affaiblissement des disciplines au profit de la formation professionnelle (stages en observation la première année, en « responsabilité » la deuxième année). D'où la crainte de voir se créer un corps de professeurs *« ignorants »*, à la vocation indéterminée. Quantitativement, cela ne semble pas être le cas. Selon les IUFM et les disciplines étudiées, la formation d'un étudiant futur professeur des lycées et collèges *comporte globalement entre 400 et* 700 heures de formation, dont 250 heures au minimum (pour les littéraires) et 550 heures au maximum (pour les scientifiques) de formation disciplinaire. Les formations communes, dont l'objectif était précisément de *« favoriser l'émergence d'une culture professionnelle commune à tous les enseignants »*, se limitent en réalité à une cinquantaine d'heures au maximum (soit 12 % du total), et plus généralement à une vingtaine d'heures. Le reste (entre 10 et 20 %) est dévolu aux pratiques professionnelles (stage de sensibilisation, préparation à l'épreuve orale professionnelle du concours, etc.).

Sévère sur la formation commune, qui doit être *« repensée »*, le rapport Borne note qu'elle n'a guère satisfait les étudiants eux-mêmes : le taux d'absentéisme aurait atteint 50... à 90 % selon les modules proposés. Deux raisons à cela. La place des concours de recrutement, situés à la fin de la première année (une nouveauté pour le premier degré), a conduit à rejeter en deuxième année les modules de formation commune. Mais l'inspection générale évoque aussi l' *« inadaptation »* de certains formateurs ou de quelques *« gourous de la pédagogie »*. L'erreur aurait donc consisté en une vision trop dichotomique de la formation, *« qui a l'inconvénient majeur de laisser croire qu'il peut y avoir des méthodes sans contenu et, inversement, que les contenus scientifiques pourraient exister en dehors de leur claire transmission »*. Et les experts de noter : *« Face à la dignité établie du savoir académique, dispensé par les universitaires des différentes disciplines, l'IUFM apparaît trop souvent comme spécialisé dans le bricolage pédagogique. »*

Par ailleurs, note le rapport Borne, *« l'objectif de professionnalisation de la formation est vécu, dans les fantasmes des universitaires, comme un complot pour dépeupler les séminaires de maîtrise, écarter de l'agrégation et donc promouvoir une formation au rabais »*. L'importance donnée à la formation professionnelle, en seconde année cette fois-ci (40 à 50 % du temps de formation), ne fait que renforcer cette impression, d'autant que l' *« on ne s'est pas donné les moyens de faire comprendre aux universitaires l'ambition des IUFM »* et aux didacticiens la nécessité de greffer leurs pratiques sur les disciplines.

D'où la réticence de certains universitaires, en tête desquels les philosophes, à conseiller à leurs étudiants l'inscription en IUFM (30 % des candidats au CAPES de philo sont inscrits en IUFM, 71 % des *candidats en histoire-géographie*). Or, estiment MM. Borne et Laurent, il convient au plus vite d'établir, discipline par discipline, des liens organiques forts entre l'IUFM et l'université. Partant du principe qu'on ne saurait dissocier la préparation scientifique de la professionnalisation du métier d'enseignant, les experts insistent cependant sur le caractère formateur de la nouvelle épreuve professionnelle introduite en 1992 dans les concours de recrutement, et qui est *« enracinée dans la discipline »*. Ils demandent néanmoins que les parcours de formation soient, à l'avenir, davantage personnalisés, qu'ils permettent, par exemple, aux élèves de deuxième année, de différer leurs stages professionnels pour préparer l'agrégation.

Autre sujet de préoccupation : le vivier des licenciés. Certes, globalement, leur nombre a fortement augmenté ces dernières années. Mais les inquiétudes sont vives en ce qui concerne les futurs professeurs d'école. Près de la moitié des candidats au concours du premier degré sont en effet titulaires d'une licence de sociologie, psychologie, sciences de l'éducation, etc. Un constat alarmant, d'autant plus qu'une réelle formation à la polyvalence disciplinaire est généralement absente des plans de formation. *« Parfois elle est confiée à des spécialistes de sciences de l'éducation, comme pour mieux s'en débarrasser »*, notent MM. Dominique Borne et Guy Laurent.

Le technique à l'écart

La situation est jugée plus préoccupante encore pour la préparation des futurs professeurs de lycée professionnel (556 candidats pour près de 20 000 préparations au CAPES), où les candidatures chutent dangereusement. Là où, précisément, la spécificité des élèves de lycée professionnel avait conduit les professeurs des six anciennes écoles normales d'apprentissage (ENNA) à envisager des modes originaux de formation des futurs enseignants. Or, indique le rapport Borne, *« le secteur technique et professionnel est demeuré un monde à part (...) ne faisant pas réellement partie des préoccupations de beaucoup d'IUFM »*.

En plusieurs points, enfin, l'inspection générale aborde la question de la régionalisation du recrutement des enseignants. La formation est organisée à l'échelon académique, la nomination dans le primaire reste départementale, les futurs enseignants du secondaire se préparent à un concours national au terme duquel ils peuvent être nommés dans une autre académie. Comment, dans ces conditions, notent les experts, les IUFM peuvent-ils réfléchir à la cohérence d'une formation adaptée aux problèmes spécifiques d'une académie ? *« La logique de la nouvelle institution*, avancent-ils, *semble conduire à la régionalisation non seulement de la formation, mais aussi du recrutement. »* D'autant plus *« qu'il serait plus judicieux de former les étudiants sur les lieux où ils seront appelés à exercer »*.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) La mission d'information du Sénat, chargée d'examiner les conditions de mise en place et de fonctionnement des IUFM, est présidée par M. Albert Vecten, sénateur (UC) de la Marne. Son rapporteur est M. Adrien Gouteyron, sénateur (RPR) de la Haute-Loire.

Le bon cap

Alors que les études de tous bords drainent leur flot de critiques argumentées sur le nouveau dispositif de formation des maîtres, il n'est, semble-t-il, plus une voix pour réclamer la suppression pure et simple des nouveaux instituts.

Particulièrement virulente au moment de la création des IUFM, l'Académie des sciences, dans un rapport récent, estime aujourd'hui qu'il est nécessaire d'avoir sur le sujet *« une attitude concrète et constructive »* et elle exhorte les universitaires *« à s'investir activement »* dans leur fonctionnement. De son côté, la commission sénatoriale présidée par M. Vecten, ne propose pas moins de dix-huit recommandations pour rendre les IUFM *« plus attrayants et efficaces »* – au premier rang desquelles la publication annuelle de leurs bilans de fonctionnement.

Certes, l'Académie des sciences rappelle l'absence de concertation initiale, la *« misère »* des conditions de travail, le rôle *« très nuisible »* de la didactique, les craintes sur la préparation de la maîtrise et de l'agrégation. Mais globalement, estime-t-elle aujourd'hui, *« il serait très regrettable que les universitaires rejettent les IUFM comme des corps étrangers alors que leur investissement plus important dans les IUFM les ferait avancer dans la bonne direction »*.

D'ailleurs, sur le terrain, l'alliance université-IUFM semble en progrès. Tout au moins en ce qui concerne les présidences d'université. Sur soixante-quatorze conventions suceptibles d'être signées entre les IUFM et les universités, trente-huit l'ont été effectivement et trente et une le seront d'ici au mois de décembre.

Avec près de 40 % de réussite aux concours du second degré en 1992 pour les candidats inscrits en IUFM (66 % pour les candidats allocataires), contre 30 % pour les candidats inscrits hors IUFM, avec 75 000 étudiants inscrits à la présente rentrée (contre 61 000 l'année précédente), les responsables du dossier au ministère de l'éducation nationale et de la culture se sentent encouragés à poursuivre leur ambition : faire des IUFM le lieu de passage obligé de la formation des 150 000 enseignants qu'il faudra recruter d'ici à l'an 2000.

Mais il reste à construire une véritable politique de communication et d'information, clouée au pilori par les différents évaluateurs, car coupable à leurs yeux *« de n'avoir pas su identifier ceux qu'il fallait prioritairement convaincre »*. Pour les inspecteurs généraux, par exemple, *« il a manqué, il manque sans doute encore, un texte politique fort et simple définissant clairement les contours du métier d'enseignant et son éthique »*. M. Lang s'y exercera-t-il ?

J.-M. Dy

Incertitudes de l'Europe universitaire

Le rapprochement des systèmes d'enseignement supérieur des Douze soulève de délicats problèmes académiques et politiques

LANCÉ, à l'automne 1991, avec la publication du mémorandum de la Commission de Bruxelles sur *« l'enseignement supérieur dans la Communauté européenne »* (*le Monde* du 7 novembre 1991), le débat sur l'avenir de l'université en Europe semblait piétiner depuis un an. En France, en tout cas. Il est vrai que la complexité des enjeux académiques, économiques et politiques pointés par le document de la Commission était de nature à rebuter des universitaires déjà confrontés à de multiples problèmes hexagonaux. Il est également probable que le référendum français sur le traité de Maastricht a mobilisé l'attention sur des interrogations d'une tout autre ampleur et relégué à l'arrière-plan ce qui pouvait apparaître comme une *affaire de spécialistes*.

L'hypothèque référendaire levée, les responsables universitaires français semblent décidés à mettre les bouchées doubles pour ouvrir plus largement le débat. Début octobre, c'était la commission des relations extérieures de la Conférence des présidents d'université qui réunissait, à Amiens, les responsables des relations internationales des universités. Les 23 et 24 octobre, c'est la direction des affaires générales internationales et de la coopération du ministère de l'éducation nationale qui organisait à Paris un symposium sur *« l'enseignement supérieur français et l'Europe »*. Enfin, à la fin du mois de novembre, les ministres de l'éducation des Douze doivent se réunir en Grande-Bretagne pour examiner le mémorandum de la Commission.

Mais, contrairement à ce qu'espérait Bruxelles il y a un an, ce prochain conseil des ministres de l'éducation ne sera pas l'occasion de faire émerger, à partir du texte de la Commission, une *« résolution »* européenne en matière d'enseignement supérieur. Comme l'a prudemment expliqué M. H. C. Jones, directeur de la Task force Ressources humaines, éducation, formation, jeunesse, vendredi 23 octobre à Paris, les ministres devraient engager un *« débat préliminaire »* à partir duquel la Commission établira, début 1993, *« une plate-forme d'action »*. Il faudra, en tout état de cause, attendre la fin du processus de ratification du traité de Maastricht pour formuler des propositions précises.

Cette prudence s'explique aisément. Non seulement les résultats des référendums danois et français ont sérieusement réfréné les enthousiasmes, mais le rapprochement des systèmes d'enseignement supérieur des Douze soulève, à l'évidence, de délicats problèmes académiques et politiques, comme l'ont démontré les réunions de ce mois-ci en France.

Que faire d'Erasmus ?

La première interrogation porte sur le rôle même de l'enseignement supérieur. Le mémorandum de la Commission mentionne, certes, le rôle important des universités dans la sauvegarde et le développement de *« l'héritage culturel européen »*. Mais l'essentiel de son argumentation repose sur une analyse des besoins économiques à long terme de la Communauté. Or, à l'instar de leurs homologues allemands notamment, les universitaires français ne veulent pas enfermer l'Europe des universités dans cette problématique très économiste.

Ainsi, un document de synthèse, établi conjointement, à la fin de l'été, par la Conférence des présidents d'université, la Conférence des grandes écoles et la Conférence des directeurs d'écoles et formations d'ingénieurs, trace clairement les réserves de la communauté universitaire. La question, souligne-t-il, est de savoir *« comment mieux adapter les formations aux objectifs économiques de la Communauté européenne, mais sans renoncer aux missions traditionnelles fondamentales de l'université »*.

M. Régis Ritz, président de l'université Michel-de-Montaigne (Bordeaux-III) et responsable de la commission des relations extérieures de la Conférence des présidents d'université, devait dire les choses plus brutalement lors du symposium parisien des 23 et 24 octobre : *« L'engagement européen des universités sera d'autant plus crédible qu'elles démontreront qu'il existe une Europe de la culture et une Europe sociale à côté de l'Europe des employeurs et de l'argent. »* A quoi M. Michel Cusin, ancien président de l'université Lyon-II et représentant français au comité de liaison des recteurs européens auprès de la Commission ajoutait : *« Tout le monde est d'accord sur la nécessité de former les étudiants à une culture d'entreprise à dimension internationale, mais il ne faut pas oublier la formation à citoyenneté européenne. »*

La deuxième série d'interrogations porte sur les échanges européens d'étudiants et d'enseignants, indispensables pour réaliser un brassage culturel et scientifique en profondeur, mais qui se heurtent à de nombreux obstacles. En premier lieu, la Commission de Bruxelles va devoir décider, dans les prochains mois, de la suite à donner aux grands programmes communautaires – Erasmus et Comett – qui arrivent à échéance en 1994.

GÉRARD COURTOIS

Lire la suite page 16

REPERES

AMÉRIQUE DU NORD. – Le Council, organisation internationale sans but lucratif, propose deux programmes – « Work and Travel » et « Internship » – pour travailler ou effectuer un stage aux Etats-Unis et au Canada. Destinés aux étudiants majeurs ayant effectué une première année d'études supérieures, ces programmes ont déjà permis à plus de 25 000 Français de partir outre-Atlantique. L'inscription à ces programmes permet d'obtenir les documents administratifs nécessaires à tout emploi ou stage en Amérique du Nord.

► **Renseignements au Council, centre Odéon, 1, place de l'Odéon, 75006 Paris. Téléphone : 46-34-16-10.**

CHÈQUE LIRE JEUNESSE. – A l'occasion de la Fureur de lire, la direction du livre et de la lecture a lancé l'opération « Offrez des livres aux enfants ». Un chèque « lire jeunesse » a été créé. D'une valeur de 20,50 francs à 100 francs, il a pour objectif d'inciter les adultes, notamment les parents, à offrir des livres aux enfants, et d'amener les jeunes à pénétrer dans les librairies pour y choisir eux-mêmes leurs lectures. Les chèques « lire enfants » s'échangent dans les librairies du réseau national. La liste peut en être consultée sur le Minitel 3616, code DJO 1.

LANGUES RÉGIONALES. – Les langues mélanésiennes (ajië, drehu, nengone et paicî) seront désormais acceptées dans le cadre des épreuves obligatoires ou facultatives de langues au baccalauréat, selon un décret paru vendredi 23 octobre au *Journal officiel*. Les langues ou dialectes locaux déjà acceptés sont le basque, le breton, le catalan, le corse, le gallo, l'occitan, le tahitien et les dialectes alsacien et mosellan. Par ailleurs, il existe déjà des CAPES de corse, d'occitan, de breton et de basque.

POLOGNE. – Quatre grandes écoles d'ingénieurs françaises viennent de créer un mastère de génie industriel et management de l'innovation à l'Ecole polytechnique de Wroclaw. Lancée pour faire face à la pénurie de cadres gestionnaires dans les entreprises polonaises, l'initiative, parrainée par la Fondation France-Pologne, associe les écoles centrales de Lyon et Paris, les Mines de Nancy et de Saint-Etienne et l'université de Barcelonne. Trente-huit ingénieurs (jeunes diplômés, professeurs et cadres d'industrie) ont été sélectionnés pour suivre un stage de français d'un an avant de commencer leur formation. Les cours seront assurés par les écoles françaises pendant deux ans avant que l' « école de management » ne soit totalement prise en charge par l'Ecole polytechnique.

L'école après la classe

Depuis une dizaine d'années, les associations proposant des « aides aux devoirs » se multiplient

LES mille et une initiatives locales d' « entraide » ou de « soutien » scolaire qui s'épanouissent dans l'ombre et dans une indifférence quasi totale depuis une bonne dizaine d'années semblent susciter, enfin, l'intérêt des responsables de l'éducation nationale. Dans l'intention au moins, la démarche de M. Jack Lang, qui a présenté dans une maison de quartier de la Goutte-d'Or à Paris, mercredi 7 octobre, la première « Charte de l'accompagnement scolaire » est inédite. Accompagné de Mme Dominique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, et de MM. Kofi Yamgnane et Francois Loncle, en charge respectivement de l'intégration et de la ville, le ministre de l'éducation nationale et de la culture a en effet tenu à *« encourager l'importante mobilisation des bénévoles »* et à leur proposer un – très vague – cadre de référence.

Laïcité et *« refus de tout prosélytisme »*, recherche d'une *« continuité de l'acte éducatif »* et d'une liaison plus forte avec les enseignants, concertation accrue sur un même territoire entre les divers organismes qui œuvrent sur le terrain de l'entraide scolaire : voilà pour les principes. Mais cette reconnaissance est surtout symbolique, et l'on peut s'étonner que le ministre n'ait pas cru bon, par exemple, de demander à ses recteurs d'aller au-devant des initiatives, ne serait-ce que pour les connaître et, au mieux, pour les aider. Il ne semble pas non plus que la multiplication des initiatives d'entraide scolaire suscite la moindre interrogation, de la part du ministère, sur ses propres dispositifs de lutte contre l'échec scolaire, à commencer par les zones d'éducation prioritaires (ZEP), où sont concentrées la plupart de ces intitatives.

Une véritable explosion

L'importance de l'enjeu scolaire est telle, aujourd'hui, qu'on assiste pourtant à une véritable explosion de ces diverses formes d'entraide. Pas une association de quartier, un club de prévention ou un centre social qui ne mette sur pied une activité d'aide aux devoirs ou de soutien scolaire. Les cycles d'animations éducatives périscolaires (AEPS), financés par le Fonds d'action social (FAS), qui curieusement excluaient, lors de leur création en 1984, de fournir une aide scolaire aux élèves issus de l'immigration qu'ils accueillaient, ont dû aussi rectifier le tir, sous la pression de la demande. Toutes ces actions se déroulent le plus souvent dans des conditions précaires, mal assurées, et dans de nombreux cas sans liens véritables et durables avec ce qui se passe, en amont, entre les murs de la classe. Mme Claudine Dannequin, maître de conférences à l'Ecole normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud, a enquêté pour la direction interministérielle à la ville (DIV) dans cent quarante-huit quartiers en développement social (1). *« L'entraide scolaire est un mouvement de fond,* souligne-t-elle, *qui affecte, à des titres divers, toutes les structures qui ont pour vocation l'accueil des jeunes. »*

La demande vient le plus souvent des parents d'élèves eux-mêmes, qui se sentent démunis face aux exigences de l'école. Centres sociaux, bibilothèques de quartier, locaux associatifs sont donc mis à contribution et accueillent les enfants, écoliers et collégiens, par petits groupes de cinq à dix par adulte.

Ces adultes engagés dans des actions d'accompagnement ou de soutien scolaire sont d'origines diverses : étudiants ou retraités, mères de famille, travailleurs sociaux et éducateurs. Les enseignants ne sont pas absents, même s'ils sont *« peu présents »*, selon Mme Dannequin. A Roubaix (Nord), par exemple, des enseignants de collège payés en heures supplémentaires supervisent les séances d'aide aux devoirs qui sont assurées par des habitants dans plusieurs centres sociaux. Mais l'essentiel des actions d'accompagnement scolaire est assuré par des bénévoles, « épaulés » ou encadrés par des professionnels qui sont rémunérés... ou non. En fait, toutes les situations semblent coexister, parfois sur un même site. Ainsi, Claudine Dannequin cite-t-elle le cas de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise), où des études dirigées dans le primaire et des groupes de travail en méthodologie au collège sont assurés grâce à des enseignants volontaires, tandis qu'en même temps des groupes de *« soutien personnalisé »* se déroulent dans une association et à la maison de quartier, encadrés par des vacataires, des bénévoles et des enseignants par roulement... Quinze retraités sont bénévoles, les enseignants du collège sont rémunérés grâce au projet d'action éducative (PAE) qu'ils ont organisé et au fonds d'aide à l'innovation. Quant aux instituteurs, ils sont payés par la ville... à un tarif différent de celui des intervenants extérieurs recrutés, eux aussi, par la municipalité. Mais il faudrait citer également diverses expériences, relevées à Reims (Marne), à Creil (Oise) ou encore à Marseille (Bouches-du-Rhône), où ce sont des jeunes du quartier, lycéens ou étudiants, souvent issus de l'immigration, qui prennent en charge le tutorat des plus jeunes.

Peut-on mesurer le résultat de ces actions très disparates ? Les organismes ou associations sondés par Claudine Dannequin sèchent sur cette question. Les effets sont difficiles à apprécier, analyse-t-elle, par manque d'outils, de suivi et de stabilité des équipes qui prennent en charge les enfants. Sur cette question aussi, M. Jack Lang s'est tenu prudemment en lisière. *« L'accompagnement scolaire soulève de nombreuses questions d'ordre pédagogique, mais aussi social,* note évasivement la Charte. *Ces actions devraient faire l'objet d'études, d'évaluations et de recherches susceptibles de contribuer à l'amélioration de leur efficacité et de leur qualité. »*

Ch. G.

(1) *Les Actions locales d'entraide scolaire*, L'Harmattan, 1992.

« Grands frères ou travailleurs sociaux »

Le sociologue Dominique Glasman, qui dirige le centre de recherche en éducation (CRE) de Saint-Etienne, a enquêté sur les réseaux d'aide scolaire dans cette agglomération (1). Ils toucheraient entre 500 et 1 000 élèves sur les 10 000 scolarisés dans le primaire. Au-delà de l'inventaire, son étude pose une question : pourquoi faut-il, de plus en plus souvent, autre chose que l'école pour réussir à l'école ?

« Quelle est l'ampleur des actions de soutien scolaire et comment sont-elles organisées ?

– Ce qui nous a d'abord frappés, c'est l'extrême foisonnement, la diversité des organismes qui se proposent d'aider les enfants dans leur travail scolaire. Dans une ville moyenne comme Saint-Etienne, nous avons, il y a trois ans, répertorié des actions dans sept amicales laïques, onze centres sociaux, sept maisons de quartier et une maison de jeunes. Sans oublier dans le tableau les activités éducatives périscolaires (AEPS) financées par le fonds d'action sociale (FAS) qui offrent aux enfants la possibilité de bénéficier d'une aide aux devoirs, même si cette activité n'est pas leur objectif esssentiel. Mais les enfants arrivent avec leurs devoirs et les animateurs sont bien obligés de répondre à la demande...

» Toutes ces actions bénévoles et militantes entraient, de fait, en concurrence avec les études surveillées, introduites à Saint-Etienne depuis 1882 et généralisées à toutes les classes par le Front populaire. Il y a quelques années, la municipalité a fait une enquête auprès des établissements pour savoir ce qui se passait réellement dans ces études. L'initiative a été mal perçue par les enseignants. Est-ce parce que les études représentent une part non négligeable de leurs revenus, l'équivalent, en gros, d'un mois de salaire dans l'année ? On en arrive, du coup, à une situation pour le moins incohérente : les associations qui proposent de l'aide aux devoirs veillent à ne pas faire coïncider leur horaires avec ceux des études surveillées. Et pour certains enfants, ceux précisément dont on estime qu'ils sont mal adaptés à l'univers de l'école, le temps du travail scolaire s'étire interminablement.

– Même si la concurrence existe, on voit mal comment les enseignants pourraient être hostiles à des initiatives qui prolongent leur propre travail...

– Au début, dans les années 80, les enseignants, surtout les instituteurs, étaient pourtant, pour la plupart, franchement hostiles à des initiatives extérieures à l'école. Puis les choses ont évolué, mais la position de l'institution sur l'aide aux devoirs reste ambiguë. On reconnait aujourd'hui que l'école ne peut pas tout faire toute seule et qu'il est possible d'apprendre ou de parfaire ses apprentissages ailleurs. C'est un point positif mais qui comporte un risque : que, reconnaissant l'apport des associations et s'appuyant sur elles, l'institution se décharge progressivement d'une partie de son travail, qu'elle considère, par exemple, que fournir aux enfants une aide pour leurs devoirs est, pour elle, une tâche secondaire. Or il est primordial, pour les enfants des milieux populaires, que l'école elle-même offre toutes les conditions de la réussite scolaire. Y compris un endroit pour faire ses devoirs et l'aide d'un enseignant. C'est d'ailleurs ce que réclament les parents, y compris les parents immigrés, dont on pense couramment – et à tort – qu'ils se désintéressent de l'école.

Sentiment d'abandon

» L'éducation nationale n'est pas la seule en cause. Il est frappant de constater que, au moment où les villes font de la surenchère en matière scolaire, elles menacent de laisser tomber un dispositif très balisé, mais qui est souvent mal utilisé, comme les études surveillées.

» Par ailleurs, des communes qui font l'effort d'« investir » du côté de l'école prennent des décisions, dans certains quartiers, qui renforcent chez les gens qui y travaillent et chez ceux qui y habitent un sentiment d'abandon.

» On supprime par exemple des postes de travailleurs sociaux, on diminue des subventions à des associations très implantées dans le quartier, mais on finance des actions de soutien scolaire. En pensant peut-être que c'est un moyen de « remailler » un tissu social qui s'effrite. Or c'est souvent une illusion. D'abord parce que l'école n'y suffit pas ; ensuite pour la raison suivante : ces actions de soutien, même si elles sont l'occasion d'un authentique élan de solidarité, sont exceptionnellement assurées par des gens qui habitent le quartier...

– Quelle différence établissez-vous entre cette aide aux devoirs et le marché des cours particuliers que vous avez analysé lors d'une précédente recherche ?

– Les cours particuliers restent contrôlés par l'instance familiale. Par ce biais, les parents des classes moyennes ou supérieures gardent la main sur le travail scolaire de leur enfant. A l'inverse, avec l'aide aux devoirs, bénévoles et travailleurs sociaux se substituent plus ou moins à la famille, qui est taxée d'incompétence. Il faut d'ailleurs noter que, dans la plupart des cas, ce n'est pas la question posée qui amène une réponse, c'est la réponse apportée qui légitime la question. Autrement dit, on organise une aide aux devoirs et, du coup, on se met à regarder les enfants à travers le prisme de l'échec scolaire ou de la carence familiale. C'est la « non-implication » des familles de milieu populaire et leur « désintérêt » supposé à l'égard de la scolarité qui justifient souvent, après coup, les actions d'aide aux devoirs. Or cette idée est-elle vraiment fondée ? La plupart des familles, et en particulier les familles immigrées d'origine maghrébine, manifestent un intérêt colossal pour l'école. Mais il y a un malentendu entre ces familles et l'école. « On ne les voit pas », se plaignent les enseignants. Si c'était justement parce qu'elles leur font totalement « confiance » ? Cette absence est presque toujours interprétée comme de l'indifférence.

Logique caritative

» Reste que pour les familles de milieux populaires l'école est peu lisible. Et la multiplication des intervenants qui, dans l'école et hors l'école, s'affairent autour des enfants brouille un peu plus le paysage. Qui sont-ils, pour les parents, ces gens qui font du soutien scolaire : des habitants du quartier, des grands frères, des enseignants, des curés, des travailleurs sociaux ? Quel rôle joue donc chacun d'entre eux ?

– Vous voulez dire que ces actions de soutien extra-scolaire, qui sont censées renforcer les liens entre l'école et les familles éloignent un peu plus celles-ci de la sphère scolaire ?

– Dans la plupart des cas sans doute. Il ne faut pas perdre de vue que cette forme d'action porte aussi la marque d'une réorientation du militantisme dans les quartiers populaires. On est dans une logique caritative. On s'occupe des populations démunies, au coup par coup, avec bienveillance et souvent beaucoup de solidarité, mais ce mouvement est, me semble-t-il, aux antipodes du politique. Non pas que le militantisme soit inutile ou inintéressant ; mais on ne se situe plus dans une logique de droit. Droit d'être reconnu dans l'école, droit pour les enfants « défavorisés » d'avoir, sur place, à l'école, tout ce qui leur permettrait de réussir. Cela dit, qu'est-ce qui est réellement attendu des « familles » ? Et qu'est-ce que désigne ce terme bien vague de « familles », dont il est fait une utilisation abusive dans l'école et spécialement dans les zones d'éducation prioritaires. Comment se fait-il qu'on ne parle pas des « parents » ? Est-ce qu'on parle des « familles » au lycée Champollion de Grenoble ? Non, on parle des « parents » et même des « parents d'élèves ». C'est-à-dire qu'on évoque un ensemble de tâches, un rôle social précis. En parlant des « familles », on évoque un monde où l'école ne pénètre pas, un monde avec lequel l'école ne sait pas trop ce qu'elle a en commun. »

Propos recueillis par
CHRISTINE GARIN

(1) *Soutien scolaire et quartiers*, par Dominique Glasman et l'équipe du centre de recherche en éducation, ESF, à paraître le 22 novembre.

Incertitudes de l'Europe universitaire

Suite de la page 15

Symboles, depuis cinq ans, de l'Europe universitaire en marche, ces programmes d'échanges ont indéniablement servi de déclencheur et permis d'atteindre un résultat non négligeable, puisque de 4 à 5 % des étudiants européens effectueront en 1992-1993 une période d'étude à l'étranger, contre seulement 0,5 % en 1986. Mais on est encore loin de l'objectif initial – 10 % de mobilité des étudiants, – et le coût de ces programmes pose inévitablement la question de leur maintien, sans parler de leur développement. La Commission des Communautés, qui doit élaborer des propositions en 1993, souhaite, a précisé M. Jones, le 23 octobre à Paris, en *« conserver l'acquis »*, mais prône *« une décentralisation plus marquée et une action plus forte des Etats »*.

La mobilité rencontre, d'autre part, un certain nombre de difficultés dont chacun admet qu'il ne sera pas facile des les surmonter rapidement. Les blocages liés à la méconnaissance des langues étrangères, chez les étudiants comme chez les enseignants, ne sont pas nouveaux, et les universitaires, réunis la semaine dernière à Paris, ont appelé de leurs vœux une double initiative du ministère de l'éducation : la mise en place d'une *« politique nationale de multilinguisme dans l'enseignement, depuis le primaire jusqu'au supérieur »*, et la mise en œuvre de formations linguistiques accélérées pour les enseignants comme pour les personnels administratifs chargés de la gestion des échanges internationaux.

Tensions sur les logements

Les problèmes de logement des étudiants effectuant une période d'étude à l'étranger sont également criants dans la plupart des pays de la CEE. Toutefois, les responsables universitaires français ne souhaitent pas que la Communauté prenne en charge la construction des résidences pour étudiants. Comme le souligne M. Prevos, directeur du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, la multiplication de logements d'étudiants *« est une condition de survie, et plus encore de développement des programmes d'échange. Mais les étudiants français sont de plus en plus nombreux à nous faire remarquer que notre mission est d'abord d'accueillir des étudiants français dont la situation sociale est difficile. »* Dépasser cette contradiction suppose des investissements encore plus importants que ceux réalisés depuis trois ans.

Moins coûteux, mais tout aussi épineux, le problème de l'harmonisation des années académiques ne trouvera pas davantage de solutions immédiates, quand on sait que la durée de l'année universitaire varie, entre les Douze, de vingt à trente-cinq semaines et structure toute l'organisation matérielle et pédagogique de l'enseignement supérieur.

Même complexité, enfin, quand on soulève le problème des équivalences de cursus ou de diplômes, qui sont la condition indispensable à un élargissement sérieux de la mobilité des étudiants. Là encore, les universitaires français s'inquiètent du volontarisme de Bruxelles. Le programme pilote de l'ECTS (European Credit Transfer System) développé dans le cadre d'Erasmus et permettant à tout étudiant ayant suivi une période d'étude dans une université appartenant à ce réseau de la faire reconnaître par d'autres établissements, concerne actuellement une centaine d'universités, dont douze françaises, dans cinq disciplines (gestion, chimie, histoire, médecine et mécanique).

Or le symposium de Paris, le 24 octobre, a formulé *« les plus vives réserves à l'encontre de la généralisation éventuelle de cette expérience »*, qui présente à ses yeux un double danger : une harmonisation des contenus, au détriment de leur diversité et de leur richesse, et le risque de voir se constituer une Europe universitaire à plusieurs vitesses, au détriment de la nécessaire solidarité entre établissements. Il prône plutôt une aide communautaire à la constitution de réseaux d'établissements qui organiseraient entre eux la mobilité, sur la base de maquettes souples laissant aux universitaires le soin de définir précisément les contenus communs ou comparables.

Libre accès et numerus clausus

Au-delà de ces obstacles à la mobilité, les universitaires réunis à Paris la semaine dernière ont enfin souligné les problèmes particulièrement délicats liés à l'ouverture du marché unique, dès janvier 1993.

L'ouverture des frontières risque, tout d'abord, de déstabiliser l'ensemble des filières à *numerus clausus*. Jusqu'à présent, c'étaient, en effet, les besoins nationaux de telle ou telle profession qui permettaient de fixer, comme en médecine dans le cas français, le nombre de places nécessaires dans les filières universitaires de formation. L'instauration d'un marché unique de l'emploi menace de rendre rapidement caducs ces équilibres sectoriels entre le nombre de diplômés et les perspectives d'emplois dans chaque pays. Dans leur texte commun du mois de septembre, présidents d'université et directeurs de grandes écoles demandent donc qu'une réflexion soit engagée par les Douze pour prendre en compte cette dimension européenne et coordonner leurs politiques.

Dans ce texte, universités et grandes écoles sont sans ambiguïté : *« Certains étudiants refusés à l'entrée de certains établissements d'enseignement supérieur dans leur pays d'origine pourraient être tentés de suivre les formations en s'inscrivant dans un autre pays où les conditions d'accès seraient plus favorables. Les universités françaises, dont les conditions d'accès sont très larges, auraient à pâtir fortement d'un éventuel afflux d'étudiants en surnombre, dont la qualité ne serait pas nécessairement des meilleures, et qu'elles ne pourraient pas refuser en vertu de l'égalité de traitement des ressortissants de pays de la Communauté et des ressortissants nationaux. »*

Là encore, les choix ne sont pas simples. *« Harmoniser graduellement les conditions d'accès »* entre les systèmes universitaires des Douze relancerait, en France, des débats explosifs sur la liberté d'entrée dans l'enseignement supérieur ou sur le montant des droits d'inscription. Mais occulter le problème n'est pas moins dangereux, comme le souligne M. Michel Cusin : *« Est-ce que les contribuables de chaque pays sont prêts à accueillir les étudiants européens sans contrepartie et à en assumer le coût ? Marginale pour l'instant, compte tenu des flux d'étudiants, la question risque, à terme, de déboucher sur un problème politique considérable. »*

Comment concilier intérêts nationaux et solidarités européennes ? Dans le domaine universitaire, comme dans d'autres, la question reste ouverte, et lancinante.

GÉRARD COURTOIS

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Les pouvoirs de l'embryon

I. – Monstres à l'appui

Comment se fabrique un être vivant? Quelles instances ordonnent à l'embryon de fabriquer ici un bras, là une jambe? Pendant longtemps, les figures de ce fantastique ballet restèrent inaccessibles ; *jusqu'à ce que naisse* à la fin du dix-neuvième siècle la «science des monstres», la tératologie.

En faisant apparaître en creux les *règles normales du développement*, l'observation, puis la fabrication, de chimères permit, en moins d'un *siècle, de découvrir* les grandes règles du développement embryonnaire. Aux interrogations d'un Aristote ou d'un Buffon, la biologie apporte aujourd'hui sa *réponse* : l'embryon est le seul maître de son architecture, et son devenir est à *la fois programmé par ses chromosomes* et influencé par son environnement.

Restait à découvrir le chef d'orchestre de l'embryogénèse, *les bases moléculaires de la* création des formes. C'est d'une simple mouche de vinaigre, la drosophile, qu'est venue la grande révolution que connaît actuellement cette discipline. Grâce à ses fascinantes mutations, les chercheurs ont découvert *le sésame de la fabrication* du vivant. Car les «gènes du développement», identifiés au début des années 80, se révèlent universels et pourraient commander de la même manière la fabrication de la mouche, de la grenouille et de l'homme.

Discipline avant tout fondamentale, l'embryologie n'en ouvre pas moins des perspectives considérables dans le domaine de la médecine. Ainsi *les spécialistes de la reproduction* humaine, pour mieux maîtriser les techniques de la fécondation *in vitro*, collaborent-ils aux recherches menées aux stades les plus précoces sur l'œuf de souris. Et les cancérologues attendent beaucoup des découvertes effectuées sur la division des cellules embryonnaires, dont les règles se révèlent *étonnamment semblables* à celles par lesquelles une cellule normale devient cancéreuse.

AU troisième siècle de notre ère, un empereur chinois aimait à la folie une femme à deux têtes qui l'enlaçait de ses quatre bras. Rarement sœurs siamoises goûtèrent tel privilège. Si l'on se bousculait il y a encore moins d'un siècle, en Europe comme aux Etats-Unis, au spectacle vivant des femmes-troncs et des hommes-cyclopes, les monstruosités humaines n'eurent jamais que des succès de foire. Devant ces graves malformations congénitales, l'homme de science éprouvait, comme tout un chacun, ce mélange d'anxiété et de fascination qui faisait les beaux jours des *freaks' shows*. Mais il y trouva un autre intérêt : en mettant en relief les «ratés» du développement, l'organisation monstrueuse *faisait apparaître* en creux les règles normales de l'embryogenèse.

En entreprenant au dix-neuvième siècle la description systématique des monstres biologiques, Geoffroy Saint-Hilaire et son fils Isodore concilièrent l'inconciliable. La tératologie, aberrant rejeton de la normalité, rejoignit enfin l'embryologie.

La plus ancienne, l'embryologie descriptive, remontait sans doute aux temps immémoriaux où un homme maladroit et curieux avait cassé un œuf de poule. Aristote avait profité du même incident pour noter que la tête du futur poussin se développait plus vite que la queue et pour supposer l'existence de *«gradiants morphogénétiques»*, termes que les biologistes utilisent encore aujourd'hui. Mais il fallut attendre l'étude des monstres pour que naisse à la fin du dix-neuvième siècle l'embryologie expérimentale (ou «causale», comme on l'appelait alors); pour que l'homme, devenu savant autant que philosophe, commence à maîtriser le mystère de ses origines.

Un étrange bestiaire

Comment un œuf humain fécondé, porteur de tous les caractères de l'espèce hérités pour moitié des chromosomes paternels et maternels, donne-t-il neuf mois plus tard naissance à un être constitué de milliards de cellules? Sous quelles instances cette unique cellule engendre-t-elle tant de diversité (il existe environ 350 familles cellulaires dans un organisme humain adulte), tant de spécificités rigoureusement ordonnées *pour dessiner un être vivant?* Lorsque l'embryologie expérimentale prit son essor, on ignorait encore l'essentiel de ces subtilités biologiques. Mais ce que les scientifiques avaient déjà compris, c'est que la simple observation du développement, normal ou contrarié, *ne suffirait pas* à les résoudre. Pour expliquer l'énigme de la vie, il leur fallait fabriquer leurs propres monstres.

Leurs expériences restaient encore rudimentaires. A un stade très précoce du développement – de la grenouille, du triton ou de l'oursin, alors leurs espèces favorites, – ils ligaturaient ou sectionnaient un œuf fécondé, puis ils observaient le devenir des fragments. Ils découvrirent ainsi que, dans un premier temps, la partie reproduisait le tout : si l'on sépare les cellules issues des toutes premières *divisions de l'œuf originel*, chacune d'entre elles peut encore engendrer un organisme viable et parfaitement constitué. C'est ainsi que naissent spontanément les vrais jumeaux, et c'est ainsi qu'aujourd'hui l'on fabrique, à la demande, des fratries de bovins génétiquement identiques.



COURTESY GALERIE BAUDOIN-LEBON

Joël Peter Witkin : Portrait of a Dwarf, Los Angeles 1987.

A mesure qu'ils multipliaient les expériences, transplantant d'une région à l'autre, d'un embryon à l'autre des îlots de cellules, les savants créaient *également un étrange bestiaire*. Des tritons siamois à deux têtes, à deux queues, ou dont seule la partie *dorsale se développait* : l'embryon, passé un certain seuil de croissance, devenait incapable de régénérer un membre perdu ou de résorber un membre surnuméraire. Pourtant, aucun organe n'apparaissait encore, et les cellules se ressemblaient sous l'œil du microscope comme des sœurs. Mais le destin de chacune d'entre elles était désormais scellé.

Ce phénomène fut confirmé par la suite chez tous les vertébrés. De la *même manière qu'un peintre*, voyant le vert manquer à sa palette, y supplée en mélangeant le jaune et le bleu, les cellules issues de l'œuf fécondé restent dans un premier temps «totipotentes» : elles sont capables, même séparées les unes des autres, de reconstituer un embryon entier. Passé ce premier temps (qui varie selon les régions de *l'embryon* auxquelles elles appartiennent), le développement devient «mosaïque» (1), et les cellules ne se prêtent plus qu'à ce pour quoi elles se sont «déterminées». L'ensemble du programme génétique de l'individu est toujours présent dans les chromosomes, mais sa majeure partie est désormais réprimée, interdite *d'expression. L'artiste* ne travaille plus à la gouache mais à la pâte de verre : qu'une couleur disparaisse, et sa perte sera irrémédiable.

Dans les années 20, les biologistes montèrent la barre de leurs ambitions à façonner la vie. Les spécialistes du monde entier étaient alors dans le sillage de l'école allemande, où œuvraient *les grands noms de* l'embryologie. Pour comprendre de quelle manière l'environnement orientait le destin des cellules embryonnaires, Mangold, Vogt, Spemann avaient mis au point de nouvelles techniques de marquage. Réalisées avec des colorants vitaux, celles-ci permettaient de suivre le devenir des cellules greffées. En quelques années, *on établit ainsi* les «cartes du destin» de l'embryon d'amphibien, autrement dit la topographie des territoires présomptifs donnant ultérieurement naissance aux divers organes.

Cellules en migration

«Pour tous, la question était alors celle du «centre organisateur», rappelle Etienne Wolff, «père» en France de la tératogenèse et auteur d'un récent ouvrage autobiographique (2). *Spemann et ses collaborateurs avaient mis en évidence, du côté dorsal du jeune embryon, un territoire, un facteur, peut-être une substance, qui a pour effet de provoquer l'organisation des autres territoires. Hors de sa présence, rien ne se différenciait, et surtout rien du système nerveux.»* La suite des recherches devait montrer une réalité plus complexe, et l'on sait aujourd'hui que, dans chaque espèce animale, plusieurs centres «inducteurs» interviennent successivement au cours du développement, qui guident la différenciation des cellules et la mise en place des futurs organes.

Car les cellules embryonnaires, très vite, ne se contentent plus de se diviser. A peine «déterminées», elles se répartissent en trois couches superposées, dites «feuillets primordiaux», au sein desquelles elles commencent à se différencier. De l'ectoderme (feuillet externe) naîtront ainsi la peau, le cerveau et l'ensemble du système nerveux; du mésoderme (feuillet intermédiaire), les muscles, les os et l'appareil circulatoire; de l'endoderme (feuillet interne), enfin, les systèmes digestif et respiratoire.

Tandis que ces feuillets se courbent, se plissent, s'enroulent les uns aux autres, chaque cellule commence à exprimer sa propre partition génétique, fabriquant ici des protéines du *foie, là des protéines de cheveux*. Certaines se multiplient activement, d'autres se raréfient ou disparaissent. Dans le même temps, toutes entament une intense activité de migration. Des nappes entières glissent les unes sur les autres, s'accolent, se séparent. De petits groupes font sécession et partent, isolés, parfois très loin de leur lieu d'origine.

De ce fantastique ballet, la chorégraphie fut dans ses grandes lignes connue dès la première moitié du siècle. *Gastrulation, neurulation*, organogenèse : des générations d'étudiants ont planché sur les grandes étapes de l'embryologie, dont le déroulement se retrouvait, étonnamment semblable, chez le têtard, le poulet et le petit d'homme. Restait à en comprendre le principe unificateur, les finesses et les faux-pas. Il fallut pour cela attendre une nouvelle avancée de la *tératologie. Ce fut le* travail de Nicole Le Douarin, aujourd'hui directrice de l'Institut d'embryologie de Nogent-sur-Marne (CNRS-Collège de France), l'un des centres de recherche les plus renommés du monde dans ce domaine.

En 1987, cette brillante chercheuse reçut la médaille d'or du CNRS et le prix Kyoto (300 000 dollars), l'une des récompenses scientifiques les plus prestigieuses après le Nobel, pour les retombées d'une découverte faite presque par hasard à la fin des années 60. *«J'étais encore étudiante, et je préparais mon doctorat d'Etat sur la genèse du système digestif du poulet*, raconte-t-elle. *J'expérimentais différentes méthodes, afin de comprendre comment les cellules entrant dans la composition du foie des oiseaux se mettaient en place.»*

En observant des cellules de caille, *Nicole le Douarin* découvrit ainsi que toutes contenaient, dans leur noyau, une grosse masse d'ADN (acide désoxyribonucléique, le support de l'hérédité), qui les rendait au microscope parfaitement différenciées des cellules aviaires. Où qu'elles soient, *où qu'elles aillent*, les cellules de caille devenaient identifiables dans un embryon de poulet! Il ne restait plus, pour mettre ce marqueur naturel à l'épreuve, qu'à découper une petite lucarne dans la coquille des futurs poussins, à y remplacer un *groupe de cellules par des cellules* embryonnaires de caille... et à observer le résultat.

Chimères «caille-poulet»

Les chimères «caille-poulet» étaient nées, et avec elles un outil sans pareil pour suivre les transformations des différents territoires embryonnaires. En substituant point par point aux cellules d'origine des *ébauches de tube nerveux de caille*, l'équipe de Nogent-sur-Marne établit ainsi, en quelques années, le devenir et le parcours de tous les dérivés de la crête neurale. Une structure minuscule et essentielle qui porte en puissance non seulement l'ensemble du système nerveux périphérique, mais aussi les mélanocytes (les cellules pigmentaires responsables de la *couleur de la peau, des poils ou des* plumes), certaines cellules endocrines et une partie du squelette de la face, et à laquelle Nicole Le Douarin a consacré un livre entier.

On sait désormais que les cellules et les tissus embryonnaires, tout au long du développement, s'influencent les uns les autres dans un extraordinaire dialogue de molécules dites *«d'adhésion», de facteurs de croissance*, de substances inductrices ou inhibitrices. On suppose, puis on vérifie que les cellules en migration peuvent changer d'orientation sous l'action de certaines protéines, telle la fibronectine. Ce qui confirme chaque jour un peu plus que la fameuse controverse sur la conception préformiste ou épigénétique, dont discu*taient avec passion* Buffon *et* ses contemporains, et avant eux Aristote, n'avait d'autre réalité que philosophique : l'embryogenèse, seule maître-d'œuvre de son architecture, est à la fois programmée par les chromosomes et guidée par l'environnement.

CATHERINE VINCENT

(1) Certaines espèces plus primitives ont un développement exclusivement «mosaïque», qui ne permet aucune régulation. Chez le ver de terre *Caenorhabditis elegans*, qui possède 959 cellules à l'état adulte, le destin de chacune d'entre elles est ainsi fixé dès l'origine par l'identité de ses ancêtres : à quelque stade du développement qu'elles soient ôtées, les cellules manquantes ne seront jamais remplacées.

(2) *Trois pattes pour un canard*, d'Etienne Wolff. Editions de la Fondation Singer-Polignac, 1990.

La semaine prochaine : II. – Le génie des formes

La Mecque de l'embryologie

«Un parc au milieu du bois de Vincennes, au voisinage d'une route bordée par des villas espacées et peu voyantes» : lorsque le biologiste Etienne Wolff, devenu en 1954 professeur au Collège de France, se voit proposer quelques années plus tard cette grande *bâtisse de style hétéroclite, il* ne s'agit encore que d'un atelier, *«presque une usine»*. Wolff modernise les locaux, aménage des salles de cultures, y installe son équipe, ses poules et ses canards. Rebaptisé Institut d'embryologie cellulaire et moléculaire, le laboratoire de Nogent-sur-Marne, sous son impulsion, deviendra rapidement l'un des *hauts lieux de la biologie* mondiale, parfois mieux connu à l'étranger que dans l'Hexagone.

Aujourd'hui encore, la Mecque de l'embryologie garde le charme de son histoire. Les lapins y accueillent toujours le visiteur, paisibles dans leurs cages, où ils incubent les précieux anticorps monoclonaux. La salle des greffes, où sont créées les célèbres chimères «caille-poulet», ne paie pas de mine. Mais elle est ouverte sur le parc, et il y règne le silence nécessaire à la concentration.

Au fil des ans, au gré de ses moyens, l'Institut s'est également doté des appareils les plus modernes de la science. Mais la centaine de chercheurs et techniciens qui y travaillent à temps plein continuent de privilégier, de revendiquer une autre science que celle pratiquée aujourd'hui dans les laboratoires high-tech de la biologie moléculaire. Une science plus imaginative, plus libre sans doute, dont les résultats tiennent à plus de quarante publications par an et que les chercheurs n'hésitent pas, le temps *d'un stage ou d'un séminaire*, à venir découvrir du monde entier.

Cette singularité et cette renom*mée doivent beaucoup à Nicole Le* Douarin, qui succéda à Etienne Wolff en 1975 à la tête de l'Institut. Après avoir établi la cartographie de la crête neurale et de ses territoires présomptifs, l'équipe de Mme Le Douarin s'est attachée à *l'étude de la différenciation et du* renouvellement des cellules sanguines.

Les chimères, pour autant, ne sont pas toute la science, et les chercheurs de l'Institut n'en oublient pas l'intérêt de la biologie cellulaire. *«Pour comprendre ce qui conditionne le devenir des cellules en migration, il est essentiel de pouvoir les étudier hors de leur contexte embryonnaire»*, explique Catherine Dulac. Agrégée de biochimie et maître de conférences au Collège de France, elle vient de consacrer plusieurs années de recherche à la mise au point d'un système de clonage cellulaire sans *équivalent dans le monde*, qui permet d'observer la multiplication, en culture, d'une seule cellule nerveuse prélevée sur la crête neurale d'un embryon de deux jours.

«Grâce à ce système, on va enfin pouvoir comprendre ce que ces cellules ont dans le ventre», s'enthousiasme-t-elle. Et peut-être ouvrir un jour de nouvelles perspec*tives dans le traitement du cancer*, des maladies neuromusculaires, de la sclérose en plaques ou encore dans la maîtrise des rejets de greffe.

Ca. V.

Apprivoiser la microgravité

Voilà dix ans, quelques scientifiques emportés par leur enthousiasme promettaient que les expériences en apesanteur, la microgravité, allaient être le nouvel âge d'or de la conquête spatiale. Déjà se profilait dans les esprits la multiplication de ces ateliers en orbite à bord desquels allaient se fabriquer de nouveaux médicaments, des vaccins plus efficaces, des alliages inconnus sur Terre dont l'industrie pharmaceutique et celle de l'informatique des matériaux et des composants électroniques allaient faire leur profit.

Fiction? Sans doute pas. Mais, à y bien regarder, force est de reconnaître que bien des missions plus modestes seront lancées avant que ne se développe une véritable activité spatiale industrielle dans ce domaine. Le moindre intérêt des firmes industrielles – un moment séduites par les premiers résultats des expériences effectuées en 1983 à bord du Spacelab – à investir dans cette voie en est une preuve, et toutes ont pris conscience que ce nouvel eldorado n'est pas encore pour demain.

Oubliées donc ces statistiques «gonflées» qui prévoyaient qu'en l'an 2000 s'ouvrirait un marché de la microgravité d'une cinquantaine de milliards de dollars. Fallait-il pour autant baisser les bras? *«Il est vrai,* reconnaît M. Jean-Jacques Dordain, de l'Agence spatiale européenne (1), *que les usines en orbite ne sont pas pour demain, contrairement à ce que croyaient certains dans les années 70. Il s'agit aujourd'hui, et pour probablement encore une dizaine d'années, d'effectuer des recherches très fondamentales dans un domaine où tout reste à apprendre. N'oublions pas que, sur Terre, la gravité pilote absolument tous les phénomènes. Mais on ne fera pas croire que les scientifiques et les industriels ne pourront pas tirer bénéfice d'un milieu où elle est absente!»*

Car la microgravité, avec cette quasi-disparition des forces de pesanteur à bord des engins spatiaux qui fait flotter les cosmonautes et met les liquides en boule, est *«un outil trop révolutionnaire.»* Avec elle, il faut donc réapprendre à penser, faire preuve de créativité et s'habituer à ne plus raisonner comme on le fait aujourd'hui sur Terre. Le lancement, jeudi 22 octobre, d'un four français d'un nouveau type (Mephisto) à bord de la navette spatiale américaine Columbia participe de ce nouvel état d'esprit.

Conduite et financée par le GRAMME (Groupement de recherche sur les applications de la microgravité aux matériaux et à leur élaboration), qui a été créé par le Commissariat à l'énergie atomique et le Centre national d'études spatiales, cette expérience devrait participer à six missions dans la soute de la navette à raison d'un vol par an.

La fusion de l'étain et du bismuth

Grâce à Mephisto, les scientifiques espèrent étudier avec précision le comportement de métaux et de semi-conducteurs lorsqu'ils sont en phase de solidification, de manière à déterminer les effets de la gravité au moment où la matière passe d'une phase liquide à une phase solide. De l'étude de ces phénomènes seront alors déduites, du moins l'espère-t-on, des voies d'amélioration de la fabrication de ces alliages tant prisés, par exemple, par les industriels de l'aéronautique pour leurs futurs avions supersoniques.

A ce titre, Mephisto se présente sous la forme d'un four cylindrique de 45 centimètres de diamètre, long d'un peu plus de 1 mètre, pesant 190 kilos et permettant de dépasser des températures d'un peu plus de 1 000 degrés. Pour cette première mission de dix jours installée sur la US Microgravity Payload-1 (USPM-1), trois échantillons d'un alliage d'étain à 0,5 % de bismuth seront étudiés par les astronautes de la navette.

Toutes connaissances qui viendront bien entendu s'ajouter à celles, nombreuses, déjà obtenues par les Français au travers de leurs diverses coopérations avec les Russes (missions habitées à bord de la station Mir) ou les Américains (vols à bord de la navette) ou à celles à venir avec la mission européenne en cours Eureca-1, la russe Photon en 1993, 1994 et 1995 et les vols américano-européens Spacelab D-2 en 1993 et E-1 en 1997. Aussi ne faut-il guère s'étonner de ce que les Français aient réservé pour 1992, *via* le CNES, quelque 205 millions de francs pour leurs activités «Sciences de la vie et des matériaux», (+16 %), tandis que les prévisions de budget de l'ESA pour la microgravité entre 1993 et 2000 frisent les 711 millions d'unités de compte, soit 4 977 millions de francs.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) *Le Monde* du 24 janvier.

Arrêts facultatifs

Bilan en demi-teinte pour deux expériences, inédites en France, de prévention du sida chez les toxicomanes

«IL a fallu attendre quatre mois pour que le premier toxicomane franchisse le pas, et trente autres jours pour que le premier échange se fasse. Au départ, ils envoyaient leur petit frère chercher des préservatifs pour se renseigner sur cette nouvelle institution qui débarquait, ils cherchaient à savoir si on ne servait pas de relais à la police.» Le docteur Guy Roy, du service départemental de prévention et de soins aux toxicomanes de Seine-Saint-Denis, a présenté, jeudi 15 octobre, lors de la treizième rencontre du centre régional d'information et de prévention du sida (CRIPS), le bilan d'une expérience de prévention du sida chez les usagers de drogue par voie intraveineuse qui, pour la France, revêt un caractère pionnier. Un bus, baptisé «L'Échange», a circulé d'avril 1990 à mai 1992 dans le département de Seine-Saint-Denis. A son bord, une équipe de médecins et d'intervenants en toxicomanie a distribué gratuitement seringues propres et préservatifs, parfois en échange de seringues souillées, parfois non.

Sur une population de toxicomanes estimée à 150 000 personnes dans l'Hexagone, le taux de séroprévalence oscillerait entre 40 % et 60 %. Au 30 juin 1992, le Centre européen pour la surveillance épidémiologique du sida fait état de 4 734 cas de sida déclarés parmi les toxicomanes, soit 23,4 % des cas de sida déclarés en France. En outre, les cas de contamination de femmes non toxicomanes partenaires sexuelles d'hommes toxicomanes tendent à augmenter de façon inquiétante (*le Monde* du 23 octobre).

L'expérience de Seine-Saint-Denis, la deuxième du genre – interrompue provisoirement pour des problèmes de statut du personnel et de retard budgétaire, elle doit reprendre en novembre, – s'inscrit dans la lignée d'expérimentations effectuées aux Pays-Bas, en Suisse et en Grande-Bretagne pour endiguer la progression de l'épidémie dans ce groupe à risques. En France, selon leurs promoteurs, ces programmes d'échanges viennent *«comme une mesure complémentaire»* à la décision du ministère de la santé autorisant la vente libre des seringues en pharmacie, en février 1987.

«Aller à la rencontre des exclus»

L'association Médecins du monde avait pris les devants, en novembre 1989, en ouvrant, six jours par semaine, une permanence d'échange de seringues dans son centre médical de la rue du Jura. En mars 1990, l'expérience n'ayant pas produit le résultat escompté, une antenne mobile a été mise en place pour *«aller à la rencontre de cette population d'exclus, dans son lieu de vie»*. «Le Camion», comme l'appellent les membres de l'équipe, roule depuis bientôt trois ans sur le macadam parisien. Il sort du parking de l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière deux après-midi et deux soirées par semaine, pour se poster au métro Château-Rouge le jour, à Nation le soir. Malgré la présence de médecins, d'éducateurs, d'assistants sociaux, de psychologues ou de psychiatres parmi le «personnel navigant», le docteur Jean-Pierre Lhomme, de la mission sida et toxicomanie de Médecins du monde, assure que *«l'on ne doit surtout pas médicaliser ces lieux»* itinérants. Deux autres après-midi, réservés à des consultations médicales rue du Jura, complètent donc le dispositif.

Le pourcentage des visiteurs «fidélisés» (venus dix fois ou plus) au camion de Médecins du monde a frôlé les 10 % entre juin 1991 et mai 1992. Une donnée non négligeable eu égard à l'errance qui caractérise la population concernée. Pour ces premiers «habitués» du bus, la demande est souvent allée plus loin, permettant à l'équipe de développer un programme d'assistance complémentaire. L'échange de seringues se prolonge en effet d'un *«travail d'accompagnement»*, une information prodiguée *«en fonction de la demande du toxicomane»* concernant les lieux de dépistage, de soins ou d'aide sociale. *«Il ne faut pas confondre les objectifs,* renchérit le docteur Roy. *Il s'agit d'offrir à quelqu'un la possibilité de diminuer ses risques, dans un comportement que nous n'avons pas à juger.»* Dans aucun cas, le sevrage n'est proposé.

Mille seringues par semaine

Entre le 1er novembre 1989 et le 31 septembre 1992, près de 3 000 usagers de drogue ont grimpé les marches du bus de Médecins du monde. Environ 15 000 seringues neuves, 15 000 tampons alcoolisés et 50 000 préservatifs ont été distribués. 3 720 seringues souillées ont été apportées. *«De plus en plus de nouveaux passent, et nous distribuons désormais en moyenne 1 000 seringues par semaine»*, précise le docteur Lhomme. Il ajoute que *«cette action de prévention n'aurait pu exister sans un travail incessant auprès des autorités de police et sans leur acceptation, même tacite»*. Après quelques rounds de négociations, un *«climat de neutralité bienveillante»* préside ainsi aux tournées de l'engin.

Les deux expériences sont, d'un point de vue purement quantitatif, des semi-échecs. Les initiatives du même type aux Pays-Bas ou au Royaume-Uni se soldent par des résultats beaucoup plus probants (720 000 seringues échangées à Amsterdam en 1988). Aux Pays-Bas, les programmes d'échange de seringues ont été lancés dès 1984 pour enrayer la transmission du virus de l'hépatite B. Mais ce qui importe, selon le docteur Roy, c'est d'avoir *«ouvert le débat»*, d'avoir *«servi de poil à gratter»*.

En France, la position des politiques sur l'opportunité de telles initatives semblait hésitante. Or, le 20 octobre dernier, Mme Georgina Dufoix, *déléguée générale* à la lutte contre la drogue et la toxicomanie, s'est exprimée pour la première fois sur la question, déclarant dans une interview au journal *Libération* : *«Il faut développer l'échange de seringues usagées contre des seringues propres. Cela existe en France dans quelques lieux. Mais ces expériences n'ont de sens que si elles permettent aussi d'enclencher un processus pour sortir les toxicomanes de leur dépendance.»*

Reste un paradoxe : les pouvoirs publics ont subventionné ces deux projets à hauteur d'environ 1 million de francs chacun, trois autres antennes d'échange de seringues doivent bientôt voir le jour à Strasbourg, Grenoble et Toulouse. Et pourtant, l'usage de drogue est toujours hors la loi.

LAURENCE FOLLÉA

POINT DE VUE

Antigone, la médecine et l'éthique

par Etienne-Charles Frogé

LA médecine a ses ombres. De nombreuses affaires lui ont dernièrement apporté un certain discrédit dans le public. Faut-il ici citer l'expérimentation sur coma dépassé, le sang contaminé, la falsification d'examens de laboratoire, des prélèvements d'organes abusifs en regard du consentement donné, des erreurs d'anesthésie, de surveillance post-opératoire? Le contentieux peut apparaître lourd tant les cas de figure sont nombreux. Et certains, bien sûr, de reprendre le refrain classique, qui comprend deux parties : les médecins sont des imposteurs *(voir Molière)* ; le pouvoir médical est intolérable. Il faut pourtant bien rappeler quelques points de repère. La médecine est une science qui s'exerce comme un art. C'est un art d'intelligence et de moyens. Plus encore, la relation patient-médecin repose sur un contrat moral établi sur le fait qu'une confiance rejoint une conscience (nous citons Portes, l'un des grands, des plus courageux présidents du conseil de l'ordre des médecins).

Deux sujets orientent les réflexions en médecine à l'heure actuelle, en dehors des purs aspects techniques : le droit médical et l'éthique. Puisqu'on veut légiférer en bioéthique, il faut citer Claude Bruaire, philosophe trop tôt disparu.

Bien avant que l'éthique médicale ne devienne le dernier bruissement des salons, il disait : *«Le droit n'est pas nécessairement écrit dans la loi promulguée, et l'héritage d'Antigone demeure l'éthique correctrice du politique.»*

Le médecin légiste, l'humaniste, sont placés au croisement tumultueux du faisceau d'abstractions qu'est le droit et de celui de la réalité douloureuse de la médecine. Antigone avait-elle un droit face au droit de Créon?

Le débat s'ouvre sur la réflexion de Michel Villey (1) : *«Nous n'oublions pas que les droits de l'homme sont «opératoires», qu'ils sont utiles aux avocats d'excellentes causes, protègent des abus du gouvernement et de l'arbitraire du «droit positif.»* Villey poursuit que, si l'on rayait ce terme de notre vocabulaire, il faudrait le remplacer par un terme inadéquat – certes – mais lequel? Pour le droit positif, certains écrits – Jean Carbonnier, Mireille Delmas-Marty, le premier dans *Flexible Droit*, le second dans *le Flou du droit* (2), – éclairent avec pertinence ce droit en nous sortant d'idées préconçues. Si la législation apparaît comme défaillante, ainsi que la jurisprudence, l'éthique ne pourrait-elle pas venir au secours du droit positif?

Sans nous apesantir sur le droit positif, le droit naturel a-t-il une place? On entend ici un ensemble d'institution et de règles qui seraient *de jure*, immuables (sous entendu : parce qu'elles participeraient d'un ordre métaphysique ou théologique incréé (Carbonnier). Mais Michel Villey apporte une réflexion de défense du droit naturel et aussi de son rapprochement avec le droit positif. Ce droit naturel que certains considèrent comme un droit de seconde nature s'engloutirait ou serait «asservi» en un certain temps par le droit positif, le droit positif «imposant» sa réalité face au droit naturel empêtré dans ses humaines explications.

Mystérieuse loyauté

On peut facilement proposer quelques exemples où l'éthique et le droit apparaissent en médecine contemporaine.

En 1967 a été votée la loi dite Neuwirth à propos de la contraception. Cette loi – droit positif – libéralisait la contraception. Certains membres du corps de santé, pour des raisons éthiques, refusèrent de suivre la loi, invoquant une clause de conscience. Les lois de 1975 et 1979 sur l'interruption volontaire de grossesse prévoient la clause de conscience. Ici, nous avons un exemple du droit positif incluant le droit naturel du praticien ou l'éthique. Le transsexualisme est à la mode. Nous savons que le code pénal réprime toute amputation non justifiée thérapeutiquement. En France, les opérations mutilantes se multiplient, la loi écrite n'est pas appliquée. Nous avons un exemple du droit écrit non respecté. Le citoyen castrateur a gérance ici d'un *«droit qui a rompu ses amarres avec la justice»* (Carbonnier).

Ethique, clause de conscience... combien de manteaux pour, dans une langue limitée, exprimer des prétendus droits qui ne font que limiter les droits des autres. L'éthique que nous recherchons et tentons d'appliquer avec une ferveur préalable est celle d'une mystérieuse loyauté. Le biologiste Jacques Testart, dans ses déclarations au *Monde* («le Monde Sciences-Médecines» du 17 septembre), évoque une *«éthique hexagonale»*. Sur ce propos comme sur sa réflexion sur l'eugénisme, personnellement, nous le suivons.

Prenons l'exemple d'une pièce de monnaie arrondie à deux faces. L'avers peut représenter le droit positif, appliqué ou non. Le revers représenterait l'éthique. La pièce ne peut exister que par la coexistence de ces deux impératifs. L'avers peut s'armorier plus que le revers en fonction du temps, de la culture, du moment politique... Mais on ne pourra dissocier l'avers du revers. La question n'est pas celle de la justice mais d'une fiction qu'est le droit nourri à bien des sources. Seulement, il existe des pièces trouées en leur centre. Ce qui nous permet de mieux comprendre la correspondance entre le droit positif et l'éthique. L'écrivain japonais Mishima se posait la question : *«Est-il possible d'inverser l'avers et le revers d'une pièce de monnaie? La solution serait de faire un trou dans une pièce intacte. C'est le suicide.»* Si nous agrandissons l'orifice, ce droit va voler en éclats, et apparaîtra le pluralisme dans l'éthique où chacun, au nom d'un droit pulvérisé, limitera la liberté de l'autre. Nous serions dans une société anomique.

Le désir de légiférer à tout prix est suspect, surtout dans le domaine médical. Par contre, la protection de l'homme, son harmonisation naturelle, sa vie quels que soient les aléas méritent respect. Lorsqu'elle y veille c'est ici qu'est la grandeur de la médecine.

(1) Michel Villey : *le Droit et les Droits de l'homme*. PUF, «Questions», 1983.

(2) Mireille Delmas-Marty : *le Flou du droit*. PUF, 1986. Jean Carbonnier : *Flexible Droit*. Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1979.

▶ Le docteur Etienne-Charles Frogé est professeur de médecine légale (CHU de Tours) et vice-président de la Société française de médecine légale et de toxicologie.

L'ADN sort de l'ambre

Des chercheurs américains ont analysé le patrimoine héréditaire d'un insecte fossile vieux de trente millions d'années

OU s'arrêteront les explorateurs de l'évolution, dotés des nouveaux outils de la biologie moléculaire? Après avoir exhumé en 1984 le matériel génétique d'un mammouth de quarante mille ans, puis, en 1989, celui d'un magnolia de dix-sept millions d'années (1), les voilà qui s'attellent aux gènes d'un termite fossile... vieux de trente millions d'années! Réalisés au département d'entomologie du Muséum d'histoire naturelle de New-York et publiés dans la revue américaine *Science* (2), les travaux de l'équipe de David Grimaldi viennent ainsi de repousser les limites de l'investigation génétique jusqu'au milieu de l'ère tertiaire, en plein cœur de l'oligocène.

Lorsque le biochimiste Allan Wilson, dans son laboratoire californien de l'université de Berkeley, jeta au début des années 80 les bases de la «paléontologie moléculaire», bien peu de chercheurs étaient convaincus de l'utilité de cette nouvelle discipline. Pour son précurseur, en revanche, l'enjeu était clair. Aux côtés des méthodes classiques de la géologie et de l'anatomie comparée, l'étude de l'ADN (3) préhistorique, désormais accessible grâce aux avancées de la biologie moléculaire, devait ouvrir aux spécialistes de l'évolution des espèces une fenêtre nouvelle : en comparant le patrimoine héréditaire d'une même espèce à travers le temps, on pouvait espérer y lire la raison biologique de leurs transformations, de leur diversification ou de leur disparition.

En 1984, l'équipe de Wilson réussit sa première démonstration. Les chercheurs de Berkeley parviennent à extraire des fragments d'ADN de la peau séchée d'un quagga, sorte de chimère de zèbre et de cheval dont le dernier spécimen connu est mort en 1883 au zoo d'Amsterdam. De la comparaison de ces gènes avec leurs équivalents chez le zèbre et le cheval, ils déduisent que ces deux branches de l'arbre phylogénétique ont divergé il y a trois ou quatre millions d'années, confirmant ainsi les données de la paléontologie classique. Avant d'effectuer, la même année, un premier saut dans le temps, en analysant les fragments d'ADN d'un bébé mammouth dont le corps avait été préservé pendant plus de quarante mille ans par le grand froid sibérien.

Préserver des dommages du temps

En 1985, c'est au tour d'un chercheur de l'université d'Uppsala (Suède) de faire sensation : en prélevant des fragments de peau sur une momie d'enfant vieille de deux mille quatre cents ans, conservée au musée égyptien de Berlin-Est, Svante Paabo parvient pour la première fois à isoler et à analyser un ADN humain provenant d'une civilisation aujourd'hui disparue. L'objectif : associer aux travaux des historiens ceux des généticiens, afin de mieux reconstituer l'histoire des peuples antiques et de leur descendance.

Aujourd'hui prise en considération par un nombre croissant de biologistes comme de paléontologues, la portée actuelle de ces travaux n'en reste pas moins limitée par d'importantes contraintes expérimentales. Porteuse du patrimoine héréditaire de toutes les espèces vivantes, la double hélice d'ADN est une substance éminemment dégradable, que seules des conditions d'environnement très particulières parviennent à préserver des dommages du temps : la congélation, la dessiccation, ou encore l'emprisonnement dans une pièce d'ambre jaune, dont les propriétés de conservation, connues de longue date, viennent d'être confirmées en beauté par les chercheurs du Muséum de New-York.

En inhibant la croissance bactérienne et la putréfaction des tissus biologiques, cette résine végétale fossilisée offre en effet le double avantage de «fixer» à la fois l'ADN et l'animal qui en est détenteur. Extraordinairement préservé par une gangue d'ambre datant de l'ère tertiaire, le termite fossile *Mastotermes electrodominicus* étudié par l'équipe de David Grimaldi permet ainsi d'observer les plus infimes détails de son anatomie, et de les corréler, le cas échéant, à ses caractéristiques génétiques. Un matériel *a priori* idéal pour tenter de comprendre l'évolution du genre *Mastotermes*, autrefois répandu sur tous les continents, et dont l'unique représentant actuel, *Mastotermes darwiniensis*, semble désormais confiné au continent australien.

Ca. V.

(1) Travaux effectués par l'équipe d'Edward Golenberg, généticien à Waine State University (Nebraska, Etats-Unis).

(2) *Science* daté 25 septembre.

(3) Acide désoxyribonucléique, molécule porteuse de l'hérédité.

Dix-neuf siècles sous le parvis

Les fouilles menées depuis deux ans sous le parvis ouest de la cathédrale de Chartres ont été fructueuses

LES fouilles du parvis de la cathédrale de Chartres, commencées le 20 septembre 1990, vont s'achever à la fin du mois d'octobre. Conduites sous la direction de Bernard Randoin, ingénieur au service régional de l'archéologie, elles ont mis au jour dix-neuf siècles de l'histoire du quartier, et donc de la ville. Et encore, la fouille des couches archéologiques situées en dessous du niveau augustéen (10-20 après Jésus-Christ) atteint est-elle impossible pour raisons de sécurité. Ce niveau est, en effet, à 8 mètres ou 8,50 mètres sous le sol actuel, et si les fouilleurs s'aventuraient jusqu'à la base des couches archéologiques qu'on estime être à la profondeur de 11 ou 12 mètres, ils risqueraient d'être pris sous des éboulements.

Attirant une vingtaine de personnes chaque jour, les fouilles ont visiblement intéressé le grand public chartrain. Pendant les Journées du patrimoine (26 et 27 septembre), les archéologues ont été « submergés », en deux après-midi, par plus de mille cinq cents amateurs de vieilles pierres et d'histoire.

Si on examine les résultats depuis le niveau le plus ancien jusqu'au plus récent, c'est-à-dire du bas vers le haut, on commence, donc, par l'époque augustéenne. De ce début du premier siècle de notre ère, on a retrouvé les vestiges d'une partie d'une « maison de ville » en terre et bois – comme on en a déjà trouvé à Chartres. On peut supposer que tout l'éperon rocheux – la ville haute actuelle, qui est couronnée par la cathédrale – aurait été occupé par une zone résidentielle, et que celle-ci aurait été détruite sous Néron (37-68) pour édifier, sur l'emplacement ainsi libéré, un centre monumental, comme le permettait la prospérité de la Gaule à l'époque.



Base de colonne de style attique taillée dans un calcaire extrait d'une carrière proche de Compiègne ou de Soissons. D'un diamètre de 0,70 m, elle a été faite vers 60 de notre ère pour l'intérieur du monument supposé être la curie de la ville. On voit encore sur la pierre les traces d'outil et les traits-guides de mise en place des moulures par le sculpteur : preuve qu'elle n'a jamais été exposée aux intempéries. (Photo : François Velard, Musée des beaux-arts de Chartres.)

Des « squatters » soucieux de leur confort

Certes, des fouilles antérieures avaient trouvé quelques morceaux de gros murs. Mais on sait maintenant qu'il s'agissait d'un vaste bâtiment organisé autour d'une grande salle entourée de galeries sur lesquelles s'ouvraient plusieurs pièces. Des fragments de la décoration sculptée – faisant penser à celle de la Maison carrée de Nîmes – permettent de penser qu'on a affaire à un bâtiment administratif qui aurait pu être la curie de la ville (*Autricum*, d'*Autura*, l'Eure pour les Romains) car il a une certaine ressemblance avec les curies retrouvées à Vérone et à Luni (la cité d'Italie dont dépendaient les carrières de marbre de Carrare).

Les autorités gallo-romaines n'avaient pas lésiné pour le décor du bâtiment administratif. Les pierres ont été apportées des régions de Compiègne et de Soissons et les marbres des Pyrénées et peut-être aussi de la Mayenne.

Construit aux alentours de 60, le bâtiment administratif a brûlé à la fin du IIe siècle ou au début du IIIe siècle. Il a été reconstruit sur les gravats selon un plan légèrement différent et a gardé sans nul doute ses fonctions administratives.

Au Ve siècle, le bâtiment est « squattérisé » et devient habitat. Mais ses occupants sont soucieux d'un peu de confort : ils se chauffent, comme en témoignent des pièces sur hypocaustes (des colonnettes qui supportent les planchers et entre lesquelles circule de l'air chauffé dans une chaudière).

L'apour de la paperasse

Tout est démoli vers la fin du VIe ou le début du VIIe siècle. Du site libéré d'où n'émergent plus que quelques ruines romaines, on fait un terrain vague dans lequel on creuse successivement plus d'une centaine de fosses-dépotoirs jusqu'à une profondeur d'une dizaine de mètres pour un diamètre de quelque trois mètres. Il est bien connu que les archéologues adorent les dépotoirs. Des rebuts d'une société, ils tirent, en effet, des informations sur celle-ci. De l'étude des remplissages de ces dépotoirs qui ont été utilisés pendant trois siècles et demi, l'équipe de Bernard Randoin en est arrivée à la conclusion que ceux-ci ont été utilisés comme des sortes de décharges contrôlées par la communauté de chanoines desservant la cathédrale et vivant à son ombre.

Le terrain vague se construit brusquement à partir du milieu du Xe siècle. Ce sont les premières maisons canoniales « individuelles » puisque après 947 les chanoines ne sont plus tenus de vivre en communauté, mais ces maisons sont groupées à l'intérieur de l'enclos canonial qui, quatre siècles plus tard, sera entouré d'un mur l'isolant de la ville. De ces premières maisons, il reste peu de chose car elles ont brûlé en 1134, comme on le sait par les archives. On profite de l'occasion pour tout raser et même pour démolir les fondations : on a besoin du terrain pour le chantier de construction de la façade ouest actuelle (le portail royal et les deux tours) de la cathédrale. De ce chantier, on a retrouvé les restes d'un four à chaux semblable au modèle préconisé par... Caton l'Ancien (234-149 avant Jésus-Christ) dans son traité *De Agricultura* et encore utilisé dans le bassin méditerranéen.

Nouvel incendie de l'enclos canonial en 1194. Nouvelle occasion d'avoir un terrain libre, cette fois sur le côté sud de la cathédrale dont on remplace la nef romane par la nef gothique actuelle. A la fin du XIIIe siècle, la cathédrale, telle que nous la connaissons, est à peu près achevée : on peut donc reconstruire les maisons canoniales.

Pour la suite de l'histoire de l'enclos canonial, il faut ici rendre hommage à l'amour de la paperasse qui animait la plupart des chanoines jusqu'à la Révolution. A chaque mutation des propriétés, on en dressait avec précision le plan, l'état. Tous ces papiers ont été conservés et sont donc une mine unique de renseignements sur l'évolution de l'enclos canonial. Le chanoine Pierre Plumé aimait tant les documents écrits qu'il avait fait installer dans sa cave une des premières presses de France, presse sur laquelle il a fait imprimer, en 1492 – un autre cinquième centenaire – le « missel chartrain » qui a été en usage jusque vers 1960 dans des campagnes françaises.

Les maisons canoniales, vendues comme biens nationaux pendant la Révolution, ont été démolies pour la plupart vers 1860 de façon à dégager la cathédrale.

Les fouilles d'une partie du parvis ouest de la cathédrale de Chartres ont été entreprises en préalable à la construction en sous-sol d'un centre médiéval consacré à l'Europe des cathédrales. Prévues pour durer six mois, puis un an, elles ont été prolongées d'une autre année et ont bénéficié, en tout, de 6 millions de francs de crédits dont le principal donateur a été la ville de Chartres et les donateurs secondaires le département et l'Etat. Avec la dureté des temps, la réalisation du centre médiéval est devenue un peu problématique. Mais au moins les fouilles auront-elles mis au jour près de dix-neuf siècles de l'histoire de Chartres.

YVONNE REBEYROL

Les incroyables fossiles du Gobi

Venus de Mongolie, dinosaures et minuscules mammifères contemporains sont au Muséum national d'histoire naturelle

DEUX énormes tarbosaures dressés sur leurs grandes pattes arrière, leurs dents – fort longues et pointues – bien alignées, leurs bras minuscules terminés par des « mains » à deux doigts, pendant, inutiles, font un accueil impressionnant aux visiteurs de la nouvelle exposition du Muséum national d'histoire naturelle. Un peu plus loin, trois dinosaures-autruches étirent leur silhouette ridicule avec leurs jambes et leur cou interminables, leurs bras et leurs « mains » de longueur non négligeable. Deux *Psittacosaurus* adultes, gros comme des chiens, rappellent utilement que les dinosaures n'étaient pas tous gigantesques. Les nids, où les œufs étaient bien rangés, sont la preuve du soin maternel dont les mères dinosaures étaient capables. Des bébés *Saurolophus* (à bec de canard) tout juste éclos, longs de 10 centimètres, sont déjà aussi laids que leurs parents (qui, eux, faisaient une dizaine de mètres).

Bref, les dinosaures de Mongolie sont arrivés à Paris. Tout au moins une vingtaine de spécimens complets et des morceaux de nombreux autres sur les quelque trente espèces de « terribles lézards » ayant vécu en Mongolie entre – 110 et – 72 millions d'années (la fin du crétacé inférieur et le crétacé supérieur). La Mongolie est, en effet, le paradis des spécialistes des dinosaures : l'histoire géologique et tectonique de cette région de l'Asie a été telle que les squelettes de dinosaures y sont trouvés complets et en surface (*le Monde* du 19 septembre 1991).

Mais la domination du monde qu'ont exercée les dinosaures de – 230 à – 65 millions d'années fait trop souvent oublier les mammifères qui sont apparus en même temps que les « terribles lézards ». Pendant les cent soixante-cinq millions d'années qu'a duré le règne des dinosaures (en l'état actuel des connaissances, plus de deux cents espèces ont vécu un peu partout dans le monde au cours de cette longue période), les mammifères ont été tout petits : ils devaient rarement dépasser la taille de nos souris. Très discrets pendant leur vie pour mieux échapper à leurs prédateurs éventuels, ils le sont restés après leur mort : un crâne et des os minuscules se conservent rarement et, lorsqu'ils ont été fossilisés, ils sont très difficiles à repérer. Pourtant l'expédition menée conjointement par le Muséum, l'Académie des sciences de Mongolie et la fondation italienne Ligabue, au mois de juillet 1991, a trouvé des restes extraordinairement complets de ces petits mammifères.

L'exposition du Muséum est donc intitulée « Dinosaures et mammifères du désert de Gobi ». Et on y présente, dans des globes ou sous loupe, une vingtaine de ces petites bestioles sur la bonne centaine d'espèces de mammifères connues contemporaines des dinosaures mongols.

Sont aussi montrés, fossilisés et vivants, des arbres (ginkgo, cycas et araucaria) qui prospéraient déjà du temps des dinosaures et qui ont survécu jusqu'à maintenant.

C'est dire que l'exposition du Muséum n'aurait pu avoir lieu dans une autre institution. D'une part, elle illustre parfaitement les trois rôles fixés par la Convention, lors de la création du Muséum en 1793 : la recherche, l'éducation du grand public et la conservation de collections de référence. D'autre part, elle a nécessité la collaboration de nombreux laboratoires se consacrant à des disciplines très variées mais faisant tous partie du Muséum. Et d'autant plus qu'elle présente, sans prendre parti, les différentes hypothèses (chute de météorites géantes, énormes éruptions volcaniques, régressions marines, simple compétition des espèces) cherchant à expliquer la disparition subite des dinosaures il y a soixante-cinq millions d'années.

Y. R.

▶ Jardin des plantes, galerie de botanique, 18, rue Buffon, Paris-5e. Tous les jours, sauf les mardis et jours fériés, de 10 heures à 17 heures. Entrée : 25 F. Jusqu'au 26 avril 1993.

هكذا من الاصل

LE MONDE DES CARRIÈRES

AGENCE PHOTO du Sud rech. COMMERCIAL sur Paris ayant déjà travaillé pr la presse nationale. Tél. : (16) 90-86-33-11.

Association nationale de formation recherche :

• pour une de ses écoles Hauts-de-Seine

COORDINATEUR PÉDAGOGIQUE

TEMPS PARTIEL

Responsable du suivi des étudiants, de la coordination des intervenants, du planning, des relations avec les entreprises d'accueil.

• pour son siège Paris-Est

RESPONSABLE DE LA GESTION DES FORMATIONS

Responsable au plan national du suivi financier et administratif des relations avec les administrations, tout en s'assurant parallèlement de la qualité pédagogique des enseignements.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite à PROMOTRANS 80, rue Jules-Ferry 93177 BAGNOLET Cedex

---

BIOLAND

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LE DOMAINE DES BIOMATÉRIAUX Recherche un :

QUALITICIEN EXPÉRIMENTÉ ET UN INGÉNIEUR CHIMISTE Spécialisé dans le domaine des matériaux polymères

Veuillez faire parvenir vos CV et lettres de candidature au service du personnel de BIOLAND, 132, route d'Espagne, 31100 Toulouse.

Centre de promotion international pour la diffusion d'un produit très performant importé des USA RECHERCHE sur la FRANCE (toutes régions) et à l'ÉTRANGER

PERSONNES (H/F)

dynamiques et entreprenantes. Capables de recruter et diriger des groupes de distributeurs indépendants. A temps partiel ou complet. FORMATION COMPLÈTE ASSURÉE

Prière d'adr. CV + courrier au MONDE PUBLICITÉ sous n° 8585 15/17, rue du Col.-Pierre-Avia 75902 Paris cedex 15

La délégation du CNRS de Grenoble recrute par détachement d'un fonct. de cat. A son

CHEF DU BUREAU DU PERSONNEL

Écrire à : M. Retourne Délégation du CNRS BP 166, 38042 Grenoble cedex 9.

BULLETIN PÉTROLIER cherche

JOURNALISTE EXP.

Adresser CV à APRC 7, av. Ingres - 75016 Paris

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

Recherche COLLABORATEURS H ou F

Bon niveau de culture générale pour poste à caractère commercial (pas de porte à porte)

- Formation assurée
- Rémunération très motivante comportant un minimum garanti
- Évolution de carrière rapide pour candidat de valeur.

Tél. : 47-54-98-18.

GAGNER DE L'ARGENT ETRE INDÉPENDANT (investissement non indispensable) L'opportunité de devenir

DISTRIBUTEUR

du produit pour la forme N° 1 de la nutrition cellulaire dans le monde. A TEMPS PARTIEL ou COMPLET avec formation adaptée. Une ambition à votre mesure.

1er contact pour réunion d'informations : tél. : 43-35-33-47 (de 10 heures à 17 heures)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES rech.

JURISTE

DROIT DES AFFAIRES Haut Niveau Libre rapidement. Pouvant se déplacer. Env. lettre man. CV photo et prét. s/réf. 4434. AFFLUENTS, 43, r. Chemin-Vert Paris 11e qui trans.

CIRAD-FORET (centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement) rech. 2 BIOMÉTRICIENS dont 1 senior, emplois r. Paris. Ad. candidature, c.v. à : CIRAD-Forêt Direction scientifique 45 bis, av. Belle-Gabrielle 94736 Nogent-sur-Marne. Fax : (1) 43-94-43-29.

ORGANISATION PROFESSIONNELLE

recherche

JEUNE JURISTE EN DROIT SOCIAL

Disponibilité immédiate

Env. CV et lettre de motivation à UCAPLAST, 1, square La Bruyère, 75009 Paris.

RÉGION SUD-OUEST recherche

JURISTE

Maîtrise droit des affaires DEA - DESS Expérience 3 à 5 ans. Droit des sociétés. Fiscalité des entreprises. Capacité d'animation équipe juridique

Ecrire le Monde Publicité sous n° 8581 15/17, rue du Col.-Pierre-Avia 75902 Paris cedex 15.

Université US cherche pour son centre de Paris prof. avec Ph. D., nat. US pour développement réseau EEC et rel. pub. Part time job. Ecrire à PROMO J, 15, rue de Paris, 92100 Boulogne avec réf. LM28 sur env., qui transmettra.

ÉDITEUR

recherche

2 COLLABORATRICES

libres rapidement pour assurer démarches annonceurs dans revue professionnelle bonne culture générale indispensable

Se présenter : mercredi, jeudi, vendredi : 15 h à 18 h. «Formes et structures» 9, rue de Trévise, 75009 Paris.

AGENCE DE PUBLICITÉ par l'objet recherche

VRP EXCLUSIFS

Sur Normandie et Ile-de-France. Env. lettre, CV, prét. à : IDEACTION BP 513 27135 Verneuil-sur-Avre.

GROUPEMENT PROFESSIONNEL (PARIS-8e) recherche

1 SPÉCIALISTE FISCALITÉ DES ENTREPRISES ET FISCALITÉ INTERNATIONALE

Formation ENI de préfér. Anglais souhaitable

Env. CV et prét. au MONDE PUBLICITÉ, sous n° 8577 15/17, rue du Col.-Pierre-Avia 75902 Paris cedex 15.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable choix. «Que des affaires exceptionnelles» écrit le Guide *Paris pas cher*, ts bijoux or, ttes pierres précieuses, alliances, bagues, argenterie ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX

PERRONO OPÉRA

Angle bld des Italiens 4, Ch.-d'Antin, mag. à L'ÉTOILE 37, av. Victor-Hugo, autre grand choix.

Hélicoptères

HÉLICOPTÈRE

CHEFS D'ENTREPRISE, GAGNEZ VOTRE TEMPS AVEC L'HÉLICO. VEND GAZELLE LONGUE, CUIR, ÉTAT EXCEPTIONNEL. Tél : (16) 28-49-13-09 Fax : (16) 28-49-12-94.

garages

SOCIÉTÉ NOUVELLE GARAGE DU BOURNAIRE

Mécanique générale Toutes marques Carrosserie. Peinture Station diagnostic Facom Magasin d'accessoires

Gérant E. LAWSON 1, rue du Bournaire 92230 GENNEVILLIERS TÉL. : 47-98-39-65

Vacances, tourisme, loisirs

SKI DE FOND

Haut Jura, 3 h Paris TGV Yves et Liliane vous accueillent de ancienne ferme franc-comtoise du XVIIe, conft, rénovée, en chbres 2 pers. av. s.d.bs, wc. Ambiance conviviale, détente, repos. Accueil 14 pers. maxi. Tables d'hôtes. Cuis. mijotée (produits maison et pain cuit au vieux four à bois). Poss. rand. pédestres, patin à glace, tennis, V.T.T. Pens. complète + vin + matér. de ski + accompagnement. 2 450 F à 3 050 F pers./sem. Rens. et réservations (16) 81-38-12-51 LE CRÊT L'AGNEAU La Longeville 25650 MONTBENOIT

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV

Particulier vend Renault Clio T.B.E. RN 1, 2, 5 ptes, rouge, année 1991, 28 000 km Prix ARGUS Tél. : 48-94-56-31

deux-roues

1000 K100 LT, oct. 88, bleu, abs, radio, poignées chauff., jauge d'ess., sac réserv., temp. eau, 43 000 km, 50 000 F. BOUSSAC 60-79-41-82.

Vds moto Kawasaki 500 GPZ. Année 92, tatouée, garantie 8 mois, révisions effectuées, 5 000 km. 29 000 F. Tél. 12 h 30 à 13 h, après 18 h et w.-e. : 37-26-86-43 (dépt 28).

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEF DE PUBLICITÉ senior, 29 ans, Paris, 2 ans exp. agence, 3 ans exp. supports. Etudie ttes propositions. Tél. : 48-06-98-73.

DIRIGEANT capable d'assurer instantanément la direction d'une entreprise (DÉFAILLANCE DU MANAGEMENT, INDISPONIBILITÉ DU DIRIGEANT) Étudie toutes propositions. Ecr. au *Monde Publicité* sous n° 8584. 15/17, rue du Col.-Pierre-Avia, 75902 Paris cedex 15.

DIRIGEANT DE HAUT NIV. Très polyvalent cherche poste DE DIRECTION GÉNÉRALE de prêt. sur rég. Paris, Poitou, Charente, Deux-Sèvres, 50 à 1000 salariés, tous secteurs. Écr. au *Monde Publicité* sous n° 8583. 15/17, rue du Col-Pierre-Avia, 75902 Paris cedex 15.

J. F. 39 ans rech. poste secrétaire administr. des ventes, notions TTX. Dépt. 75-92-94. Tél : 47-26-03-45.

J. H. 24 a., 1re année doctorat, diplômé IEP Paris 90, DEA sc. sociales EHESS, exp. de rédaction dans l'administration (ministère de la culture), dans l'entreprise (ingénierie) recherche tout poste :
- Conception rédaction
- Conseil en matière d'affaires sociales.
- Gestion biens culturels
- Formation (mission, CDD).

Pour tt. contact : 40-21-70-51.

J.H. 35 ans, sér. référ., dix ans expér. bancaires et financ., parf. maîtrise marchés financ. et produits patrimoniaux, étudie ttes proposit. Tél : 40-65-02-39.

Femme, 40 ans, recherche POSTE RESPONSABLE D'ACHATS ou RESPONSABLE BOUTIQUE « LUXE ». Expérience 20 ans dans les achats, la négociation et la gestion des stocks. Tél.: 60-23-21-11

J.H. 26 ans dégagé O.M. MAÎTRISE GESTION DAUPHINE ch. poste à caractère commercial Anglais Espagnol Disponible immédiatement Tél. : 40-09-93-40

F. sculpteur de talent, franç., angl., all., russe, étud. sup. litt., ling., goûts et exp. traduc., rédac., comm., enseig., ch. job intelligent pr exercer son art. Sans contrainte marché et crise. Tél. : 47-97-70-30.

H. 40 ans, produc. journal radio cultur. dep. 1976 (concept. de proj., rech. docu., coord., suiv. artist. et techn.) ch. conversion régul. ds sect. cultur. ou humanitaire à Paris, petite structure appréciée, même 1/2 ou 2/3 temps. Bon. conn. Mac, angl., ital. (1) 40-47-60-82.

J.F. 25 ans, 2 ans expérience ETUDES MARKETING Bil. angl.-esp. courant MAITRISE DAUPHINE ch. poste dans la FONCTION MARKETING Tél. : 47-01-09-87 (rép.).

J.F. 25 ans, licence anglais ICH en cours ch. poste ASSIST. Syndic/Gérant Copropriété. Ecrire sous réf. 8578 LE MONDE PUBLICITÉ 15-17, rue du Col.-P.-Avia 75902 Paris Cedex 15.

J.F. 30 ans, adjointe de direction, bil. anglais, ch. poste ENCADREMENT RESTAURATION Tél : 45-42-61-16.

DIRECTEUR FINANCIER

38 ans • ESC-DECS

- *5 ans d'expérience de la Fonction.*
- *Bilingue anglais et familiarisé avec les méthodes de gestion anglo-saxonnes.*
- *Rompu à la conduite et l'étude de projets stratégiques.*
- *Actuellement DAF d'une Société Industrielle Internationale (CA 1,6 MF - 2 000 personnes).*
- *Recherche poste de haute responsabilité à dominante financière.*

Merci d'adresser vos propositions sous réf. 8582
***LE MONDE PUBLICITÉ*, 15-17, rue Col.-P.-Avia**
75902 PARIS Cedex 15

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

F. 32 ans – BAC + 5 DESS administration des entreprises (IAE Lille). Expérience bancaire 5 ans analyste de crédit : étude des dossiers de financement crédit, crédit-bail, location, présentation en comité de direction, réception des clients et montage des dossiers de demande statistiques. Suivi des commerciaux.
RECHERCHE emploi analyste de crédit, assistante commerciale, chargée de clientèle. (Section BCO/JC 2298.)

ATTACHÉE DE DIRECTION MARKETING ou exportation. Trilingue anglais, espagnol. Maîtrise LEA. 32 ans. Expérience collaboratrice de dirigeants, polyvalente connaissant import-export, marketing, organisation et participation manifestations internationales, conférences presse, traductions, bureautique.
RECHERCHE poste à responsabilités et confiance auprès de dirigeant. (Section BCO/HP 2299.)

DIRECTION GÉNÉRALE financière Sc. Po. plus de 20 ans expériences réussies et diversifiées secteur d'activité et dimension d'entreprise personnelle ou familiale. Relations bancaires confirmées.
RECHERCHE mission auprès PDG gérant conseil stratégie, restructuration financière ou management, cession, reprise, direction générale transition, audit financier gestion. Paris, province. (Section BCO/Cadres IV 2300.)

VOTRE ENTREPRISE CHANGE (fusion, nouvelle fonction, nouveau service, informatique à décentraliser) ou rencontre des problèmes (structures devenues sur-années, administration lourde, informatique à migrer, relations difficiles entre informatique et utilisateurs), en tout cela un ORGANISATEUR est nécessaire.
INGÉNIEUR ORGANISATION ET INFORMATIQUE. 32 ans.
JE PEUX VRAIMENT VOUS AIDER. (Section BCO/AB 2301.)

H. 25 ans. DESS gestion personnel + maîtrise de droit. Expérience en droit social, paie, rémunération, gestion emplois (restructurations, évaluation des fonctions, organisation).
RECHERCHE poste responsable ressources humaines (éventuelle spécialisation rémunération ou gestion des carrières) ou adjoint ou juriste social. (Section BCO/JC 2302).

J. H. Euromaster en télécom. Bonnes connaissances en réseau RNIS, systèmes UNIX et DOS, langage C.
RECHERCHE poste ingénieur réseau pour participer au développement d'applications à la formation et à l'assistance aux utilisateurs. Paris ou R. P. (Section BCO/JC 2303.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

1er arrdt

TUILERIES PYRAMIDE

2 p. 790 000 F, 3e étage. Asc. impeccable, confort. Tél. : (1) 40-38-17-89.

3e arrdt

SQUARE DU TEMPLE Immeuble classé. 2-3 P 63 M² – Poutres. Caractère. 1 300 000 F Tél : 44-78-86-65

5e arrdt

PRÈS PANTHÉON

8 P – 147 m². Asc. Travaux Pierre de t. – 43-38-17-36

VAL-DE-GRACE 5 P., 124 m², 4e asc. service. Viager occupé dame 75 ans. LITTRE. 45-44-44-45.

6e arrdt

HORS DU COMMUN

RUE GUYNEMER

Récept. + chbre 60 m². Park. Vue superbe LUXEMBOURG HYPER STAND. 45-55-29-15

N.-D.-DES-CHAMPS 195 m² Atelier, dern. ét. asc. terrasse. LITTRÉ. 45-44-44-45.

RUE DE SÈVRES 3 P 92 M² BAL. CUIS. EQUIP. SDB, WC, CAVE, PARKING. STANDING PRIX 3 600 000 F COBASI SARL – 45-44-25-27

7e arrdt

Av. DE LA MOTTE-PICQUET Beau 3 P 70 m². Vérifié, 2e asc. s/verdure dble expo. Bon plan état impecc. + chbre serv. facultatif. 47-05-61-71

Prox. Champs de Mars 5, rue Champfleury 4/5 p. 6e étage asc. Part. 4 100 000 f. Tél. : 47-83-43-19

VANEAU – RARE – 585 000 F BEAU STUDIO. Tout confort Entr., cuis., dressing. Cave. Très clair. Calme. CASSIL RIVE GAUCHE – 45-66-43-43

11e arrdt

NATION près Mo 2 P CUIS. TT CFT 2e ét., clair. Digicode Faibles charges 385 000 F CRÉDIT – 43-70-04-64

PARMENTIER

luxueux 3/4 P. 99 m² salle de bains avec jacuzzi chambre de service possible 2 200 000 F. Immo Marcadet. 42-51-51-51.

12e arrdt

PICPUS 3 P. 65 m²

Imm. récent, 3e asc., soleil dble séj. 2 chbres, bon plan OTIM (1) 43-46-66-08.

13e arrdt

CORVISART MAISON LOFT à rénover 146 m² de plancher 2 200 000 F. 45-46-26-25.

14e arrdt

ALÉSIA – A SAISIR 480 000 F – BEAU STUDIO Très clair, sans vis-à-vis Asc. Bon immeuble. CASSIL RIVE GAUCHE – 45-66-43-43

DENFERT MAISON 5-6 P., + jardin 3 650 000 F. LITTRÉ. 45-44-44-45.

Pr. DENFERT – ht de gamme, dern. ét. s/jard. 3-4 P – 128 m² Box. Plein soleil – 43-35-18-36

15e arrdt

MOTTE-PICQUET – P. de t., asc. A saisir ces dép. – 5-6 P – 130 m² + serv. 3 000 000 F – 43-35-18-36

RUE FALGUIÈRE – 890 000 F 2-3 PIECES. Cuis. équipée, s. de bns, wc. Très bon état Bon immeuble. CASSIL RIVE GAUCHE – 45-66-43-43

16e arrdt

ALMA – gd stand., dern. ét., vue Seine, 5-6 P 207 m², balc., serv. 10 500 000 F – 43-35-18-36

AUTEUIL MAISON

beaucoup de charme, 190 m² habitables à rénover + jard. + sous-sol aménageable. 48-04-84-24, de 9 h à 18 h.

PROCHE TROCADÉRO superbe imm. pierre d. t. 1900 270 m² triple réception s. à manger, 5 chbres service. 48-04-84-24, de 9 h à 18 h.

19e arrdt

BUTTES CHAUMONT loft 90 m² Séj. + cuis. amér. 43 m² Poutre à 4 m ht. Mezz. + 2 ch. Calme sur cour. 1 600 000 F 48-03-27-54 (Répondeur)

REALISATION

GESTIMM

21 STUDIOS DANS PARIS

DE 605 000 F A 895 000 F DE 32 A 37 M²

MÉHAIGNERIE 1992 JN COMMERCIALISATION

40-35-68-97

77 Seine-et-Marne

MARNE-LA-VALLÉE NOISIEL Part. vend 3 pièces, 83 m², 100 m ligne RER, 30' Opéra. Séjour 25 m², sol plancher, glace murale, cuisine équipée en chêne, 2 chambres, salle de bains 6 m², petit bureau, porte blindée, box en s/sol. Proximité tous commerces et écoles. PRIX : 830 000 F Tél. : 64-62-07-00. Rép. Agence s'abstenir.

78 - Yvelines

LE VÉSINET

CALME RÉSIDENTIEL 10' RER. Maison début de siècle. Bon état. Récept., 5 chbres, bains + cab. toil. Dépend., gar., jardin 500 m². Prix : 3 700 000 F AG. DE LA TERRASSE (1) 39-76-05-60

MAISONS-LAFFITTE

12 minutes Etoile

DU 4 AU 7 P.

A vendre ou à louer Appt très grand standing avec terrasse et park. Imm. neuf avec jardin. Prox. commerces Gare RER à 5 minutes. Calme et confort. Téléphoner sauf samedi. 39-12-18-17.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE

Proximité métro Marcel-Sembat Livraison immédiate. 4 Pièces - 103 m² - 3e étage. Superbe séj. 45 m², 3 chbres. Prix : 2 690 000 F. Parkings inclus. Frais réduits.

BRÉGUET 47-58-07-17

93 Seine-Saint-Denis

PANTIN (93) Proche Mo et gare, dans imm. fin 19e de 3 ét., au 2e, 3 P. 55 m², séjour, 2 chbres, cuis., s. d. b. avec wc, entrée, cave. Possib. park. Ds cour fermée. Bien orienté – 580 000 F. Tél. : (1) 48-44-73-77

94 Val-de-Marne

JOINVILLE – F3 Entr., cuis., s. d. b., wc, balc., interph., cave. Bien situé. Bon expo. Agence s'abstenir. 715 000 F – 60-84-51-06

NOGENT/CENTRE

4 P. duplex + 2 parkings. Etage élevé, très ensoleillé. Vues exceptionnelles. Frais réduits. Livraison immédiate.

BRÉGUET 47-58-07-17

Province

NIMES – PART. VEND 2 PIECES 52 m², balc., wc, s. d. bns, séjour. 3e ét., asc. Calme, sans vis-à-vis. 300 000 F Tél. : (16) 66-67-42-67 ap. 20 h.

Etranger

PARTICULIER URGENT VEND ESPAGNE – COSTA BRAVA Site réputé de PALS-PLAGE (à 80 km de la frontière) dans petite résidence TRES HAUT STANDING EN BORDURE DU GOLF dans pinède – plage de sable blond – calme Construction récente Appart. NEUF 79 m² habit. 2 chambres – 2 bains Vraie terrasse 12 m² – Park. Cuisine équipée – Stand. SANS VIS-A-VIS Merveilleuse vue imprenable 2 plac. dans jardins paysagés URGENT. Prix except. 640 000 F Tél. : (1) 43-35-33-47

URGENT Vends DUPLEX EXCEPTIONNEL ESPAGNE – COSTA BRAVA site de PALS-PLAGE (à 80 km de la frontière) Dans petite résidence haut de gamme. En bordure du GOLF Plage de sable blond. Dans pinède. Construction récente. Dernière étage. Sans vis-à-vis. Merveilleuse vue imprenable. 3 chbres – 2 bains – 2 salons. Terrasses 50 m² avec piscine et barbecue. 2 piscines dans la résidence. Appartement décoré. Vendu totalement équipé et aménagé. PRIX 1 200 000 F Tél. : (1) 43-35-33-47

appartements achats

CABINET KESSLER

78, Champs-Elysées – 8e recherche de toute urgence beaux apparts de standing Petites et grandes surfaces. Evaluation gratuite sur demande. 46-22-03-80 – 43-59-68-04

Groupe FIPARI rech. pour investisseur, studios et 2 P., quartier agréable. Tél. : 45-66-69-01.

VOUS VENDEZ OU LOUEZ UN APPARTEMENT. Adressez-vous à UN PROFESSIONNEL 40 ans d'expérience SIFECO – 44-78-86-81

locations non meublées offres

Paris

17e VILLIERS – BEAU 2 P 55 m² S/balc 12 m². Imm. stand. 5 500 F – 40-07-86-50

MAISONS-ALFORT GARE

DU STUDIO AU 5 P

DE 2 900 F à 8 500 F PARTENA – 40-07-86-50

METRO DUROC – BEAU 3 P Tt cft. Clair. Calme. Dble expo Bel imm. pierre de taille 6 500 F ttes ch. comp. CASSIL RIVE GAUCHE – 45-66-43-43

NEUILLY Bois. 2 P 44 m². 5 000 F ILE JATTE. 2 P 65 m². 7 000 F LONGCHAMP. 2-3 P 75 m². 8 000 F PARTENA – 40-07-86-50

LES HESPÉRIDES DAUMESNIL

RÉSIDENCE-SERVICES RARE 3 P. NEUF. 70 m² +terrasse, sud. CALME. VERDURE. 43-41-46-41

locations non meublées demandes

Paris

Administrateur de biens rech. pour société, beaux apparts toutes surfaces. Loyer garanti. Gestion poss. SOGAB : 45-66-69-01.

EMBASSY SERVICE

recherche APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS GESTION POSSIBLE

(1) 45-62-30-00

locations meublées offres

Paris

5e ARROND. part. loue 2 P neuf. 42 m² tout confort Cuis. éq. Bar. Electro ménager chauf. ind., s. d. bns – 7 500 F cc Tél. : 43-20-31-67

hôtels particuliers

Urgent pour client pressé, recherche très bel hôtel part. ou appart. grand standing (env. 250/300 m²). KESSLER 46-22-03-80 – 43-59-68-04

immeubles

Investisseur étranger désire acheter immeuble trentaine petits appartements libres ou libérables. 45-75-40-56

maisons individuelles

A VENDRE dans le Val-d'Oise (95). Belle maison individuelle dans impasse résidence. 6 pièces, poutres en chêne, lambris, cuisine rustique aménagée, cheminée Pierre Roux de Provence avec insert. Sous-sol total, terrain clos 500 m². 1 450 000 F Frais notaire réduits. Tél. : 34-72-32-94, apr. 20 h.

Joinville-le-Pont, résidentiel, immeuble villa d'exception, maison de ville duplex 140 m², terrasse-jardin 55 m². 19 000 F le m² moyen, frais réduits. Livraison immédiate. Immo Marcadet. 42-51-51-51.

villas

A VENDRE dans les Yvelines (78), sup. villa très récente, 8 pièces, ss-sol total, sur terrain arboré de 1 500 m², avec poutres en chêne, colombage, ferme, etc. Possibilité profession libérale avec 2 pièces indépendantes au r.-de-ch. Belles prestations, vue imprenable, très calme. 2 600 000 F, frais de notaire réduits. Tél. : 39-74-16-36

Vends superbe villa 1977. 4 pièces. 100 m² habitables. Etat impeccable. Garage indépendant 42 m². Terrain 5 000 m². Prix : 700 000 F Tél. : 53-83-31-89

pavillons

NOGENT-SUR-MARNE (94) Proche RER et BALTARD Pavil. sur 3 niveaux. 4 P., cuis., s. de b., wc. Atelier. Jard. 1 250 000 F. 44-78-86-81

A VENDRE A MORSANG/ORGE (Essonne, banlieue sud, à 20 min. de Paris) PAVILLON : 3 chbres, plus cuis. équipée, séjour double, salle de bns, wc, buanderie. Garage. Alarme. Chauff. central au gaz. PRÈS : Ctre comm., commerçants, lycée, crèche. A 10 mn de la gare. PRIX 1 000 000 F. TÉL. 60-16-30-02

chalets

CHALETS A LOUER MERIBEL 73

1. – LES ALLUES-12/14 personnes, haut standing-espace-cheminée-parking-remontées mécaniques de 10 000 à 13 000 F/semaine.
2. – NANTGEREL-10/12 pers. Haut stand.-cheminée de 8 000 à 10 000 F/semaine. 47-35-42-22 ou 79-00-58-52. LOCATION SAISON POSSIBLE.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services. 43-55-17-50.

fonds de commerce

Ventes

A VENDRE Salon de thé, pâtisserie (neuf) à Rabat (Maroc), 425, av. Hassan-II, à côté hôtel Darcir. Facilités de paiement, en argent français ou marocain. Contacter au Maroc : Moulay Schriff (Fès), 233-14 ou 401-69 ; M. Maji (Rabat), 770-46-58. En France : M. Farajallah, 47-00-63-66 (répondeur).

Le Monde PUBLICITE — *Pour passer vos annonces :*




46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

هكذا من الأصل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

PARIS

4e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES DUPLEX 90 m², 1er étage possibilité parking	6-8, rue des Guillemites CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	8 650 + 815 6 498

5e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 87 m², 3e étage parking	11, rue Tournefort GCI – 40-16-28-70 Frais d'actes	13 000 + 1 055 520

7e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
STUDIO 31 m², 1er étage cave	169, rue de Grenelle AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	3 850 + 480 2 740

8e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES 171 m², 1er étage	45, rue de Coucelles AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	18 810 + 1 740 13 385
6 PIÈCES 167 m², 5e étage cave	42, avenue de Wagram AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	21 000 + 2 300 14 943
5-6 PIÈCES dont 3 chambres 110 m², 1er étage	44, rue du Colisée GCI – 40-16-28-69	11 575 + 1 450

10e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES 103 m², 3e étage refait à neuf parking	7, rue du Terrage SAGGEL VENDOME – 42-66-61-05 Frais de commission	7 250 + 1 460 5 220

12e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES 52 m², 5e étage cave, parking	12, rue de Rambouillet AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	5 986 + 380 4 259

13e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 74 m², 4e étage cave, parking	68, rue de la Glacière AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	6 375 + 585 4 536
4 PIÈCES 90 m², 1er étage terrasse, parking	14, rue Charles-Fourier GERER – 49-42-25-40 Frais de commission	9 620 + 800 5 480

15e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES 61 m², 5e étage cave	11, rue A.-Cabanel AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	7 500 + 950 5 337
4 PIÈCES 78 m², 1er étage parking	6 *bis*, place du Commerce GERER – 49-42-25-40 Frais de commission	9 200 + 800 5 244
5 PIÈCES 109 m², 2e étage	18, rue Tiphaine LOCARE – 40-16-66-00 Frais de commission	10 000 + 1 290 8 330

16e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES 54 m², 3e étage	12, avenue Boudon LOCARE – 40-61-66-00 Frais de commission	6 948 + 885 5 948
4 PIÈCES 91 m², 5e étage Parking	185, boulevard Murat LOC INTER – 47-45-16-09 Frais de commission	9 800 + 860 7 326
STUDIO 29 m², 1er étage parking	60-62, av. Henri-Martin GCI – 40-16-28-68 Frais d'actes	5 263 + 882 262

17e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES 150 m², 3e étage cave	94, boulevard Flandrin AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	15 664 + 1 700 11 146
4 PIÈCES 92 m², 5e étage balcon, 2 parkings	19-21, rue Saineuve LOC INTER – 47-45-16-09 Frais de commission	10 817 + 1 000 8 190
3-4 PIÈCES 86 m², 1er étage Parking	11, rue Galvani GERER – 48-42-25-40 Frais de commission	10 650 + 860 10 224
4 PIÈCES dont 3 chambres 136 m², 5e étage	9, rue des Dardanelles GCI – 40-16-28-71 Frais d'actes	17 000 + 2 208 640

19e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES 40 m², 7e étage cave, parking	2-10, rue de Joinville AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	4 350 + 610 3 095
3 PIÈCES 78 m², 3e ét., vue très dégagée, park.	27 *bis*, rue de Bellevue SAGGEL VENDÔME – 42-66-61-05 Frais de commission	7 510 + 794 5 407
4 PIÈCES 93 m², 1er étage parking	27 *bis*, rue de Bellevue SAGGEL VENDÔME – 42-66-61-05 Frais de commission	7 660 + 918 5 515

78 YVELINES

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2-3 PIÈCES 65 m², 1er étage balcon	LE CHESNAY 60-62, rue Moxouris CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	3 200 + 1 050 2 574
MAISON DE VILLE 4 PIÈCES 95 m², garage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 20-22, rue Schnapper SAGGEL VENDÔME – 47-78-15-85 Frais de commission	7 227 + 639 5 663
3 PIÈCES 66 m², 1er étage cave, parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 42, rue des Ursulines AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	5 248 + 790 3 734
4 PIÈCES 106 m², 5e étage Parking	VERSAILLES 57, rue du Maréchal-Foch SAGGEL VENDÔME – 46-08-80-36 Frais de commission	7 300 + 2 136 5 256
2 PIÈCES 55 m², 2e étage	VERSAILLES 35 *bis*, rue du Maréchal-Gallieni CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	4 400 + 620 3 438

91 ESSONNE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PAVILLON 4 PIÈCES 122 m² garage	LONGJUMEAU 7, rue des Lavandes AGIFRANCE – 60-11-77-40 Frais de commission	6 804 + 189 4 841

92 HAUTS-DE-SEINE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES Immeuble neuf très bon standing 53 m², 2e étage	ASNIÈRES 38-46, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME – 47-78-15-85 Frais de commission	4 300 + 423 3 096
2 PIÈCES 51 m², 4e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	4 800 + 510 4 000
3 PIÈCES 72 m², 3e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	6 600 + 730 5 350
4 PIÈCES 86 m², rez-de-ch. parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	6 630 + 602 5 096
4 PIÈCES 98 m², 4e étage	COURBEVOIE 42, terrasse de l'Iris AGIFRANCE – 49-03-43-04 Frais de commission	6 014 + 1 943 4 279
3 PIÈCES 75 m², 2e étage balcon, parking	LA GARENNE-COLOMBES 17, rue d'Estienne-d'Orves CIGIMO – 48-00-89-89 Honoraires de location	5 700 + 832 4 374
3 PIÈCES 73 m², 2e étage parking	MEUDON 3 *bis*, av. du 11-Novembre-1919 SAGGEL VENDÔME – 46-08-80-36 Frais de commission	6 200 + 1 155 4 464
4 PIÈCES 111 m², 3e étage cave	NEUILLY 5-7, avenue Sainte-Foy AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	11 400 + 1 500 8 112
5 PIÈCES 166 m², 2e étage	NEUILLY 14, rue Chauveau AGIFRANCE – 49-03-43-04 Frais de commission	17 570 + 1 843 12 502
4 PIÈCES 110 m², rez-de-ch. balcon 18 m² sur jardin	SAINT-CLOUD 126, bd de la République SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	10 500 + 1 100 8 275
3 PIÈCES 73 m², 2e étage cave, parking	SURESNES 20, rue S.-de-Rothschild AGF – 44-86-45-45 Frais de commission	4 665 + 1 085 3 320

93 SEINE-SAINT-DENIS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES 86 m², 6e étage parking	NOISY-LE-GRAND 16-18, promenade Michel-Simon AGIFRANCE – 49-03-43-02 Frais de commission	3 882 + 1 024 3 176

94 VAL-DE-MARNE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES 50 m², 1er étage parking	CACHAN 12, av. Cousin-de-Méricourt SAGGEL-VENDÔME – 46-08-80-36 Frais de commission	3 750 + 601 2 700
3 PIÈCES 70 m², rez-de-ch. Terrasse 19 m²	NOGENT 68, rue François-Rolland SOLVEG – 40-67-06-99 Frais de commission	7 165 + 650 5 774
2 PIÈCES 50 m², 3e étage Parking	SAINT-MANDÉ 35, avenue Joffre LOC INTER – 47-45-15-84 Frais de commission	4 900 + 615 3 798
3 PIÈCES 68 m², 3e étage balcon, parking	SAINT-MANDÉ 35, avenue Joffre LOC INTER – 47-45-15-84 Frais de commission	6 175 + 781 4 734

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

هكذا من الأمل

ÉCONOMIE

BILLET

Signal d'alarme

La première grève européenne des cheminots est un essai qu'il restera à transformer. Succès «franc et massif» en France et en Belgique, elle n'a été que peu suivie dans les autres pays. Les cheminots entendaient protester contre l'amorce de libéralisation des chemins de fer prévue par une directive communautaire de juillet 1991. Recevant les représentants des syndicats mardi à Luxembourg, M. Karel Van Miert, commissaire européen chargé des transports, a rappelé que cette directive ne pouvait servir de prétexte à une privatisation du rail.

C'est en Belgique qu'a germé au printemps l'idée de la grève du 27 octobre reprise ensuite par l'ensemble des organisations de cheminots adhérentes à la confédération européenne des syndicats (CES). La Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) est récemment devenue une «société publique autonome» avec des obligations de service public réduites par rapport à celles qui découlaient de la nationalisation des chemins de fer en 1926. En désaccord avec un plan d'entreprise faisant, selon eux, la part trop belle aux critères de gestion du privé, plusieurs centaines de syndicalistes ont manifesté à Louvain, à Courtrai et à Namur, en marge de l'arrêt de travail d'une heure.

En Grande-Bretagne, où British Rail fait l'objet d'un projet de privatisation, la grève n'a pas été autorisée. En Allemagne, les cheminots, dont le droit de grève est limité, ont participé au mouvement en distribuant des tracts. Aux Pays-Bas, les syndicats soutenaient l'action *«moralement»* mais n'y ont pas participé. En revanche, en France, la grève est allée bien au-delà du mot d'ordre d'une heure et la reprise du trafic de la SNCF sur la banlieue parisienne s'avérait plus difficile que prévu mercredi matin.

La société française est pourtant l'une des moins menacées par une éventuelle privatisation et figure parmi les entreprises publiques qui ont fait l'objet des meilleures augmentations de salaires en 1991. *«L'importante participation des cheminots parisiens à la manifestation organisée par l'ensemble des syndicats devant la direction générale de la SNCF»* montre que *«les orientations libérales à l'égard des chemins de fer ne sont pas acceptées par les cheminots»*, note FO. Derrière les cheminots, il y a sans doute *«potentiellement»* les électriciens, gaziers, postiers, employés des télécommunications, qui disposent *«de droits exclusifs que la politique communautaire de déréglementation s'est donné pour but de pourfendre»*, selon la CFE-CGC.

MARTINE LARONCHE

□ **Fonds de solidarité des retraites : réactions contradictoires des partenaires sociaux.** – Présenté aux partenaires sociaux, le projet de création d'un Fonds de solidarité des retraites (*le Monde* du 28 octobre) provoque des réactions contradictoires. La CFTC s'est *«félicitée de la volonté du gouvernement»* mais a exprimé son *«inquiétude»* sur l'hypothèse d'un déficit de la branche famille. La CFE-CGC estime l'opération *«utile»* mais *«illusoire si elle ne s'accompagne pas d'une réforme structurelle»*. Le CNPF considère que ce *«n'est qu'un aspect de la question»* et veut des mesures pour assurer l'équilibre financier des retraites. Quant à la CGT, elle s'affirme en *«désaccord complet»* avec le projet, qu'elle qualifie d'*«éclatement de la Sécurité sociale»*.

La reprise des négociations transatlantiques

Les Etats-Unis sont-ils en mesure de souscrire à un accord agricole équilibré ?

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les Etats-Unis ont fait savoir, mardi 27 octobre au soir, qu'ils étaient prêts à reprendre les pourparlers afin d'essayer de tirer de l'impasse avant le 3 novembre – date de l'élection présidentielle américaine – les négociations sur le volet agricole de l'Uruguay Round. M. Ray MacSharry, commissaire européen chargé des affaires agricoles, devrait donc rencontrer M. Edward Madigan, secrétaire américain à l'agriculture, mais la date n'a pas encore été fixée. Pourtant, un haut responsable de l'administration Bush a affirmé, mardi, selon l'AFP, que les négociations sont toujours au point mort.

Une certaine nervosité, nourrie des rumeurs les plus diverses, commence à se manifester parmi les protagonistes de ce feuilleton politico-commercial. La véritable question reste posée : les Américains sont-ils capables de «bouger» sur les trois points qui, à ce stade, posent vraiment problème ?

● **L'étendue des surfaces qui pourront être semées en oléagineux dans la CEE** au cours des années à venir. La CEE réclame 5,2 millions d'hectares, ce qui représente une production d'environ 9 millions de tonnes, contre 11,5 millions en 1992. Les négociateurs américains avaient pratiquement accepté ces seuils, qui prennent en compte les effets attendus de la réforme de la politique agricole commune (PAC), mais ils ont depuis fait marche arrière.

● **Le droit à produire des oléagineux destinés à un usage industriel sur les terres mises en jachère** en application de la réforme de la PAC. *Les Américains le refusent* pour l'instant.

● **Le droit au «rééquilibrage»,** c'est-à-dire le freinage des importations de produits de substitution des céréales dans la CEE. Washington ne veut toujours pas en entendre parler.

Rien n'est venu jusqu'ici indiquer que l'administration Bush, qui négocie sous le contrôle de ses lobbies, pourra donner satisfaction aux Douze. En sens inverse, il est difficile d'imaginer que la Commission souscrive à un accord qui n'impliquerait pas des progrès significatifs sur ces trois dossiers.

Dans l'hypothèse, peu vraisemblable, où les Etats-Unis, pour conclure, se montreraient prêts à faire des concessions en vue d'un accord à peu près équilibré, les Français seraient certainement mal inspirés d'y faire obstruction.

PHILIPPE LEMAITRE

Discorde à la présidence de la Commission

AMSTERDAM
de notre correspondant

Source de crispation entre les Etats-Unis et la CEE et de dissension au sein des Douze, les difficiles pourparlers du GATT sont aussi un motif de discorde au plus haut niveau de la Commission de Bruxelles. Le torchon brûle entre le Français Jacques Delors, président de l'institution, et le Néerlandais Frans Andriessen, vice-président chargé des relations internationales.

Représentant les Douze, avec le commissaire irlandais Mac Sharry, à la table des négociations, M. Andriessen vient de reconnaître sa mésentente avec M. Delors, qui estime que la conclusion d'un nouvel accord du GATT, tel qu'il est formulé, serait préjudiciable aux céréaliers français : *«L'analyse par M. Delors des conséquences de l'accord n'est pas la même que celle des négociateurs de la CEE»*, vient-il de déclarer à la télévision néerlandaise. *Situation inhabituelle, c'est* «en public» que ces reproches ont été formulés. Mais M. Andriessen a ajouté que son collègue Mac Sharry et lui-même espéraient *«parvenir à convaincre M. Delors que les intérêts des agriculteurs français étaient aussi servis par un nouvel accord du GATT»*.

C. Ch.

Les Journées prospectives du «Monde»

Le doute s'empare des cadres

Ouvertes le 27 octobre par M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, les «assises pour l'emploi» ont donné le coup d'envoi aux 4es Journées prospectives organisées par *le Monde* au palais de l'UNESCO à Paris.

Par son discours, M. Pierre Bérégovoy avait donné le ton de la journée (*le Monde* du 29 octobre) en évoquant les causes profondes du chômage et les risques que celui-ci fait courir *«à une société et une civilisation qui s'organise et se pense autour du travail»*. Refusant *«la société à deux ou trois vitesses»*, il s'est prononcé pour une baisse du temps de travail, par le partage, et pour un étalement dans le temps des augmentations de salaire avant d'en venir à l'essentiel.

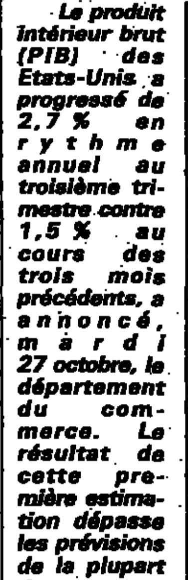
Après l'intervention du premier ministre, le débat s'est engagé sur le thème «Comment gérer les carrières dans un environnement en turbulence» et il apparut que ces préoccupations concernaient désormais les cadres, à leur tour touchés. *«Dans la mesure où il est en position précaire, le cadre (hors fonction publique) perd son indépendance, et par là, l'essence même de son statut. Il est menacé de revenir au niveau de l'employé. Le cadre peut difficilement régresser sous peine de déchoir»*, devait faire observer M. Philippe d'Iribarne, directeur de recherche au CNRS.

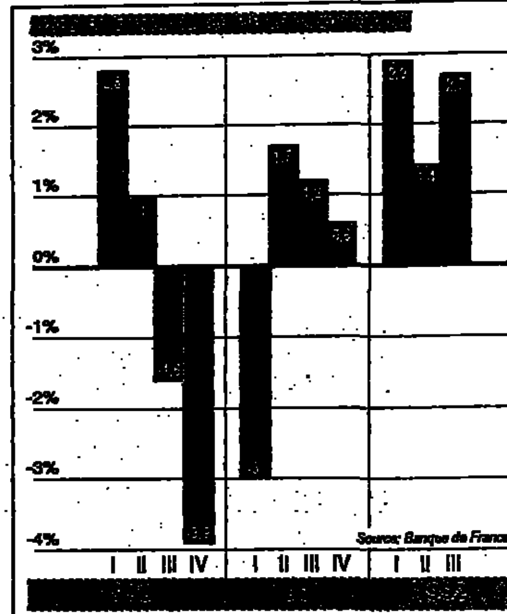
Professeur à la Harvard Business School, Mme Janice McCormick, empêchée, avait enregistré son message, indiquant que l'idée d'un statut spécifique du cadre en France – originale par rapport aux Etats-Unis, au Japon ou en Europe – *«n'est plus en rapport avec les besoins des entreprises»*, faisant ainsi écho à une préoccupation largement exprimée à la tribune. Pour Mme McCormick, les *«modèles»* de gestion des cadres sont multiples. *«Le cadre n'a pas de loyauté vis-à-vis de l'entreprise mais vis-à-vis de l'accumulation de ses compétences. C'est à lui de prendre en charge la gestion de sa propre carrière»*, la gestion prévisionnelle de l'emploi étant au passage qualifiée de *«leurre»*.

En écho, l'après-midi consacrée à la «responsabilité sociale de l'entreprise» devait largement ajouter au trouble avec l'introduction de M. Patrick Viveret, directeur de l'Observatoire de la décision publique, volontairement provocante. *«On ne peut pas rentrer dans l'entreprise de l'intelligence avec le compromis taylorien»*, où la passion a été *«externalisée»*, devait-il souligner après avoir fait une comparaison entre *«le coût écologique»* et le *«coût de la casse humaine»*, deux éléments que l'économie avait jusqu'à présent ignorés. Directeur des affaires sociales de Thomson-CSF, M. Paul Calendra s'est opposé à ce qu'il nomme *«une diabolisation de l'entreprise»*.

Invité à tirer les conclusions de cette rencontre, M. Gabriel Mignot, conseiller-maître à la Cour des comptes et ancien délégué à l'emploi, a relevé ce qui constituait le fil conducteur de la journée, à savoir *«une crise qui est maintenant dans toutes les têtes»* et bloque les initiatives. *«Nous sommes trop marqués par l'idée de comment faire pour limiter les dégâts»*, a-t-il noté, en appelant à un changement des comportements. *«Comment être vertueux et dynamique ?»* s'est-il demandé, inquiet de nous voir *«traîner du chômage au nom de la vertu»*.

PIB américain : hausse de 2,7 % au troisième trimestre


Le produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis a progressé de 2,7 % en rythme annuel au troisième trimestre contre 1,5 % au cours des trois mois précédents, a annoncé, mardi 27 octobre, le département du commerce. Le résultat de cette première estimation dépasse les prévisions de la plupart des analystes.



Il s'agit de la quatrième meilleure progression trimestrielle depuis le début du mandat de M. George Bush. A une semaine du scrutin présidentiel, le candidat républicain à la présidence a qualifié ce résultat d'«encourageant». La hausse du PIB s'explique notamment par la reprise des dépenses de consommation qui ont augmenté de 3,4 %, en rythme annuel, au troisième trimestre, après une baisse de 0,1 % au deuxième trimestre et un bond de 5,1 % pour les trois premiers mois de 1992.

Après les lourdes pertes du groupe Torras

Les investissements du Koweït en Espagne sont remis en question

MADRID
de notre correspondant

Nouvel épisode dans le feuilleton des investissements koweïtiens en Espagne. Le ministre des finances de l'émirat a décidé de porter plainte pour tenter de démêler les responsabilités dans les pertes du groupe Torras, contrôlé par le KIO.

Le ministre des finances du Koweït, M. Nasser Al Roudhane, a annoncé, mardi 27 octobre, que la justice de l'émirat avait été saisie pour enquêter sur les investissements de KIO (Kuwait Investment Office) en Espagne en raison *«d'infractions juridiques et d'abus de pouvoir»*. Cette décision intervient au moment même où la Commission nationale du marché des valeurs (CNMV), l'équivalent de la COB (Commission des opérations de Bourse), a enjoint au groupe Torras (holding de KIO en Espagne) de fournir l'audit du bilan 1991. Le rapport révélerait une perte de 35 milliards de pesetas (1,7 milliard de francs) pour un bénéfice déclaré de 2 milliards de pesetas.

Selon le ministre, *«les abus ont dépassé toutes les limites»*, et l'enquête doit permettre de déterminer les responsables de ces pertes. Depuis le milieu des années 80, 4 milliards de dollars (20 milliards de francs environ) ont été investis en Espagne, et une bonne partie de cette somme s'est volatilisée. Les investigations seront orientées principalement en direction de l'ancienne équipe dirigeante, M. Fouad Jaled Jaffa, précédent directeur général de KIO (dont le siège est à Londres) et son homme de confiance en Espagne, M. Javier de la Rosa, homme d'affaires catalan, qui a quitté ses fonctions en juin dernier.

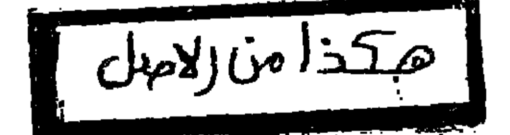
Pour les autorités koweïtiennes, il est évident qu'il y a eu des irrégularités. Les difficultés du groupe chimique Ercros (numéro un espagnol des engrais), contrôlé à 38 % par Torras, en suspension de paiement depuis plusieurs mois, n'expliquent pas tout. De même que le déficit du groupe immobilier Prima Immobiliara (détenu à 32 % par Torras), estimé à 70 milliards de pesetas, ne suffit pas à expliquer de quelle manière les investissements ont été gaspillés.

Au-delà de ces pertes se pose le problème du maintien de la présence de KIO en Espagne. A la fin du mois de septembre, les nouveaux gestionnaires du groupe Torras ont assuré qu'ils allaient investir 100 milliards de pesetas et capitaliser 7 milliards de francs de prêts consentis par KIO pour éponger la dette. A la mi-juin, déjà, le président du holding koweïtien avait affirmé au ministre espagnol de l'économie et des finances, M. Carlos Solchaga, la volonté des Koweïtiens de rester en Espagne.

La banque américaine Salomon Brothers, chargée de mener une enquête sur les investissements de KIO en Espagne, a estimé que le groupe Torras avait un passif de 58 milliards de pesetas au 30 juin de cette année, selon un rapport dont a fait état le *Financial Times* le 26 octobre.

Le feuilleton KIO ne fait que commencer. Les autorités du pays suivent avec inquiétude les péripéties de la déconvenue koweïtienne en Espagne, espérant que les dix mille employés d'Ercros ne seront pas sacrifiés et que les investissements seront maintenus. Les deux tours inclinées de la place de Castille, actuellement en cours de construction, seront-elles achevées par KIO ? Fermant la perspective du paseo de la Castellana, elles sont la clef de voûte de l'ensemble et la concrétisation des ambitions du groupe. Tout un symbole !

MICHEL BOLE-RICHARD



ÉCONOMIE

Organisation du travail plus simple et moins automatisée à l'usine de Valenciennes

La « nouvelle philosophie » industrielle et sociale de Peugeot

Début 1994, commencera la fabrication du véhicule – un monospace concurrent de la Renault Espace et du Voyager de Chrysler – réalisé en commun par les groupes PSA et FIAT dans leur nouvelle usine de Saint-Amand-les-Eaux-Hordain, près de Valenciennes (Nord), dont Peugeot assure la direction. Avec la création de cet établissement qui emploiera 3 500 salariés, le groupe automobile français entend introduire « une nouvelle philosophie » industrielle et sociale.

VALENCIENNES

de notre envoyé spécial

Pari industriel de 6,3 milliards de francs, la réalisation de l'usine de Saint-Amand-Hordain est d'abord une cure de jouvence. Depuis le démarrage de l'unité de Mulhouse, voilà vingt ans que Peugeot n'avait pas fait sortir de terre un nouvel établissement sur le sol français.

Avec ses allures de paquebot planté au milieu de la campagne du Nord, cette usine – *« la plus grande réalisation industrielle actuellement en cours »* dans l'Hexagone, soulignent ses promoteurs – est certes le fruit de sa collaboration avec FIAT au sein de leur filiale commune, la Sevel Nord (Société européenne de véhicules légers), qui compte déjà deux implantations en Italie, spécialisées dans les modèles utilitaires. Mais peu importe. Pilote de ce nouveau centre de production destiné à construire chaque année 100 000 monospaces commercialisés sous quatre marques différentes (Peugeot, Citroën, FIAT et Lancia), la firme au lion ne boude pas son plaisir. Même si la situation actuelle du marché automobile mondial n'a rien de très encourageant.

Depuis septembre, 470 collaborateurs de Peugeot et de Citroën ainsi qu'une demi-douzaine de cadres de FIAT ont pris possession des 230 000 mètres carrés de la Sevel Nord, où les premières pré-séries du futur véhicule seront lancées en février 1993, un an avant le démarrage de la production. Les entreprises extérieures commencent à installer les équipements et les dirigeants de la Sevel Nord se sont mis à la recherche des quelque 3 000 personnes qui devront être recrutées localement. La convention signée avec la région Nord-Pas-de-Calais précise en effet que 75 % des salariés devront résulter d'embauches réalisées sur place et qu'au moins 40 % des recrutements devront concerner des chômeurs.

Apparemment, cet objectif ne devrait pas rencontrer de difficultés majeures : on compte 60 000 demandeurs d'emploi dans les arrondissements de Douai, Cambrai, Valenciennes et Avesnes. Le service du personnel de l'usine et l'ANPE ont déjà reçu 10 000 candidatures spontanées. Or, si 64 embauches directes de chômeurs titulaires d'un BTS ou d'un DUT ont été opérées, les dirigeants de la Sevel Nord constatent *« un large déphasage »* entre leurs critères de sélection et le niveau de qualification des candidats.

Un personnel jeune

Certains ont été choisis pour bénéficier directement de formations qualifiantes de 1 000 heures avant de poursuivre des stages complémentaires dans les usines du groupe PSA et d'être recrutés par la Sevel. Quant aux chômeurs n'ayant pas le niveau CAP, ils devront au préalable se soumettre à une mise à niveau générale de 850 heures financée par l'Etat et la région. Reste à savoir si le niveau de qualification des stagiaires sera parfaitement reconnu dans l'ensemble de la métallurgie, comme le souhaite l'ANPE, ou s'il s'inscrira plutôt dans la grille Peugeot.

Début 1994, cette usine flambant neuve pourra officiellement lancer un véhicule inédit avec un personnel jeune (la moyenne d'âge devrait être de trente-deux ans contre près de quarante ans en moyenne chez PSA). Autant d'atouts que le constructeur entend exploiter pour *« mettre en œuvre de profonds changements »* dans son mode d'organisation et de gestion des hommes. Une « nouvelle philosophie » qui ressemble fort à une remise en question de la culture traditionnelle du constructeur, qui admet aujourd'hui avoir excessivement privilégié la dimension *« technicienne »* de son organisation au détriment des facteurs humains.

« La Sevel Nord aura deux patrons : le client et l'opérateur de base », assure M. Jean-Louis Silvant, directeur général adjoint de Peugeot. *« La satisfaction de l'acheteur passe par un effort sur la qualité du produit et sur le respect des délais. Mais il nous faut également renouveler notre management en développant les contacts transversaux et en sachant mieux écouter ce que nous disent les opérateurs de base, ce que nous n'avons pas toujours su faire »*, reconnaît-il, précisant que les choix opérés à Valenciennes devront se diffuser progressivement dans le reste du groupe. Ainsi, les échelons hiérarchiques seront – modestement, il est vrai – raccourcis (ils passeront de huit à six), les conditions de travail améliorées (au montage, chaque ouvrier sera « embarqué » sur le même tapis roulant que la voiture) et le développement de la polyvalence encouragé dans les équipes. *« Nous voulons faire bien et simple »*, résume M. Roger Garnier, directeur de l'établissement.

Pour y parvenir, Sevel Nord a limité le recours à la robotisation qui ne concernera que 50 % des opérations de tôlerie contre 85 % dans les autres établissements du groupe. Il est vrai que l'automatisation à outrance apparaît aujourd'hui trop onéreuse (elle réduit les emplois non qualifiés, mais engendre des coûts importants liés à la formation de ceux qui doivent assurer la maintenance), surtout dans une usine où la cadence de production sera limitée à 500 véhicules par jour.

Cette volonté affichée de mieux prendre en considération l'opérateur de base ne remet pas en question l'objectif d'une augmentation annuelle de 10 % de la productivité, mais implique, admet M. Silvant, que l'on reconsidère une certaine conception des rapports entre l'homme et la technique. *« Les ingénieurs des bureaux d'études veulent parfois trop en faire. Ils doivent être plus humbles et accepter quelques leçons de simplicité en reconnaissant que ceux qui sont théoriquement moins compétents ont eux aussi quelque chose à apporter »*, souligne le directeur général adjoint de Peugeot. *« Ainsi, on peut se demander s'il est vraiment nécessaire de concevoir une nouvelle serrure de porte pour chaque nouveau modèle. Surtout lorsque son montage oblige les ouvriers à des manipulations incroyablement compliquées. »* Et qui risquent fort, pour cette raison, de nuire à la qualité du véhicule.

La recherche d'une organisation du travail plus simple, moins coûteuse et mieux adaptée au travail manuel – un impératif partagé par Renault (*le Monde* du 7 octobre) – a déjà reçu un début d'application. Ainsi, pour la première fois, l'assemblage des prototypes du futur monospace franco-italien a été réalisé et testé par des opérateurs « ordinaires » et non par ceux qui dépendent des bureaux d'études.

JEAN-MICHEL NORMAND

EN BREF

□ **Délocalisations : premiers licenciements.** – Selon le Collectif contre les délocalisations, les *« premiers licenciements »*, dus au transfert en province de certains établissements publics ou organismes parisiens, devraient se produire au service des voies navigables de France (VNF). De droit privé, cet organisme, qui compte soixante-seize emplois, va être implanté à Béthune (Pas-de-Calais) et 10 % des effectifs seulement sont volontaires. Dix-huit personnes seront reclassées dans le cadre d'une convention avec le ministère de l'équipement. Les mises à disposition dans la fonction publique n'étant pas possibles, en raison du statut, cinquante salariés feraient l'objet d'un licenciement économique.

□ **Le Parlement finlandais ratifie le traité sur l'EEE.** – Le Parlement finlandais a ratifié, mardi 27 octobre, par 154 voix contre 12, le traité sur l'Espace économique européen (EEE) destiné à créer une union économique entre la Communauté économique européenne et l'Association européenne de libre-échange (AELE). L'EEE doit devenir effectif au 1er janvier 1993 après la ratification du traité par les 19 pays signataires (les 12 Etats membres de la CEE et les 7 de l'AELE). La Finlande a compté parmi les plus fervents partisans de l'EEE – un vaste marché de quelque 370 millions de personnes dans lequel les biens, les services, les capitaux et les personnes pourront circuler librement – et déposé en mars dernier sa candidature pour l'adhésion à la CEE.

□ **« Journée de la colère » dans le bâtiment le 27 novembre.** – Le bâtiment organisera le vendredi 27 novembre une « Journée de la colère ». Les chefs d'entreprise, inquiets du marasme du secteur, organiseront des manifestations régionales et déposeront des pétitions. Les modalités d'action seront déterminées dans chaque région.

□ **Ouverture début 1993 à Strasbourg de l'Observatoire européen de l'audiovisuel.** – L'Observatoire européen de l'audiovisuel, prévu dans le cadre d'Eurêka audiovisuel, ouvrira ses portes à Strasbourg début 1993, ont décidé les coordonnateurs nationaux de ce programme européen, lors de leur seizième réunion tenue à Berlin. La même réunion a accordé le label Eurêka audiovisuel à quatre nouveaux projets, dont trois concernant la télévision haute définition : Hipa 1250, association de producteurs privés ; une école européenne de TVHD ; Expo 92, qui a produit plusieurs programmes en haute définition autour de l'exposition de Séville.

□ **Le PCF s'estime injustement traité par les chaînes publiques.** – Dans une lettre adressée au PDG de France 2 et France 3, le secrétaire général du Parti communiste français, M. Georges Marchais, s'étonne que les deux chaînes publiques n'aient pas rendu compte dans leurs journaux de la dernière conférence nationale de son parti sur les entreprises. *« Face à cette injustice et ce mépris »*, ajoute M. Marchais, *« nous saurons prendre les initiatives les plus larges »* [pour contraindre] *« les sociétés que vous dirigez à être davantage respectueuses du pluralisme et de l'honnêteté de l'information »*.

VIE DES ENTREPRISES

Rachetée par la Banque populaire suisse

La banque Odier-Bungener-Courvoisier redevient helvétique

M. François Propper, actionnaire majoritaire de la banque Odier-Bungener-Courvoisier (OBC), en a cédé le contrôle à la Banque populaire suisse (BPS), qui détenait 20 % du capital depuis l'an dernier. Ainsi retourne dans le giron helvétique un établissement fondé il y a plus de deux cents ans par un Suisse protestant, Jonas Berthoud, devenu Courvoisier et compagnie en 1925, puis OBC en 1960, par fusion – sous l'impulsion de François Propper – avec une autre maison également d'origine suisse, appelée d'abord Hentsch frères et compagnie, puis Odier-Bungener.

Nationalisée en 1982, rattachée au Crédit commercial de France (CCF), OBC est privatisée en 1987 et rachetée par François Propper, qui en retrouve le contrôle et la présidence, avec, à son capital, la Compagnie générale des eaux et, encore, le CCF. Comme la banque Hottinguer, c'est une banque privée haut de gamme, avec un seul guichet (son siège, 57, avenue d'Iéna, à Paris), 250 personnes, un bilan de 6,4 milliards de francs et un bénéfice de 50 millions de francs en 1992, résultat plus qu'honorable pour une maison de cette dimension. Ses trois métiers sont la banque commerciale (3,4 milliards de crédit, une trésorerie positive), la banque d'affaires et la gestion de fortunes : plus de 20 milliards de francs de conservation, dont 9 à 10 milliards de francs gérés et 50 % d'origine étrangère.

La Banque populaire suisse est une moyenne grande banque, la plus petite des quatre grandes helvétiques, avec 6 000 personnes, 191 succursales, y compris celles de Londres, New-York, Singapour et Tokyo, 180 milliards de francs de bilan et 8,4 milliards de bénéfice. De statut coopératif, bientôt société anonyme, elle exerce tous les métiers bancaires. La prise de contrôle d'OBC va lui permettre de s'installer à Paris, de préférence à Francfort, en apportant à la banque parisienne les moyens pour assurer son développement, ainsi qu'une assise internationale.

M. Propper, qui a soixante-cinq ans, restera PDG jusqu'à soixante-dix ans, avant la cession totale de sa part (27 %) à la BPS. Il a ainsi préparé sa succession, en évitant une absorption par un grand établissement français et la dispersion probable de son équipe, tout en conservant l'originalité de son établissement dont les performances le rendent fier : *« Nous sommes la Porsche, la BPS est la Volkswagen. »*

FRANÇOIS RENARD

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CRISE

□ **American Express : 4 800 suppressions d'emplois.** – American Express, le premier groupe américain de services financiers, a annoncé lundi 26 octobre la suppression de 4 800 emplois dans ses activités cartes de crédit et voyage, dans le cadre d'une vaste restructuration nécessitant la constitution d'une provision de 342 millions de dollars (plus de 1,7 milliard de francs). Cette provision et d'autres difficultés auxquelles le groupe fait face se sont traduites par une perte nette de 205 millions de dollars lors du troisième trimestre de cette année.

RÉSULTATS

□ **UAP : recul de 59 % du résultat semestriel.** – L'UAP (Union des assurances de Paris) a dégagé au premier semestre un résultat net consolidé de 948 millions de francs, en recul de 59 % par rapport aux six premiers mois de 1991 (2,34 milliards de francs). Le chiffre d'affaires d'assurances consolidé du groupe a atteint 65,6 milliards de francs contre 53,8 milliards au premier semestre 1991, soit une progression de 22 %, due notamment à l'intégration de la compagnie britannique Sun Life.

□ **Ciments français : perte semestrielle de 740 millions de francs.** – Le conseil d'administration de Ciments français, réuni mardi 27 octobre, a arrêté les comptes du premier semestre. Le résultat net (part du groupe) est négatif de 740 millions de francs alors qu'il était positif de 113 millions à la même période de 1991. Dans ce mauvais résultat, la part des *« éléments exceptionnels »* (opérations de portage de titres de sociétés, hors bilan, qui sont reprochées à l'ancien président M. Pierre Conso) s'élève à 655 millions. A propos des perspectives, le groupe indique que *« les niveaux d'activité à fin octobre dans les pays où le groupe est implanté, en particulier en France, ne montrent pas de signes de reprise »*.

□ **Grande Paroisse (Atochem) dans le rouge.** – La société Grande Paroisse, filiale d'Atochem (groupe Elf Aquitaine) spécialisée dans la production d'engrais, a enregistré au premier semestre une perte nette de 51,7 millions de francs, et prévoit pour l'année un résultat négatif. La perte semestrielle survient après dotations aux amortissements et provisions de 92,1 millions, précise le groupe. Le chiffre d'affaires a baissé à 2,684 milliards de francs, contre 2,92 milliards de francs au premier semestre 1991. Selon la Grande Paroisse, l'activité des six premiers mois a souffert de la forte réduction de la demande d'engrais au deuxième trimestre, *« amplifiée par le malaise créé par l'annonce de la réforme de la politique agricole commune »*.

CESSION

□ **Bristol-Myers Squibb (pharmacie) vend sa filiale de produits d'entretien Drackett à SC Johnson.** – Le groupe pharmaceutique américain Bristol-Myers Squibb a annoncé, mardi 27 octobre, la vente de sa filiale de produits d'entretien Drackett (1 600 salariés) au géant du secteur SC Johnson (en Europe, marques Raid, Pliz, Brise, K2r, Tahiti bain-douche, etc.). Toujours propriété de la famille fondatrice, SC Johnson a accepté de payer son acquisition 1,15 milliard de dollars (6 milliards de francs), près du double de son chiffre d'affaires (590 millions de dollars en 1991). Drackett est en effet propriétaire de marques aussi connues aux Etats-Unis que Windex, O-Cedar ou Drano. SC Johnson compte en revanche se séparer des déodorisants d'intérieur Renuzit et des produits pour meubles, deux domaines où la firme de Racine (Wisconsin), 13 000 salariés et 2,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires, détient déjà des positions très fortes.

PARTICIPATION

□ **Bolloré détient 10,8 % du papetier Sibille.** – Le groupe Bolloré Technologies a franchi en hausse le seuil de 10 % des droits de vote de la société Sibille (papiers techniques et de spécialité) et détient aujourd'hui 10,8 % de ces derniers, selon un communiqué de la Société des Bourses françaises (SBF) rendu public mardi 27 octobre. Bolloré Technologies détenait auparavant environ 8 % des droits de vote. Le capital du groupe Sibille est contrôlé par la famille Sibille et ses alliés dont le groupe Bolloré fait partie. Le groupe finlandais Ahlstrom Corporation détient de son côté 47 %, grâce notamment au rachat d'un important bloc de titres (34 %) cédés par la famille Bonduelle.

NOMINATION

□ **Citroën se dote d'un troisième directeur général adjoint.** – M. Paul-Marie Chavanne, ancien directeur de la stratégie du groupe papetier Soparges, a été nommé récemment directeur général adjoint des Automobiles Citroën. Il contrôlera, dans un premier temps, les activités de fabrication et, d'une façon générale, toute la gestion industrielle. Ingénieur de l'Ecole centrale des arts et manufactures et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Paul-Marie Chavanne, 42 ans, est la troisième personne à avoir le rang de directeur général adjoint chez Citroën aux côtés de MM. Bernard Roché et Jean Burgevin.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 28 octobre ⬇

Déprime

Après quatre séances consécutives de hausse, la Bourse de Paris était déprimée mercredi 28 octobre. En recul de 0,64 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 ne cessait ensuite d'accentuer ses pertes pour s'inscrire en baisse de 1,58 % en début d'après-midi à 1 746,51 points. Le CAC 40 se retrouve ainsi à nouveau sous son niveau du début de l'année.

Principale cause à la morosité ambiante, le fait que mercredi matin, la Bundesbank a alloué des liquidités à 8,75 %, soit un taux inchangé par rapport à la précédente opération. Pour les milieux financiers, c'est le signe que la Bundesbank ne modifiera pas sa politique monétaire jeudi lors de sa réunion bimensuelle. Par ailleurs, la hausse plus forte que prévu du PIB (produit intérieur brut) au troisième trimestre aux Etats-Unis ne parvient pas à dissiper les craintes sur la conjoncture américaine.

Enfin, les résultats semestriels des entreprises françaises continuent à être médiocres. L'UAP a annoncé une baisse de près de 60 % de son bénéfice pour les six premiers mois de l'année, et le titre a perdu 4,3 %. LVMH a indiqué que son chiffre d'affaires avait progressé de 3,1 % pour les *neuf* premiers mois de l'année, une progression jugée insuffisante par les analystes et l'action LVMH cède 5,2 %. Matra fait aussi partie des principales baisses et perd 2,8 % alors que la recapitalisation d'Orlyval sèmble difficile et que le gouvernement slovaque renonce au projet de construction d'un VAL, le métro automatique de Matra, à Bratislava.

NEW-YORK, 27 octobre ⬇

Petite baisse

Malgré l'annonce d'un bond de la croissance aux Etats-Unis au troisième trimestre, Wall Street a terminé la séance du mardi 27 octobre sur une note faible en raison de prises de bénéfices. L'indice Dow Jones a fini à 3 235,73, en repli de 8,38 points (– 0,26 %). Le volume des échanges a été élevé avec quelque 202 millions de titres traités.

Le département du commerce a annoncé une hausse de 2,7 % du produit intérieur brut américain au troisième trimestre, alors que les experts tablaient généralement sur une hausse de 1,5 % de cet indice. L'annonce a donné un coup de fouet à Wall Street en début de matinée, mais cela n'a pas suffi à assurer une progression du Dow Jones en fin de journée.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, a reculé à 7,61 % contre 7,67 % lundi soir.

VALEURS	Cours du 26 oct.	Cours du 27 oct.
Alcoa	69 1/8	68 3/4
ATT	44 1/4	44 1/8
Boeing	35 3/4	36 3/8
Chase Manhattan Bank	24	24
Du Pont de Nemours	47 3/8	48 1/4
Eastman Kodak	42 1/4	41 7/8
Exxon	61 7/8	62 3/4
Ford	40 1/8	39 7/8
General Electric	76 7/8	76 5/8
General Motors	34 1/4	32 3/8
Goodyear	69 3/4	69 3/4
IBM	67 1/2	65 3/4
ITT	66 3/8	66 1/4
Mobil Oil	63 3/4	64 1/8
Pfizer	74	74
Schlumberger	66 3/8	67
Texaco	62 1/2	62 1/4
UAL Corp. ex-Allegis	121 1/2	121 3/8
Union Carbide	13 7/8	13 3/4
United Tech.	45	45 3/8
Westinghouse	12 5/8	12 3/8
Xerox Corp.	78 1/4	76

LONDRES, 27 octobre ⬆

Légère hausse

La tendance était très irrégulière mardi 27 octobre à la Bourse de Londres qui, à l'issue d'une séance en dents de scie, a terminé la journée sur une légère hausse.

La Banque d'Angleterre a clairement indiqué aux marchés qu'aucune nouvelle diminution des taux d'intérêt n'était à attendre dans l'immédiat. Une rumeur insistante avait couru les marchés dans la matinée selon laquelle le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, s'apprêterait à annoncer une baisse de 2 points des taux lors de son discours de Mansion House, jeudi 29 octobre, devant les banquiers de la City.

Le rapport trimestriel de conjoncture de la CBI (Confederation of British Industry) a pesé sur la tendance, les patrons restant très pessimistes sur l'avenir de l'économie du pays.

L'indice Footsie des cent grandes valeurs de la Bourse a terminé en progression de 8,2 points à 2 669,8 points (+ 0,3 %) après avoir perdu ou gagné plus de 20 points en cours de séance.

TOKYO, 28 octobre ⬇

Repli

Après un début de séance en hausse, la Bourse de Tokyo a fini la journée du mercredi 28 octobre sur une note faible, l'indice Nikkei perdant 116,85 points (– 0,7 %) à 17 068,41. A la mi-journée, le Nikkei gagnait 36,71 points, soit 0,2 %, à 17 221,97 points.

La tendance était à la hausse à l'ouverture, en raison d'une bonne statistique concernant la production industrielle en septembre. Mais des prises de bénéfices ont remis en question cette avance, les investisseurs attendant la publication des résultats semestriels des entreprises avant de s'engager sur le marché, notaient les boursiers.

VALEURS	Cours du 27 oct.	Cours du 28 oct.
Ajinomoto	1 290	1 280
Bridgestone	1 120	1 120
Canon	1 280	1 280
Fuji Bank	1 810	1 780
Honda Motors	1 270	1 290
Matsushita Electric	1 140	1 130
Mitsubishi Heavy	642	641
Sony Corp.	4 080	4 030
Toyota Motors	1 400	1 380

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	4352	4363	Internt. Computer	99 90	100
B.A.C.	23 70	....	I.P.B.M.	51 80	....
Boiron (Ly)	516	520	Locamic	70	....
Boisset (Lyon)	229	....	Metro Comm.	285 70	....
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	800	800	Molex	140	....
Calberson	199	....	N.S.C. Schlumberger	788	770
Cardif	770	770	Publ.Filipacchi	385	382
C.E.G.E.P.	155 10	155 10	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	308	....
C.F.P.I.	258 90	254	Select Invest (Ly)	70	70
C.N.I.M.	980	940	Serbo	150	....
Codetour	257	....	Sopra	298	298
Conforama	....	....	TF1	330	328
Creeks	112	110	Thermador H. (Ly)	320	330
Dauphin	174 80	....	Unilog	233	238
Delmar	980	950	Viel et Cie	95	96
Demachy Worms Cie	350	....	Y. St-Laurent Groupe	625	611
Devanlay	928	....			
Deville	100	100			
Dolisos	110	110			
Editions Belfond	200	200			
Europ. Propulsion	180	180 10			
Finacor	105	....			
G.F.F. (group.fon.f.)	48	....			
G.I.M.	420	427			
Gravograph	140	140			
Guintoli	720	....			
I.C.C.	155	155			
Idianova	39	40 95			
Immob. Hôtelière	1000	....			

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 27 octobre 1992
Nombre de contrats estimés : 127 217

COURS	ÉCHÉANCES		
	Déc. 92	Mars 93	Juin 93
Dernier	110,52	111,10	110,98
Précédent	110,40	110,96	111,50

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 92	Mars 93	Déc. 92	Mars 93
108	2,51	3,55	0,10	0,47

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 16 406

COURS	Oct. 92	Nov. 92	Déc. 92
Dernier	1 777	1 790	1 807
Précédent	1 743	1 760	1 775

CHANGES

Dollar : 5,20 F =

Après avoir légèrement reculé en début de séance, le dollar est revenu, mercredi 28 octobre en fin de matinée, à Paris, à 5,2058 F contre 5,2020 F à la clôture des échanges interbancaires, mardi. Le dollar était aussi en recul à Francfort, s'échangeant à 1,5270 DM à l'ouverture contre 1,5330 la veille à la clôture.

FRANCFORT	27 oct.	28 oct.
Dollar (en DM)	1,5330	1,5270
TOKYO	27 oct.	28 oct.
Dollar (en yens)	122,28	122,05

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (28 oct.)	9 13/16 - 15/16 %
New-York (27 oct.)	2 15/16 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 31-12-91)*

	26 oct.	27 oct.
Valeurs françaises	100,80	101
Valeurs étrangères	85,70	85,50
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	466,16	464,00
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 770,74	1 774,48

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	26 oct.	27 oct.
Industrielles	3 244,11	3 235,73

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	26 oct.	27 oct.
100 valeurs	2 661,60	2 669,80
30 valeurs	1 976,28	1 978,50
Mines d'or	77,60	74,70
Fonds d'Etat	93,28	93,53

FRANCFORT

	26 oct.	27 oct.
Dax	1 542,49	1 533,77

TOKYO

	27 oct.	28 oct.
Nikkei Dow Jones	17 185,26	17 068,41
Indice général	1 297,53	1 292,39

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,2000	5,2030	5,2805	5,2865
Yen (100)	4,2553	4,2596	4,3183	4,3263
Ecu	6,6525	6,6575	6,6472	6,6577
Deutschemark	3,3925	3,3930	3,3997	3,4027
Franc suisse	3,8095	3,8138	3,8415	3,8489
Lire italienne (1000)	3,9222	3,9305	3,8754	3,8887
Livre sterling	8,2019	8,2119	8,2481	8,2645
Peseta (100)	4,7810	4,7883	4,7334	4,7476

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3 1/8	3 1/4	3 7/16	3 9/16	3 1/2	3 5/8
Yen (100)	3 13/16	3 15/16	3 11/16	3 13/16	3 9/16	3 11/16
Ecu	10 1/8	10 1/4	9 7/8	10	9 7/16	9 9/16
Deutschemark	8 3/4	8 15/16	8 11/16	8 7/8	8 1/4	8 7/16
Franc suisse	6	6 1/8	6 3/8	6 1/4	6	6 1/8
Lire italienne (1000)	14 1/2	15 1/4	14 1/8	14 5/8	13 1/2	14
Livre sterling	8 1/4	8 1/2	7 3/8	7 5/8	6 [illegible]	7
Peseta (100)	13 3/8	13 7/8	13 5/16	13 13/16	13 5/16	13 13/16
Franc français	9 13/16	9 15/16	9 3/4	9 7/8	9 [illegible]	9 1/2

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des [illegible], nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

هكذا من الاصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 28 OCTOBRE

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
4890	C.N.E 3%	4940	4945	4890	- 1 21
802	B.N.P. T.P.	810	806	805	- 0 62
795	Cr.Lyon. T.P.	811	780	790	- 2 58
1665	Renault T.P.	1610	1610	1596	- 0 87
1645	Rhone Poul. T.P.	1651	....	....	....
1019	Saint Gobain T.P.	1014	1015	1015	+ 0 10
790	Thomson T.P.	790	....	....	....
530	ACCOR	549	548	545	- 0 73
735	Air Liquide	760	760	735	- 3 29
635	Alcatel-Alsthom	648	646	641	- 1 08
1440	Als.Superm.	1401	1390	1390	- 0 79
240	A L S P I	249	263 50	245	- 1 61
410	AGF Sté Centrale	420 10	420	420	- 0 02
124	Avenir H. Média	115 10	118	118 10	+ 0 87
815	Axa (ex Cie Midi)	811	805	790	- 2 59
147	Bafip	146 10	148 10	146 10	....
80	Bail-Equipem.	77	80	73 60	- 4 42
610	Bail Investiss.	620	625	625	+ 0 81
370	Bancaire	372 50	372	365	- 2 01
630	Bazar H.-V.	616	....	....	....
1210	Berger (M)	1235	1250	1200	- 2 83
390	Bertrand Faure	400	395	400	....
855	Bic	874	870	877	+ 0 34
1050	B.I.P.	1065	1065	1065	....
184	BIS	166	165	161 10	- 2 95
355	B N P (CI)	375	375	364 10	- 2 91
525	Bolloré Tech.	511	508	506	- 0 98
3060	Bongrain	3199	3198	3200	+ 0 03
470	Bon-Marché	482 60	482 50	475	- 1 57
465	Bouygues	471 50	472	463	- 1 80
86	BP France	86	86	86 50	+ 0 58
965	B S N	998	999	987	- 1 10
980	Canal Plus	990	1003	996	+ 0 61
170	Cap Gem.S.	173	172 90	170 50	- 1 45
171	Carnaudmetalbox	177 90	177	177	- 0 51
2350	Carrefour	2410	2400	2390	- 0 83
150	Casino	146 90	149	145 20	- 1 16
93	Casino ADP	94	94 45	94	....
435	Castorama D.I.	460	453	460	....
198	C.C.F.	202 30	200	196 60	- 2 82
33	CCMC Ly.	36	35 90	35 50	- 1 39
325	C.D.M.E.	334	334	330 20	- 1 14
136	C.E.G.I.D.	142	137 20	145 80	+ 2 68
39	Centrest (Ny)	51 50	67 20	64	+ 24 2
270	C.E.P. Comm.	287	288	287 10	+ 0 03
77	Cerus	75 60	77	76 50	+ 1 19
850	Cetelem	856	847	850	- 0 70
189	CF Inc	189	....	....	....
230	CGI Info	230	233	227	- 1 30
890	C G I P.	881	900	896	+ 1 70
620	CGP	619	....	....	....
1220	Chargeurs S A	1200	1199	1183	- 1 42
290	Christian Dior	290	285	275	- 5 17
520	C I C A (M)	510	508	508	- 0 39
285	Ciments franç.	290	280	280	- 3 45
480	Clarins	529	520	532	+ 0 57
360	Club Méditer.	368 50	365 50	360 40	- 2 20
670	Coles	678	678	671	- 1 03
194	Cpt. Entrep.	211	210 90	211	....
1140	Compt Mod.	1172	1185	1168	- 0 34
194	CPR (Paris Rée.)	212	213 90	214 90	+ 1 37
845	Créd. Foncier	865	860	845	- 2 31
300	Crédit Loc France	306 90	297	300 10	- 2 22
420	Cr Lyon.(CI)	412	410	415	+ 0 73
1020	Credit Nat.	1057	1057	1058	+ 0 09
355	CSEE	380	370	380	....
2960	Damart	3000	3000	3000	....
345	Dassault Aviation	360	368	370	+ 2 78
157	Dassault Electr.	157 80	145	157	- 0 51
1470	De Dietrich	1499	1540	1500	+ 0 07
52	Dév.R.d.C.D.E.	53	52 80	53	....
67	Dév.R.Sud-Est	66	70	71	+ 7 58
275	D M C	300	287	285 10	- 4 97
395	Docks France	400	398 90	397 10	- 0 73
140	Dynaction	137	138	135	- 1 46
1950	Eaux (Cie)	1997	1984	1977	- 1 00
800	E.B.F.	798	798	798	....
305	Ecco	333	333	333	....
350	Elf Aquitaine	349 50	348	347 50	- 0 57
1090	ElfSanofi(ExSanofi)	1113	1115	1095	- 1 62
245	Erap-Elf (Certif.)	241	241	241 50	+ 0 21
630	Eridania-Beghin	617	614	618	+ 0 16
345	Essilor	346 50	348	346	- 0 14
167	Essil.Int.(DP)	173	172	173	....
730	Esso	760	760	760	....
1030	Eurafrance	1159	1155	1145	- 1 21
445	Euro RSCG	448	450	446	- 0 45
74	Eurodisneyland	78 66	79 30	78	- 0 83
860	Europe 1	825	820	819	- 0 73
30	Eurotunnel	30 95	31	31	+ 0 16
1450	Exor	1450	1450	1450	....
100	Finextel	108	101 20	101 50	- 6 02
240	Fives Lille	243 50	244	238	- 2 26
....	Fougerolle	785	790	785	....
3250	Fromager. Bel	3285	3350	3367	+ 2 50
1600	Gal.Lafayette	1900	1900	1899	- 0 05
295	G.A.N.	290	288 10	282	- 2 76
425	Gascogne (B)	407 10	409	406	- 0 52
1000	Gaz et Eaux	1116	1130	1110	- 0 54
650	Géophysique	631	625	649	+ 2 85
690	Groupe André SA	705	705	695	- 1 42
435	Groupe Cité	444	440	440	- 0 90
265	GTM-Entrep.	280	280	277	- 1 07
1510	Guyenne-Gas.	1540	1550	1560	+ 1 30
107	Hachette	109	109	105	- 3 67
410	Havas	428	427	405	- 5 37
230	Iéna	235	234	233	- 0 85
280	Imétal	285	288	286	+ 0 35
100	Immob. Phénix	108	108 10	110 20	+ 2 04
88	Ingénico	99	98 50	95 40	- 3 64
7390	Inst. Mérieux	7630	7640	7670	+ 0 52
380	Interbail	377	377	379	+ 0 53
410	Intertechnique	360	370	366	+ 1 67
690	J. Lefebvre	650	659	663	+ 2 00
460	Klépierre	468	465	462	- 1 28
510	Labinal	526	528	525	- 0 19
300	Lafarge	301	299	289 10	- 3 95
315	Lebon	315	302	302	- 4 13
3750	Legrand	3850	3840	3810	- 1 04
2030	Legrand (DP)	2125	2110	2110	- 0 71
162	Legris Industries	158 90	159	155	- 2 45
680	Locindus	669	668	667	- 0 30
3780	L.V.M.H.	3801	3750	3582	- 5 76
465	Lyon.Eaux/Dumez	475	475	470 20	- 1 01
43	Majorette Ly.	38 75	44 70	45 65	+ 18 3
285	Mar. Wendel	272	272	270	- 0 74
195	Metra	197 50	193	191 30	- 3 14
88	Metaleurop	89	89 80	88	- 1 45
31	Métrologie In.	33	30	30	- 9 09
180	Michelin	192 50	191 90	188 10	- 2 29
82	MMB	82 60	82 05	82 10	- 0 61
81	Moulinex	87 80	88 90	86 70	- 1 25
800	Navig. Mixte	795	796	794	- 0 13
105	Nord-Est	109 90	109 90	108	- 1 73
215	Nordon (Ny)	214	221	221	+ 3 27
73	Olipar	73	....	....	....
980	Oréal	993	990	977	- 1 61
330	Paribas	330 50	329	323 90	- 2 00
192	Pechiney Int.	187 50	188 10	187 90	+ 0 21
235	Pechiney (CIP)	240	238 50	239	- 0 42
405	Pernod Ricard	412	414 50	395	- 4 13
520	Peugeot	523	520	512	- 2 10
305	Pinault	305	305	305	....
740	Plastic-Omn.	760	755	759	- 0 13
180	Poliet Ex.Lamb.Fr.	186	185	186 50	+ 0 27
740	Primagaz	730	730	726	- 0 55
780	Printemps	694	694	694	....
565	Promodès	540	550	545	+ 0 93
290	Radiotechn.	287	290	289	+ 0 70
5650	Redoute (La)	5760	5710	5740	- 0 35
156	Rémy Cointreau	189	189	187 50	- 0 89
520	R. Poulenc CIP	540	535	540	....
46	Rochette(La)	48	48	46 70	- 2 71
410	Roussel Uclaf	410	410	402	- 1 95
2790	R. Impl.Ly *	2880	2850	2910	- 2 77
152	Sade (Ny)	150	150	150	....
2050	Sagem	2070	2070	2050	- 0 97
470	Saint Gobain	498	493	486 10	- 2 39
1060	Saint Louis	1060	1058	1044	- 1 51
1300	Salomon Ly	1290	1310	1290	....
270	Salvepar (Ny)	265	265 20	265	....
1520	S A T	1485	1450	1485	....
215	Saut. Chât.	226	229	227 10	+ 0 49
865	Saupiquet (Ns)	884	865	880	- 0 45
525	Schneider	554	554	535	- 3 43
10 50	SCOA	11 35	11	10 86	- 4 41
300	Scor s.a.	329	325	325	- 1 22
325	S.E.B.	337 50	338	337 90	+ 0 12
410	Sefimeg	400	400	405	+ 1 25
120	Selectibanque	120	121	122	+ 1 67
114	Sextant A.	132 50	133	130	- 1 89
650	S F I M	610	610	603	- 1 15
141	S.G.E.	136	138	137 50	+ 1 10
405	Simco	415	419	415	....
570	Sk. Rossignol	600	617	615	+ 2 50
280	Sligos	292	282	285	- 2 40
560	Société Géné.	556	564	544	- 2 16
36	Sodexco(B)	41	....	....	....
78	Sodero(Ns)	80	80	80	....
930	Sodexho	940	948	948	+ 0 85
75	Sogenal(Ny)	79 20	79 20	79	- 0 25
480	Sogerap	474 10	472 10	473	- 0 23
1070	Sous-Allib.	1090	1072	1067	- 2 11
370	SOPHIA	376	376	377	+ 0 27
815	Sovac	848	843	848	....
235	SPEP	240	234	234 60	- 2 25
215	Spie-Batignol.	219 50	220	216 10	- 1 55
500	Strafor Facom	495	505	495 20	+ 0 04
230	Suez	243 20	241	238 10	- 2 10
1090	Synthélabo	1148	1144	1143	- 0 44
113	Thomson CSF	116 10	116	113	- 2 67
235	Total	244 10	243 50	242 10	- 0 82
143	- (certif.)	143	142 50	143	....
158 50	Truffaut Fin.	158 50	....	....	....
410	U.A.P.	407 60	385	386	- 5 28
184	U F B Locab.	186	186 80	185 80	- 0 11
150	U.G.C. DA (Robert)	150	151	151	+ 0 67
450	U I C	456	459	455	- 0 22
430	U I F	420	411	430	+ 2 38
700	U I S	710	....	....	....
370	Unibail	377	372	377	....
640	Valéo	645	650	651	+ 0 93
118	Vallourec	118 50	120 90	122 90	+ 3 71
210	Via Banque	208 10	210	210	+ 0 91
240	Worms et Cie	244	244	244	....
1230	Zodiac	1218	1200	1200	- 1 48
865	Elf Gabon	872	872	865	- 0 80
83	Amax	87 10	86	86	- 1 26
155	Amer. Barrick	154 90	154 50	154 50	- 0 26
104	Amer. Express	109	107 20	106 50	- 2 29
215	A.T.T.	232 40	231	231	- 0 60
98	Anglo Amer.C.	101 10	100 50	103	+ 1 88
189	Amgold	193 80	193 80	193 80	....
179	Banco Santander	190 50	190 50	190 50	....
720	B.A.S.F.	722	733	727	+ 0 69
865	Bayer	909	919	909	....
42	Blenheim Plc	44 95	43 90	43	- 4 34
25	Buffelsfont.	24 65	....	....	....
121	Chase Manh.	125 10	125 10	124 80	- 0 24
1890	Daimler Benz	1888	1886	1840	- 2 54
60	De Beers	60	60	60 30	+ 0 50
2280	Deutsche Bank	2300	2295	2250	- 2 17
1240	Dresdner Bank	1260	1242	1192	- 5 40
40	Driefontein	39 80	39 50	39 20	- 1 51
235	Du Pont-Nem.	245 20	250 40	250	+ 1 96
215	Eastman Kodak	219	217 40	215	- 1 83
9 50	East Rand	9 40	9 35	9 30	- 1 06
28	Echo Bay	28 10	28 25	28 70	+ 2 14
144	Electrolux	151 60	151	151	- 0 40
101	Ericsson	106 50	104 50	104 50	- 1 88
315	Exxon Corp.	323 70	326 10	325 20	+ 0 46
198	Ford Motor	202	211 40	210	+ 3 96
27	Freegold	28 80	27 55	27 80	- 2 80
11 50	Gencor	11 80	11 65	11 50	- 2 54
390	Gén. Elect.	395	398 40	400	+ 1 01
166	Gén. Motors	173	170	170	- 1 73
290	Gén. Belgique	297 50	296 10	296 10	- 0 47
33	Gd. Métropol.	33	33 70	33	....
45	Guinness	46	46 40	44 10	- 4 13
19	Hanson PLC	19 25	19 25	19	- 1 30
10	Harmony Gold	8 75	9 90	8 60	- 1 54
280	Hewlett Packard	291	286	291	....
30	Hitachi	30 45	30 30	30 40	- 0 16
800	Hoechst	828	825	816	- 1 45
63	Homestak.	63	62 50	63	....
86	I.C.I.	86 80	86	86	- 0 92
350	I.B.M.	336 50	342	345	+ 2 53
330	I.T.T.	340	344 40	345	+ 1 47
156	Ito Yokado	155	156	154 10	- 0 58
48	Matsushita	47 90	47 90	48	+ 0 21
215	Mc Donald's	235	237 80	238	+ 1 28
210	Merck	225 20	225 50	225 50	+ 0 13
515	Minnesota M.	531	533	535	+ 0 75
35	Mitsubishi	36 05	36	36 05	....
320	Mobil corp.	330	336 70	331 80	+ 0 55
315	Morgan J.P.	325	321 20	325	....
3780	Nestlé	3900	3880	3841	- 1 51
111	Norsk Hydro	111	109 50	108 30	- 2 43
64	OFSI	66	67 40	66 10	+ 0 15
1180	Petrofina	1276	1256	1280	+ 0 31
395	Philip Morris	403	398	400	- 0 74
80	Philips	61 50	60 20	59	- 4 07
60	Placer Dome	59	59 80	59	....
285	Procter Gamble	274	279	279	+ 1 82
153	Quilmès	155	150	150	- 3 23
14 50	Randfontein	14	14	13 80	- 1 43
240	Rhone Poul. Rorer	248	248 80	248 60	+ 0 24
430	Royal Dutch	435	434 10	435 50	+ 0 11
52	R T Z	51	50 15	50 15	- 1 67
12 50	Saat.& Saatchi	12 50	12 15	12 25	- 2 00
19 50	St Helena	20	19 95	20	....
340	Schlumberger	346	348	347 80	+ 0 52
44	Shell transp.	44 30	44 10	44 10	- 0 45
1890	Siemens	1941	1949	1934	- 0 36
173	Sony	170 80	170 40	170 50	- 0 18
70	Sumitomo Bank	71 70	72 45	71 90	+ 0 28
139	T.D.K.	133	132 60	132 60	- 0 30
44	Telefonica	45 50	44 20	45 30	- 0 44
23	Toshiba	24 40	24 40	24 45	+ 0 20
560	Unilever	580	577	576	- 0 69
230	Unit.Techn.	233	232 10	232 10	- 0 39
158	Vaal Reefs	152	153 60	155 40	+ 2 24
915	Volkswagen	825	934	934	+ 0 97
210	Volvo	226 90	....	....	....
63	West. Deep	65	67 50	66	+ 1 54
395	Xerox Corp.	405 40	....	....	....
105	Yamanouchi	105 80	106	105 60	- 0 19
3 62	Zambia Cop.	3 88	3 90	3 74	- 3 61

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 9,8%78	....	....
10,80% 79/94	102 60	1 59
Emp.Etat 13,4%83	104 85	11 42
Emp.Etat 12,2% 84	100	12 16
10,26% mars 86	....	6 46
OAT 10% 5/2000	110 25	4 21
OAT 9,9% 12/1997	107 06	8 65
OAT 9,8% 1/1996	104 48	7 28
PTT 11,2% 85	107 20	9 30
CFF 10,30% 86	103 30	7 14
CFF 10,25% nov 90	109	6 37
CNA 10 % 1979	....	6 19
CNB Bques 5000F	99 07	2 77
CNB Paribas 5000F	97 60	2 77
CNB Suez 5000F	....	2 77
CNI 1/82 5000F	98 50	2 77
CNT 9 % 86	....	4 52
CRH 10,90% déc.85	110 10	8 12
CHARB FCE 3% 100	....	....
CNCA	1065	....
Carps	....	....
Alcatel 6 % janv. 89	638	....
Ly. Eaux cv 6,5%	780	....
Thoms. cv 9,2% 88	670	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Applications Hydr.	1525	....
Arbel	398 80	405
Bains C.Monaco	900	940
B.Hypoth.Europ.	300	300
B.N.P. Intercont.	311	307
Bénédictine	2500	2539
Bidermann Internat.	450	....
Blanzy Ouest	1100	....
B T P	31	31
Cambodge	955	945
Carbone Lorraine	310	310
Case Poclain	3 40	....
C.B.C.	230	226 10
C.E.G.F (Frigor.)	580	....
Centenaire Blanzy	318	315
Ceragen	26	....
Champex Ny	34	....
CIC (CIP)	140	137 10
C.I.M.	606	....

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I.T.R.A.M. (B)	2600	....
Comiphos	606	603
Cie Industrielle	3700	3700
Cpt Lyon Alemand	306	301
Concorde	390	400
Constr.Mét.Prov.	13 90	....
Crédit Gén.Ind.	78	80
Cr Universel (Cie)	360	360
Darblay	860	....
Delmas Vieljeux	1841	1900
Didot Bottin	550	549
Eaux Bassin Vichy	3001	3000
Ecia	280	280
Ent.Mag. Paris	4200	4200
Eridania-Béghin CI	479	482
Fidei	376	376
Finalens	291 60	....
F.I.P.P.	69 55	....
F.N.A.C.	1744	....
Foncière (Cie)	425	425
Fonc.Lyonnaise	555	550
Foncina	304 90	....
France I.A.R.D.	334 50	333 50
France SA (La)	1260	1229
From. Paul-Renard	2050	....
Gaumont	382	390
Genefim	248	248
Gévelot	450	450
G.F.C.	320	328
Groupe Victoire	750	765
G.T.I (Transport)	207	215 20
Immobail	308	307 50
Immobanque	585	576
Im.Marseillaise	3940	....
Invest.(Ste Cle.)	3050	....
Lambert Frères	....	....
Lille Bonnières	940	930
Localfinancière	404 50	....
Louis Vuitton	745	749
Louvre	2020	2010
Lucia	365	....
Machines Bull	23	23 50
Mag.Uniprix	180	....
Magnant	640	....
Métal Déployé	380	....
Mors	43 70	45
Navigation (Nle)	174 60	174 50
Optorg	242 40	242 40
Oréal (CI)	509	502
Origny-Desvroise	450	546
Palais Nouveauté	1300	....
Paluel Marmont	519	....
Parfinance	154	152
Paris France	238	....
Paris Orléans	198	198
Parthena Invest.	253 10	....
Pathé Cinéma	....	....
Piper Heidsieck	880	879
Porcher	398	....
Promodès (CI)	351	....
Publicis	540	526
Rochefortaise	115	115
Rosario	135	....
Rougier	197	198
S.A.C.E.R.	425	425
S.A.F.A.A.	211	....
S.A.F.I.C Alcan	145	160
Saga	354	354
Saint Dominique (F.)	110	110
Salins du Midi	522	522
Savoisienne M.	143	....
S.C.A.C.	690	....
Senelle	511	514
S.Eaud.Part. (M)	130	....
Silic	525	515
Slavin	90	90
S.I.P.H.	108	....
S.M.C.I.	100	....
Sofal	490	....
Soffo	190	186
Soficel	1000	970
Sofitam (ex Satam)	66	66
Sofragi	2050	....
Soudure Autogène	574	584
Sovabail	269	....
Stemi	579	....
Taittinger	2075	2090
Testut-Aequitas	221	....
Tour Eiffel	208	208
Ufiner	1000	951
Vicat	460	460
Viniprix	1520	1500
Virax	120	....
Maroc Sté Brasserie	500	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	608	....
Akzo Nv Sico	385	380
Alcan Aluminium	83	....
American Brands	238	....
Arbed	440	....
Asturienne Mines	79 10	79 10
Banco Popular Espa.	430	439
B.Reglements Int.	22000	22000
Can.Pacifique	59 75	....
Chrysler Corp.	138 50	138 50
C I R	3 60	....
Commerzbank	825	....
Dow Chemical	282 80	280 90
Fiat	15 35	14 80
GBL (Brux.Lamb.)	395	377
Gevaert	830	....
Glaxo Holdings Ltd.	66 50	65
Goodyear Tire	352	....
Grace and Co (WR)	178 50	178 50
Honeywell Inc. Inc.	355	....
Johannesburg	63 80	....
Koninklijke Pakhoed	77 70	....
Kubota	22	....
Midland Bank	39	32
Noranda Mines	73 20	76
Olivetti priv.	5 90	....
Pfizer Inc.	381	385
Ricoh	22 90	....
Robeco	280	278 20
Rodamco NV	133 60	131 50
Rolinco	274 10	274 20
Saipem	4 40	....
Sema Group	22 10	....
SKF Aktiebolaget	65	....
Tenneco Inc.	155	197 50
Thorn Electrical	80	....
Toray Ind.	22	....
West Rand Cons.	4 20	4 20

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	727	....
Calciphos	70	....
C G H Cogedhor	8	....
Copatex	615	....
Drouot Assurances	....	....
Electro-Banque	....	....
Europ. Accum.	78	....
Europ Soulms Ind.	12 20	....
Gachot S.A.	43	43
Guy Degrenne	354	365
Lecteurs du Monde	165	....
Nicolas	1050	....
Particip. Percier	300	....
Quadrant	40	....
Rorento N.V.	231	233 60
St-Gobain-Emballage	1600	....
Schlumberger Ind.	580	....
S.E.P.R.	1440	....
S.M.T. Goupil	1 05	....
S.P.R. act. B	225 60	....
Waterman	1100	....

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 28/10	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	5 217	....	4 9	5 4
Ecu	6 647	....	....	....
Allemagne (100 dm)	339 220	....	328	348
Belgique (100 F)	16 474	....	15 9	16 9
Pays-Bas (100 fl)	301 460	....	290	310
Italie (1000 lires)	3 918	....	3 5	4 2
Danemark (100 krd)	88 230	....	83	91
Gde-Bretagne (1 L)	8 202	....	7 9	8 7
Grèce (100 drachmes)	2 617	....	2 3	3
Suisse (100 f)	380 700	....	368	388
Suède (100 krs)	90 010	....	85	93
Norvège (100 k)	83 140	....	78	86
Autriche (100 sch)	48 212	....	46 6	49 6
Espagne (100 pes)	4 782	....	4 5	5
Portugal (100 esc)	3 805	....	3 3	4 1
Canada (1 $ can)	4 194	....	3 9	4 3
Japon (100 yens)	4 264	....	4 1	4 3

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 28/10
Or fin (kilo en barre)	56700	56500
Or fin (en lingot)	56800	56700
Napoléon (20f)	323	322
Pièce Fr (10 f)	445	.....
Pièce Suisse (20 f)	325	326
Pièce Latine (20 f)	331	316
Souverain	429	429
Pièce 20 dollars	2080	1995
Pièce 10 dollars	997 50	990
Pièce 5 dollars	575	.....
Pièce 50 pesos	2150	2120
Pièce 10 florins	339	332

SICAV (sélection) 27/10

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilion	189 44	184 37
Améri-gan	7250 95	6972 07
Amplitude	601 19	583 69
Associc	1143 65	1143 65
Atout Futur	402 64	392 72
Aurecic	1083 65	1061 80 •
Avenir Alizes	1706 06	1672 61
Axa Capital	176 12	170 99
Axa Court Terme	8266 27	8266 27
Axa Cro.Ex.Or.Inve.	877 48	851 93
Axa.Ep.Fr.Ex Agepargn	763 50	741 26
Axa Europe	123 52	119 92
Axa Investments	104 26	101 22
Axa NPL	111 05	107 82
Axa Ob.Fr.Extrans.	145 56	141 32
Axa.Ob.Ia.Ex Mu.U.Sa.	132 45	128 59
Axa Prem.Ex Agepre.	119 79	116 30
Axa Sél.Ex.Dr.Séle.	145	140 78
Axa Valeurs PER	117 54	114 12
Cadence 1	1064 44	1033 76
Cadence 2	1063 34	1042 49
Cadence 3	1054 92	1034 24
Capimonétaire	6536 93	6530 40
Capiobfig	6704 48	6673 02
Capitacic	1374 02	1353 71
Cossis	1376 28	1342 71
Comptavalor	3650 56	3645 09
Convertimmo	318 63	312 38
Credinter	424 92	412 54
Crédit Mutuel Capital	1332 99	1306 85
Cred.Mut.Ep.Cour.T.	695 22	695 22
Cred.Mut.Ep.Indes	92 88	90 39
Cred.Mut.Ep.J.	72283 60	72283 60
Cred.Mut.Ep.long.T.	189 70	184 62
Créd.Mut.Ep.Monde	1087 03	1067 94
Cred.Mut.Ep.Quatre	1104 19	1074 64
Diezé	1295 40	1264 78
Drouot France	817 33	793 52
Drouot Sécurité	221 55	215 10
Ecocic	1064 04	1033 05
Ecuper	124 93	121 29
Ecureuil Capitalisation	2871 42	2844 97
Ecureuil Géovaleurs	2301 83	2234 79
Ecureuil Invest.	147 63	143 33
Ecureuil Monepremière	69829 91	69829 91
Ecureuil Monétaire	40918 31	40918 31
Ecureuil Trésorerie	2523 20	2523 20
Ecureuil Trimestr.	2056 06	2035 70
Elancial	106 99	103 87
Energia	265 66	253 61
Epacic	3745 99	3745 99 •
Epercourt-Sicav	4486 35	4476 15
Epargne Associat.	26340 77	26040 85
Epargne Capital	11213 34	11102 32
Epargne Croissance	1651 22	1607 03
Epargne Obliga.	202 52	197 10
Epargne Première	14954 43	14843 11
Epargne-Unie	1253 36	1222 79
Epargne Valeur	424 09	412 74
Eull Cash capi.	8242 59	8242 59 •
Eufimest capi.	582 78	585 22 •
Euro Solidarité	1064 11	1053 57
Eurocic Leaders	974 64	946 25
Eurodyn	1102 76	1075 86
Euro Gan	5784 60	5562 12
Europa Nouvelle	502 99	480 18
Fonsicav	15005 86	15005 86
France-gan	9255 91	8899 91
France Garantie	272 20	271 66 •
France Obligations	491 17	486 31
Francic	433 10	420 49
Francic Pierre	93 54	90 82
Francic-Régions	1087 38	1055 71
Fructi-Associations	36 59	36 59
Fructi-Capi	44 10	43 45
Fructidor	241 21	237 65
Fructifrance action C	868 86	847 67
Fructifrance action D	849	828 29
GAN Rendement	5204 36	5127 45
Gestilion	15432 01	15365 23
Gest.Associations	187 57	183 88
Horizon	1198 70	1163 79
HLM Monétaire	14493 30	14493 30
Indica	998 74	979 01 •
Indust.Fse.Coun.T.	1530 88	1530 88
Interépar.	106918 97	103804 83
Interoblig	14322 30	14041 47
Intersélection Fce.	507 94	497 98
Japacic	140 57	136 48
Jeunepargne	293 13	288 60
Latitude	2338 97	2335 47
Leumi C.T.	13043	13043
Leumi L.T.	6655 77	6461 91
Lion Association	11716 69	11716 69
Lion Institution	30927 91	30850 78
Lionplus	1027	1006 86
Lion Trésor	2211 84	2189 94
Lion 20 000	27238 09	27238 09
Livret Bourse Inv.	543 56	527 72
Livret Portefeuil.	684 61	664 57
Méditerranée	159 18	154 54
Mensuel CIC	10225 43	10124 19
Monedes	70880 26	70880 26
Mone.J.	37690 51	37690 51 •
Monévalor	85323 90	85323 90
Mutualité dépôts	14085 35	14057 24
Natio Court Terme	295810 00	295810
Natio-Epargne	18451 10	18266 42
Natio-Ep. Ret.	121 80	118 54
Natio Epargn.Trésor	8139 48	8123 23
Natio-Fran.index	969 12	943 18
Natio-Imm.	1048 28	1020 22
Natio-Inter	1457 60	1418 59
Natio-Monétaire	26269 17	26269 17
Natio-Opportunités	962 88	937 11
Natio-Patrimoine	1327 31	1291 79
Natio-Perspectives	994 10	967 49
Natio-Placements	66697 66	66697 66
Natio-Revenu	1050 46	1040 06
Natio Sécurité	12521 68	12521 68
Natio-Valeurs	836 03	813 65
Nippon-Gan	4577 10	4401 06
Nord Sud Dévelop.	1618 88	1615 65
Obli-Associations	159 74	158 16
Oblicic-Mondial	2666 54	2629 10
Oblicic-Régions	1054 24	1038 66
Oblifutur	2964 71	2892 40
Oblig. très court	181 33	178 65
Obliton	1400 21	1386 35
Oblisécurité Sicav	13433 62	13433 62
Oraction	1006 61	982 25
Orvalor	7206 38	7066 08
Paribas Capitalisation	1586 57	1543 42
Paribas Opportunités	120 79	115 87
Paribas Patrimoine	558 72	535 94
Patrimoine Retraite	232 74	226 18
Pervalor	606 40	584 51
Placement A	1426 24	1398 27 •
Placement J	7517 24	7502 24 •
Placement M.	69786 64	69626 39 •
Placement Nord	884 19	868 85 •
Plénitude	133 48	129 59
Posta Croissance	22650 29	22627 66
Poste Gestion	68468 61	68468 61
Première Oblig.	11051 34	11040 30
Prévoy. Ecureuil	115 49	114 35
Priv'Associations	30589 03	30589 03
Proficius	967 99	944 38
Quartz	128 70	126 56
Réalvalor	671 17	658 01
Rentacic	163 26	160 85
Revenus Trimestr.	5399 69	5346 23
Revenu-Vert	1153 34	1125 21
St Honoré Vie & Santé	962 67	919 21
St Honoré Bons du Tr.	11659 62	11601 81
St Honoré Global	224 08	213 92
St Honoré Invest	743 98	710 22
St Honoré Pacifique	562 04	536 55
St Honoré PME	473 18	451 72
St Honoré Réel	15577 98	15515 92
Sécuricic	1807 69	1807 69 •
Sécuri-Gan	13347 34	13085 63
Sécuritaux	1444 71	1444 71
Sicasdan	726 37	715 64
Sicav Associations	1914 88	1914 88
SFI-CNP Assur.	638 32	619 73
S.G. Fr. oppor. C et D	1064 73	1043 65
Sicav 5.000	426 96	415 53
S.I. Est	1280 13	1242 84
Silvafrance	659 70	642 04
Sivam	382 35	372 12
Sivarente	214 76	210 55
Sivinter	417 75	408 57
S.N.I.	1092 74	1060 91
Sogenfrance C et D	1080 60	1059 41
Sogépargne	304 29	298 32
Sogevar	925 87	907 72
Soginter	1230 90	1206 76
Soleil Investissements	563 28	541 62
Solstice	2225 98	2220 43
State Street Act. Eur.	8620 93	8232 78
State Street Act. Frce.	9833 31	9546 90
St. Str. Act.Japon	10138 86	9796
State Street Emer. Mkts	10650 98	10176 99 •
St.Street OAT Plus	10754 72	10543 84
Stratégie Actions	823 37	791 70
Stratégie Rendement	1468 54	1422 31
Technocic	982 55	953 93
Techno-Gan	5405 07	5197 18
Thesora	685 73	678 94
Trésor Plus	1348 30	1334 95
Trésor Trimestriel	1053 86	1043 42
Trésoricic	135259 17	135259 17
Trilion	5208 64	5141 80
UAP Investissement	412 54	397 63
UAP Actions France	567 16	546 66
UAP Act. Select	591 21	569 84
UAP Aedificandi	512 04	483 53
UAP Altaïr	205 38	197 96
UAP Alto Sicav	163 70	157 78
UAP Moyen Terme	146 54	141 24
UAP Première Cat.	11301 82	10893 13
Uni-Associations	127 25	127 25 •
Uni-Foncier	1140 38	1112 57
Unifrance	559 33	544 71
Uni Régions	1217 45	1187 76
Univar	244 47	244 47 •
Univers Actions	1187 38	1158 42
Univers Obligations	1796 71	1752 89
Valorg	2127 46	2125 33
Valrest	55404 13	55376 44

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

CONJONCTURE

L'économie sans boussole

Suite de la première page

Les facteurs psychologiques jouent presque autant que les facteurs objectifs, qui... ne sont pas tous mauvais. Aux Etats-Unis, l'économie courbe le dos en attendant l'élection présidentielle. Mais l'envolée des commandes industrielles en septembre, la plus forte progression depuis vingt ans, ou une première estimation favorable de la croissance au troisième trimestre peuvent faire repartir la confiance plus que bien des discours électoraux...

En France, du président de la République, M. François Mitterrand, au premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, en passant par le ministre de l'économie, M. Michel Sapin, les discours se succèdent, identiques, pour vanter la bonne santé d'une économie qui a permis d'affronter victorieusement la récente tempête monétaire.

De fait, comme le souligne le bulletin *Actualité* de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), *«les données fondamentales de notre économie sont devenues remarquablement saines, et notre pays – avec une croissance voisine de 2 % cette année et environ 1,7 % l'an prochain – est la locomotive de l'Europe»*. L'inflation est bien maîtrisée. Le commerce extérieur va achever l'année avec un excédent de plus de 20 milliards de francs. Et, même trop élevé, le déficit public est encore inférieur à la moyenne européenne, au point que la France remplit aujourd'hui les critères requis pour le passage à la monnaie unique.

La déprime nourrit la déprime

Mais la «locomotive» française manque de combustible. Différents facteurs apparaissent défavorables, nourrissant de morosité et de sinistrose les chefs d'entreprise. Comme l'affirme M. Bernard Cambournac, président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, *«la sérénité apparente du discours officiel passe mal chez les patrons, petits et grands. Si les équilibres généraux sont effectivement préservés pour l'instant, la reprise n'est pas là et paraît s'éloigner encore»*.

La demande interne est frappée d'atonie, le chômage, les incertitudes politiques et économiques et la cherté du crédit alimentant la stagnation de la consommation, alors que le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages continue de progresser. Les carnets de commandes des entreprises sont plats. La baisse de l'investissement industriel est continue depuis sept trimestres et risque d'atteindre en 1992 un niveau équivalant à celui de 1991 (– 6 % en valeur et – 8 % en volume). Pour les neuf premiers mois de l'année, le tribunal de commerce de Paris a enregistré une hausse de 30 % en nombre et de 32 % en valeur des dépôts de bilan. Le bâtiment est sinistré et même le secteur des services est touché!

Alors que les licenciements économiques se multiplient, la récente embellie des chiffres du chômage a toutes les chances de n'être que de courte durée, la marche vers le seuil des 3 millions de demandeurs d'emploi se poursuivant inexorablement, faute d'une croissance suffisante. Perspective d'autant plus sombre que l'environnement international est maussade.

La reprise de l'économie américaine – qui représente à elle seule 38 % de la production des vingt-quatre pays de l'OCDE – est plus qu'hésitante. La récession britannique se poursuit. Le ralentissement japonais se précise. La détente des taux d'intérêt, si elle est réelle, demande à être confirmée et amplifiée. L'économie mondiale semble en panne, chacun des grands pays industrialisés agissant au nom de ses seuls intérêts, malgré les expressions officielles de solidarité et les vœux pieux collectionnés lors des différentes réunions du G7. Pis, la menace d'une relance de la guerre commerciale couve derrière l'interminable Uruguay Round, commencé en 1986...

Si la réalité est moins rose que le laissent entendre les discours officiels, les facteurs psychologiques cachent une réalité meilleure qu'elle n'apparaît. La déprime nourrit la déprime. Et les pessimistes peuvent être victimes du même aveuglement que les optimistes. Si la situation des entreprises industrielles s'est dégradée en 1991, selon l'enquête de la Centrale des bilans menée par la Banque de France, elle est bien meilleure qu'au début des années 80. Ainsi, le taux de marge brute d'exploitation (excédent brut d'exploitation sur chiffre d'affaires) a baissé en 1991 pour se situer à 9,2 %, mais il est supérieur à ceux de 1981 (8,3 %) ou de 1984 (6,7 %).

Par rapport au financement propre des entreprises, leur taux d'endettement est tombé, en 1991, à 38,8 %, ce qui est, selon l'UIMM, *«le niveau le plus bas depuis au moins quinze ans»*. Et le baromètre American Express-Europe 1 d'octobre (1) montre que, si 78 % des patrons de PME jugent l'environnement français défavorable, ils sont 60 % à trouver bon *«le moral de leurs troupes»* et 53 % à être confiants dans *«le développement de leur entreprise pour les trois prochains mois»*. Au-delà, la visibilité est nulle.

Croissance lente ?

La morosité économique actuelle s'explique par le fait que les entreprises sont confrontées à une accumulation d'incertitudes. Rien d'étonnant si, dans un environnement de plus en plus aléatoire, on hésite à faire tourner les modèles économétriques. Même le commissariat au Plan en France est devenu prudent, plus encore que l'Agence de planification économique au Japon. Pas plus que le Xe Plan (1989-1992), le XIe Plan *(1993-1997), qui couvrira la* période entre le grand marché unique européen et... la monnaie unique, ne contiendra d'objectifs chiffrés. Mais il aura bien du mal à *«éclairer le fonctionnement du marché»*, pour répondre aux finalités du commissaire général, M. Jean-Baptiste de Foucauld. D'autant qu'il ne sera présenté au Parlement qu'en avril 1993. L'économie navigue sans boussole. L'UIMM a beau jeu d'ironiser sur les experts qui annoncent maintenant la reprise pour la fin de 1993 ou le début de 1994. *«Ils ne prennent pas beaucoup de risques. Dans un an, on aura oublié leur pronostic, qu'ils aient eu tort ou qu'ils aient eu raison.»*

L'économie des pays industrialisés est-elle condamnée à la croissance lente, celle qui, en deux siècles, a marqué la plus grande partie de l'histoire du capitalisme, une fois refermée la parenthèse des «trente glorieuses» de l'après-guerre? Bien peu d'experts prennent le risque de répondre à la question.

Seule certitude : l'océan va être encore agité en 1993, et la visibilité faible. Aux Etats-Unis, où les consommateurs peuvent désormais emprunter à des taux quasiment équivalents à l'inflation, le désendettement de l'Etat fédéral, des entreprises et des ménages est déjà amorcé, mais il prendra du temps. Si M. Bill Clinton est élu et réussit à rendre confiance, une vraie reprise a des chances de s'amorcer.

Prudence des programmes et des promesses

En Europe au contraire, l'institut de conjoncture Rexecode, proche du patronat, prévoit un fléchissement d'activité chez l'ensemble des partenaires de la France, avec la poursuite du ralentissement en Allemagne et les effets dépressifs des politiques d'assainissement en Italie ou en Espagne. Autant dire qu'en France le commerce extérieur ne tirera plus avec autant de force la croissance, nos exportations étant de plus pénalisées par la réévaluation du franc face aux monnaies faibles du système monétaire européen (livre sterling, lire, peseta).

L'impulsion viendra-t-elle d'une reprise de la consommation? C'est une hypothèse à prendre en compte. Plus la perspective – tant attendue et désormais espérée avec l'amorce d'un assouplissement de la Bundesbank – d'une baisse du loyer de l'argent se précise, moins on semble en attendre d'effet décisif sur l'activité.

Entre la fin 1992 et la fin 1993, Rexecode envisage parallèlement en France et en Allemagne une baisse de près de 3 points des taux à trois mois et de 1 point des taux longs, ce qui ne pourrait qu'améliorer le climat. Mais, déjà, cette diminution ne semble plus offrir de garanties suffisantes pour stimuler une activité en recul dans de nombreux secteurs... Trop tard? La dynamique de la dépression serait-elle devenue irrésistible avec des consommateurs consommant moins, des investisseurs investissant peu, des recettes fiscales en chute libre, un déficit budgétaire des administrations publiques ascendant et un chômage aussi fort qu'incompressible? Parier sur une telle déprime, c'est aussi s'y résigner et l'entretenir.

Si l'économie est autant déboussolée, l'explication est peut-être aussi à chercher du côté de ceux qui exercent le pouvoir économique. Dans les entreprises privées, la crise rend les actionnaires plus exigeants. Ils demandent plus de comptes à leurs managers et n'hésitent pas à les sanctionner (*le Monde* du 27 octobre), alors même que la visibilité est quasi nulle. Le débat est relancé entre les partisans d'une relance inflationniste et les gardiens d'une stricte rigueur monétaire.

Dans plusieurs grands pays, le pouvoir politique vacille ou est affaibli. En Grande-Bretagne, M. John Major esquisse un changement de politique, mais est contesté dans son propre parti. En Allemagne, le débat sur le financement de l'unification met en difficulté le chancelier Kohl. Aux Etats-Unis, M. George Bush, donné perdant à cause de son bilan économique, devient le challenger de M. Clinton. En France, M. Bérégovoy tente de garder le cap et de résister aux pressions d'un Parti socialiste qui attend une inflexion sociale pour limiter la casse aux prochaines élections législatives, sur fond d'interrogations sur la nouvelle cohabitation de 1993 et les intentions de M. Mitterrand.

Les marges de manœuvre devenant partout plus limitées, en Europe plus encore dans la perspective de l'Union économique et monétaire prévue par le traité de Maastricht, les programmes économiques sont prudents. En France, ceux qui aspirent à la relève prétendent d'abord remettre la machine en route, notamment en abaissant les charges et en améliorant les conditions de financement des entreprises.

M. Edouard Balladur publie un *«dictionnaire de la réforme»* et avance ses priorités, mais se défend d'avoir un programme de gouvernement. Et M. Raymond Barre invite à la *«plus grande circonspection»* en matière de *«programmes et de promesses»*, se bornant à rappeler quelques exigences : désinflation, stabilité du franc, maîtrise des dépenses publiques et sociales, accroissement de l'épargne et de l'investissement. Les partis de droite ne sont plus les seuls à envisager de nouvelles privatisations, les uns et les autres sachant que le marché financier ne permettra sans doute pas de grandes audaces. Bref, le temps des recettes miracles et des changements radicaux est périmé.

Un changement politique ne suffira pas à redonner une boussole à l'économie. Les capitaines sont devenus modestes. De salutaires questions sont à nouveau posées, celles notamment qui portent sur le rôle de l'Etat dans la conduite de la politique économique. Si l'Etat ne peut pas décréter la croissance et la création d'emplois, doit-il renouer avec une nouvelle forme d'interventionnisme afin de *«participer à la gestion des grands ajustements économiques structurels»*, selon la formule de M. Dominique Strauss-Kahn (*le Monde* du 23 octobre) ?

Le ministre de l'industrie, dont la démarche est proche de celle de ses collègues libéraux ou conservateurs japonais, allemand et britannique, envisage une nouvelle coopération entre les pouvoirs publics et les entreprises, l'Etat jouant un rôle de *«catalyseur d'alliances»*. La main invisible du marché a montré ses limites. *«Donnons le sentiment qu'une main ferme est à la barre*, explique l'économiste Anton Brender, dans *l'Evénement du jeudi* du 22 octobre, *et on aura déjà fait un grand pas sur la voie de la reprise.»*

Déboussolés, les acteurs économiques ont besoin de reprendre confiance. Manquent encore les signes capables de les convaincre que la barre est bien tenue et que les politiques économiques des grands pays industrialisés sont claires et cohérentes. Ce que l'on appelle la coopération internationale, qui s'avère plus nécessaire que jamais. Faute de quoi la stagnation économique se doublerait d'une déprime sociale.

MICHEL NOBLECOURT

(1) Enquête réalisée par IDSI auprès de 500 patrons de PME (entre 5 et 200 salariés) du 28 septembre au 1er octobre.

Selon les principaux instituts de conjoncture

La croissance économique s'annonce faible en Allemagne en 1993

Les ministres allemands des finances, M. Theo Waigel, et de l'économie, M. Jürgen Möllemann, se sont estimés confortés par le diagnostic de l'économie allemande publié mardi 27 octobre à Bonn par les cinq principaux instituts de conjoncture du pays (*le Monde* du 28 octobre). Les fédérations patronales y ont vu surtout une confirmation de leur crainte que 1993 ne commence par une période de récession, tandis que les syndicats ont réagi avec acrimonie aux appels à la modération salariale. Les cinq instituts prévoient que la croissance économique sera limitée à 1 % cette année, et ne dépassera pas 0,5 % en 1993.

«Le rapport confirme mon cap de politique financière : les augmentations d'impôts et de prélèvements ne peuvent entrer en ligne de compte que lorsque toutes les possibilités d'économies du côté des dépenses ont été épuisées», a déclaré M. Waigel, critiquant ouvertement l'intention affichée par le chancelier Helmut Kohl et son parti d'augmenter les impôts en 1995. M. Möllemann a pour sa part souligné que tous les intervenants devaient comprendre qu'il serait *«incompréhensible et dangereux»* de privilégier les intérêts individuels par rapport aux considérations globales.

La Fédération de l'industrie allemande (BDI) a de son côté estimé que le rapport des cinq instituts de prévisions confirmait sa crainte que *«l'économie ouest-allemande traverse une récession pendant les six prochains mois»*. Si l'Assemblée des chambres d'industrie et de commerce allemande a jugé le diagnostic économique *«trop optimiste»*, la Fédération des syndicats (DGB) a souligné que le rôle des salaires dans une relance de l'économie est-allemande avait été *«largement surévalué»* par les économistes.

La morosité persiste chez les industriels français

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) a publié, mardi 27 octobre, son enquête mensuelle auprès des industriels français. Selon les *«perspectives générales»* présentées par l'étude, *«les chefs d'entreprise font preuve d'un grand pessimisme sur l'évolution de l'activité dans les mois à venir»*. La production a en effet reculé au troisième trimestre dans la plupart des branches d'activité, à l'exception des biens de consommation.

Selon les industriels, les prix pourraient baisser dans les prochains mois, alors que les principales analyses de conjoncture prévoient une hausse modérée. L'INSEE rappelle que cette enquête a été menée en pleine crise monétaire du SME, *«ce qui a pu influencer négativement»* la réponse des personnes interrogées.

COMMUNICATION

Mauvais résultats pour l'hebdomadaire

Le personnel de «l'Express» s'inquiète d'éventuels licenciements

L'émotion est grande à *l'Express* après les déclarations faites la semaine dernière par son PDG, Mme Françoise Sampermans, au comité d'entreprise (CE). Elle l'a informé, pour consultation, des modalités du groupement d'intérêt économique (GIE) créé récemment avec *le Point* (*le Monde* du 18 septembre). Mais elle a aussi confié qu'en l'absence d'une telle création elle *«s'apprêtait à procéder à 150 licenciements, dès décembre»*, au sein de l'hebdomadaire, ce qui économiserait environ 60 millions de francs.

Mme Sampermans s'est fondée sur les mauvais résultats du journal : comme le reste de la presse écrite, *l'Express* a vu ses performances publicitaires décliner, notamment en matière de petites annonces. En 1993, le GIE devrait faire économiser 30 millions de francs aux deux titres – en coût de fabrication, achat de papier, etc., – ce qui *«adoucirait»* le plan de restructuration auquel elle devrait éventuellement procéder au printemps. Mais le PDG a précisé qu'il s'agissait, pour l'instant, de sensibiliser les salariés à la situation.

Inquiet, le personnel de *l'Express* parle d'un *«chantage»* exercé par Mme Sampermans pour lui faire accepter un GIE *«dont on ne voit pas réellement l'intérêt»*. Les délégués du CE ont appelé les 390 salariés du journal à une assemblée générale le 28 octobre.

Y.-M. L.

Devant la commission d'enquête parlementaire

MM. Jeanneney et Zuccarelli refusent la fatalité d'un déclin de la presse

Il n'y a pas de fatalité, ni d'un déclin de la presse ni d'un échec communautaire pour le financement de la télévision du futur : c'est en substance ce qu'ont déclaré, mardi 27 octobre devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur la situation de la presse et de l'audiovisuel, les ministres concernés. M. Emile Zuccarelli, ministre des postes et télécommunications, a vanté le *«bon accord»* sur l'utilisation du satellite Télécom 2A, qui réserve quatre canaux à la norme D2 MAC et donc promet un *«format d'avenir»*, le 16/9, sans créer de monopole. Il était *«indispensable»* pour aborder les négociations sur les crédits européens en faveur de la télévision améliorée avec des projets concrets. Et si le ministre attend de la réunion de Luxembourg, le 19 novembre, des crédits inférieurs au niveau prévu de 850 millions d'écus, il conserve «bon espoir» d'obtenir des crédits *«à un niveau suffisant»*.

Pour sa part, M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat chargé de la communication, s'est interrogé en historien sur le déclin de la presse française sur un siècle. Evoquant des prix et coûts élevés et la crise de la publicité, dont il serait dangereux de croire qu'elle est seulement conjoncturelle, il a souhaité une meilleure adéquation des produits à leurs lecteurs, tout en notant qu'il faut *«résister à quelques tentations fétides qui pourraient nous venir de l'étranger»*. Le secrétaire d'Etat à la communication a évoqué les améliorations possibles des aides à la presse. Favorable à un système de garantie de prêts, le gouvernement ne serait pas hostile à une taxation des journaux gratuits. Après en avoir évalué les conséquences, car il note que ce secteur concentré (quatre éditeurs contrôlent 80 % des titres) collecte 5 milliards de francs de recettes, autant que la publicité de la presse quotidienne régionale, M. Jeanneney a estimé que les équilibres de la radio avaient été *«mieux préservés que ceux de la télévision ou de la presse»* depuis dix ans. Il s'est félicité du *«redressement»* de France 2 et France 3, dont la fusion sortait toutefois du cadre de la loi, et s'est opposé à la nomination de leur président commun par le gouvernement.

M. C.-I.

Mise au point

A la suite de la diffusion, lundi 26 octobre, d'une séquence de l'émission «Sauve qui veut» animée par François de Closets sur France 2, la direction du Monde *fait la mise au point suivante :*

L'émission «Sauve qui veut» donnait comme exemple de mauvaise gestion de friche industrielle le site d'Ivry sur lequel sont situés le bâtiment administratif et l'imprimerie du *Monde*. Or cette émission a présenté une version incomplète et comportant de nombreuses erreurs.

Le terrain possédé par *le Monde* à Ivry depuis 1987 est une partie de l'ancien site industriel de l'usine SKF, site que la mairie d'Ivry avait acheté en 1986 et mis en état en vue de nouvelles implantations pour création d'emplois.

Au début du mois de juillet 1992, la direction du journal a reçu un texte de l'association Robin des bois signalant que des résidus de pyralène auraient été déversés sur le site lors de l'élimination des transformateurs de l'usine SKF. La direction a immédiatement communiqué l'information au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail du *Monde*, dont une réunion était prévue le 10 juillet et, en accord avec ce dernier, a décidé :

– de faire analyser l'air et les poussières et de confier à un bureau spécialisé une mission de carottage et d'analyse du sous-sol;

– de s'informer de manière précise sur les effets possibles du pyralène ;

– de demander à la mairie d'Ivry de lui communiquer toute information en sa possession.

Le 28 juillet, un bulletin interne informait l'ensemble du personnel des faits et de ces démarches. Depuis juillet, toutes les analyses d'air et de poussières se sont révélées négatives. Les carottages, effectués par le BRGM (le Bureau de recherches géologiques et minières est un organisme public), sont en cours.

Les experts consultés ont confirmé que le pyralène ne pouvait avoir d'effet qu'en cas d'incendie, de contact direct sur la peau ou d'inhalation prolongée, et qu'en conséquence il n'existait aucun risque pour le personnel d'Ivry. A supposer qu'il se trouve des traces de pyralène dans le sous-sol du site, il ne pourrait y avoir d'émanation à travers la dalle de béton du bâtiment ou la couche de goudron des parkings de surface.

Enfin, la mairie d'Ivry, qui, en 1987, avait précisé par écrit que les transformateurs de l'ancienne usine SKF avaient été déménagés, n'a pas répondu à nos demandes d'information.

D'autre part, au premier semestre 1992, plus de deux ans après l'installation du *Monde* sur le site, plusieurs membres du personnel occupant deux endroits différents de l'immeuble ont été incommodés par des irritations de la peau et des voies aériennes. Ces irritations, très probablement dues à la présence dans l'atmosphère de traces de laine de verre en liaison avec des travaux d'aménagement de bureau, ont disparu à la fin de ces travaux.

L'équipe qui, pour le compte de France 2, a filmé dans les locaux du *Monde* avait interviewé le médecin du travail de l'entreprise, mais au montage ce témoignage a été supprimé.

On ne peut que regretter une telle légèreté.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* des lundi 26 et mardi 27 octobre 1992 :

UN DÉCRET

– N° 92-1166 du 21 octobre 1992 relatif à la conduite en mer des navires de plaisance à moteur.

Est publié au *Journal officiel* du mercredi 28 octobre :

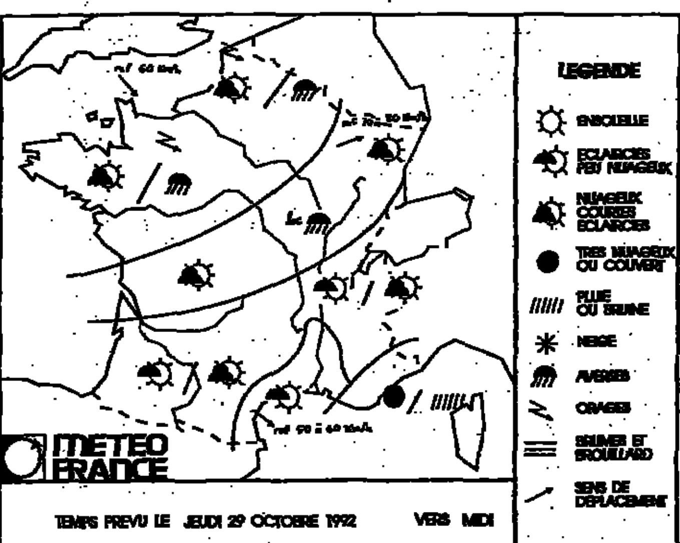
UN ARRÊTÉ

– Du 5 octobre 1992 portant modification de l'arrêté du 13 octobre 1989 relatif à la liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 OCTOBRE A 0 HEURE TUC

PRÉVISIONS POUR LE 29 OCTOBRE 1992



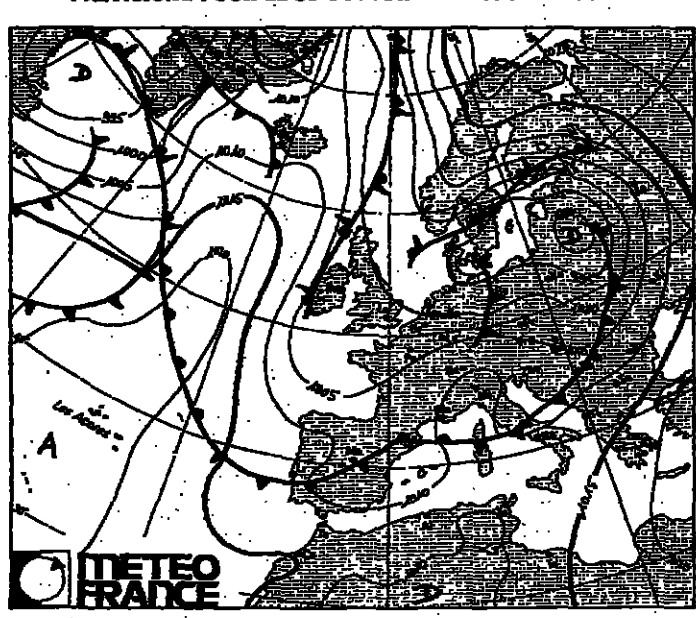
Jeudi. – Le matin, le ciel sera très nuageux de la Bretagne au Nord-Pas-de-Calais avec des orages et des averses. Des Pays de Loire au Centre jusqu'aux Ardennes, les nuages et les éclaircies alterneront avec quelques averses.

Du Sud-Ouest au Massif central jusqu'au Nord-Est, nuages et éclaircies alterneront. Il neigera au-dessus de 1 800 mètres sur les Pyrénées et au-dessus de 1400 mètres sur les Alpes du Nord. Le ciel restera très nuageux du Sud-Est à la Corse avec des pluies éparses. Le Languedoc-Roussillon sera dégagé avec un vent de nord-ouest à 50 km/h.

L'après-midi, au nord d'une ligne Bordeaux-Strasbourg, le ciel restera très nuageux avec des averses fréquentes surtout vers les côtes de la Manche.

De l'Aquitaine à l'Auvergne, le soleil sera prédominant malgré des nuages. Sur les Alpes et les Pyrénées les nuages seront nombreux. Sur le Languedoc-Roussillon, la tramontane soufflant à 60 km/h en rafales chassera les nuages. Sur l'extrême Sud-Est et la Corse le temps sera nuageux avec encore quelques ondées. Les températures au matin seront comprises entre 5 et 8 degrés en général, jusqu'à 12 degrés sur le Sud-Ouest et le Sud-Est. L'après-midi, elles atteindront 12 à 14 degrés sur le Nord, 15 à 18 degrés au Sud, 18 à 20 degrés sur le pourtour méditerranéen et en Corse.

PRÉVISIONS POUR LE 30 OCTOBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 28-10-92
Valeurs extrêmes relevées entre le 27-10-1992 à 18 heures TUC et le 28-10-1992 à 6 heures TUC

FRANCE			
AJACCIO	21	11	C
BIARRITZ	17	12	P
BORDEAUX	16	12	C
BOURGES	14	8	P
BREST	12	6	D
CAEN	13	5	P
CHERBOURG	12	6	P
CLERMONT-FER.	18	11	C
DIJON	13	10	P
GRENOBLE	16	7	C
LILLE	10	7	N
LIMOGES	12	10	P
LYON	15	11	P
MARSEILLE	18	10	N
NANCY	11	8	P
NANTES	15	7	D
NICE	19	10	D
PARIS-MONTS.	12	7	C
PAU	17	11	P
PERPIGNAN	21	12	C
POINTE-A-PITRE	32	23	N
RENNES	14	6	D
ST-ETIENNE	20	12	C
STRASBOURG	9	9	P
TOULOUSE	18	9	N
TOURS	13	8	C
ÉTRANGER			
ALGER	24	12	N
AMSTERDAM	9	4	A
ATHÈNES	24	18	D
BANGKOK	32	25	N
BARCELONE	22	10	C
BELGRADE	14	6	C
BERLIN	3	2	P
BRUXELLES	9	6	C
LE CAIRE	27	18	D
COPENHAGUE	7	4	P
DAKAR	31	24	N
DELHI	32	16	D
GENÈVE	12	11	C
HONGKONG	–	–	–
ISTANBUL	18	13	N
JÉRUSALEM	22	16	D
LISBONNE	21	16	P
LONDRES	11	3	D
LOS ANGELES	21	17	N
LUXEMBOURG	7	4	P
MADRID	17	13	C
MARRAKECH	–	12	D
MEXICO	23	9	D
MILAN	17	4	C
MONTRÉAL	5	3	C
MOSCOU	–2	–5	*
NAIROBI	26	16	N
NEW-YORK	13	8	D
OSLO	–	–	–
PALMA-DE-MAJ.	23	12	C
PÉKIN	15	6	D
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	21	16	N
SEVILLE	21	15	N
SINGAPOUR	32	24	C
STOCKHOLM	3	–5	N
SYDNEY	21	16	N
TOKYO	21	12	D
TUNIS	28	13	C
VARSOVIE	3	–1	C
VENISE	17	10	N
VIENNE	9	7	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Choc

« *(Allègre)*. Bonsoir, Monsieur le premier ministre. Alors, un de vos ministres, Mme Lienemann, *crache dans la soupe? Vous* allez la renvoyer du gouvernement?

– *(Solennel)*. Pas du tout, je suis tout à fait favorable au débat d'idées... à condition qu'il ne dégénère pas en questions de personnes. Il faut que les idées s'entrechoquent.

– *(Audacieux)*. Cela va sans dire. A propos, le PS ne va pas très fort, en ce moment...

– *(Observateur)*. Hélas, ce sont *tous les partis qui ne vont pas très* fort. C'est la politique tout entière, dans le monde entier, qui ne va pas très fort!

– *(Perplexe)*. Je n'y avais pas pensé. Mais dites-moi, tous les Français s'interrogent : comment *allez-vous donc vous répartir les* rôles, avec Laurent Fabius, dans la conduite de la campagne?

– *(Explicatif)*. Les choses sont *parfaitement définies entre nous.* Laurent Fabius, qui est un ami, animera la campagne. Pour ma part, je la coordonnerai.

– *(Satisfait). Voilà donc nos télé*spectateurs soulagés. A propos, qu'attendez-vous des communistes?

– *(Rassurant). Rien, évidemment.* Mais je tiens néanmoins à préciser qu'il n'est pas question que nous privatisions la SNCF.

– *(Rassuré)*. Importante précision, en effet. A propos, *quid* de cette réforme des institutions? *Quinquennat, ou septennat non* renouvelable?

– *(Résolu)*. Je vais vous répondre très franchement. Il est très *possible* que nous procédions à une réforme des institutions, comme le président de la République l'avait laissé entendre. Le contraire n'est pas non plus à exclure. Laissez-moi simplement vous dire que nous recherchons le plus large consensus possible.

– *(Aventureux)*. Bonne idée. Faut-il enfin, comme le suggère un de vos ministres, M. Strauss-Kahn, supprimer la Haute Cour de justice?

– *(Emu)*. D'abord, permettez-moi un mot pour les victimes, devant lesquelles je m'incline parce que leur douleur, etc, etc. *(Reprenant sur lui, et pesant ses mots)*. Ensuite, je vous réponds sans ambages qu'il est tout à fait possible d'avoir un débat sur cette question. *(Franchissant le Rubicon)*. J'irai même jusqu'à dire qu'il faut peut-être réfléchir. *(Indigné)*. Mais de grâce, pas d'exploitation politicienne! »

Note : Ce dialogue est purement fictif. Il serait évidemment inconcevable sur une chaîne française, depuis que la télévision a coupé le cordon ombilical avec le pouvoir.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 28 octobre

TF 1

20.50 Variétés : Sacrée soirée.
Emission présentée par Jean-Pierre Foucault.

22.45 *Magazine : Ex libris.*
Présenté par Patrick Poivre d'Arvor. Aux portes de l'étrange.

FRANCE 2

20.50 Téléfilm : Les Cahiers bleus.
De Serge Leroy.

22.15 Visages d'Europe.

22.20 ▶ Première ligne.
Autoroutes, documentaire de Christophe *Picard, Jean-Michel Destang, Christophe de* Ponfilly.

23.15 Journal et Météo.

23.35 Magazine : Le Cercle de minuit.
Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

20.45 Magazine : La Marche du siècle.
Présenté par Jean-Marie Cavada. On ne se lasse pas d'aimer.

22.25 Soir 3 et Météo.

22.55 Mercredi chez vous.
Programme des télévisions régionales.

CANAL PLUS

En clair jusqu'à 21.00

20.30 Le Journal du cinéma.
Présenté par Michel Denisot. Spécial Jean-*Paul Belmondo.*

21.00 Cinéma : Desperate Hours. □
Film américain de Michael Cimino (1990).

22.40 Flash d'informations.

22.45 Cinéma : Burning Secret. □
Film britannique d'Andrew Birkin (1988).

ARTE

20.40 Danse : Septett Extra.
Chorégraphie de Hans Van Manen.

21.05 Documentaire : Les Musiciens du quatuor.
De Georges Zeisel et Catherine Zins. 3. Largo desolato, l'exil.

21.55 Musique : La Nuit transfigurée.
Sextuor à cordes op. 4 d'Arnold Schoenberg, par le Quatuor Schoenberg, Jan-Erik Van Regteren Altena et Taco Kooistra.

22.25 Théâtre : La Vie de Galilée.
De Bertolt Brecht, mise en scène d'Antoine Vitez.

M 6

20.35 Magazine : Ecolo 6

20.45 Téléfilm : Interdit d'amour.
De Catherine Corsini.

22.20 Téléfilm : Le Prix de la liberté.
De Gene Reynolds.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Premiers romans francophones. Avec François Samlong, Mahi Binebine, Sélim Nassib, Pierre-Robert Leclerc.

21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.

22.00 *Communauté des radios publiques de* langue française. L'art de vivre en santé : Images et recettes du Moyen Age.

22.40 Les Nuits magnétiques. Visage, visages. 2. Le visage dans tous ses états.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Radio-France) : Suite pour sept instruments op. 29, de Schoenberg ; Symphonie pour ensemble de chambre op. 21, de Webern ; Suite lyrique pour quatuor, de Berg, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Annick Minck.

22.30 Espace libre.

Jeudi 29 octobre

TF 1

15.25 Série : Hawaii, police d'Etat.

16.10 Club Dorothée.
Ricky ou la Belle Vie ; Huit ça suffit ; Clip ; Jeux.

17.25 Jeu : Une famille en or.

17.55 Série : Premiers baisers.

18.25 Feuilleton : Santa Barbara.

18.55 Magazine : Coucou, c'est nous!
Présenté par Christophe Dechavanne. Invitée : Brigitte Lahaie.

20.00 Journal, Tiercé et Météo.

20.45 Téléfilm : Jo et Milou.
De Josée Dayan.

22.25 Magazine : L'Amour en danger.
Présenté par Jacques Pradel et Catherine *Muller. Mère ou maîtresse.*

23.35 Journal, Météo et Bourse.

23.45 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.

0.40 Série : Passions.

FRANCE 2

15.30 Variétés : La Chance aux chansons
Emission présentée par Pascal Sevran. *Les* années 70.

16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres.

16.40 Feuilleton : Beaumanoir.

17.10 Magazine : Giga.
La Fête à la maison ; Lycée alpin ; Reportages ; Sauvés par le gong.

18.30 Le Jeu!
Animé par William Leymergie.

19.20 *Jeu : Que le meilleur gagne plus.*
Animé par Nagui.

20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 ▶ Magazine : Envoyé spécial.
De Paul Nahon et Bernard Benyamin. Spécial Etats-Unis. L'héritage (les Afro-Américains), d'Anne Gintzburger et Roger Motte ; L'avortement, de Michel Parbot et Bernard Dufourg ; Navajoland, de Denis Poncet et *Jean-Xavier Delestrade.*

22.20 Visages d'Europe.

22.25 Cinéma : Le Tambour. ■■■
Film franco-allemand de Volker Schlöndorff (1979).

0.45 Journal et Météo.

1.00 Magazine : Le Cercle de minuit.
Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

15.35 Série : La croisière s'amuse.

16.20 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
Présenté par Vincent Perrot.

17.55 Magazine : Une pêche d'enfer.

18.25 Jeu : Questions pour un champion.
Animé par Julien Lepers.

18.55 Un livre, un jour.
Le Désir du gène, de Jacques Testart.

19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.09 à 19.30, le journal de la région.

20.05 Jeu : Hugodélire.

20.15 Divertissement : La Classe.

20.40 INC.

20.45 Cinéma : Un prince à New-York. ■
Film américain de John Landis (1987).

22.45 Soir 3 et Météo.

23.20 Théâtre : Festival de Pau.
On purge bébé, de Feydeau, mise en scène d'Ahmed Madani ; A 0.25, L'Ours, de Tchekhov, mise en scène d'Ahmed Madani.

CANAL PLUS

15.05 Documentaire : Krafft, *la passion jusqu'au bout.*
De Denis Chegaray et Olivier Doat.

16.05 Cinéma : Danger haute tension. ■
Film américain de Paul Golding (1988).

17.35 Dessin animé : Les Razmoket.

18.00 Canaille peluche.
Beetle Juice.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Ça cartoon.
Présenté par Valérie Payet.

18.50 Le Top.
Présenté par Yvan Le Bolloc'h.

19.20 Flash d'informations.

19.30 Magazine : Nulle part ailleurs.
Best of, présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.

20.05 Sport : Football.
Saint-Etienne-Nantes, 13e journée du Championnat de France de D1.

22.35 Cinéma : Pretty Woman. ■
Film américain de Gary Marshall (1990) (v.o.).

0.30 Cinéma : Deux drôles d'oiseaux. ■
Film américain de Michael Apted (1981).

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Documentaire : You'll Never Walk Alone.
D'Evelyne Ragot et Jérôme de Missolz (rediff.).

18.15 Court métrage : Spare Time.
De Humphrey Jennings (rediff.).

19.00 Documentaire : Villa Sunset.
De Poul Martinsen.

19.55 Série : Monty Python's Flying Circus.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique : Créer en URSS.
Soirée réalisée par Jacques Baynac et Philippe Nahoun.

20.41 Entretien : Le Monde de l'art avant la révolution.
Avec Efim Etkind.

20.55 Cinéma : Le Thème. ■■■
Film soviétique de Gleb Panfilov et Alexandre Tchervinski (1979) (v.o.).

22.30 Portrait : Vladimir Vissotsky.

22.50 Documentaire : Créer en URSS.
Efim Etkind, professeur à l'université Parix-X, sert de guide à travers la création picturale, musicale, littéraire et cinématographique depuis les premières années de la révolution en URSS. Montage d'archives.

23.45 Documentaire : Créer après l'URSS.
En compagnie de l'écrivain russe Limonov. La création après la chute du communisme.

M 6

14.50 Magazine : Destination musique.

17.15 Jeu : Zygopolis.

17.35 Série : Campus Show.

18.05 Série : Equalizer.

19.00 Série : Les Routes du paradis.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Série : Madame est servie.

20.35 Météo 6.

20.45 Cinéma : Le Phare du bout du monde. ■
Film hispano-américain de Kevin Billington (1971).

23.00 Téléfilm : Six pour un magot.
De Boris Sagal

0.20 Magazine : Fréquenstar.

FRANCE-CULTURE

20.30 Avignon 92.
Pontormo, de Denis Bélanger et Michel Ouimet.

21.30 Profils perdus. Claude Morgan.

22.40 Les Nuits magnétiques.
Visage, visages (3).

0.05 Du jour au lendemain.
Avec Colette Deble (Partie de dominos).

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné les 19 et 20 mars à Stuttgart) : De profundis pour orchestre de chambre, d'Avni ; Concerto pour violoncelle et orchestre no 1 en mi bémol majeur op. 107, de Chostakovitch ; Symphonie no 6 en ré majeur op. 60, de Dvorak, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart, dir. Yuri Ahronovitch ; Heinrich Schiff, violoncelle.

23.09 Ainsi la nuit. Quatuor à cordes no 2, de Sauguet ; Sonate pour violoncelle et piano op. 65, de Koechlin ; Quatuor à cordes no 18 op. 308, de Milhaud ; Chant élégiaque pour violoncelle et piano, de Schmitt.

0.33 L'Heure bleue. Jazz s'il vous plaît, par André Clergeat.

Le Monde

Tout en réaffirmant son « adhésion à la Communauté »

Le Danemark va demander un statut spécial au sein de l'Union européenne

Le premier ministre conservateur danois, M. Poul Schlüter, a annoncé, mardi soir 27 octobre, à l'issue d'une ultime réunion avec les leaders de l'opposition de centre gauche, qu'un accord final était intervenu sur *« un compromis national »* pour résoudre la question du rejet du traité de Maastricht. Ce compromis a été accepté par l'ensemble des partis représentés au Parlement, à l'exception de l'extrême droite.

La solution danoise, qui sera présentée, vendredi, à la commission parlementaire des marchés, puis début novembre aux partenaires européens, réaffirme notamment *« la volonté du Danemark de maintenir son adhésion à la Communauté »* tout en rejetant des points-clés du traité de Maastricht qui altèrent, selon Copenhague, sa souveraineté. Cette solution préconise l'octroi par les Onze d'un statut particulier au Danemark le dispensant de s'engager dans la troisième phase de l'Union économique et monétaire (UEM), dans la politique de défense, d'asile et de police commune ainsi que dans la citoyenneté européenne. Sur ce dernier point, le compromis reconnaît toutefois le droit de vote et d'éligibilié des ressortissants de la CEE vivant au Danemark dans les élections municipales et européennes.

Cet arrangement spécial, selon lequel, en outre, le Danemark préserve ses normes sociales, sans ingérence de la CEE, devra être *« permanent et juridiquement contraignant pour les Douze »*. En échange, *« le Danemark ne s'opposerait pas à ce que les autres Etats membres poursuivent la construction européenne dans un ou plusieurs domaines »* rejetés par Copenhague.

Le chef du gouvernement minoritaire, tenu à l'écart des négociations décisives de l'opposition qui a mis au point cette solution, s'est déclaré *« satisfait de ce compromis »* en soulignant que *« les négociations avec la CEE sur un statut spécial pour le Danemark seront difficiles. »*

Par un décret de M. Eltsine

Le président du Parlement russe est privé du contrôle de la garde parlementaire

Le président Boris Eltsine a signé mercredi 28 octobre un décret privant le président du Parlement russe, M. Rouslan Khasboulatov, du contrôle de la garde parlementaire, l'un des objets du conflit entre conservateurs et réformateurs.

La garde parlementaire, constituée de 5 000 membres, a été impliquée récemment dans une série d'incidents. Mardi, un de ses détachements avait investi l'immeuble du quotidien réformateur *Izvestia*.

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. – *(Corresp.)*

La télévision allemande aux Etats-Unis

La télévision publique extérieure allemande, la Deutsche Welle Fernsehen (DWF), va étendre ses horaires et sa zone de couverture en étant à partir du 1er novembre diffusée aux Etats-Unis, sur les satellites Intelsat-K et Satcom-C4. Lancée au printemps avec un budget important de 100 millions de deutschemarks, la DWF ne couvrait jusqu'alors que l'Europe et l'Afrique du Nord sur le satellite Eutelsat II (*le Monde* du 21 avril).

Cette chaîne publique, financée par l'Etat fédéral, à destination de l'étranger va diffuser quatorze heures par jour (au lieu de six heures à ses débuts) des programmes en allemand, mais aussi en anglais et en espagnol. Pour mieux toucher le public américain, la DWF a passé des accords avec des c[illegible] comme International [illegible] qui reprendra certaines émissions.

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté 29 à 40

Le numéro du « Monde » daté 28 octobre 1992 a été tiré à 493 228 exemplaires.

En raison de problèmes de conditionnement

Retard dans l'acheminement du riz destiné à la Somalie

MARSEILLE

de notre correspondant

Collectés dans toutes les écoles de France depuis une semaine, les sacs de 20 kilos de riz destinés à la Somalie, acheminés avec le concours de la Poste, convergent par la route et le rail vers la gare d'Arenc, en bordure du quai du port de la Joliette, à Marseille, où une centaine de bénévoles de la Croix-Rouge, épaulés par des scouts de France, les déchargent. Le contenu de ces sacs est en principe à son tour déversé dans des *big bags* contenant environ 1 tonne chacun, stockés dans des hangars du port en attendant d'être chargés sur le *Tadorne II*, amarré au cap Janet, en partance pour Mogadiscio.

Malheureusement, les consignes ont été diversement suivies et près de 45 % du riz arrivé à Marseille se présente encore dans son emballage d'origine, en cartons de 500 grammes à 1 kilo. Si bien que les bénévoles sont débordés. Depuis une semaine, ils ont déchargé 80 wagons et 300 sont en attente ou attendus. Les nouvelles et longues manipulations, nécessitées par le transfert du contenu de paquets vers les sacs de vrac, occasionnent un retard difficile à évaluer, mais que l'on estimait mardi à une quinzaine de jours. Il pourrait être fait appel à de nouvelles bonnes volontés et, probablement, à l'armée.

J. C.

Face à la menace d'OPA du néerlandais ING

Le groupe de M. Albert Frère cherche une solution de rechange pour la banque Bruxelles Lambert

Le groupe Bruxelles Lambert (GBL), dirigé par M. Albert Frère, tente [illegible] la banque Brux[illegible] (BBL) dont il détient 13 % du capital ne tombe entre les mains du premier groupe financier néerlandais ING (Internationale Nederlanden Groep). GBL cherche un autre repreneur pour la deuxième banque belge et serait venu, apparemment sans succès, demander l'aide d'établissements financiers français.

ING avait présenté en septembre (*le Monde* du 12 septembre) un projet d'offre d'achat à 3 600 francs belges l'action BBL et réalise aujourd'hui un audit de la banque qui conditionnera sa décision définitive de lancer une OPA (offre publique d'achat). ING possède d'ores et déjà directement et indirectement 24 % de la banque Bruxelles Lambert.

Au tribunal correctionnel de Paris

Les familles des victimes de l'accident de la gare de Lyon réclament un supplément d'information

Tous les avocats des familles des victimes ont demandé, mardi 27 octobre, à la 14e chambre correctionnelle de Paris d'ordonner un supplément d'information afin que soit examiné au cours d'un même procès l'ensemble des comportements ayant conduit à la catastrophe ferroviaire qui a fait 56 morts et autant de blessés le 26 juin 1988, gare de Lyon, à Paris. Une requête déjà formulée dès le 19 octobre, au début de l'audience, mais qui prend aujourd'hui une importance particulière dans la mesure où elle s'appuie sur des éléments, apportés par les débats, mettant en cause la hiérarchie de la SNCF.

« Les victimes ne retrouveront pas le calme et la sérénité tant que la justice n'aura pas été complètement rendue. Une décision qui n'irait pas plus loin que ces seules responsabilités ne serait pas considérée par les familles comme une décision de bonne justice. » La voie de Me Bernard Dartevelle vibre de colère. Comme les victimes, il ne comprend pas pourquoi il y a seulement, sur le banc des prévenus, un conducteur, un agent d'accompagnement et un régulateur, même s'il juge leur responsabilité *« indéniable »*. Il comprend encore moins la présence sur ce même banc d'une voyageuse ayant tiré le signal d'alarme longtemps avant l'accident. *« Présence indécente »*, dira Me Gilbert Collard. Car, pour tous les avocats, si l'on est allé chercher une responsabilité aussi indirecte, pourquoi n'est-on pas remonté dans la hiérarchie de la SNCF pour juger des actions ayant eu au moins autant d'incidence que le fait de tirer un signal d'alarme ?

[illegible] discours, les familles des vic[illegible] aimé le tenir elles-[illegible]. Avec une profonde délicatesse, soulignée par les avocats, le président Jean-Claude Antonetti les fait venir à la barre et sait trouver les mots qui rassurent. Quand le fils de Gustavo est mort dans la catastrophe, son épouse a perdu la raison [illegible], ce grand homme un peu fo[illegible]ance gauchement vers les juges. *« Après l'accident, ma femme est rentrée à Sainte-Anne. Après, elle est sortie. Elle a mis le feu à la maison et maintenant je n'ai plus de femme et plus de famille. »* En sanglots, il ajoute : *« Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ?... »*

Une jeune fille grièvement blessée aux jambes parle de la mort de son frère. *« C'était un amour, il était le pilier de ma vie. »* Sa mère, manifestement brisée, fixe un objet imaginaire au pied du tribunal. La tête penchée, elle parle de sa fierté d'avoir élevé trois enfants. *« Ce jour-là, tout ce que j'avais bâti avec beaucoup de difficultés avec mon mari a été anéanti en une seconde. Comme toutes ces mamans, je crie et je hurle : j'ai mal ! »* Et elle quitte la barre, les yeux toujours rivés au sol, en répétant : *« J'ai mal ! J'ai mal ! »* Un homme à l'allure décidée prend la barre à deux mains : *« J'aimerais que la justice... »*, mais il ne peut pas aller plus loin et va se rasseoir rapidement.

« Loi du silence »

Pendant que, dans la salle des pas perdus, d'autres expriment leur douleur aux télévisions et aux radios, le tribunal écoute ceux qui, après avoir été privés d'un être cher, ont attendu quatre ans pour dire quelques mots à la justice. Cette femme a espéré que tout cela n'arriverait plus, mais aujourd'hui elle soupire, déçue : *« Après tout ce que j'ai entendu, je ne suis pas convaincue. »* Et comme bien d'autres, elle laisse à son avocat le soin d'exprimer son amertume.

Car l'audience a révélé de nombreuses carences dans le fonctionnement de la SNCF, et, à l'heure des plaidoiries, les avocats des victimes ne parlent pas comme si c'était la fin du procès. C'est, en fait, un autre procès qui commence et Me Claire Hocquet explique : *« Il y a une faille énorme entre le raisonnement pénal et une société technologique. Nous sommes en face de systèmes complexes qui s'organisent pour ne pas être responsables. »* C'est aussi l'avis de Me Collard, qui demande au tribunal de retenir *« un concept de la responsabilité à la hauteur du vingtième siècle »* en créant *« la responsabilité moderne à hauteur des salaires, des honneurs, du pouvoir »*. Car, pour l'avocat *« [illegible] sein de la SNCF il y [illegible] entente frauduleuse, une loi [illegible]nce. On veut que personne ne soit réellement responsable »*. Et Me Collard souhaite notamment voir sur le banc des prévenus le directeur général de la SNCF et le directeur des transports : *« Dans une société marchande, la sécurité vient après la rentabilité. Le prix d'une vie à la SNCF vient après le gain de temps. »* Aussi, Me Collard demande un supplément d'information, en ajoutant : *« Il serait tellement utile que, pour une fois, la justice donne un grand souffle dans cet édifice clos et déresponsabilisant. »*

Me Dartevelle soutient une thèse semblable. *« La faute d'imprudence est devenue de plus en plus grave dans ce monde si technologique »*, estime l'avocat, en souhaitant qu'elle soit poursuivie à tous les niveaux. S'appuyant sur les débats, il note que le président de la SNCF avait admis que la conception souterraine de la gare de Lyon était *« un élément de risque »*. A ses yeux, il s'agit là d'*« un aveu qui établit la culpabilité »*. Car la jurisprudence oblige le chef d'entreprise *« à anticiper le risque et à mettre en œuvre la technologie la plus appropriée »*. De son côté, Me Alain Fleury stigmatise la formation, la réglementation compliquée de la SNCF et le souci de la rentabilité. *« Les efforts que l'on fait sur le TGV, où l'on est concurrencé par l'avion, on ne les fait pas sur la banlieue, où il n'y a pas de concurrence »*, lance l'avocat en soulignant : *« Tant qu'une juridiction ne se prononcera pas sur ces responsabilités, ces choses-là se reproduiront. Accordez-nous le complément d'information. »* Et pour mieux appuyer cette demande, Me Jean-Marc Bartolotti ajoute : *« Il ne faut pas que des gens puissent penser que, de par leurs fonctions, ils n'ont rien à craindre de la justice. »*

MAURICE PEYROT

Bratislava renonce au VAL

Le gouvernement slovaque a renoncé pour des raisons financières au projet de construction d'un métro léger français de type VAL à Bratislava, révoquant un accord antérieur.

Le gouvernement de Bratislava avait donné le 19 mai son feu vert à ce projet de 3 milliards de francs, dont les deux tiers devaient être financés par un crédit français. Il l'a qualifié mardi 27 octobre de *« financièrement irréaliste »* et a recommandé à la ville de Bratislava (430 000 habitants) d'examiner un nouveau projet, plus global, dont elle aura la responsabilité. Le projet de métro avait été présenté par le constructeur français Campenon Bernard et par Matra qui proposaient de construire une ligne de 7,5 kilomètres. – *(AFP.)*

Au conseil des ministres

La France va accueillir trois cents réfugiés bosniaques

La situation en ex-Yougoslavie a été évoquée une nouvelle fois au cours du conseil des ministres du mercredi 28 octobre. Le porte-parole du gouvernement, M. Louis Mermaz, a précisé que la France accueillera prochainement trois cents paysans bosniaques de confession musulmane qui seront hébergés dans les installations construites à Albertville pour les Jeux olympiques avant d'être répartis dans différentes familles.

Le conseil des ministres a adopté, d'autre part, deux projets de loi visant à ratifier une douzaine d'ordonnances relatives à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte ainsi qu'un troisième projet de loi modifiant la législation des pompes funèbres (*le Monde* du 21 août).

Le ministre de la recherche et de l'espace, M. Hubert Curien, a présenté une communication relative au bilan de la recherche sur le sida. Il a jugé *« encourageants »* les résultats obtenus et souligné que la France est le deuxième pays au monde, après les Etats-Unis, pour les moyens consacrés à la recherche sur le sida. Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, est intervenu pour qualifier d'*« exceptionnel »* l'effort national en ce domaine. Il a déclaré qu'il convenait de *« rendre public ce qui a été entrepris au cours des dernières années »* en souhaitant que *« l'opinion publique en soit éclairée car il y a*, a-t-il dit, *trop de mensonges qui se répandent en ce domaine »*.

A l'occasion d'une communication du ministre de l'équipement, du logement et des transports, M. Jean-Louis Bianco, sur la qualité des transports collectifs urbains qui va être améliorée par une série de mesures, le ministre délégué aux affaires européennes, Mme Elisabeth Guigou, a commenté la journée d'action européenne organisée mardi 27 octobre, par les syndicats de cheminots. Elle a souligné, selon M. Mermaz, que *« le principe de la subsidiarité doit rassurer les cheminots français car il n'est pas du tout question de laisser mettre en cause le service public et la SNCF »* et que, *« s'il y a des pays qui pensent à privatiser, ce sont peut-être l'Angleterre et l'Allemagne, mais sûrement pas la France »*. M. Mermaz a indiqué que M. Bérégovoy avait alors *« relevé avec humour que la grève avait été le plus suivie dans le pays qui n'envisage pas du tout quelque privatisation que ce soit »*. Le conseil des ministres a enfin adopté plusieurs décrets dont l'un modifie le statut du corps de professeur et du corps de maître de conférences du Muséum national d'histoire naturelle.

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » : la Bible juive d'Alexandrie

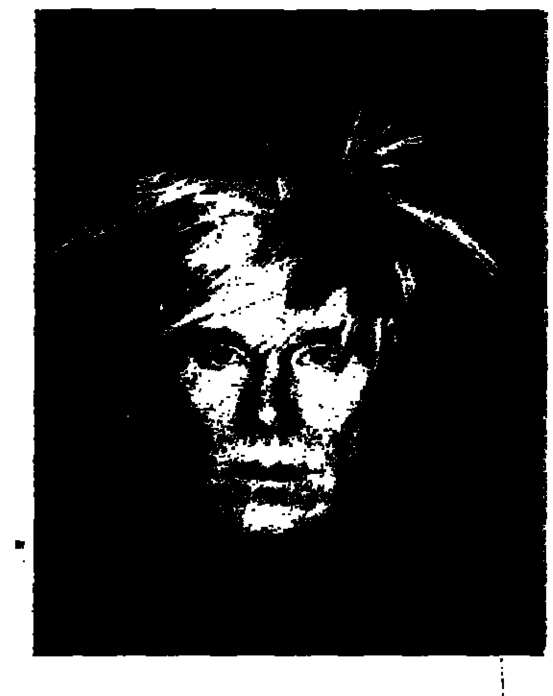
Maurice Olender commente la traduction de la Septante, une *« Bible pas comme les autres, qui nous initie aux sources du premier christianisme »*.
Willem De Kooning a quatre-vingt huit ans. Philippe Dagen présente les écrits de ce peintre, *« survivant spectral d'un passé plus fertile que le présent »*.
Georges Dumézil innocenté : Roger Chartier démonte l'erreur historique dont il a été victime, à partir du livre de Didier Eribon, *Faut-il brûler Dumézil ?*

هكذا من الأصل

ARTS · SPECTACLES

LE MOIS DE LA PHOTO









ANDY WARHOL FOUNDATION FOR THE VISUAL ARTS/COURTESY GAL. DURAND-DESSERT-PARIS

Andy Warhol : Autoportraits 1986.

Les années 80 ont été, pour la photographie, la décennie de la reconnaissance avec la création de nombreuses institutions et festivals dont le Mois de la photo à Paris est une manifestation exemplaire. Cette septième édition présente, de novembre à janvier, soixante-douze expositions réparties en trois thèmes ô combien fédérateurs : « La photographie européenne », « Collections-collectionneurs », « Hommage aux galeries ». Mais aussi des expositions autour d'Andy Warhol, Luigi Ghirri, John Kobal, Walter Carone.

Les années 90 seront les années des choix. La photographie a fleuri de façon désordonnée, mettant sur le même plan fausses valeurs et artistes confirmés, maîtres et suiveurs. Les galeries d'art contemporain exposent de plus en plus des photographes, pas toujours à bon escient. Par leurs images conceptuelles, les plasticiens ont mis en évidence ces confusions des valeurs. Dans ces pages, deux personnalités de la photographie s'accordent pour « rompre le consensus des années 80 » et établir « une histoire des formes » : Jean-Luc Monterosso, directeur du Mois de la photo, et Jean-Claude Lemagny, conservateur à la Bibliothèque nationale. Durs lendemains pour les clichés. (Lire nos articles pages 30 à 35).

LES MASQUES FUNÉRAIRES DE WARHOL

Présent dans trois expositions, Andy Warhol est le personnage central du « Mois ». Portraits au Polaroid par le chef de file du pop art, photographies d'artistes dans leurs ateliers d'Ugo Mulas : ce sont des histoires de regard, de visage, de pose, de mensonge et de vérité. C'est l'histoire de la Factory, chère à Warhol. Des histoires cruelles et tristes aussi, radiographies qui n'épargnent ni le modèle ni l'auteur.

DEPUIS quelques mois, avec ardeur, avec constance, dans des revues et des hebdomadaires, il est devenu de bon ton de dénoncer l'art contemporain, ses excès, ses ridicules et, pour tout dire, sa nullité. Ces polémiques ne se distinguent ni par leur subtilité ni par leur sens de la nuance, mais leurs auteurs, d'instinct peut-être, ont découvert leur meilleur ennemi, celui dont il leur importe de dénoncer l'imposture : Andy Warhol. La revue *Esprit* a consacré l'une de ses dernières livraisons aux actes de cette révision. Jean-Philippe Domecq, qui s'est improvisé le Pierre l'Ermite de cette croisade, en est absolument convaincu : *« Le pop art a pris les choses comme elles sont, littéralement. Coca-Cola et les stars et rien devant ni derrière. »* Autrement dit, en style plus philosophique : *« Warhol, mais aussi Rauschenberg, Rosenquist, Lichtenstein, sont les apôtres du « cool » dont on voit bien, par ses effets aujourd'hui, que loin d'être une indifférence ironique c'est une attitude d'indistinction conservatrice. »*

« Rien devant ni derrière »? Naturellement, puisqu'il n'y a rien devant – que celui qui regarde – et rien derrière – rien que l'espace et le temps et la mort. Ce dandysme funèbre se manifeste par prédilection dans les portraits, une face blanche éclairée au flash devant un fond blanc crayeux : apologie du rien. Est-ce cela qui embarrasse les procureurs d'aujourd'hui, ce nihilisme satirique ? Sans doute préfèrent-ils des œuvres plus réconfortantes, qui promettent l'au-delà et l'éternité. Warhol, à l'inverse, ne *promet rien* ; il exhibe l'éphémère et le vide qui, par-dessous, creusent l'apparence et finissent par en avoir raison, quand l'ossature se voit sous les joues, les dents sous la peau, l'incertitude dans les yeux. Il ne prend pas *« les choses comme elles sont, littéralement »*, il les métamorphose en leur fantôme.

Les Polaroids qui sont exposés cet automne ne sont que cela, une collection de vivants-déjà-morts, des *masques funéraires comme*, jadis, les sculpteurs les moulaient quelques heures après la mort d'un grand homme, un linge et une couche de plâtre sur la peau qui refroidit. Ce procédé qui n'a plus cours parce qu'il est convenu désormais dans notre société que la mort doit être dissimulée, oubliée, passée gracieusement sous silence, Warhol l'avait adapté à la photographie. Avant de procéder au cliché, il exigeait du modèle, trop heureux d'être immortalisé pour se plaindre, qu'il se dévête à demi et qu'il se couvre le visage, le *cou et les épaules d'une couche de fard blanc.* Cet artifice avait pour avantage, prétendait Warhol, d'effacer les rides et de combler les irrégularités de l'épiderme. Il se peut. En vérité, il avait un tout autre effet, celui d'immobiliser les traits, de figer l'expression, de priver le modèle de toute vie. Il devenait, à son insu, moins un acteur de kabuki qu'un gisant en attente de son linceul. Usant de son prestige, abusant de ses victimes sans qu'elles aient le réflexe ou l'esprit de s'en apercevoir, Warhol a traité de la sorte des célébrités de tous ordres, sportif, politique, cinématographique et artistique. Edward Kennedy devient son cliché officiel, un mensonge si *outré qu'il* en devient comique. Georgia O'Keeffe tourne à la sorcière de Salem, l'air mauvais, un turban noir sur le front. Robert Rauschenberg se laisse faire d'assez mauvaise grâce un pansement à la tempe, la moue agacée – que son apparence lui échappe déplaît à ce manipulateur des images des autres. Joseph Beuys n'est pas moins inquiet, aveuglé par le flash, et très mal à l'aise, lui qui s'est costumé pour l'occasion en Joseph Beuys de catalogue, avec chapeau et gilet. L'un des rares qui semble supporter l'épreuve sans trop de peine, ou avec ce qu'il faut de résignation et d'ironie, c'est Truman Capote – un romancier, évidemment.

Galerie de célébrités ? Oui, mais si peu et à rebours des usages. Warhol ne cherche pas à mettre galamment en valeur ce que le sujet aurait de remarquable, beauté, force, intelligence, gloire internationale. A l'inverse, il lui ôte tout signe distinctif, tout accessoire *qui symboliserait sa fonction et le rend, malgré lui,* à sa définition première, un être humain en plus ou moins bon état, un mortel. Il se spécialise dans les stars, dit-on. Assurément, mais c'est pour les détruire et non pour les encenser. Il les prend au piège avec quelques instruments simples, un fond de *teint*, un drap blanc et un Polaroid très facile d'emploi.

Il se prend aussi à son propre piège. Warhol le méchant homme se rit de Warhol grand seigneur. Ses autoportraits sont des monologues désabusés. Cheveux platinés, rouge à lèvres, perruques, lunettes, déguisements variés – ces artifices de comédie sont démentis par le regard, sa lassitude, sa mélancolie. De telles œuvres, dans la classification des genres de la *peinture, se nomment vanités.* Warhol *l'ignorait si* peu qu'il s'est photographié en 1977 avec un crâne en plastique posé sur la tête, étrange image qui fait songer aux parures macabres en usage dans quelques îles de la Sonde et de l'archipel des Philippines. Elle évoque les derniers autoportraits de Robert Mapplethorpe, mais dans un genre plus puissant parce que moins maniéré et académique. Il en va de même des rares nus féminins et masculins de Warhol : ce sont des morceaux d'anatomie, pas des académies néogrecques ou des hommages au body-building. *Une* leçon de cruauté, décidément.

Ugo Mulas a photographié Warhol à la Factory dans les années 60, en compagnie de ses assistants et égéries variés. Il a, *durant* la même période, portraituré aussi les artistes pop, Frank Stella, Marcel Duchamp, des vernissages, des ateliers et des fêtes. Ce sont, à l'inverse des Polaroids de Warhol, des photos de photographe – des photos très habiles, très bien découpées dans l'espace, subtilement construites par le clair et l'obscur, la perspective et le reflet. Mais *Mulas savait échapper à son savoir-faire. Il ne se* contentait pas d'une perfection formelle ou d'une surprise adroitement machinée. Aussi ses images tiennent-elles essentiellement de ce que l'on pourrait appeler le « reportage moral », art de capter les caractères quand ils se manifestent, quand une attitude, un coup d'œil, le jeu d'une main les rendent soudain *perceptibles*. Barnett *Newman*, Jasper *Johns*, Lichtenstein ou Rauschenberg se montrent sur ces prises de vues comme ils se trahissent dans leurs peintures, appliqués ou inventifs, futiles ou solides, grands artistes ou petits maîtres. Nulle complaisance, nulle *afféterie, nulle astuce vaine, nulle mise en scène* grandiloquente là-dedans. De très bons portraits, en somme.

PHILIPPE DAGEN

★ « Andy Warhol, Polaroids 1971-1986 », Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, 75011 Paris. Du 21 novembre au 9 janvier. Catalogue : 114 pages, 195 francs.

★ « Ugo Mulas, photographies, 1954-1973 », FNAC Montparnasse, 136, rue de Rennes, 75006 Paris. Du 4 novembre au 2 janvier.

★ « Gérard Malanga : portraits » (dont plusieurs portraits d'Andy Warhol), Galerie Dongny, 57, rue de la Roquette, 75011 Paris. Du 18 novembre au 12 décembre.

...de l'accident de la gare de Ly... un supplément d'information

La France va accueillir ... cents réfugiés bosniaques

PHOTO

ENTRETIEN avec Jean-Luc Monterosso

DÉFINIR UNE HISTOIRE DES FORMES

Principal artisan de la politique de la photographie à la Ville de Paris depuis quinze ans, Jean-Luc Monterosso est le directeur de Paris Audiovisuel, l'organisateur du «Mois» et le maître d'œuvre, avec Henri Chapier, de la Maison européenne de la photographie qui devrait ouvrir ses portes en 1994 dans les 3 000 mètres carrés d'un hôtel particulier du Marais. Outre une bibliothèque et un institut de recherche, la Maison exposera la collection de photos contemporaines – la plus riche en France avec celle de la BN – que Jean-Luc Monterosso a rassemblée pour la Ville depuis 1978, dont des fragments sont présentés au Pavillon des arts. Il s'explique sur la «philosophie» de la collection.

« Comment est née la collection de la Ville de Paris ?

– La première acquisition date de 1978. 5 000 francs avaient été dégagés au titre de la commission d'achat d'œuvres d'art. Des photos de Paris, mais aussi d'auteurs, accessibles à tous publics : Izis, Delaborde, Doisneau, Ronis et Boudinet. 500 francs la photo ! Pour la première fois depuis 1914, la Ville achetait des photos en tant que photos, et qui échappaient ainsi à l'art appliqué. L'année suivante, la ville a acheté *les Trottoirs*, de Kertész, *le Palais-Royal*, d'Henri Cartier-Bresson, un Doisneau, *la Destruction de Baltard*, de Jean-Claude Gautrand, *la Péniche*, de Ronis et *la Tour Eiffel*, de Riboud. Des classiques.

» Ces achats étaient d'abord un moyen d'aider les galeries et les photographes. A la fin des années 70, le marché était balbutiant en France, contrairement aux Etats-Unis. Je me souviens d'une lettre de Brassaï, en 1982, dans laquelle il écrivait : *« C'est la première fois qu'une institution française m'achète des photographies. »* Il avait quatre-vingt-trois ans ! Ses images étaient depuis longtemps dans les collections du Musée d'art moderne de New-York, au Metropolitan, à l'Art Institute de Chicago... Le retard était aussi dans les mentalités. Une secrétaire nous avait envoyé une photo que nous venions d'acquérir, pliée en deux dans une enveloppe. Devant mon étonnement, elle s'est exclamée : *« Ce n'est qu'une photographie ! »*

– Mais vous pensiez déjà à l'idée d'une collection cohérente ?

– Non. C'était un assemblage éclectique constitué au gré des expositions, commandes et achats de la Ville. La priorité était aux structures qui faisaient cruellement défaut. A l'exception de la Bibliothèque historique, qui était déjà organisée, le pas déterminant a été la nomination, au début des années 80, de conservateurs qui ont affirmé une politique – répertorier, classer, compléter – pour chaque fonds : Carnavalet et Galliera (photo historique) ; Musée d'art moderne (plasticiens). Un exemple : tout le monde pouvait manipuler les vues de Paris d'Atget. Aujourd'hui, les originaux sont en sécurité, remplacés par des contretypes.

» Une fois ces structures mises en place, l'idée d'une collection contemporaine cohérente est née en 1988, quand le maire de Paris a décidé de créer la Maison européenne de la photographie. Nous avions 2 000 photos en 1988, il y en aura 10 000 pour l'ouverture, en 1994.

– Quels sont les principes qui guident cette collection ?

– Il a fallu se situer par rapport aux autre collections de la ville, mais aussi celles du Centre Pompidou, du Musée d'Orsay et de la BN. D'où le choix de monter une collection contemporaine qui va des années 60 à nos jours. Second principe : les années 70 et 80 ont eu pour objectif la reconnaissance de la photo. C'est chose faite. Maintenant, il faut rompre le consensus des années 80 et affirmer des choix, établir les hiérarchies, distinguer les maîtres des suiveurs. Il faut amorcer ce que Jean-Claude Lemagny appelle *« une histoire des formes »*. Cette ambition est difficile à concilier avec notre souci pédagogique, tant le public privilégie encore les auteurs aux esthétiques. Mais il faudra y venir.

» Les œuvres doivent aussi s'inscrire dans une perspective historique. Qui a fait évoluer l'histoire des formes ? Jusqu'en 1975, c'est simple. Il y a vingt grands noms. Kertész, Cartier-Bresson, Doisneau, Brassaï, Frank, Avedon, Penn, Arbus, Winogrand, Friedlander... Ensuite, c'est plus difficile. Mais nous proposons de jeunes auteurs comme Arièle Bonzon ou Rossella Bellusci, même si nous ne pouvons dire où ils en seront dans dix ans.

– Comment achetez-vous ?

– La facilité serait d'accumuler les images. Nous privilégions les ensembles, les séries, pour mieux dégager une vision d'auteur. Plus qu'un unique Rauschenberg, la série de Friedlander avec le peintre Jim Dine est pertinente pour aborder la relation peinture-photographie. Je distingue aussi le fonds (10 000 documents) de la collection (5 000 œuvres), qui est un choix dans le fonds. Nous accélérons en ce moment les acquisitions avec un budget de 2 millions de francs par an. Ce n'est pas simple tant les prix ont monté depuis cinq ans. On ne trouve pas un bon Mapplethorpe en dessous de 50 000 francs, et les plasticiens avoisinent les 120 000 francs. Je continue d'ache[ter] en galerie, car je ne peux, d'un côté, leur rendre ho[m]mage dans « le Mois » et, de l'autre, acheter direc[te]ment aux artistes. Mais je négocie les prix, je sus[cite] des dons...

– Pourquoi faire commencer la collection à la fin [des] années 60 ?

– La photographie bascule dans le contempo[rain] avec *les Américains*, de Robert Frank. Ce livre ro[mpt] brutalement avec la photo dite « objective ». Fran[k ne] décrit plus un monde ordonné mais englué. Le r[êve] américain est triste et banal, imprégné de l'hist[oire] même du photographe. Robert Frank a donné n[ais]sance à la photographie subjective et autobiograp[hi]que (Plossu, Denis Roche...) ; le second père fondat[eur] de la collection serait Irving Penn, dont on ne ce[sse] de mesurer l'importance de Newton à Betti[na] Rheims.

– Les années 80 ont vu l'apparition de photograph[es] plasticiens qui ne se disent plus photographes mai[s] artistes utilisant la photographie. Comment les intégre[r] dans une collection ?

– Auparavant, les choses étaient en effet plus claires. La photo plasticienne a surgi à l'ARC en 1977 avec l'exposition de Michel Nuridsany, « Ils se disent peintres, ils se disent photographes » (Le Gac, Messager, Boltanski...). Ces conceptuels sont *« venus buter contre la photographie »*, comme le dit justement Jean-Claude Lemagny. Ils ont indirectement fragilisé la photo par leur traitement même de l'image. Un musée de la photo doit intégrer les plasticiens en choisissant des œuvres qui ont questionné la photographie elle-même. Les Becher, Boltanski, Gilbert et Georges, Georges Rousse sont ainsi représentés par des œuvres signifiantes du point de vue de la photographie, pas de celui d'un musée d'art moderne. Boltanski a beaucoup apporté sur la mise en espace, l'accrochage, la signification de l'image avec ses photos d'amateur détournées. Mais sa réflexion ne peut être entièrement prise en compte dans une collection. Je crois d'ailleurs que les années 90 verront une redéfinition des genres, plus centrées sur les œuvres que sur les concepts. »

Propos recueillis par
MICHEL GUERRIN

★ « L'Echappée européenne », parcours à travers les collection de la Maison européenne de la photographie. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau, 75001 Paris. Du 12 novembre au 10 janvier 1993. Catalogue avec une introduction de Gilles Mora, Cahiers de la photographie, 194 pages, 120 francs.

Beaux comme la mémoire

John Kobal lui-même racontait cette histoire. Il avait douze ans. Il passait un examen d'histoire. Il avait écrit : *« L'une des plus célèbres maîtresses de Napoléon fut Greta Garbo. »* C'est, sans doute, ce qu'on peut appeler la naissance d'une vocation. Qui devait conduire cet homme, mort l'an dernier et vénéré par la profession cinématographique comme le plus vigilant gardien d'un temple disparu, à consacrer sa vie aux stars, aux images des stars. Découvrir, collecter, sauver, collectionner, donner à voir et à consulter les plus sublimes photos des années 20 à 30, fut sa mission. Il s'en acquitta jusqu'à son dernier souffle.

Ces photos, commandées par les grands studios pour servir de publicités pour les journaux, les magazines spécialisés et les fans, devaient correspondre à l'« image », à l'emploi de ces somptueux esclaves du système hollywoodien. Attentifs à plaire, jeunes à tomber, magnifiques et magnifiés, ils et elles sont saisis par les objectifs géniaux et mercenaires de George Hurrell, Robert Coburn, Ted Allan, Laszlo Willinger... Voici Clark Gable, l'accroche-cœur coquin, Rita Hayworth à dix-neuf ans, affolante chrysalide, Gary Cooper en 1928, dans *Beau sabreur*, photographié par Eugene R. Richee pour Paramount. Sabreur, on ne dirait pas, mais beau, ça oui, définitivement ! Et Katharine Hepburn, l'adolescence en état de grâce, et Greta, Greta, encore Greta.

Ou Marlene, Marlene, encore Marlene. Sur ce cliché-là (de William Walling Jr), pris à l'époque de *la Femme et le Pantin*, de Josef von Sternberg (1934), elle a le feutre cabossé qui lui cache un œil, le neud papillon voyou, le poignet mousquetaire agressif, le costume d'homme assumé. Elle est l'absolu de la féminité, le comble du « glamour ».

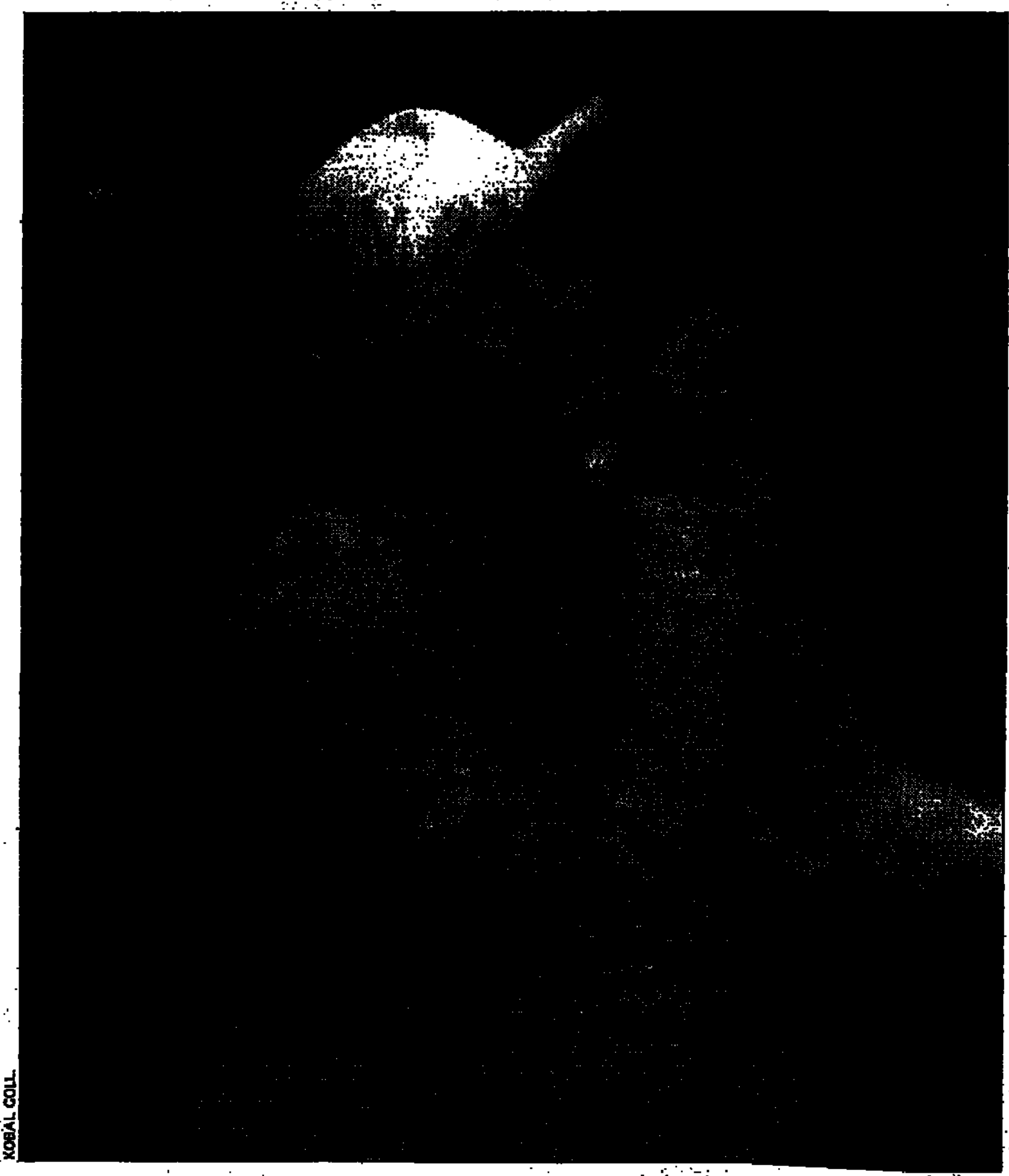
Ce mot que l'on doit à Sir Walter Scott. Cherchant une expression qui évoquerait la magie et l'enchantement, il emprunta un vieux mot écossais tombé en désuétude, *glamourous*. Le mot, quittant la littérature pour Hollywood, se mit alors à scintiller, porteur de rêves pour l'éternité.

C'est un portrait de Marlene extrait de la collection Kobal qui figurait sur l'affiche du dernier Festival de Cannes. Ce choix opportun était un hommage au collectionneur disparu, mais, le jour même de l'ouverture, Marlene, à son tour, tirait sa révérence.

On célébra alors d'étranges épousailles du souvenir à travers une photo, et c'était beau.

D. H.

★ « Le panthéon des stars », Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, 4-8, grande galerie, 75001 Paris. Tél. : 40-26-87-12. Du 24 novembre au 31 janvier.



KOBAL COLL.

LE COMBATTANT DE L'IMAGE FIXE

Personnage-clé du paysage photo depuis vingt ans, Jean-Claude Lemagny, conservateur au cabinet des estampes et de la photographie pour le secteur contemporain, présente une exposition de huit jeunes auteurs. Il publie également un recueil de ses articles qui devrait compter parmi les ouvrages déterminants de réflexion. Dans l'Ombre et le Temps, *il formule le défi des années 90 : dénoncer les fausses valeurs, établir des hiérarchies pour mieux affirmer l'art photographique.*

AU premier étage de la Bibliothèque nationale (BN), après avoir arpenté un dédale de couloirs poussiéreux et traversé la salle de lecture du cabinet des estampes et de la photographie, le visiteur tombe sur un réduit sinistre, avec une table tournée vers une fenêtre condamnée, un lino vert incertain au sol, une lumière sale, des murs gris et hauts qui renforcent l'exiguïté du lieu. Partout, des piles de dossiers, de la paperasse, des boîtes de photos, des rouleaux. Trois fichiers occupent les murs, répertoriant des milliers de photographes : d'un côté, ceux qui sont présents dans les collections de la BN ; de l'autre, ceux qui ont promis d'y déposer leurs œuvres ; enfin, ceux qui n'ont rien promis mais que le maître des lieux aimerait bien acquérir.

L'unique habitant de ce capharnaüm est Jean-Claude Lemagny, conservateur responsable *« des collections de photographies contemporaines par auteurs »*. Difficile dans cet environnement d'imaginer qu'il est un des personnages-clés de la photographie en France.

Soixante ans, cheveu blanc et dru, barbiche bien taillée, allure imposante, lunettes et costume fonctionnels, Jean-Claude Lemagny est de toutes les batailles de l'image fixe depuis vingt-cinq ans, suivant une éthique stricte du fonctionnaire scrupuleux. Quand beaucoup font carrière en mélangeant allègrement les genres – collectionneur, critique, journaliste et commissaire d'exposition, – lui préfère l'ombre, le travail au long court, refuse les photos qu'on lui offre tout comme les trois textes par semaine qu'on lui demande. En revanche, il trouve toujours du temps pour recevoir les obscurs comme les confirmés, regarde, commente, analyse.

Combien de photographes ont défilé dans son bureau depuis vingt-cinq ans ? *« Quinze par semaine en moyenne, parfois sept par jour, jusqu'à deux cents aux Rencontres d'Arles sans compter ceux qui écoutent. A Arles, c'est tout juste si je ne retrouve pas des photographes dans mon lit »*, confie cet agrégé d'histoire, *« passionné »* d'art, d'abord conservateur à la BN de la gravure du dix-huitième siècle, qui s'est tourné vers la photo *« parce qu'on me l'a demandé »*. Les nus de Bill Brandt exciteront sa curiosité. Ensuite ? *« J'ai appris à regarder la photo comme un art. »*

« Passer dans le bureau de Lemagny » est une tradition pour tout photographe qui a une ambition artistique, qu'il vienne de Paris, Tokyo, Sydney ou New-York. Parfois, le conservateur conserve. Le système du dépôt légal à la BN – valable pour toute œuvre reproductible (livre, affiche, gravure...) – fait que tout photographe français peut exiger d'être présent dans les collections, mais sans contrepartie financière. *« A la plupart, je ne demande pas de déposer, mais à des milliers, j'ai dit de revenir me voir. Les photographes préfèrent la critique au silence, même si je ne dis pas grand-chose. L'esthétique repose sur des critères précis, les plans et volumes doivent être à leur place, ça tient ou pas. »* Pour beaucoup de photographes, « être à la BN » est une preuve de talent, fait qu'ils s'empressent de consigner dans leur CV – même si c'est faux. D'autres détournent un morceau de phrase du « maître » pour enrichir un catalogue ou un carton d'invitation.

Jean-Claude Lemagny a construit un fonds contemporain de quatre vingt mille images qui vient s'ajouter au fonds historique dirigé par Bernard Marbot (un million de photos dont la plus ancienne date de 1851). Pour enrichir son fonds, Jean-Claude Lemagny ne peut acheter qu'aux auteurs étrangers, non soumis au dépôt légal, ou bien à des Français qui réalisent des œuvres uniques. Il dispose de 400 000 francs par an dégagés du budget gravures – une situation peu saine, tant les deux secteurs sont distincts même s'ils cohabitent bien.

Jean-Claude Lemagny est un boulimique d'images qui baigne dans *« une euphorie photographique »*, comme l'écrit Gilles Mora. A force de regarder et regarder encore, *« il s'est abîmé l'œil »*, selon un bon mot de ses détracteurs. Certains lui ont même dit qu'il perdait son temps à rencontrer des photographes dont la grande majorité ne laisseront pas de trace. Mais c'est par ce travail de fourmi qu'il a fait des découvertes, comme Georges Rousse, qu'il a le premier exposé. Sa réponse est d'ailleurs à la hauteur du personnage : *« A chaque nouveau rendez-vous, j'ai un léger pincement au cœur. Peut-être vais-je tomber sur le génie du siècle, le nouveau Michel-Ange. »*

L'exposition qu'il présente à la Bibliothèque nationale lui ressemble : huit jeunes auteurs, souvent inconnus, *« mais de talent »*. Tout Lemagny aussi dans le livre lumineux qu'il vient de publier, *l'Ombre et le temps*, recueil d'une cinquantaine d'articles qui restera comme un des grands livres théoriques de ces dix dernières années. L'écriture est précise, le style parfois précieux, non dénué d'humour. Le sous-titre donne le ton : *Essais sur la photographie comme art*. Le souci premier de Lemagny est de défendre la photo comme un des beaux-arts en parlant plus des œuvres (composition et matières) que des auteurs : *« Cramponnons-nous à la vieille question : la photo est-elle un art ? Reposons-la toujours, sans nous lasser. »*

Il pose donc cette question, non sans élans pédagogiques, à travers des textes pertinents où il ne cesse de renvoyer aux autres arts, à la peinture de la Renaissance notamment. Cela lui permet de définir une *« petite loi des « trois états ». Etat inférieur : celui de l'amateur naïf qui croit qu'il fera de belles photos grâce aux caractéristiques de son appareil, et ne parle que de boutons, molettes et diaphragmes. Etat moyen : celui qui sait que la technique est peu de chose, qu'il faut la dépasser, l'utiliser au service de son émotion. Etat supérieur : un grand artiste sait qu'il n'existe en art aucune autre sorte de problème que les problèmes de techniques. Qu'on se le dise »*.

Lemagny décortique des sujets aussi évidents que complexes : exposer des photographies, définir la galerie, la collection, la notion d' « étendue rêveuse » (son texte préféré), la photo-biographie, le corps, le chef-d'œuvre, le territoire, la couleur, la nature morte ou le portrait. Il pousse des coups de gueule sur *« le mauvais état de la photographie »*. Formaliste ? *« Oui, dans le sens où l'art est l'histoire des formes. »* Lyrique aussi : *« Le tremblement de l'émotion est redevenu plus que jamais nécessaire. Rien ne saurait être plus subversif que l'inépuisable et imprévisible matière. »* Parfois péremptoire : *« Dans l'éternel combat entre le réel et les idées qu'on s'en fait, il faut que ce soit le réel qui gagne et les idées qui s'effacent. » « Quand on me parle d'humanisme en photographie, je sors mon révolver »*, affirme ce nietzschéen convaincu.

Dénonciateur acharné du *« tout se vaut »* ou du *« tout est possible »*, sa démonstration est desservie par le devoir de réserve du fonctionnaire qui l'empêche de nommer les *« fausses valeurs »* qui lui brûlent les lèvres : *« Mais enfin, contre quoi suis-je ?*, écrit-il, *Des noms ! Rage que mon honorable métier de conservateur m'interdise de prendre ouvertement parti dans la bataille, comme peut et doit le faire le critique. »* Ce qui ne l'empêche pas de dénoncer les confusions entretenues par la photo appliquée : *« Je voyais, dans les années 60-70, la photo de mode et de publicité comme une frontière à franchir, qui pouvait être conquise. Je ne le pense plus, cette photo ne peut être de l'art car elle ne veut pas en être. »* De dénoncer aussi les errements du très grand format qui peut *« donner des choses flasques, tant les erreurs de composition deviennent criardes »*.

Fort de son expérience et des milliers d'images collectionnées, Jean-Claude Lemagny rêve de transposer son activité à New-York, dans une galerie ouverte par le ministère de la culture où il aurait carte blanche : *« Mais la galerie jouerait les lois du marché, on vendrait. Et si au bout de cinq-six ans ça ne marchait pas, on arrêterait. »*

M. G.

★ « Collection de la Bibliothèque nationale, nouvelles rencontres, 1991-1992 », galerie photographique de la Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs ou 4, rue Vivienne, 75002 Paris. Du 19 novembre au 19 décembre.

★ *L'Ombre et le Temps, essais sur la photographie comme art*, de Jean-Claude Lemagny, préface de Gilles Mora. Nathan, collection « Essais et recherches ». 386 pages, 160 francs.





D. R.

Juste avant l'éternité

IL y a *quelque chose de poignant et de prémonitoire*
dans la profusion boulimique de cette « dernière séance ».
2 568 clichés noir et blanc et 372 photos couleur
ont été pris à l'hôtel Bel-Air de Los Angeles,
en juin 1962 par Bert Stern. Marilyn Monroe
devait mourir la veille même de la parution
de ce reportage dans *Vogue* : le magazine publia
tout de même les pages prévues, en supprimant seulement les nus.
L'ambition de Stern était de réaliser *« un portrait définitif »*,
jamais contrat ne fut mieux respecté... Cinquante images
extraites de ce long mitraillage sont exposées.
Elles ne disent évidemment pas tout du mystère de Marilyn,
de ce qu'on ne saura jamais d'elle, mais beaucoup de sa fatigue,
ces jours-là, de l'énorme volonté qu'elle avait encore
de faire plaisir, de faire son boulot, de faire bonne figure.
Ces photos, peut-être parce qu'on sait que ce sont les dernières,
sont comme une enquête policière. Le flic est un bon flic,
plein de sympathie pour la suspecte, mais tout de même,
il va la condamner : ce flic, c'est l'objectif.
Il n'y a pas de décor, pas de fond, juste un papier blanc
qu'on devine, qui gondole un peu parfois, et un balkar dans le champ
de temps en temps. Elle porte une perruque blonde,
une perruque brune, un fourreau noir
avec de longs gants pailletés, un manteau de sport,
une voilette de duègne, elle s'enroule dans des fourrures,
elle croque de faux diamants dans des gros plans terriblement sexy,
elle est nue, à peine cachée derrière des voiles de mousseline.
Elle est jolie, ses seins sont hauts et petits,
la chair douce, la taille un peu épaissie. Elle est nue, sur son lit,
le drap placé à bon escient, comme pour les photos « de charme »,
mais ça n'est pas sérieux, elle rit.
Elle n'est pas gaie, le sourire est parfait mais les yeux maquillés
sont d'une tristesse formidable. Elle se rhabille.
La voilà déguisée en dame. Robe du soir très convenable,
décolleté sage, sauf dans le dos. Chignon, oui chignon.
Elle montre son profil, la main sur la bouche,
comme pour étouffer un cri.

DANIÈLE HEYMANN

★ Galerie Atsuro Tayama, 40, rue de Sévigné, 75003 Paris. Tél. : 42-78-40-99. Du 10 novembre au 29 novembre. *Marilyn Monroe*, de Bert Stern, Éditions de la Martinière, 464 pages, 260 photos, 140 planches contact, 790 F.

M A N R A Y

au Musée des arts de la mode

PORTRAIT D'UN MONDAIN A LA MODE



1990 MAN RAY TRUST/ADAGP-PARIS AND THE HEARST CORPORATION/COURTESY HARPER'S BAZAAR

La silhouette d'Augustabernard, octobre 1934.

Derrière les photos de mode que Man Ray a réalisées pour le magazine américain « Harper's Bazaar », on retrouve le surréaliste qui provoquait par ses recherches : rayogrammes, utilisation de la lampe à ultraviolets, surimpressions, flous, contre-jours, contre-plongées, prises de vues à travers des bas, femmes sanglées, ou moulées dans la cellophane... On découvre aussi un mondain excentrique, ami de la marquise Casati, d'Elsa Schiaparelli et du comte de Beaumont, qui écumait les bals de l'avant-guerre.

EN France, on se méfie du mélange des genres. Qu'un grand tel que Brassaï ou Cartier-Bresson photographie pour la mode, c'est une inconduite qu'on excuse par des exigences alimentaires et qui, en tout état de cause, ne peut constituer qu'une anecdote dans son œuvre. De Man Ray, la France, sa seconde patrie, n'a ainsi retenu que les images expérimentales alors que les Etats-Unis voient en lui un photographe de mode associé à la grande époque du magazine *Harper's Bazaar*. C'est donc à New-York que revient le mérite de la première rétrospective des images de mode du plus parisien des photographes américains.

Montée dans le célèbre International Center of Photography, en 1990, puis au Metropolitan, mais aussi à Londres, Madrid, Francfort et Worth (Suisse), l'exposition investit aujourd'hui à Paris le Musée des arts de la mode et du textile. Pourquoi présenter sous l'intitulé «Man Ray, les années *Bazaar*» des images parues dans *Vogue*, des portraits, des recherches, ainsi que des images de mode antérieures au *Bazaar*, si ce n'est pour retracer largement le portrait du Man Ray *fashionable*, autant mondain qu'à la mode?

En 1921, Dada accueille Man Ray à Paris. C'est en partie sous le pilotage du très dandy Tristan Tzara que ce faux ingénu, aux provocations étudiées, peut réaliser des portraits d'Hemingway, de Gertrude Stein, de Cocteau, de Joyce... L'avant-garde. C'est aussi l'année où la femme de Picabia l'introduit chez le dieu de la mode. Le somptueux Paul Poiret, qui a fait éclater le corset du dix-neuvième siècle, veut illustrer ses idées neuves au moyen d'images originales, *« des portraits qui mettraient en avant l'élément humain »*.

Man Ray n'a jamais fait de mode, *« mais je m'empressais d'ajouter que j'aimerais essayer »*. En fait, il n'a même pas de projecteurs ni de chambre noire : Poiret les lui fournit. Le mannequin sera photographié sur des monceaux de tissus en désordre : *« Il y avait des lignes, de la couleur, de la matière et, par- dessus tout, du sex-appeal ; d'instinct, je sentais que c'était cela que Poiret désirait. »* Ces photos lanceront Man Ray dans la couture, la presse, et la publicité. Worth, Patou, puis Alix, Augustabernard... En 1935, Man Ray s'offre le luxe de faire l'un des meilleurs portraits de Gabrielle Chanel – robe noire, posture égyptienne, avec ses célèbres colliers et sa cigarette, – alors qu'il est l'ami de sa mortelle rivale Elsa Schiaparelli, diva des surréalistes, qu'il avait connue à New-York bien avant qu'elle ne fasse porter une robe-homard à la duchesse de Windsor.

Man Ray n'est plus l'homme qui approchait Poiret par l'entrée des fournisseurs, comme au dix-neuvième siècle. On s'arrache les surréalistes et, en compagnie de Tzara, Aragon, Dali, Max Ernst et Picabia, il est de ces photographes qui, comme Horst ou André Ostier, écument le tourbillon des bals de l'avant-guerre. La marquise Casati, dont il avait dédoublé les yeux par erreur, le signale au plus fastueux amphytrion du temps, le comte de Beaumont. En 1924, il paraît à son bal tout en noir, chemise comprise : *« Quand le comte s'approcha de moi, je lui fis peur en allumant mes boutons de manchette. »* Les boutons en question étaient reliés à une pile électrique. On croirait entendre Warhol...

Il immortalise Picasso en toréador, et Tzara aux pieds de Nancy Cunard, l'élégante aux cent bracelets qui mit le Tout-Montparnasse dans son lit. Pour le bal futuriste des Noailles, Man Ray fabriqua *« un costume avec un sac à linge en rayonne brillante, un béret sur lequel j'avais posé un moulinet qui tournait et, à la main, un batteur à œufs. Le costume avait l'air minable à coté des combinaisons spatiales et des chapeaux en peau de requin... »* Dans ces fêtes costumées par Bérard ou mises en scène par Cocteau, Chanel se transformait en arbre et Dior en garçon de café. Man Ray, lui, restait homme d'affaires.

A l'époque, un autre artiste d'origine russe vibrionne dans les cercles parisiens. En 1934, Alexei Brodovitch prend la direction artistique de la plus vieille revue de mode américaine, *Harper's Bazaar*. Un cataclysme s'abat sur la mode. Ce visionnaire jongle avec la typographie, retaille les photos et fait jazzer les lignes. *Harper's Bazaar* devient vite important pour les photographes. Brodovitch leur dit : *«Étonnez-moi!»* L'étonneront les mises en scène rococo de Cecil Beaton, la douce intensité des femmes d'Hoyningen-Huene, les silhouettes au scalpel de Horst. Man Ray, lui, joue les grands perturbateurs. Extérieur au système de la mode, les vêtements l'intéressent moins que les lignes, ou leur traitement. Ses visions sont intellectuelles. Elles respirent une sensualité froide, distante, tablent sur la surprise. Enfin, elles recyclent largement ses trouvailles expérimentales.

Pour sa première séquence, *Fashion by Radio*, il passe les collections 1934 aux rayogrammes. Juste retour à la mode : n'a-t-il pas découvert ce procédé en développant des photos pour Poiret? Ses solarisations vont illustrer les bienfaits supposés de la lampe à ultraviolets sur le corps des femmes. Il joue les surimpressions, les flous, les contre-jours, les contre-plongées obliques, photographie à travers des bas ou repeint ses épreuves... Parfois, ses élans le dépassent : quand il force trop sur la transparence des déshabillés, on refuse ses images. Tout comme ses femmes sanglées, ou moulées dans la cellophane... Alors, Man Ray joue l'ambiguïté.

Quand les directeurs lui demandent des images sexy, il dit : *« Regardez mieux... »* Et l'on regarde. Man Ray s'amuse avec les corps. Il les étire pour évoquer une longueur de robe, les met dans un flacon, leur coupe la tête, la pose sur un corps en plâtre (ou inversement), isole des pieds, des mains, un profil, ironise en photographiant des simulacres inanimés, statues, mannequins de bois ou de cire... C'est un cérébral narquois, curieux, glacial, dont Helmut Newton aurait pu s'inspirer. Puisque son rôle est de représenter l'avant-garde, il met en scène ses propres tableaux, mais aussi l'oiseau doré de son ami Brancusi, à qui il emprunte la forme d'une vis de pressoir, et commande à Giacometti un bas-relief à motif d'oiseaux et de poissons...

Ces provocations suffisent à Man Ray : il maniera peu l'imagerie surréaliste, sauf à disposer une brouette-fauteuil pour la présentation d'une robe du soir lamée de Lelong. Bientôt, d'ailleurs, les surimpressions et les têtes coupées vont se retrouver chez Cecil Beaton ; Hoyningen-Huene et Tabard se frotteront aux solarisations... Le monde entier sera surréaliste. Mais Man Ray ne disparaîtra pas sans avoir légué quelque chose à Guy Bourdin, Richard Avedon et Erwin Blumenfeld.

JACQUES BRUNEL

★ « Man Ray, les années Bazaar », Musée des arts de la mode et du textile, Palais du Louvre, 109, rue de Rivoli, 75001 Paris. Jusqu'au 31 janvier. Catalogue en anglais, 98 pages, 150 francs.

★ « Marcel Duchamp par Man Ray : New-York-Paris, 1917-1937 ». Galerie Alain Paviot, 5, rue du Marché Saint-Honoré, 75001 Paris. Du 30 octobre au 19 décembre. Catalogue, 250 francs

L ' E S P A G N E

sous la dictature

UN ART NOUVEAU ET LE FASCISME

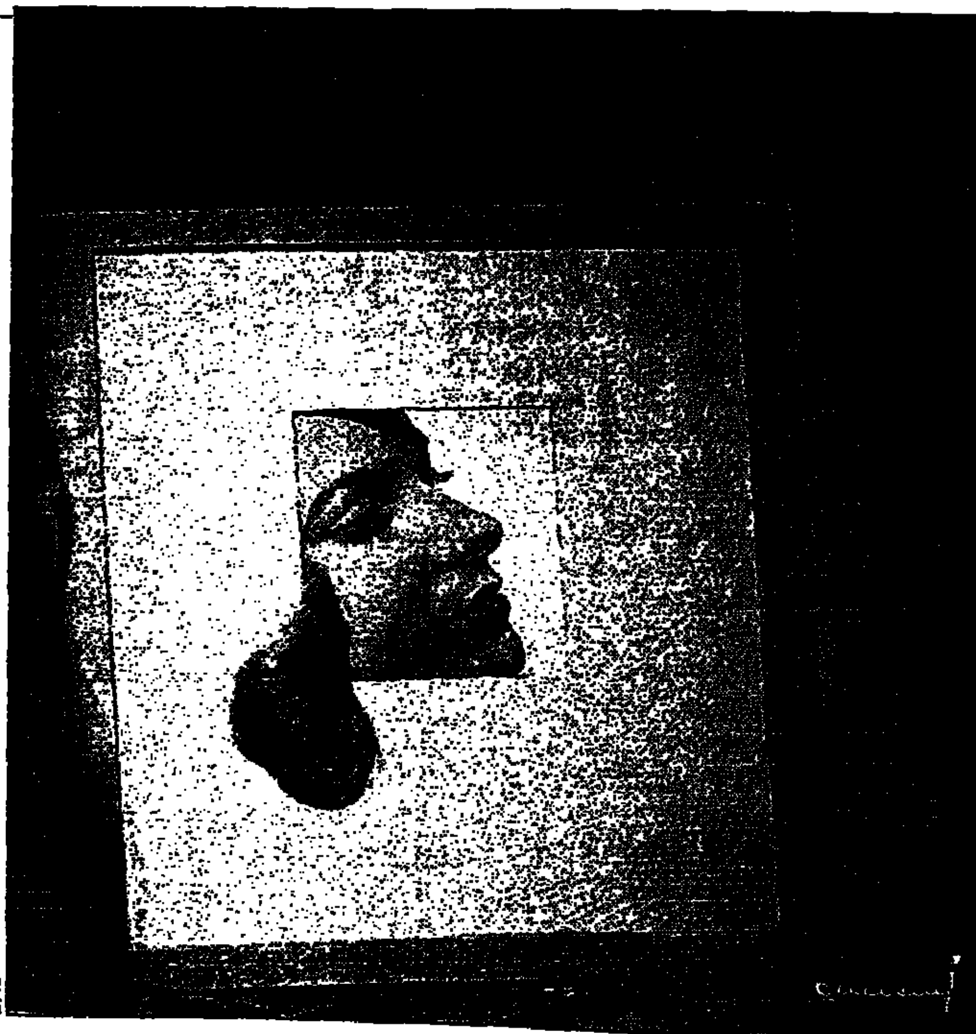
La photographie espagnole sous Franco s'est heurtée à de sévères interdits. Les avant-gardes balayées, le reportage muselé, les mouvements rétrogrades, comme le pictorialisme, magnifiés. En quatre parties et deux cents tirages originaux, cette exposition, d'abord présentée à Barcelone, montre comment une génération d'auteurs ont défini une approche symbolique et nuancée pour contourner la censure.

L'IMAGE a-t-elle besoin de liberté ? Dans sa préface au catalogue de l'exposition « Le temps du silence. La photographie espagnole des années 50 et 60 », Carlos Canovas ne s'embarrasse pas de détours pour répondre à cette question : *« L'hostilité envers toute forme d'art nouveau*, écrit-il, *est caractéristique des régimes fascistes. »* Ce livre et cette exposition, déjà montrée, au printemps dernier, au centre d'art Santa-Monica de Barcelone, comptent une histoire sombre, toute d'empêchement et de repli sur soi, pétrie du respect des conventions, adepte ou vassale obligée du franquisme de l'après-guerre.

« Le temps du silence » ou les années noires, grises plutôt, car en Espagne la photographie n'a pas été réprimée dans le sang, à moins que ses artistes n'aient été militants communistes, basques ou catalans clandestins. Le retard espagnol de cette forme d'expression sur l'évolution américaine ou européenne, sa mise entre parenthèses, son franco-nationalisme *intra muros* tiennent davantage à la ressemblance de cette photographie avec son contexte social. Les années 50, dans la péninsule Ibérique, c'est le temps d'une vision du monde réduite à celle du Caudillo et des grandes familles catholiques, provincialiste et sourde, conservatrice et rivée à ses valeurs – déjà – finissantes.

En 1948, les Etats-Unis se sont portés, par leur aide financière, au secours de l'ancien « camp royaliste », mais les villes éloignées de Madrid, les régions du Sud restent oubliées dans des modes de vie précaires et, surtout, psychologiquement étriqués. Le curé et la guardia civil veillent, paternalistes. Les femmes ne se montrent pas. On tait la vétusté des infrastructures industrielles. De cette Espagne-là, la photographie rend une image figée, confite. Borgne, certainement, tant les sujets traités, des châteaux de Castille en passant par la messe dans les fumées d'encens, les folklores ibériques ancestraux et la corrida, obéissent à une certaine nostalgie de commande, aux reflets maniérés et académiques d'un passé perdu. La guerre, ailleurs, a balayé les écoles d'avant-guerre. Les artistes américains et européens imposent, au moyen de techniques de plus en plus souples, leur réalisme social, leur humour corrosif, leur poésie ou leurs angoisses, et les déclinaisons d'un photo-reportage que David Seymour ou Robert Capa avaient fait connaître... sur les champs de bataille de la guerre d'Espagne.

➡



D.R.

Pedro Maria Irurzun : « Faz », 1949.

LA PEINTURE OBJET DE FASCINATION

La photographie en aura-t-elle jamais fini de s'évaluer à l'aune de la peinture ? On peut se le demander au regard d'un livre et de deux expositions consacrés au pictorialisme. Ce mouvement, le plus structuré de l'histoire de la photographie, a eu son heure de gloire à la fin du dix-neuvième siècle avec des clichés sur la nature, retouchés au pinceau. Son but : élever la photo au rang des beaux-arts. Critiqués par le mouvement moderniste des années 20, longtemps qualifiés de « réactionnaires », les pictorialistes sont-ils en voie de réhabilitation ?



B. N.

Pierre Dubreuil : « La perle doucement s'éteint et la danse s'arrête », vers 1903.

LES images ont le charme désuet des cartes postales anciennes : scènes de labeur des paysans, métiers traditionnels, paysages de brume et de neige, marines, femmes-fleurs en plein air, nus et drapés, le tout enveloppé dans un « flou artistique » qui rappelle une certaine peinture. Officiellement reconnu en 1891 avec la fondation du Camera Club de Vienne et la première exposition dite pictorialiste, ce mouvement international, dont l'apogée se situe entre 1895 et 1905, a connu un succès dans toute l'Europe, aux Etats-Unis et au Japon. Ses auteurs appartenaient le plus souvent à la grande bourgeoisie, jouissaient de rentes, étaient magistrats, députés ou militaires.

Jamais mouvement n'aura été aussi structuré : en Europe, cinq associations le fédèrent, comme le Photo Club de Paris ou The Linked Ring Brotherhood de Londres (sans doute la plus puissante). Aux Etats-Unis, le Camera Club est fondé en 1896. Ces associations perçoivent des cotisations régulières, organisent réunions de travail et débats, salons et expositions internationales, dont l'une des plus célèbres, « L'art de la photographie qui fleurit secrètement », tenue en 1893 à la Kunsthalle de Hambourg, a rassemblé six mille photos signées de quatre cent cinquante auteurs, dont l'Américain Alfred Stieglitz. Ces chiffres attestent d'une vitalité exceptionnelle, confirmée par les bulletins, revues critiques, manuels techniques et essais. Partout, les photographes posent une question essentielle : la photographie est-elle un art ?

Car le pictorialisme n'est pas seulement une formidable machine de guerre contre la démocratisation de la pratique : il déploie une esthétique nouvelle, qui refuse de confiner la photographie à cette tâche d'humble servante des sciences à laquelle l'avait vouée le discours d'Arago, tenu en 1839 à la Chambre des députés. *« Interprétation »* et *« intervention »*, mots-clés du lexique pictorialiste, définissent une position d'auteur, en opposition avec l'opérateur technicien, et un certain rapport au réel : Robert Demachy dit de *« l'image définitive »* qu'elle *« ne devra son charme artistique qu'à la façon dont l'auteur pourra la transformer »* ; Constant Puyo affirme qu' *« en matière d'art, le sujet n'est rien, l'interprétation est tout »* ; et Robert de la Sizeranne, l'un des théoriciens du mouvement, suggère à l'amateur photographe de flâner *« dans des lieux sans monuments et à des heures sans soleil,* [de] *s'arrêter devant un espace vide de « site », un néant ».*

Alfred Stieglitz aux Etats-Unis, Robert Demachy et Constant Puyo en France, Heinrich Kühn en Autriche, José Ortiz Echagüe en Espagne, deviennent ainsi les chefs de file d'un mouvement qui, grâce aux « procédés d'art », entend transformer la photographie en art à part entière. Constant Puyo utilise un *« objectif d'artiste »* et la gomme bichromatée, qui permet de laisser recouverts certains détails jugés inutiles et d'adoucir les contours grâce aux coulées de gomme. D'autres recourent au brossage, au grattage, qui confèrent à l'image un rendu pictural, aux papiers au charbon enfin, *dont le velouté s'oppose à la brillance des images* nettes revendiquées par les modernistes. La retouche, qui requiert le frémissement de la main et du pinceau, garantit à l'image son unicité (contre la sérialité), mais aussi ce que les pictorialistes appellent *« douceur », « nuance », « sensibilité ».*

Les enjeux sont clairs : il s'agit de considérer la photographie comme l'un des beaux-arts, d'attribuer au photographe le *statut d'auteur. En fait, c'est le regret de la peinture* qui s'avoue.

Dans l'exposition « La photographie pictorialiste en France », Bernard Marbot rend hommage au courant français, saluant sa richesse et son rôle dans la diffusion internationale du mouvement. Dans le livre qui l'accompagne, Michel Poivert bouleverse certaines idées reçues (1). S'interrogeant sur le flou, il avance que le pictorialisme a inventé une vision, bien plus qu'un regard (non pas voir autre chose, mais voir autrement), et que les thèmes renvoient à la peinture dominante de l'époque, celle des Salons où s'exposaient les Bonnat, Bouguereau, Gerôme, Gerveix... En ce sens, le pictorialisme n'est pas « réactionnaire » : il s'inscrit dans une esthétique déjà codifiée par l'Académie.

Alain Sayag, lui, va même jusqu'à suggérer, dans l'exposition « Mittle Europa, fin de siècles », qu'il y aurait des avancées modernistes à l'intérieur du pictorialisme. Il cite à l'appui Frantisek Drtikol ou Meinrich Kühn, ce dernier très lié à la modernité viennoise et notoirement ami de l'architecte Adolf Loos. Il faut pourtant rappeler que ce n'est qu'au prix d'une véritable rupture avec une première production de type pictorialiste que l'Américain Alfred Stieglitz ou l'Allemand August Sander ont pu faire œuvre, et œuvre moderniste, défendant tous deux la « photographie pure ». Entre pictorialisme et modernisme, il n'y a pas continuité mais divorce, arrachement.

« Peut-être nous accusera-t-on d'effacer ainsi le caractère photographique ? C'est bien notre intention », disait Robert Demachy. On lui préférera le manifeste du modernisme que fut en 1929, à Stuttgart, l'exposition « Film und Foto », et les propos de son initiateur, Gustaf Stotz : *« Oui, l'exposition s'oppose vivement, en toute conscience et volontairement, à cette conception toujours répandue selon laquelle on ne pourrait obtenir un effet artistique dans la photographie que par la mollesse, le flou et surtout la retouche manuelle des prises de vue. Au contraire ! Le cœur de tout travail photographique véritable, c'est l'objectif, cette petite lentille qui permet de saisir tous les objets avec clarté, netteté et précision. »*

Si le pictorialisme connaît son apogée au tournant du siècle, il n'est pas « annulé » par la première guerre mondiale. Surtout en France où une impressionnante cohorte de petits maîtres répètent inlassablement, jusqu'en 1939, les mêmes images précieuses au charme désuet – femmes languides et vaporeux paysages, – perpétuant ainsi l'aura d'un dix-neuvième siècle qui n'en finit pas de mourir. Les *modernistes ? Ils viennent des Etats-Unis, d'Allemagne ou* d'Europe centrale : Berenice Abbott, Hans Bellmer, Ilse Bing, André Kertész, François Kollar, Germaine Krull, Eli Lotar, Man Ray, Raoul Ubac, Wols.

A la Bibliothèque nationale comme à La Villette, on appréciera la virtuosité dans l'emploi de la gomme bichromatée, du charbon et de l'encre grasse. On se laissera peut-être *séduire par une fadeur non dénuée de perversité. Mais* ces expositions ne flattent-elles pas le goût d'un public plus spontanément enclin à apprécier l'impressionnisme photographique que l'austérité moderniste ? De telles manifestations – impensables quand le pictorialisme expiait encore sa faute au purgatoire de l'art, et quand seul l'ineffable David Hamilton (référence de toute une génération d'adolescents) osait revendiquer le trop fameux « flou artistique » – ne prennent-elles pas tout leur sens dans notre époque qui cultive volontiers la nostalgie ?

La réhabilitation du pictorialisme à laquelle on assiste depuis quelques années témoignerait ainsi du malaise éprouvé par une photographie *décidément toujours à la* recherche de sa caution artistique. Nombreux sont les photographes qui, aujourd'hui, revendiquent leur « volonté d'art » et se réapproprient des procédés archaïques comme le daguerréotype ou le sténopé, jouent avec la gomme bichromatée, manipulent pinceaux, grattoirs et brosses. *Les* « néo pictorialistes », dont l'emblème pourrait être l'Italien Paolo Gioli, *entendent ainsi ancrer la photographie du côté* de l'art, et mimer la forme-tableau. C'est la fascination pour la peinture qui, de nouveau, s'avoue.

Que les œuvres produites séduisent par la somptuosité des couleurs et des matières, qu'elles répondent, aussi, à une certaine désaffection pour l'art conceptuel, cela ne fait guère de doute. Mais enfin, pour « faire art », faut-il nécessairement pasticher un pictorialisme fin de siècle qu'Alfred Stieglitz et Paul Strand aux Etats-Unis, Laszlo Moholy-Nagy et Albert Renger-Patzsch en Allemagne, ont soumis à une vive et féconde critique ?

DOMINIQUE BAQUÉ

(1) *Le Pictorialisme en France*, de Michel Poivert, Hoëbeke, 112 pages, 80 photos, 285 francs.

★ « Mittel Europa : fin de siècles », la Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès 75019, Paris. Jusqu'au 4 décembre.

★ « La photographie pictorialiste en France », galerie Colbert, Bibliothèque nationale, 6, rue des Petits-Champs ou 4, rue Vivienne 75002, Paris. Jusqu'au 14 novembre.



➡

En France, Cartier-Bresson et Doisneau traduisent leur époque. Aux Etats-Unis, Robert Frank, Lee Friedlander, Diane Arbus, Gary Winogrand traitent de leur rapport au monde. De Madrid à Saragosse, la photo ibérique s'est arrêtée. Oubliée de la modernité. Les artistes les plus célèbres, et souvent les plus célébrés par le régime, prônent encore le pictorialisme, qu'on appelle *tardopictorialismo*, abandonné en Europe et aux Etats-Unis dès le début des années 20.

Le sujet s'efface toujours, manière facile de s'opposer à la censure ou à la prise de conscience, devant l'obsession du procédé pigmentaire, un travail du grain, une colorisation qui se voudrait peinture. José Ortiz-Echagüe, pour avoir beaucoup immortalisé le Caudillo et les grands d'Espagne, par ses portraits partisans, Joaquim Pla Janini par ses truquages de voilure sur des sujets très posés, enfants-rois, étudiants en habits, pauvres gens « poétisés », ont, peut-être malgré eux, jeté une chappe sur toute velléité d'innovation.

Le franquisme de mœurs, comme on l'aurait dit du pétainisme, pointe encore dans des expressions que les réformateurs, à Berlin ou à Paris, critiquaient ouvertement quinze ans plus tôt. Myopie de la réalité. Objets et hommes gommés par la trame, chez Inocencio Schmidt de las Herras, paysannerie d'éternité chez Francisco Andrada, paysagisme inquiet, aux cieux tirés, lourd symbolisme sans propos qui retardent la circulation d'images authentiques. Plus de dix ans durant, la photographie omet de reproduire l'Espagne des usines et de la peur dans les yeux, ou plutôt c'est par ses omissions mêmes, ce maniérisme partout appuyé qu'elle laisse comprendre que les choses ne sont déjà plus comme les rêvait le régime.

La seule évolution notable de cette période consiste en un prudent mais réel sursaut de la province contre la capitale, des photographes isolés contre les maîtres de ce néo-pictorialisme. Dans beaucoup de grandes villes, et même dans des villes plus moyennes comme Almeria – où fleurira une école marginale mais tonique, le groupe AFAL (Association photographique d'Almeria), – naissent des associations d'amateurs ou de professionnels tenant simplement boutique de portraits. L'art encore officiel, l'académisme pincé s'essouffleront par la circonférence provinciale. Exactement comme le fascisme sera d'abord attaqué par les renaissances autonomistes.

Ce n'est pas encore la modernité, mais il y a, à la fin des années 50, déjà un peu plus de fantaisie dans les objectifs. Ces associations existent, d'abord, parce que Madrid prive l'Espagne de lieux d'exposition. L'Etat et la norme veillent toujours, mais les photographes sont plus nombreux, plus éparpillés, plus difficiles à contrôler. A Barcelone, à Alicante ou à Ibiza reviennent des étrangers pour qui l'après-guerre n'est déjà plus qu'un souvenir. Le nu est toujours proscrit, mais ici ou là on s'enhardit à fixer le départ des émigrants (Manuel Ferrol), on loge quelques clins d'œil dans les scènes de rue (Frances Catala-Roca). La modernité photographique, comme la démocratie, tiendra d'abord à ces minces filets d'air libre. Au *« goutte à goutte »*, écrit Carlos Canovas.

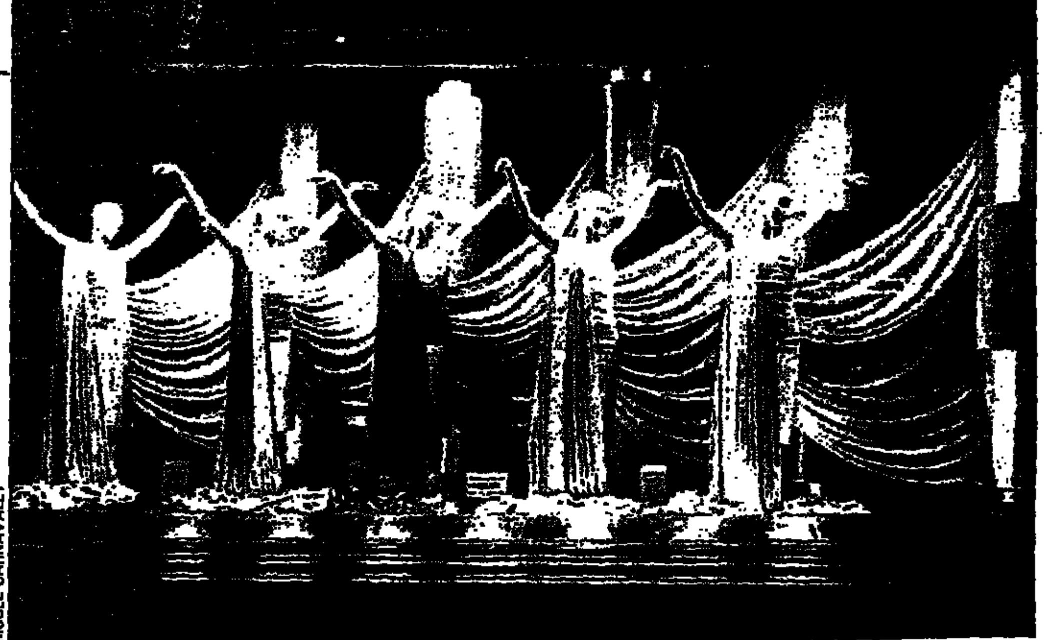
PHILIPPE BOGGIO

★ « Le temps du silence, la photographie espagnole des années 1950-1960 », Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris. Du 18 novembre au 31 janvier. Catalogue : textes de Pere Formiguera et de Carlos Canovas, 258 pages, 200 photos, 200 francs.

PHOTO

PARIS
au Musée Carnavalet

LE GRAND LIVRE DE LA CAPITALE


MUSÉE CARNAVALET

Cinq mannequins Siegel dans une vitrine du Printemps, vers 1920.

Comment faire sentir au public le poids et la diversité d'une collection ? C'est l'ambition du Musée Carnavalet, dont le fonds, qui court des primitifs du dix-neuvième siècle aux auteurs d'aujourd'hui, renferme chefs-d'œuvre et curiosités, trésors d'Atget et obscurs opérateurs, des séries documentaires et anecdotes frivoles. Carnavalet a donc mis en place un « cabinet d'art graphique » où le visiteur pourra « feuilleter » deux mille images regroupées par thèmes et accrochées sur des volets fixés aux murs.

LE Musée Carnavalet, qui affiche l'ambition d'être la *« mémoire artistique de Paris »*, possède un fonds de cent mille photos. Collection disparate, elle est signée des grands noms de la photographie mais réunit aussi des artisans anonymes. Elle est centrée sur les monuments parisiens mais se fait l'écho des mille évènements, grands ou petits, qui ont agité la capitale. Elle renferme des chefs-d'œuvre incontestables et d'énormes séries documentaires. Les plus anciennes photos remontent à la préhistoire de la photographie. Les plus récentes ont été prises avant-hier. Le fonds est méconnu du public et il manque une salle, à Carnavalet, pour l'exposer par roulement.

A l'occasion du Mois de la photo, Françoise Reynaud, qui le gère depuis le début des années 80, tente avec Catherine Tambrun d'en faire sentir la multiplicité. La tâche semble impossible. Comment faire voisiner un siècle et demi de travaux aussi disparates ? *« Nous avons voulu conserver l'idée de série*, explique Françoise Reynaud. *Il est rare qu'une photo nous arrive de manière isolée. Nous avons donc décidé de « mettre en page » un cabinet d'art graphique, où l'on pourrait feuilleter des images. »* Deux mille images ont donc été regroupées par thèmes et accrochées sur des sortes de volets fixés aux murs, pages d'un grand livre à feuilleter. Chaque ensemble est introduit par quelques clichés symboliques.

On verra donc « La ville en gloire », les grands événements historiques et l'érection des grands monuments. « Les fastes » regroupent les « cartes de visites » illustrées, galerie des célébrités – Grévin, Zola, Sainte-Beuve, Garibaldi, Clemenceau, Huysmans – mais aussi des étoiles plus ou moins filantes de la vie parisienne, mondaines et demi-mondaines en robe décolletée ou maillot moulant.

Le monde de la nuit et celui des prisons, les quartiers voués à la disparition, les ruines – parfois splendides comme celles de l'Hôtel de Ville après la Commune. – les enterrements, de Victor Hugo à Jean-Paul Sartre, sont du côté de « La part d'ombre ». A rapprocher de la série « Esthétique du bizarre », sans doute la plus intéressante, qui ramasse aussi bien les vues de monuments dérisoirement protégés contre les bombardements au début de la première guerre mondiale que la somptueuse série des « Urinoirs » de Marville, les vues plus attendues de boîtes de nuits et les graffitis des années 80. Autre esthétique, celle du « Fragment », où voisinent détails décoratifs, clichés sortis d'un inventaire lapidaire et les recherches les plus abouties – les travaux de Lucien Hervé sur la chaussée parisienne. « L'archéologie de la modernité » permet de suivre la transformation de Paris depuis le dix-neuvième siècles tandis que « Coexistences » montre, de manière plus anecdotique, les pittoresques urbains, petits métiers et clochards.

Une collection comme celle de Carnavalet, ce sont aussi des « phares ». Celui qui est présenté au deuxième étage, Eugène Atget, n'est pas le moins inconnu. Mais le musée possède quatre mille images de cet archétype du photographe parisien. Un hommage lui est donc rendu dans deux salles. Sur les cimaises, soixante tirages originaux de 1910, qui composaient un album intitulé *Voitures* (1), anthologie du véhicule hippomobile à la veille de sa disparition.

Négligeant cheval et conducteur, Atget établi une typologie précise de ces moyens de transport, du corbillard de première classe au panier à salade avec ses fenêtres en trompe-l'œil, des tapissières de déménagement aux tombereaux à ordures, en passant par les landaus, les fiacres et les roulottes de la zone. Derrière l'inventaire, on sent poindre la nostalgie du photographe toujours à l'œuvre dans un Paris au bord de l'évanouissement. Le troisième étage est une plongée à travers les différentes techniques qui ont permis de capter l'image : daguerréotype, gomme, Cibachrome, platine, papiers salés, Kodachrome, autant de procédés représentés dans la collection de Carnavalet.

Cette coupe indique aussi les forces et les faiblesses de ce fonds. Jusqu'en 1920, la Ville avait une politique de commande systématique. Chaque monument était pointé par le photographe, qui ne devait négliger aucun des éléments du plus modeste mobilier urbain – les « Urinoirs » de Marville ont été l'objet d'une telle demande. A cette date, la municipalité a baissé les bras. La collection ne s'est alors enrichie que par dons ou legs. Depuis 1980, la photo fait de nouveau partie des préoccupations de Paris. Le département photographique de Carnavalet fonctionne avec un (modeste) budget d'achat de 120 000 francs par an – hors coup exceptionnel. Aussi l'ambition de Françoise Reynaud n'est-elle pas de combler les trous béants de son fonds mais de « couvrir » notre époque grâce à des achats d'œuvres contemporaines. Paris renoue ainsi avec sa mémoire visuelle. *« Il y a probablement quelque chose de mortuaire dans l'idée de collection*, remarque Cartier-Bresson en introduction du catalogue de l'exposition. *Mais pourquoi pas ? »*

EMMANUEL DE ROUX

(1) *Les Voitures d'Atget*, de Françoise Reynaud, Editions Carré/Paris-Musées, 130 pages, 250 francs. Vient d'être publié : *Intérieurs parisiens*, d'Eugène Atget. Textes de Molly Nesbit et de Françoise Reynaud, Editions Carré/Paris-Musées, 124 pages, 250 francs.

★ *Portrait d'une capitale, les « Voitures » d'Atget, Paris et le daguerréotype, 150e anniversaire de la photo.* Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, 75003 Paris. Tél. : 42-72-21-13. Du 30 octobre au 10 janvier 1993.

HOMMAGE
aux galeries


COURTESY/GAL. SAMIA SAOUMA

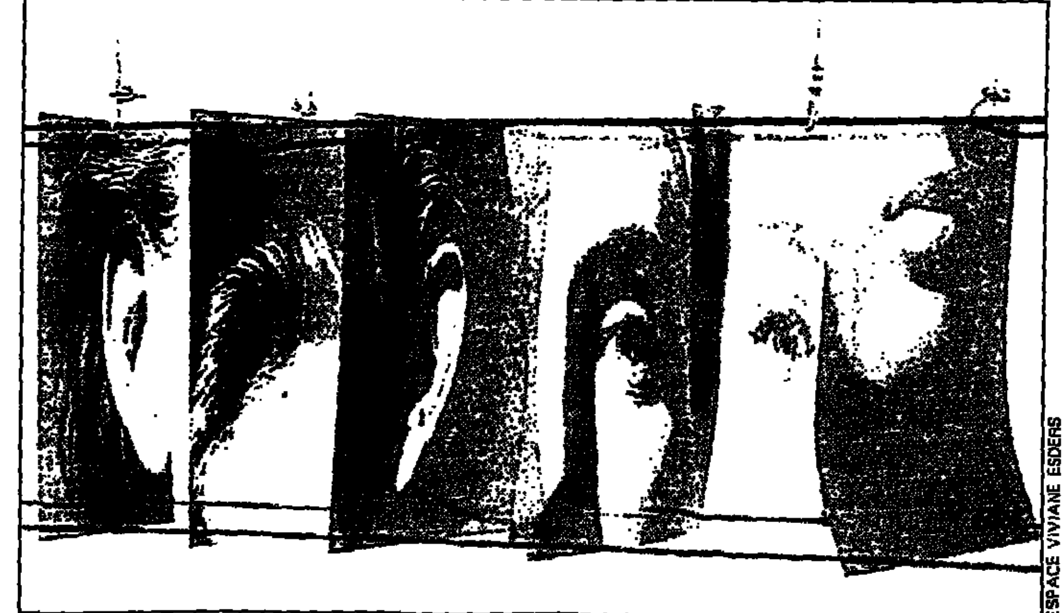
GAL. BAUDOIN LEBON

De gauche à droite,
David Seidner : *Cindy Sherman*,
Aram Dervent : *sans titre*,
Joe Gantz : « Flavia et Philippe ».
Ci-dessous, Nathalie Van Boxel : « Un visage 1 ».


ESPACE DONGUY

JUSTE hommage que le « Mois » rend aux galeries privées, baromètre utile d'un art souvent trop institutionnel. Parmi la vingtaine d'expositions, on retrouve les piliers comme Agathe Gaillard, qui présente le bouillonnant Krzysztof Pruszkowski et son *« manifeste artistique, une série de vingt-cinq images basée sur la pureté de la forme, et présentée comme un règlement de comptes définitif avec le conceptualisme »*. A voir aussi : Alain Fleischer (galerie Michèle Chomette), Gerd Bonfert (Bouqueret + Lebon), Giordano Bonora (Jean-Pierre Lambert), le grand Paul Strand (Zabriskie), les paysages de nuit de Michel Séméniako (Fanny Guillon-Lafaille), la belle série sur le sida de Brian Weil (le nouvel espace d'Urbi et Orbi) et l'excellent Thierry Urbain (Pons). A découvrir également : les Polaroïds marins de Corinne Mercadier (Isabelle Bongard) et les visages sur celluloïds de Nathalie Van Boxel (Viviane Esders).

Des galeries d'art contemporain sont de plus en plus présentes dans la photographie, comme Thaddaeus Ropac, qui présente une œuvre monumentale des jumeaux Mike et Doug Starn. Chez Baudoin Lebon, Aram Dervent montre la femme enceinte à différents stades de la grossesse. A l'Espace Donguy, Joe Gantz présente des couples dans l'intimité. Restent deux expositions, qui pourraient marquer le « Mois » : les portraits d'artistes de David Seidner, chez Samia Saouma, et les sulfureuses mises en scène d'Hatty Van Zak, à la galerie Thierry Salvador, qui font autant référence à l'histoire du sexe qu'aux stéréotypes du cinéma.

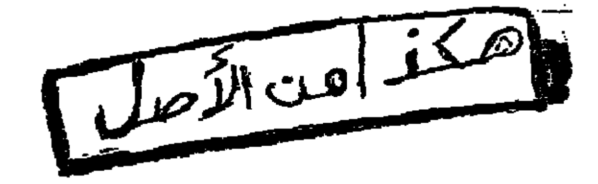

ESPACE VIVIANE ESDERS

(Renseignements, tél. : 40-41-40-89).

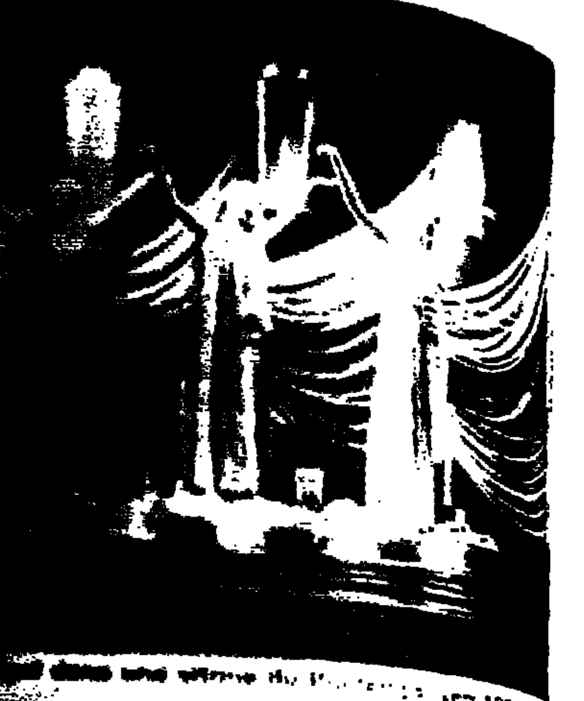
★ Le Mois de la photo est organisé par Paris Audiovisuel avec la participation de la direction des affaires culturelles de la Ville de Paris, de la délégation aux arts plastiques du ministère de la culture et le concours d'Air France. Signalons le soutien de partenaires privés comme la FNAC, Arjo Wiggins, Oriental Papier, Agfa Bayer, la SCAM, Radio Nova et Publimod-Photo.

★ Points d'information : FNAC Forum, jusqu'au 27 novembre. Programme sur Minitel : Ville de Paris (3615 CAPITALE) ; FNAC (3615 FNAC). Renseignements : 40-41-40-89.

★ L'affiche du « Mois » a été réalisée par Luciano Castelli. Le catalogue, conçu par Jean-François Couvreur, reprend, par thèmes, la totalité des expositions ainsi que l'ensemble des activités annexes. Editions Paris Audiovisuel, 356 pages, 195 francs.



هكذا من الأصل





WALTER CARONE
à l'Espace photographique

MAGNANI LES BOULANGERS ET LE PCF

Walter Carone incarne le « Paris-Match » d'après guerre, l'âge d'or du photo-journalisme, l'époque où les stars se souciaient peu de leur image : les dix-huit ans de Brigitte Bardot, Grace Kelly en mariée, John Kennedy jeune président des Etats-Unis, c'est lui. Avec plus de sept cents « sujets » en trois ans, Walter Carone est exemplaire de cet art de l'instant dont on s'aperçoit aujourd'hui qu'il restera. Un livre-album et une exposition lui rendent hommage.



Anna Magnani au bal des Petits Lits blancs, octobre 1948.

D.R.

BEAU gosse culotté et talentueux, Walter Carone incarne une période révolue du photo-journalisme, son âge d'or. Reporter à *Paris-Match* au lendemain de la Libération, il en fit les beaux jours, avec quelques jeunes gens de la même trempe qui auraient bien ri si on leur avait dit qu'ils avaient du génie. Délivrée du cauchemar de la guerre, l'époque était insouciante. La télé balbutiait encore et la photo d'actualité était au mieux de sa forme. Jamais plus elle n'aurait cette aptitude ni cet appétit à refléter les lumières et les ombres de son temps. Le livre-album (1) qui accompagne l'exposition de l'Espace photo des Halles à Paris montre que l'époque, elle aussi, avait du talent. On y voit trois couvertures de *Match* dues à Carone. Sur l'une, Brigitte Bardot à dix-huit ans. L'autre représente Grace Kelly en robe de mariée et la troisième Kennedy tout jeune président des Etats-Unis. Les années 90 n'ont pas le même brio. Elles ne nous offrent, pour peupler nos rêves, que des ersatz : Vanessa Paradis, Bill Clinton et Caroline de Monaco.

L'hommage que rend le Mois de la photo à Walter Carone est un tribut à cet art de l'instant dont on s'aperçoit aujourd'hui qu'il restera. Carone était né au bon moment, en 1920, juste à temps pour mettre en scène les folles années d'après guerre. Installé comme modeste photographe à Cannes, son père, un immigré italien, lui avait appris très tôt à se servir d'une chambre 13 × 18. Débrouillard, Walter aidait Mario Carone à monter le trépied et à doser la poudre de magnésium indispensable au flash.

Leurs reportages ? Le congrès annuel des boulangers et les mille événements qui font la vie ordinaire d'une ville de province. Ce furent ses universités à lui. Il garda de ces années d'apprentissage un goût affirmé pour la technique, qui l'incita à cofonder *Photo*. Le premier numéro du magazine parut en 1967 avec cette profession de foi : mettre *« les professionnels au service des amateurs »*.

Armé d'un Rolleiflex, Walter Carone débute à *Cinévie* puis à *Point de vue*, une sorte de *Paris-Match* avant la lettre. Il rejoint l'hebdomadaire de Jean Prouvost en janvier 1949, trois mois avant sa reparution. Il en fut l'un des piliers, d'abord sur le terrain – et quel terrain ! – puis comme chef du service photo en 1956 et rédacteur en chef adjoint du début à la fin des années 60.

Emporté par un cancer en 1982 à l'âge de soixante-deux ans, Walter Carone était de ces reporters-photographes qui allaient partout, s'intéressaient à tout et savaient tout faire. Plus de sept cents « sujets » en trois ans à la grande époque : la Légion d'honneur de Marcel Cerdan, des tableaux peints par des aliénés, une inondation-catastrophe, un défilé de pin-up, l'opération d'un cancer du sein, un mariage de nudistes, le président Auriol à la chasse, la mode canine, un meeting communiste, Rita Hayworth au Carlton...

Son Leica toujours à portée de main, Walter Carone photographiait comme on respire. C'était son oxygène à lui. Un jour de 1959 il croise les Nixon dans les couloirs d'un hôtel new-yorkais, lui en smoking, elle en robe de cocktail. Carone déclenche d'instinct. Le résultat est là, aussi léché que spontané. Du vrai savoir-faire.

L'époque savait récompenser le talent. Comme Willy Rizzo et quelques autres, Walter Carone était une gloire. On lui prêtait le même pouvoir qu'à un Bernard Pivot. Se faire photographier par lui était une consécration pour les uns, un tremplin pour les autres. Brigitte Bardot lui voue une reconnaissance éternelle de l'avoir tirée d'un quasi anonymat, dans *Match*, cinq ans avant *Et Dieu créa la femme*.

Dans *les Bijoux de la Castafiore* (1963), Hergé campe un journaliste de *Paris-Flash* nommé Walter Rizotto, mi-Walter Carone, mi-Willy Rizzo, des archétypes. Toujours sur la brèche, menant grand équipage – à l'image de la prospérité du *Paris-Match* d'alors dont les ventes atteignent parfois les deux millions d'exemplaires, – les reporters maison tutoient l'actualité. Ils la façonnent à l'occasion, au gré de leur inspiration et de leurs caprices. Pour Carone, le boxeur « Sugar » Ray Robinson accepte de poser nu dans les vestiaires d'un ring. Bourvil se laisse photographier dans sa baignoire, frictionné par sa femme. Georges Pompidou est assis sur un bureau. Il a presque l'air naturel. On ne refusait rien à Walter Carone, de *Paris-Match*. Le ton de Carone, qui avait fait ses classes dans la rue, rappelle le néo-réalisme italien. Il y a du Rossellini, celui de *Rome ville ouverte*, dans le regard qu'il pose sur les anonymes de l'époque et dans un reportage, commandé par *Point de vue*, sur les prostituées parisiennes. En 1948, Anna Magnani, l'héroïne de *Rome ville ouverte* justement, lui offre l'une de ses plus belles images. Surprise au bal des Petits Lits blancs, à l'heure où la fatigue affleure, la « Bellissima », perdue dans ses pensées, est sublime de densité.

Aucune star d'aujourd'hui ne se laisserait surprendre dans un tel moment. Les Walter Carone des années 90 sont priés de prendre rendez-vous avec une attachée de presse, de respecter des conditions draconiennes de prise de vue et de soumettre leurs images à leurs modèles avant publication. La Magnani, elle, ne perdait pas son temps à ces puérilités. Il paraît qu'elle poussa même le détachement jusqu'à trouver cette photo *« rigolote »*. Carone faisait partie d'un monde que peint Fellini dans *la Dolce Vita*, où photographes et vedettes jetaient la vie par les fenêtres. L'époque était à la liberté entre les étoiles d'alors et leur miroir. Pas encore aux plans médias.

Les années filaient vite, si vite que personne ne se serait avisé que les lascars de *Match* étaient aussi des auteurs. Le nom de Walter Carone n'est pas ou à peine mentionné dans les ouvrages qui retracent l'épopée de *Paris-Match* (2). Roger Thérond, qui connut ces années-là et dirige aujourd'hui le journal, estime que Carone fut, comme d'autres, *« victime de l'hebdomarité »*. Un reportage chassait l'autre, l'entraînant dans l'oubli.

Serge Bramly, à qui l'on doit le livre et l'exposition sur Carone, a retrouvé dans de vieux cartons, rangés dans le désordre au domicile du photographe, certaines des pépites exposées au Forum des Halles. Modeste et détaché, Carone non plus ne savait pas qu'il bâtissait une œuvre. Il y a des trous dans la documentation de *Paris-Match*. Les négatifs d'une série de photos de Boris Vian manquent, entre autres. Seule subsiste la planche-contact de ce reportage. Elle dit la qualité de ce travail perdu de Carone, réalisé, comme ses autres « sujets », dans l'urgence.

Venant après l'exposition que la Galerie Agathe-Gaillard a consacrée en décembre 1991 à Willy Rizzo, l'hommage du Mois de la photo est une juste réhabilitation. Elle ancre dans la durée la vision de ce metteur en scène de l'éphémère qu'était Walter Carone.

BERTRAND LE GENDRE

(1) *Walter Carone photographe*, de Serge Bramly. Editions Jean-Claude Lattès. 168 pages, 154 photographies en noir et blanc, 290 F.

(2) *La Fabuleuse Aventure de « Paris-Match »*, de Guillaume Hanoteau. Plon, 1976. *Quarante ans, Paris-Match*, de Roger Thérond et autres. Editions du Chêne, 1987.

★ « Walter Carone, les années reportage » : Espace photographique de Paris. Nouveau Forum des Halles, porte Pont-Neuf, place Carrée, 4-8, Grande Galerie, 75001 Paris. Jusqu'au 19 novembre.

Itinéraires

Outre les événements traités dans ces pages, sept expositions méritent le déplacement :

Luigi Ghirri : ce photographe italien, décédé en février dernier, a influencé la photo de son pays dans les années 70 par ses écrits et par sa vision du paysage : couleurs douces, mais surtout traitement critique de la représentation.

★ « Versailles », Institut culturel italien, 50, rue de Varenne, 75007 Paris. Du 3 novembre au 4 décembre.

★ « L'atelier de Morandi », galerie Contrejour, 96, rue Daguerre, 75014 Paris. Du 3 novembre au 12 décembre.

Carl de Keyzer : après un travail remarqué sur l'ex-Union soviétique, ce photographe belge, membre de l'agence Magnum, est parti sur les traces des groupes religieux aux Etats-Unis. Une vision critique et sociologique dans la tradition du grand reportage en noir et blanc.

★ « God Inc. », FNAC Forum, Forum des Halles, Niveau 1, 75001, Paris. Jusqu'au 4 janvier. Catalogue en anglais et néerlandais, Uitgeverij Focus, 166 pages.

Tony Ray Jones : il faut rédécouvrir Tony Ray Jones – mort d'une leucémie en 1972 à l'âge de trente ans – pour comprendre la photo britannique contemporaine, disions-nous en mai dernier, lors du festival de Reims. Humour décapent et archétypes de la société britannique sont au centre d'un travail loué par Cartier-Bresson et Paul Strand. *« Je veux que mes images mordent »*, disait Tony Ray Jones. Elles mordent.

★ FNAC Étoile, 24-30, avenue des Ternes, 75017 Paris. Du 10 novembre au 9 janvier. Catalogue disponible en anglais.

Christer Strömholm : inconnu, mais considéré, avec plus de cent expositions à son actif, comme *« l'un des maîtres de la photographie suédoise »*. Ancien élève des Beaux Arts à Paris à la fin des années 40, influencé par Otto Steinert, grand voyageur, on lui doit des portraits d'artistes, des reportages et recherches graphiques. A découvrir.

★ Centre culturel suédois, 11, rue Payenne, 75003 Paris. Du 30 octobre au 29 novembre.

Steef Zoetmulder : les amateurs de la photo subjective des années 30-50, apprécieront la production – notamment publicitaire – de ce photographe néerlandais : solarisations, vues plongeantes, recherches sur la matière, natures mortes fonctionnelles.

★ Mairie du VIIIe, 3, rue de Lisbonne, 75008 Paris. Du 5 novembre au 29 novembre.

Accord à corps : des clichés des membres des premières écoles de culture physique, au siècle dernier, dans la collection Desbonnet : hommes nus et musclés, le sexe masqué par des feuilles de vigne, femmes nues dans des voiles vaporeux. Curiosités garanties. Une exposition dynamique et rafraîchissante.

★ Maison de La Villette, angle de la rue Corentin-Cariou et du quai de la Charente, 75019 Paris. Du 29 octobre au 13 décembre.

Collection du Musée Sztuki de Lodz : Alain Sayag avait montré au Centre Pompidou combien l'avant-garde photographique était riche en Pologne. Cette collection de Lodz, sur la photo de l'entre-deux-guerres, le confirme avec des recherches de Witkiewicz, Bulhak, Romer, Dorys, etc.

★ Institut polonais, 31, rue Jean Goujon, 75008 Paris. Du 4 au 27 novembre.

هكذا من الأصل

LA SÉLECTION

CINEMA

Tous les films nouveaux

La Femme de l'épicier

de John Pozer,
avec Simon Webb, Susinn McFarlen, Nicola Cavendish, Jay Brazeau, Andrea Rankin, Alec Burden.
Canadien, noir et blanc (1 h 30).

En noir et blanc post-expressioniste, la très tragique histoire d'un grand prolo à sa maman dont le domicile est envahi par une pulpeuse créature.

VO : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

L'Inconnu dans la maison

de Georges lautner,
avec Jean-Paul Belmondo, Renée Faure, François Perrot, Hubert Deschamps, Cristiana Reali, Sébastien Tavel.
Français (1 h 44).

Belmondo remplace Raimu (interprète de la première version, réalisée par Decoin), mais il s'agit toujours de la réhabilitation d'un avocat déchu, grâce à la résolution d'une affaire criminelle entre adolescents.

Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57 36-65-70-83) ; Rex, dolby, 2e (42-36-83-93 36-65-70-23) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (45-74-94-94 36-65-70-14) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 8e (43-87-35-43 36-65-71-88) ; U.G.C. Biarritz, 8e (45-62-20-40 36-65-70-81) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 36-65-70-18) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 36-65-71-33) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; U.G.C. Gobelins, 13e (45-61-94-95 36-65-70-45) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; U.G.C. Convention, 15e (45-74-93-40 36-65-70-47) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (45-22-47-94).

Isabelle Eberhardt

de Ian Pringle,
avec Mathilda May, Tcheky Karyo, Peter O'Toole, Claude Villers, Richard Moir, Arthur Dignam.
Franco-australien (1 h 55).

Evocation d'un étonnant personnage d'avenurière, écrivain et peut-être espionne, qui disparut au Sahara à l'âge de 27 ans.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; Elysées Lincoln, dolby, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Olivier Olivier

de Agnieszka Holland,
avec François Cluzet, Brigitte Roüan, Jean-François Stévenin, Grégoire Colin, Maria Golovine.
Français (1 h 50).

La disparition de leur petit garçon détruit un couple. Des années plus tard, ils croient reconnaître en un adolescent vagabond l'enfant perdu.

Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

La Petite Amie d'Antonio

de Manuel Poirier,
avec Hélène Foubert, Sergi Lopez, Florence Giorgetti, Corine Darmon, Guy-Pierre Mineur, Laurent Arnal.
Français (1 h 45).

Pour son premier film, Manuel Poirier trouve le ton juste afin de conter le quotidien d'une jeune fille déchirée par le mal vivre.

14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

Le Voyage étranger

de Serge Roullet,
avec Mathias Mégard, Daniel Dubois, Virginie Linhardt, Christine Combe, Frédéric Gatto, Karim Askaul.
Français (2 h).

Comment un jeune noble français en rupture de ban devint Saint Alexis après une expérience mystique chez les Maures.

Latina, 4e (42-78-47-86).

Wayne's World

de Penelope Spheeris,
avec Mike Myers, Dana Carvey, Rob Lowe, Tia Carrere, Brian Doyle-Murray, Lara Flynn Boyle.
Américain (1 h 32).

Cette adaptation pour grand écran d'une série de sketches télévisés autour d'une paire de zozos animateurs d'une radio rock pirate a remporté un ahurissant triomphe aux Etats Unis.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57 36-65-70-83) ; Pathé Impérial, handicapés, dolby, 2e (47-42-72-52) ; U.G.C. Danton, dolby, 6e (42-25-10-30 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, handicapés, dolby, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; George V, THX, dolby, 8e (45-62-41-46 36-65-70-74) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
VF : Rex, dolby, 2e (42-36-83-93 36-65-70-23) ; U.G.C. Montparnasse, handicapés, 6e (45-74-94-94 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9e (47-42-56-31 36-65-70-18) ; U.G.C. Gobelins, 13e (45-61-94-95 36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39) ; U.G.C. Convention, 15e (45-74-93-40 36-65-70-47) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 36-65-71-44).

Sélection

Agantuk le visiteur

de Satyajit Ray,
avec Uptal Dutt, Mamata Shankar, Deepankar De, Bikram Bhattacharya, Dhritiman Chatterjee, Rabi Ghosh.
Indien (2 h).

Ultime film de Ray en forme de conte philosophique ironique, ultime chef-d'œuvre.

VO : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Cinémathèque française salle du Palais de Tokyo, 16e (47-04-24-24).



D. R.

« L'Intendant Sansho », de Kenji Mizoguchi.

Antigone

de Danièle Huillet,
Jean-Marie Straub, texte de Bertolt Brecht,
avec Astrid Ofner, Ursula Ofner, Hans Diehl, Kurt Radeke.
Franco-allemand (1 h 40).

L'exemplaire transformation d'un texte de théâtre immémorial en film de cinéma d'actualité.

Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

Le Chêne

de Lucian Pintilie,
avec Maia Morgenstern, Razvan Vasilescu, Victor Rebengiuc, Dorel Visan.
Roumain (1 h 45).

Picaresque, délirante et désespérée, la virée à travers la folie bureaucratique d'une jeune femme rebelle et d'un toubib anticonformiste.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

Et la vie continue

de Abbas Kiarostami,
avec Farhad Kheradmand, Puya Paevar, les habitants de Roudhar, Rostamabad.
Iranien (1 h 31).

A la recherche de deux enfants après le terrible séisme qui a frappé l'Iran, un grand cinéaste voyant découvre la vie même.

VO : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

In the Soup

d'Alexandre Rockwell,
avec Seymour Cassel, Steve Buscemi, Jennifer Beals, Jim Jarmusch, Carol Kane.
Américain (1 h 33).

Les hilarantes mésaventures d'une apprenti génie du cinéma new-yorkais, portées par la présence épatante de Seymour Cassel.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 36-65-70-43) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L 627

de Bertrand Tavernier,
avec Didier Bezace, Jean-Paul Comart, Charlotte Kady, Jean-Roger Milo, Nils Tavernier, Philippe Torreton.
Français (2 h 25).

A mi-chemin du document et du polar d'action, les faits et gestes d'une brigade des stups parisienne font une chronique passionnante, soutenue par une bande de formidables acteurs.

Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26 36-65-70-67) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37) ; U.G.C. Champs-Elysées, handicapés, dolby, 8e (45-62-20-40 36-65-70-88) ; U.G.C. Opéra, dolby, 9e (45-74-95-40 36-65-70-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (45-61-94-95 36-65-70-45) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; 14 Juillet Beaugrenelle, handicapés, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 36-65-71-44).

Les Nuits fauves

de Cyril Collard,
avec Cyril Collard, Romane Bohringer, Carlos Lopez, Corine Blue, Claude Winter, René- Marc Bini.
Français (2 h 10).
Interdit - 12 ans.

Des troubles de l'amour, des trouilles de la mort, Collard tire une énergie à couper le souffle, pour le film le plus émouvant inventé par le cinéma français depuis longtemps.

Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14e (36-65-75-14) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, handicapés, dolby, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

Simple Men

de Hal Hartley,
avec Robert Burke, William Sage, Karen Sillas, Elina Löwensohn, Martin Donovan, Mark Chandler Bailey.
Américain (1 h 44).

Burlesque et implacable radiographie de l'Amérique filmée par ce pince-sans-rire de Hartley, le plus prometteur des jeunes cinéastes américains, dont les deux autres films, *The Unbelievable Truth* et *Trust Me*, toujours à l'affiche, sont également à découvrir.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, handicapés, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins (ex-Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

The Long Day Closes

de Terence Davies,
avec Marjorie Yates, Leigh McComarck, Anthony Watson, Nicholas Lamont, Ayse Owens, Tina Malone.
Britannique (1 h 22).

Plus sophistiquée mais toujours aussi émouvante, la suite de *Distant Voices* est une évocation d'enfance enchantée et cruelle.

VO : Reflet Logos I, handicapés, 5e (43-54-42-34) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Reprises

L'Intendant Sansho

de Kenji Mizoguchi,
avec Eitaro Shindo, Kinuyo Tanaka, Yoshiaki Hanayagi, Kyoko Kagawa, Akitake Kawano, Ryasuke Kagawa.
Japonais, 1954, noir et blanc, copie neuve (2 h 04).

Ou comment la splendeur de la mise en scène transforme un affrontement médiéval en impitoyable parabole sur la dignité.

VO : Action Christine, handicapés, 6e (43-29-11-30 36-65-70-62).

La Nuit du chasseur

de Charles Laughton,
avec Robert Mitchum, Shelley Winters, Lillian Gish, Billy Chapin, Sally Jane Bruce, James Gleason.
Américain, 1955, noir et blanc, copie neuve (1 h 33).

Une nouvelle génération viendra-t-elle rejoindre le club de ceux qui considèrent l'unique film de Laughton comme le plus beau de l'histoire du cinéma? Nul, en tout cas, n'échappera au charme maléfique de Mitchum.

VO : L'Arlequin (ex-Cosmos), 6e (45-44-28-80).

Le Roman d'un tricheur

de Sacha Guitry,
avec Sacha Guitry, Serge Grave, Marguerite Moreno, Rosine Deréan, Jacqueline Delubac, Pauline Carton.
Français, 1936, noir et blanc (1 h 20).

Les immorales et brillantissimes tribulations d'un arriviste élégant, filmées, jouées et narrées par Guitry, n'ont pas pris une ride.

Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Victor Victoria

de Blake Edwards,
avec Julie Andrews, James Gardner, Robert Preston.
Américain, 1982 (2 h 15).

La transformation en homme de Julie Andrews, parfaite, est l'une des plus belles histoires de travestissement et d'hommage au monde du music-hall jamais filmées.

VO : Action Ecoles, dolby, 5e (43-25-72-07 36-65-70-64).

Festivals

Sous le soleil du Mexique

Dans le cadre du cycle « Amériques latines », le Centre Pompidou se met aux couleurs du Mexique et célèbre son cinéma : retrospective de cent vingt productions cinématographiques mexicaines avec, notamment, les œuvres d'Emilio Fernandez et de Gabriel Figueroa, les films de Luis Bunuel et d'Eisenstein (*Que viva Mexico!*) sur le Mexique et le cinéma d'auteur de Paul Leduc, Jaime Umberto Hermosilla et Arturo Ripstein.

Du 28 octobre au 1er février, salle Garance. Tél. : 44-78-12-33.

Emile Reynaud et les cent ans du théâtre optique

Pionnier du spectacle d'écran et du dessin animé, Emile Reynaud, l'inventeur du théâtre optique, est mis à l'honnneur par la Cinémathèque française au Palais de Chaillot. Au programme : une exposition spectacle de son œuvre et surtout la reconstitution des deux seules bandes conservées de ses séances de « pantomimes lumineuses », *Autour d'une cabine* et *Pauvre Pierrot*, qui connurent en leur temps un succès sans précédent.

Jusqu'au 27 décembre à la Cinémathèque. Palais de Chaillot, place du Trocadéro. Tél. : 47-04-24-24.

La sélection « Cinéma » a été établie par : Jean-Michel Frodon

Les entrées à Paris

Bien partie dès le mercredi, la semaine bénéficie du renfort des vacances scolaires pour atteindre des scores que l'on voudrait voir plus souvent. Cette conjoncture favorable profite à la plupart des nouveautés, chacune dans sa catégorie. Ainsi le nouveau Disney, *la Belle et la Bête*, se taille un prévisible succès à près de 160 000 entrées en 44 salles, tandis que, doté de trois écrans de moins, *Jeux de guerre* réussit son premier round avec 125 000 spectateurs. Dans une combinaison baucoup plus modeste (douze salles), *les Nuits fauves* démarre bien à plus de 40 000. Même le discret *Et la vie continue* peut se réjouir de ses 4 000 entrées dans seulement trois cinémas.

Après deux semaines et deux jours d'exploitation, *1492 Christophe Colomb* tient bon avec un total de 330 000 spectateurs, score considérable compte tenu du nombre réduit de séances quotidiennes. *Max et Jérémie* remplit son contrat en se maintenant à plus de 60 000 en deuxième semaine, tandis que le tireur de pousse-pousse de *la Cité de la joie* ne s'essouffle pas encore, avec à nouveau 45 000 entrées, soit un total de plus de 250 000 en un mois.

Les résultats globaux sont pourtant en recul par rapport à la semaine correspondante de l'an passé, où régnait *Terminator 2*. Mais les chiffres traduisent une plus saine répartition du succès. En revanche se confirme un phénomène qui, après avoir représenté lui aussi un assainissement, commence à devenir inquiétant : il y a exactement un an, 136 films étaient à l'affiche à Paris – et c'était sans doute trop. Aujourd'hui, 87 titres, soit une diminution de plus du tiers, sont proposés aux spectateurs. Depuis qu'au début de l'année on est passé sous la barre des cent titres, la chute (donc la perte en diversité) n'a fait que s'aggraver, accélérée par la concentration des grands circuits de salles.

هكذا من الأصل

THEATRE

Spectacles nouveaux

A toi, de cœur

d'après George Sand et Marie d'Orval,
mise en scène d'Anne Calvet,
avec Sylvie Vallières, Elise Arpentinier et Didier Morven.

Deux femmes d'exception, l'une est célèbre, l'autre moins. Qu'aurait été l'une sans l'autre? Ebauche d'une réponse avec ce spectacle inspiré par leur correspondance.

Théâtre de Nesle, 8, rue de Nesle, 6e. A partir du 2 novembre. Du lundi au samedi à 22 heures. Tél. : 43-29-45-88. De 70 F à 80 F.

Le Baiser de la veuve

d'Israël Horovitz,
mise en scène de Philippe Lamblin,
avec Christine Chansou, Niels Dubost et Fabrice Moussy.

Un auteur un peu délaissé désormais mais qui intéresse toujours autant les compagnies indépendantes. A découvrir.

Théâtre de Nesle, 8, rue de Nesle, 6e. A partir du 2 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-29-45-88. De 70 F à 80 F.

Le Dernier Quatuor d'un homme sourd

de François Cervantès,
mise en scène de l'auteur.

Dans un lieu désormais en pleine renaissance, cette méditation sur le rapport entre deux arts de la scène, la musique et le théâtre, où il est question de l'interprétation du dernier quatuor à cordes de Beethoven.

Cité internationale universitaire, 21, bd Jourdan, 14e. A partir du 2 novembre. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 45, le dimanche à 16 h 45. Tél. : 45-89-38-69. 75 F et 95 F.

Maldoror

d'après Lautréamont,
mise en scène de Marie Bertozzi,
avec Richard Lakatos, Emmanuel Laval, Fanny Martella, Philippe Cornélus et Pascal Gaujal.

Un grand poète qui a souvent inspiré le théâtre. Le monde noir de Lautréamont dans les mains d'une jeune compagnie.

Théâtre Montorgueil, 46, rue Montorgueil, 2e. A partir du 3 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-22-11-57. De 60 F à 80 F.

Molly Bloom

de James Joyce,
mise en scène
de Jean-Michel Dupuis,
avec Hélène Vincent.

Reprise d'un spectacle créé l'hiver dernier à Angers. Le dernier chapitre du chef-d'œuvre de Joyce, Ulysse, dit par une actrice remarquable.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 3 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. De 25 F à 130 F.

Le Vagabond de Whitechapel

de Marc-Olivier Cayre,
mise en scène de l'auteur,
avec Anne-Marie Cayre, John Houliat, Jacques-Henri Mirat, Marc-Oliver Cayre, Christian Van Cau et Vincent Auvet.

Proposition tentante d'une adaptation théâtrale de la vie de Charlie Chaplin par un homme qui prend beaucoup de risques puisqu'il est l'auteur, l'interprète et le metteur en scène de ce spectacle.

Théâtre Maubel-Michel Galabru, 4, rue de l'Armée-d'Orient, 18e. A partir du 3 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-23-15-85. De 60 F à 100 F.

Paris

L'Aide-mémoire

de Jean-Claude Carrière,
mise en scène de Bernard Murat,
avec Fanny Ardant et Bernard Giraudeau.

Un duo de charme pour couple de comédiens virtuoses.

Comédie des Champs-Elysées, 15, av. Montaigne, 8e. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-20-08-24. De 110 F à 250 F.

Les Aviateurs

de et avec Farid Chopel et Ged Marlon.

Un spectacle presque aussi vieux que ses auteurs, c'est-à-dire plutôt jeune et qui leur a valu déjà tant de succès. Un classique à revisiter pour le plaisir.

Michel, 38, rue des Mathurins, 8e. Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-65-35-02. Durée : 1 h 30. De 90 F à 160 F.

La Comtesse d'Escarbagnas ; George Dandin

de Molière,
mise en scène de Jacques Lassalle,
avec Nicolas Silberg, Véronique Vella, Jean-Luc Bideau, Jean-Philippe Puymartin, Pierre Vial, Eric Frey, Igor Tyczka, Bruno Putzulu, Caroline Appéré, Vincent Dissez, Bérangère Dautun, Alain Pralon, François Beaulieu, Gérard Giroudon, Muriel Mayette, Catherine Sauval, Jean-Pierre Michaël et Philippe Torreton.

Quand Jacques Lassalle donne un jour nouveau et ascendant à un chef-d'œuvre du répertoire en compagnie d'acteurs d'une rare force d'imagination. Une mise en scène réfléchie, attentive, très sensible.

Comédie-Française, place Colette, 1er. Le lundi à 20 h 30, le samedi à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 160 F.

Les Euménides

d'Eschyle,
mise en scène
d'Ariane Mnouchkine,
avec Simon Abkarian, Duccio Bellugi, Juliana Carneiro da Cunha, Brontis Jodorowsky, Nirupama Nityanandan, Catherine Schaub, Myriam Azencot, Marc Barnaud, Myriam Boullay, Stéphane Brodt, Sergio Canto, Laurent Clawaert, Odile Delonca, Nadja Djerrah, Eve Doe Bruce, Daniel Domingo, Evelyn Fagnen et Isabelle Gazonnois.

Voilà enfin la quatrième partie de la saga des Atrides, que le Théâtre du Soleil a rodée et fait triompher en France, en Angleterre, à Montréal et à New-York. Oreste est pardonné, le temps de la vengeance n'est plus, voici venir celui du droit sinon de la justice. Naturellement, la pièce se donne en alternance avec Iphigénie, Agamemnon et les Choéphores.

Cartoucherie-Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Le vendredi à 19 h 30, le dimanche à 13 heures. Tél. : 43-74-24-08. De 135 F à 300 F.



TRISTAN VALES/ENGUERAND

« Molly Bloom », par Hélène Vincent à Nanterre.

Guy Bedos et Muriel Robin

de Guy Bedos,
Muriel Robin
et Jean-Loup Dabadie,
mise en scène de Roger Louret.

Ce duo d'enfer ne figure dans cette sélection que pour mémoire : le spectacle affiche déjà quasi complet jusqu'à Noël. Battez-vous!

Olympia, 28, bd des Capucines, 9e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 40-28-40-33. De 150 F à 230 F.

Hospitacle

de Martine Guillaud,
mise en scène de l'auteur,
avec Pierre Baux, Philippe Peyran-Lacroix, Rémy Gosselet et Marie-Pascale Grenier.

L'univers hospitalier vibre de toutes les angoisses, celles des malades, celles des médecins devant l'inévitable. Et aussi survient l'amour qui parfois rencontre l'humour.

Ranelagh, 5, rue des Vignes, 16e. Du mardi au samedi à 22 heures. Tél. : 42-88-64-44. De 90 F à 150 F.

Légendes de la forêt viennoise

d'Odon von Horvath,
mise en scène d'André Engel,
avec Jean-Luc Bideau, Pascal Bongard, Jacques Bonnafé, Rémy Carpentier, Christiane Cohendy, Yann Collette, Nathalie Dorval, Françoise Grandcolin, Jacques Nolot, Michèle Oppenot, Jacques Pieiller, Nathalie Richard et Stéphane Peccoux (musicien).

Histoires de gens banals, inconscients, pas vraiment méchants, victimes inquiétantes de leur lâcheté.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45. 95 F et 125 F.

Macbett

d'Eugène Ionesco,
mise en scène de Jorge Lavelli,
avec Claude Aufaure, Michel Aumont, Christian Bouillette, Gilles Gaston-Dreyfus, Jean-Claude Jay, Isabel Karajan, Gérard Lartigau, Xavier Percy, Sylvain Thirolle et Maria Verdi.

Ionesco relit Shakespeare à la lumière de Jarry, qui on le sait, s'est inspiré de Macbeth pour écrire Ubu. Mais le grand maître de l'Absurde ne copie personne et compose une satire époustouflante de toutes les « langues de bois ».

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. De 90 F à 140 F.

Oh, les beaux jours

de Samuel Beckett,
mise en scène de Pierre Chabert,
avec Denise Gence et Guy Cambreleng.

L'un des plus grands textes de ce siècle dans la voix de la « sociétaire » hors pair du Théâtre de la Colline. Superbe.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée, samedi et dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. De 90 F à 140 F.

Sganarelle ou le Cocu imaginaire, le Mariage forcé

de Molière,
mise en scène de Jacques Lassalle,
avec Valérie Delbore, Catherine Gandois, Isabelle Habiague, Laurent Manzoni, Olivier Perrier, Mark Saporta et Daniel Znyk.

Deux farces autour d'un stéréotype plus humain qu'il n'y paraît. La dernière mise en scène « strasbourgeoise » de Jacques Lassalle avant son entrée au Français. Un coup de maître.

Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20e. Les mercredi et vendredi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 15. 80 F et 130 F. Dernière représentation le 30 octobre.

L'Une et l'Autre

de Loleh Bellon,
mise en scène de Patrice Kerbrat,
avec Nelly Borgeaud, Yvonne Clech, Josiane Stoleru et Jean-Paul Muel.

Entre mémoire et affabulation, un jeu de miroirs.

Studio des Champs-Elysées, 15, av. Montaigne, 8e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 47-20-08-24. De 75 F à 100 F.

Yvonne, princesse de Bourgogne

de Witold Gombrowicz,
mise en scène
de Bogdan Hussakowski,
avec Anny Romand, Jacques Cancelier, Alexandra Stewart, Tomasz Bialkowski, Laurence Bilvet, Talou Calvet, Alain Delanis, Joanna Jankowska, Agnieszka Kumor, Barnabé Perrotey, Jean-Marc Rousseau, Jean-Pierre Serisier et Luc Tarter.

Par défi, le Prince décide d'épouser la fille la plus laide du royaume. Mais sa présence lourde met en danger l'ordre établi.

Espace Acteur, 14 bis, rue Sainte-Isaure, 18e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-62-35-00. 70 F et 90 F.

Régions

La Cerisaie

d'Anton Tchekhov,
mise en scène de Jacques Rosner,
avec Marie-Christine Barrault, Bilbo, Renaud Bertin, Alexis Bouloukou, Jean Bousquet, Didier Carette, Hervé Pareux, Jacques Rosner, Nicole Rosner, Christian Rousseau, Anne Saffore, Micheline Sarto, Andrzej Seweryn, Nathalie Vidal, Philippe Burel, Wolfgang Kleinertz et Cédric Castaing ou Emilien Quesnot.

Après une saison tout entière dévolue au répertoire contemporain, le directeur du Sorano retrouve le répertoire, en compagnie de l'une de ses actrices fétiches, Marie-Christine Barrault.

Théâtre Sorano, 35, allée Jules-Guesde, 31000 Toulouse. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 19 h 30, le dimanche à 16 heures. Tél. : 61-25-66-87. De 80 F à 120 F. Dernière représentation le 1er novembre.

La Dispute

de Marivaux,
mise en scène de Stanislas Nordey,
avec Pierre Marello, Hélène Fabre, Josée Schuller, Jean-Jacques Simonian, Virginie Volmann, Stanislas Nordey, Delphine Eliet, Bertrand Bossard, Julie Pouillon, Emmanuel Costes et Eric Laguigné.

Stanislas Nordey est l'une des plus sûre des nouvelles valeurs de la scène française. En peu de temps, peu de spectacles, il impose une vision nouvelle du théâtre en compagnie d'acteurs qui forment une troupe cohérente et acharnée à bien faire. Après Pasolini, Marivaux, la même énergie, le même courage.

Salle Beaurepaire, 12, bd Gaston-Dumesnil, 49000 Angers. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 41-87-80-80. 70 F et 95 F.

L'Eglise

de Louis-Ferdinand Céline,
mise en scène
de Jean-Louis Martinelli,
avec Alpha Atanga, Jean-Pierre Bagot, Gérard Barreaux, Charles Berling, Jean-Claude Bolle-Reddat, Beppe Chierici, Stéphane Delbassé, Romaine Friess, Christine Gagnieux, Nana Bilumbu Kamuanya, Lionel Kamuanya, Georges Mavros, Thedy Mbala, Patrick Mbala, Jean-François Perrier, Véronique Ros de La Grange, Jean-Pierre Sentier et Géraldine Viossat.

Début de la tournée française de l'un des spectacles les plus importants de l'année et de longtemps. Céline relu par Martinelli, pour le meilleur et sans le pire – il a coupé les passages les plus violemment antisémites. Une qualité de mise en scène et des interprètes exceptionnels.

Le Cargo-Maison de la culture, 4, rue Paul-Claudel, 38000 Grenoble. Le mardi à 19 h 30. Tél. : 76-25-05-45. 80 F et 110 F.

La Magie sans magie

de Lambert,
mise en scène de Jean-Marie Villégier,
avec Denis Manuel, Didier Niverd, Raphaëlle Gitlis, Dominique Charpentier, Sylvie Moussier, Philippe Bérodot, Marc Siemiatycki et Olivier Werner.

Après Brosse, Lambert. Jean-Marie Villégier continue son investigation méticuleuse et sans équivalent du répertoire classique méconnu.

Théâtre national, 1, rue André-Malraux, 67000 Strasbourg. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 88-35-44-52. De 65 F à 125 F.

La Place royale

de Pierre Corneille,
mise en scène de Brigitte Jaques,
avec Anne Consigny, Marie-Armelle Deguy, Nicolas Delpeyrat, Philippe Demarle, Eric Génovèse et Eric Petitjean.

Superbe distribution formée par les acteurs de la « relève » au service d'une pièce peu connue de Corneille et recréée l'an passé avec succès à Aubervilliers par sa nouvelle directrice, Brigitte Jaques.

Scène nationale, place de l'Europe-Planoise, 25000 Besançon. Le mardi à 20 h 45. Tél. : 81-88-55-11. De 40 F à 100 F.

Ruy Blas

de Victor Hugo,
mise en scène de Georges Wilson,
avec Lambert Wilson, Jean-Claude Drouot, Florence Darel, Etienne Chicot, Georges Riquier, Jean-Pierre Moreux, Eugène Berthier, Jean-Claude Balard, Jean-Michel Meunier, Michel Armin, Luc Delhumeau, Jacques Marchand, Josiane Lévêque, Catherine Erhardy, Laurence Griveau, Nadine Joirkin, Marck Kalfayan et Frédéric Mouthon.

Les Wilson père et fils n'en finissent pas de jouer ce spectacle créé avec succès à Paris les saisons précédentes. Hugo y est sans doute aussi pour quelque chose, son souffle, son lyrisme apportant un air frais qui manque cruellement à notre environnement actuel.

La Criée, 30, quai de Rive-Neuve, 13000 Marseille. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 19 heures. Tél. : 91-54-70-54. 80 F et 125 F.

DANSE

Ballet de l'Opéra de Paris

La Bayadère

Quand Rudolf Noureev met ses pas dans les pas de Petipa... Un festival de belle danse, dans de somptueux décors et costumes d'Ezio Frigerio et de France Squarciapino. Pour ces dernières représentations de la série (une reprise aura lieu en janvier), le trio d'étoiles Loudières-Maurin-Belarbi danse les rôles principaux le 28 et le 30 puis les cède, le 31, à un trio de « premiers danseurs » : Clotilde Vayer, Karin Averty et Wilfrid Romoli.

Opéra de Paris-Garnier, les 28, 30, 31, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 360 F.

Karine Saporta

Le Rêve d'Esther

A travers le destin de Beatriz, héroïne du roman la Senora de Catherine Clément, Saporta fantasme sur la brutale expulsion des juifs d'Espagne, en 1492.. Dommage que quelques longueurs affaiblissent les troublantes et belles images que son esprit fertile sait projeter en scène...

Théâtre de la Ville, du 3 au 7 novembre, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 95 F et 150 F.

Compagnie Hervé-Gil

You Must Have Been a Beautiful Baby

Au temps (récent) où sa troupe s'appelait encore La P'tite Compagnie, Myriam Hervé-Gil montrait dans ses chorégraphies un humour très personnel. Elle ne devrait pas avoir changé dans cette nouvelle création pour six danseurs et deux comédiens, fondée sur des chansons populaires européennes et américaines des années 30, et des airs d'opéra interprétés par l'inénarrable Florence Foster Jenkins...

Dix-Huit Théâtre, les 28, 29, 30 et 31 octobre à 20 h 30, le 1er novembre à 17 heures. Tél. : 42-26-47-47. 100 F.

Compagnie Castafiore

Opus 6 15 W

La pièce réjouissante présentée au dernier festival Danse à Aix. Ou plutôt les pièces, puisque six personnages enfermés chacun dans son mini-ring, avec sa propre bande son, exécutent chacun son numéro de cinq minutes : le public circule, et a donc tout vu en une demi-heure.

Hôpital Ephémère, le 1er novembre, de 14 heures à 20 heures. 2, rue Carpeaux, 75018 Paris. Tél. : 46-27-03-28.

Alvin Ailey American Dance Theater

District Storyville, Treading, Dance at the gym, Revelations, Shards, Cry, The River

En deux programmes, des œuvres d'Alvin Ailey, disparu en 1989, mais aussi des pièces de jeunes chorégraphes comme Donald McKayle, Elisa Monte ou Donald Byrd.

Opéra de Paris-Garnier, les 3, 4, 5 et 6 novembre à 19 h 30, le 7 à 14 h 30 et 20 heures, le 8 à 14 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 295 F.

Burkina Faso

Inde

Des danses rituelles et profanes de l'Andra Pradesh, par vingt-quatre danseuses accompagnées de six musiciens (1). Des chants et appels des chasseurs du Sahel, des danses pour le gibier et les guerriers victorieux (2).

Théâtre de l'Alliance, (1) jusqu'au 31 octobre, (2) du 3 au 8 novembre, 20 h 30, sauf dimanche à 17 heures. Tél. : 45-44-72-30. 100 F.

Rouen

Compagnie Pierre Droulers

Comme si on était leurs Petits Poucets

Du théâtre musical, chanté et dansé, inspiré par le Finnegan's Wake de Joyce : un joyeux délire surréaliste et loufoque, parfaitement réglé et interprété. Dans le cadre d'Octobre en Normandie.

Hangar 23, les 28 et 29 octobre, 20 heures. Tél. : 35-70-04-07.

Albi

Compagnie Keli

La Sensitive

Le métissage Orient-Occident est peut-être une utopie, il est en tout cas dans l'air. Ce spectacle propose une vision contemporaine du Kathakali, interprétée par cinq grands danseurs venus du Kerala.

Centre culturel de l'Albigeois, le 4 novembre, à 20 h 30. Tél. : 63-54-11-11.

La sélection « Théâtre » a été établie par : Colette Godard et Olivier Schmitt
« Danse » : par Sylvie de Nussac

هكذا من الاصل

LA SÉLECTION

MUSIQUE

Classique

Mercredi 28 octobre

Schoenberg
Suite pour sept instruments

Webern
Symphonie op. 21

Berg
Suite lyrique

Quatuor Jacques Prat,
Orchestre philharmonique de Radio-France.
Annick Minck (direction).

Trois classiques du vingtième siècle, par les musiciens du Philharmonique de Radio-France placés sous la direction d'une jeune femme qui a appris son métier, comme le faisaient autrefois les chefs d'orchestre : dans la fosse.

Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 110 F.

Jeudi 29

Honegger
Jeanne au bûcher

Isabelle Huppert,
Redjep Mitrovitsa (récitants),
Hamada Rie (la vierge),
Anne-Sophie Schmidt (Marguerite),
Nadine Denize (Catherine),
Ian Caley (Porcus),
Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris,
Myung-Whun Chung (direction),
Claude Regy (mise en scène).

Faut-il mettre en scène l'oratorio d'Honegger ? *De récentes tentatives pouvaient* en laisser douter. Mais Claude Regy a su par sa rigueur, la clarté de ses symboles vaincre cette gageure. Acteurs, orchestre et chœurs en grande forme.

Opéra-Bastille, 19 h 30 (+ le 31). Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 495 F.

Schumann
Scènes du Faust de Goethe

Sheri Greenawald
Luba Orgonasova,
Donna Brown (sopranos),
Linda Finnie,
Hanna Schaer (mezzo-sopranos),
Peter Straka (ténor),
Eike Wilm Schulte,
Didier Henry (barytons),
Carsten Stabell,
Kurt Rydl (basses),
Maîtrise des Hauts-de-Seine,
Chœur de Radio-France,
Orchestre national de France,
Jeffrey Tate (direction).

Comme *le Paradis et la Peri*, les *Scènes de Faust* ne sont ni un opéra ni un oratorio, plutôt une sorte de fondus-enchaînés statiques composés par Schumann sur le *Faust* de Gœthe. La musique en est parfois bizarre, comme erratique, parfois inspirée et d'une tendresse qui n'est qu'à ce compositeur.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 230 F.

Vendredi 30

Mozart
Arias

Ravel
Chants populaires
Vocalise-étude

Berlioz
Mélodies

Rossini
Mélodies
Extraits des Péchés de ma vieillesse
Airs de la Canerentola

Cecilia Bartoli (mezzo-soprano),
Myung-Whun Chung (piano).

Marylin Horne et Teresa Berganza ont bien été obligées de laisser une place à la Bartoli *dans le club très fermé* des grandes chanteuses rossiniennes. La jeune Italienne n'a pas encore la versatilité de ses deux illustres devancières, elle en a en revanche l'incroyable abattage, la musicalité, et montre, à chacune de ses apparitions, une joie de chanter euphorisante pour ceux qui l'écoutent.

Opéra-Bastille, 20 heures. Tél. : 44-73-13-00. De 40 F à 220 F.

Mardi 3 novembre

Musique et romances de la vieille Espagne

Montserrat Figueras (soprano),
Jordi Savall (viole de gambe),
Esperion XX.

Bonne nouvelle, la Salle Gaveau s'ouvre à la musique ancienne ! Les proportions admirables de cette salle, son acoustique *en font l'un des lieux préférés des pianistes*, des chanteurs et des formations de chambre. Réputée pour la beauté de sa voix, son caractère difficile et ses exigences de star, Kathleen Battle, après cinq minutes de répétitions, lors de sa récente venue, aurait déclaré aux responsables de la programmation : *« Je reviens quand vous voulez. »*

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 140 F à 300 F.



Kurtis Blow à l'Elysée-Montmartre

Régions

Mulhouse

Kelterborn
Musica luminosa

Szymanowsky
Concerto pour violon et orchestre n° 1.
Symphonie n° 2

Pierre Amoyal (violon),
Orchestre symphonique de Mulhouse,
Luca Pfaff (direction).

Une fois de plus, Luca Pfaff donne une leçon aux grandes formations hexagonales en choisissant de programmer deux œuvres de Szymanowsky, compositeur polonais inclassable dont la musique est aussi étrange par ses sources d'inspiration qu'envoûtante.

Le 29. Théâtre municipal, 20 h 30. Tél. : 89-45-20-04. De 50 F à 115 F.

Nice

Rossini
L'Italienne à Alger

Emily Manhart (Isabella),
Gregory Kunde (Lindoro),
Alberto Rinaldi (Taddeo),
Gregory Reinhart (Mustafa),
Jun Ae Lee (Elvira),
Christophe Fel (Haly),
Diana Kesling (Zulma),
Ballet et chœurs de l'Opéra de Nice,
Orchestre philharmonique de Nice,
Uri Segal (direction),
Janos Sandor (mise en scène),
Elena Kalabakos (chorégraphie).

Distribution de jeunes chanteurs peu connus, à l'exception de Gregory Reinhart, l'Opéra de Nice reste fidèle à sa tradition de découvreur de talent pour cette nouvelle production de *l'Italienne à Alger.*

Le 29 octobre et le 3 novembre, 19 h 30 ; le 1er novembre, 14 h 30. Théâtre de Nice. De 100 F à 240 F.

Jazz

Harold Land

Il lui reste quelque chose de Houston, Texas, où il n'a guère vécu. Ce son âpre, faussement fragile, alourdi de blues, qu'il a sculpté auprès de Dolphy, Clifford et Shorty Rodgers. A surveiller, le pianiste le plus sérieux des générations qui montent, Laurent De Wilde. A surveiller accessoirement, le piano de La Villa : peut-être va-t-on se décider à le changer.

Les 28, 29, 30 et 31 octobre et les 2 et 3 novembre. La Villa, 22 h 30. Tél. : 43-26-60-00.

Lee Konitz Trio
Jean-François Jenny-Clark (contrebasse)
Peggy Stern (piano)

A fond d'exigences et souvent désinvolte, Lee Konitz (alto) : il aurait pu faire carrière, toucher le grand public, ne pas rester élitiste, savoir se vendre, s'intéresser aux jeunes, écouter tous ces types qui ont des idées pour les musiciens, se laisser conseiller, se faire prendre en main, passer sous des chapiteaux, travailler du chapeau. Oui. Autant demander à Nerval d'entrer chez Séguéla. Lee a préféré rester Konitz : Thornhill, *Birth of the cool*, Lennie Tristano, Warne Marsh, Mulligan, Giuffre, Solal, Rava, Mingus, Dereck Bailey, Chick Corea.

Sunset, 60, rue des Lombards. Les 28, 29, 30 et 31 octobre. 22 h 30, 128 F. Tél. : 40-26-46-60.

13e Festival de Jazz de Paris
Anna Livia Plurabelle

Anna Livia Plurabelle, la cantate de André Hodeir, pour deux voix de femmes et dix-sept musiciens (pages de Joyce, direction Patrick Caratini), est interprétée pour la première fois à Paris. Ce seront, avec Louis Sclavis, Charlie Haden et Riccardo Del Fra (le 30 au Théâtre de la Ville), plus le Big Band Lumière (le 28), les derniers feux de la ville du même nom.

Anna Livia Plurabelle, le 31 octobre, Grand auditorium de Radio-France, 20 h 30, 20 F. Renseignements, tél. : 40-56-07-17.

Rock

Marva Wright and the BMW's

Gospel, blues, rhythm'n' blues, les ressources de Marva Wright lui permettent de s'aventurer partout avec la même assurance, le même classicisme flamboyant, avec cette voix ample et chaleureuse.

Les 28, 29, 30 et 31 octobre et les 2 et 3 novembre. Jazz Club Lionel-Hampton, 22 h 30. Tél. : 40-68-30-42.

That Petrol Emotion
The Stunning
Doctor Millar

A Paris, quelques-uns des meilleurs groupes irlandais. Des connus (That Petrol Emotion, Fatima Mansions), des *moins connus* (Prunes) des inconnus (Doctor Millar). Du rock ultra-violent de Fatima Mansions au théâtre ennuyeux des Prunes, en passant par la beauté méconnue de That Petrol Emotion, un panorama musical d'un pays *qu'il ne faut réduire ni à U2 ni à Sinead* O'Connor.

Le 28. Bataclan, 20 heures. Tél. : 47-00-30-12. 140 F.

Moe Tucker

Moe Tucker et Sterling Morrison (moitié mineure du Velvet Underground) reviennent donner une leçon de rock quadragénaire à leurs contemporains et à leurs enfants.

Le 29. Passage du Nord-Ouest. 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Rory McLeod

Chanteur britannique, solitaire, engagé, Rory McLeod ne s'apprécie vraiment que sur scène, lorsqu'il laisse libre cours à son amour du public, de l'échange immédiat, de l'imprévu.

Le 29. Passage du Nord-Ouest, 19 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Melissa Etheridge

Melissa Etheridge a raté son dernier disque *(Never Enough*, Island), une tentative bancale de se mettre au goût du jour. Ce n'est pas une raison pour ignorer ce qui fait son charme : sa voix éraillée, son rock direct à fort parfum de blues.

Le 30. Bataclan, 19 h 30. Tél. : 47-00-30-12.

John Hammond

Son père fut le plus grand découvreur d'artistes qu'ait connu l'industrie du disque américaine, de Robert Johnson à Springsteen, en passant par Dylan et Janis Joplin. Lui, John Hammond Jr, pratique le blues depuis trente ans, avec passion, sérieux, respect et amour. Il ne sera jamais une star, mais il mérite d'être écouté, il a beaucoup à dire.

Le 2 novembre. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Kevin Coyne

Survivant des années 60 et 70, individualiste irréductible, Kevin Coyne n'est tellement plus à la mode que c'en est impressionnant. Ses histoires tristes, sa voix déglinguée, sa guitare rebelle restent uniques.

Le 2 novembre. Passage du Nord-Ouest, 19 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Jacques Dutronc

D'aucuns le tiennent pour le seul vrai *rocker* qu'ait jamais connu la France. Pas irréfutable, cette opinion tient quand même assez la route pour qu'on se précipite au Casino afin de célébrer la fin d'une longue absence et découvrir quelques nouvelles chansons. (Dutronc, *gros malin comme d'habitude, se produit* sur scène avant d'avoir terminé son nouveau disque.)

Le 3 novembre. Casino de Paris, 20 h 30. Tél. : 49-95-99-99. De 190 F à 230 F.

Kurtis Blow,
Grandmaster Flash,
The Sugarhill Gang

Les pères fondateurs du rap, laissés un temps sur le côté de la route par l'accélération de l'histoire, rassemblent leurs forces et viennent expliquer aux plus jeunes des B Boys et B Girls comment tout a commencé.

Le 1er novembre à 19 h 30 à l'Elysée *Montmartre, 72, boulevard de Rochechouart*, Paris-18e.

Tournées

Les Casse-pieds

Ils ont fait leurs classes dans le métro parisien. Les contrôleurs ne sont pas un public facile et les Casse-pieds ont gardé de cette époque un aplomb, une vivacité qui font plaisir à voir et à entendre.

Le 29 octobre, La Fouillouse (près de Saint-Etienne), Pub le Connemara, 22 heures, 35 F. Le 31, Ambarès (près de Bordeaux), salle polyvalente, 21 heures, 70 F (avec les Garçons Bouchers).

The Cure

Une tournée étrange, qui voit Robert Smith et ses camarades touchés par la sérénité. Une fois l'angoisse envolée reste (parfois), l'ennui. Mais aussi une agressivité, une énergie, nouvelles.

Le 2 novembre, Marseille, Palais des Sports, 20 h 30, 169 F.

Bob Brozman

Leçon de blues qui fera découvrir beaucoup de choses à ceux qui ne connaissent le genre qu'à travers la bande-son des publicités pour bloudjines.

Le 29 octobre, Besançon, le petit Kursaal, 21 heures, 70 F. Le 30, Saint-Brieuc (dans le cadre du festival Art-Rock), CAC de la Passerelle, 21 h 30, 120 F.

Les VRP

Ce n'est pas parce que ce sont d'excellents musiciens que ce n'est pas du théâtre et, réciproquement, ce n'est pas *parce que ce sont des bons comédiens* que...

Le 3 novembre, Lyon, le Transbordeur, 20 h 30, 100 F. Le 4, Clermont-Ferrand, la Maison du peuple, 20 h 30, 94 F.

Festivals

Art-Rock 92
Saint-Brieuc

Théâtre (Fura dels Baus, Ballatum Theatre), rock (Shoulders, Kat Onoma, Keziah Jones), autres musiques (Lounge Lizards, Uakti), le festival Art-Rock a toujours fait la part belle à une certaine exigence.

Du 29 au 31 octobre, à Saint-Brieuc. De 90 F à 160 F. Abonnement : 350 F. Tél. : 96-33-77-50.

Festival FNAC/Inrockuptibles
Rennes (1)
Paris (2)
Lille (3)

Le festival des Inrockuptibles a mangé son pain blanc. La source principale de main-d'œuvre (Manchester-Liverpool) de la revue s'est tarie en nombre et en qualité. Il faut désormais explorer d'autres pistes ou revenir sur des souvenirs chers. La première soirée réunira The *Frank and Walters (pop fraîche*, banale et britannique), Drop Nineteen (rock bruyant américain) et la sublime Polly Jean Harvey. Le lendemain, on entendra The Bats (Néo-Zélandais mélancoliques), The Wedding Present (Anglais raides et austères) et Television (New-Yorkais mythiques). A Paris uniquement, une soirée acoustique réunira à l'Espace européen quelques uns des plus beaux losers du rock, dont Edwyn Col*lins* et *Grant* McLennan.

(1) Les 4 et 5 novembre, à Rennes, Salle de la Cité, 90 F et 110 F. Tél. : 99-31-12-10.

(2) Les 5 et 6 novembre, à Paris, la Cigale, 18 h 30, 130 F. Tél. : 49-25-81-75. Le 6 novembre, Paris, l'Espace européen, 22 h 30, 70 F. Tél. : 43-87-29-89.

(3) Les 6 et 7 novembre, Lille, l'Aéro nef, 90 F. Tél. : 20-54-95-24.

Chanson et musiques du monde

Sand et les romantiques

Le disque n'était guère convaincant, la « préfiguration » donnée aux dernières Francofolies de La Rochelle non plus. La biographie de George Sand mise en musique par Catherine Lara prendra-t-elle enfin vie au Châtelet ?

Les 1er, 2 et 3 novembre. Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 80 F à 220 F.

Angélique Kidjo

*La Béninoise ne se réfère à aucune tradi*tion nationale, sa musique sent l'Afrique, mais est le résultat d'une cuisine toute personnelle. Voilà pourquoi les puristes la montrent du doigt. Les autres se rendront au charme, à l'énergie de cette femme irrépressible.

Le 31, Olympia, 21 heures. Tél. : 47-42-25-49, 120 F.

Tournées

CharlElie Couture

Quelle tournée ! Des mois, presque [illegible] que Nougaro-Vandée. CharlElie jure qu'il arrête de faire le chanteur, *mais joue les prolongations. Le specta*cle, rodé et nerveux, vaut d'être vu, avec nuances introduites par l'humeur du chanteur.

Le 29 octobre, Saint-Priest (près de Lyon), Centre culturel, 20 h 30, 130 F. Le 30, Cap d'Agde, Palais des Congrès, 21 heures, 100 F.

Alpha Blondy

Alpha, des années de galère et un disque d'or plus tard, revient sur le devant de la scène. S'il n'est plus tout à fait un modèle pour les jeunes des rues d'Abidjan, il en est encore un des héros préférés. Porte-parole du reggae en Afrique, Ivoirien venu du peuple, Alpha mène une tournée en forme de points d'interrogation.

Le 30 octobre, Vitrolles (près de Marseille), Salle des Fêtes, 20 h 30, 114 F. Le 2 *novembre, Grenoble, le Summum*, 20 h 30, 150 F. Le 3, Toulon, l'Oméga, 20 h 30, 150 F.

Youssou N'Dour

Youssou est bien le jeune prince de Dakar à la voix tendue, au charisme fait d'élégance et de timidité contenue. Son entrée dans la bande du cinéaste noir américain Spike Lee, par label interposé *(Eyes Open, 42 Acres and a Mule Records)* n'a pas entravé la longue marche de Youssou vers le marché africain. Sur scène, Youssou N'Dour c'est aussi un groupe de merveilleux musiciens, des danseurs.

Le 30 octobre, Lille, le Splendid, 20 h 30, 110 F et 130 F.

La sélection « Classique » a été établie par Anne Rey.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Chanson et musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

LA SÉLECTION

DE LA SEMAINE

ARTS

Nouvelle exposition

Les Nymphéas avant et après

Passionnante idée que de confronter les *Nymphéas* à leur descendance : lorsque Monet les peignait, ses contemporains détournaient les yeux de ce qu'ils considéraient comme une forme de gâtisme. Les cubistes rejetèrent en bloc cette peinture mouvante, dans un espace sans limites. Il fallut les abstraits des années 50, et particulièrement les Américains, pour dessiller les regards portés sur des œuvres charnières de l'art du vingtième siècle.

Musée national de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde, Paris 1er. Tél. : 42-97-48-16. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Du 28 octobre au 25 janvier 1993. 26 F.

Paris

Arrabal Espace

Poète protéiforme, peintre, amateur *d'échecs, pornographe, pourfendeur* généreux et défenseur de causes perdues, fondateur du groupe « Panique », Fernando Arrabal peut, à soixante ans, encore faire peur. Entrez dans l'univers, rempli des œuvres de ses amis, d'un petit garçon qui sait garder les pieds sous le sable.

Paris Art Center, 36, rue Falguière, Paris 15e. Tél. : 43-22-39-47. Tous les jours sauf dimanche, lundi et jours fériés de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 novembre. 30 F.

Boulogne, 150 ans de photographie

La « ville des temps modernes » redécouvre son histoire. Au programme : le regard d'une douzaine de photographes avec notamment les travaux de Marey sur la décomposition du mouvement, l'histoire des usines Renault fixée par quelques appareils de haut vol, les débuts de l'aviation, les fameux studios de cinéma et un patrimoine architectural souvent remarquable et surprenant.

Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille, Boulogne-Billancourt, 92100. Tél. : 47-12-77-95. Tous les jours sauf dimanche de 9 heures à 21 heures. Jusqu'au 20 décembre.

Dessins de Liotard

Après Genève, le Louvre accroche 130 dessins choisis dans les cartons du fleuron de la Suisse du XVIIIe siècle, Jean-Etienne Liotard. Il faut découvrir cet artiste qui fut un des premiers à se dégager de l'esthétique rocaille pour s'orienter vers un style plus dépouillé qui annonce une part du néo-classicisme et beaucoup de l'introspection dans le portrait du XIXe siècle.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaujard - côté jardin des Tuileries, Paris 1er. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15, nocturnes un lundi sur deux et tous les mercredis jusqu'à 21 h 15. Jusqu'au 14 décembre. 31 F (billet d'entrée du musée).

Eau et gaz à tous les étages

Un siècle d'amélioration de l'habitat parisien, retracé en trois temps : 1900-1940, l'îlot post-haussmannien ; 1950-1970, la rénovation urbaine ; 1970-1990, la réhabilitation de l'« haussmannisme » et les nouvelles politiques d'urbanisme. Aujourd'hui, eau, gaz et électricité montent à peu près à tous les étages. Cela n'empêche toutefois pas qu'il y ait parfois de l'eau dans le gaz.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 4e. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 janvier 1993.

En avion

Après le train, et le bateau, la Mission du patrimoine photographique propose la voie des airs. Nadar à bord de son ballon, les premiers vols, les portraits de pionniers *et pilotes, appareils volants en tous genres* : deux cents photos signées Lartigue, Rodtchenko, Kertész, Brassaï, Beaton...

Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 8 novembre. 25 F (entrée du musée).

Figures de pierre

Henry Moore, André Breton, Hans Hartung et John Huston avaient un point commun : ils collectionnaient les statuettes mexicaines Guerrero, parmi les plus anciennes formes d'art connues dans l'Amérique précolombienne. Une centaine de formes animales, humaines ou architecturales d'une pureté comparable aux idoles cycladiques.

Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf, Paris 7e. Tél. : 45-56-60-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 novembre.

Fragonard et le dessin français au XVIIIe siècle

A travers Fragonard, c'est sur l'ensemble de ses collections de dessins du XVIIIe siècle que le Petit Palais tire un verrou trop longtemps fermé. On appréciera particulièrement la restauration des 57 illustrations qu'il fit des *Contes* de La Fontaine. Jamais montrés, ces dessins voués aux enfers des bibliothèques devraient susciter bien des vocations.

Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8e. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 14 février 1993. 30 F.

Générique 1 : *Désordres*

Le corps dans tous ses états, éclaté, morcelé, ou simplement malade, vu par cinq artistes américains. Nan Goldin, Mike Kelley, Kiki Smith, Jana Sterbak et Tunga, tour à tour comiques ou oppressants, se dressent contre l'ordre moral imposé par une certaine Amérique puritaine.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1er. Tél. : 42-60-69-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 8 novembre. 30 F.

Génériques

Quand les critiques se veulent artistes, les artistes deviennent critiques. Une passionnante et complexe exposition sur les rapports terribles et tendus qu'entretiennent le texte et l'image dans l'art contemporain : paradoxalement, on regrette qu'elle ne soit pas encore plus touffue, dans sa partie historique.

Hôtel des arts. Fondation nationale des arts, 11, rue Berryer, Paris 8e. Tél. : 42-56-71-71. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre. 18 F.

Max Jacob

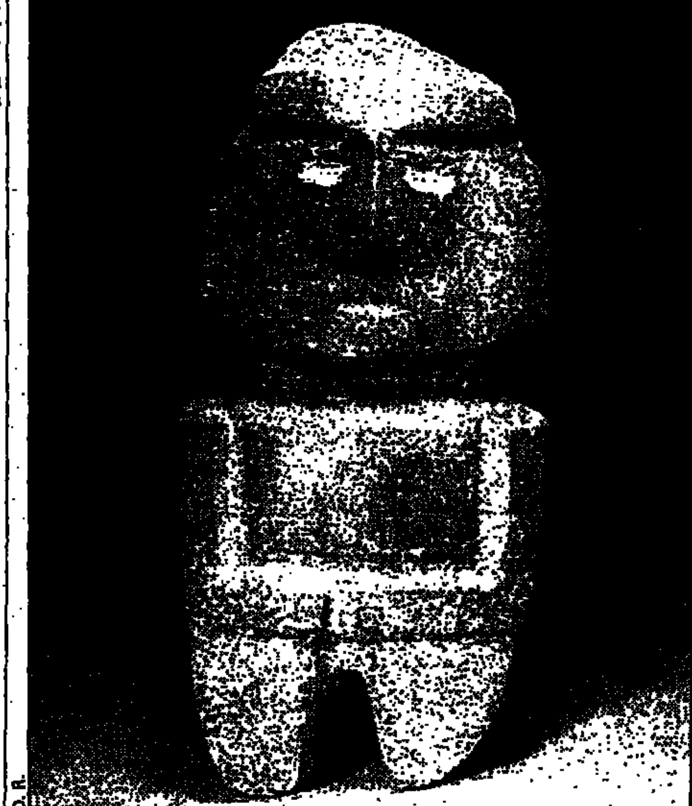
Il partagea un garni sordide avec Picasso, qui fut aussi, lors de sa conversion au catholicisme, son parrain. Il n'était riche que d'amis, parmi lesquels tous les artistes de Montmartre. On savait Max Jacob poète, critique, romancier, accoucheur de talents, on le découvrira aussi peintre.

Musée de Montmartre, 12, rue Cortot, Paris 18e. Tél. : 46-06-61-11. Tous les jours sauf lundi de 14 h 30 à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 décembre. 25 F.

L'art renouvelle la ville

Et si les artistes intervenaient directement dans notre cadre de vie ? Ce fut un cheval de bataille des années 50, il revient aujourd'hui avec les projets d'une quarantaine de plasticiens auxquels les urbanistes ont laissé un petit espace où ils se sont engouffrés jusqu'à parfois prendre toute la place. De Daniel Buren à François Morellet en passant par Kowalsky, état des lieux.

Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro, Paris 16e. Tél. : 44-05-39-10. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 novembre. 16 F.



D.R.

Exposition « Figures de pierre » au Musée-galerie de la SEITA.

Le roi Salomon et les maîtres du regard

Quand un regard devient un médicament. Une exposition exemplaire pour présenter les liens de l'art et de la médecine en *Ethiopie. Au même endroit, un échantillon* des collections ramenées du Pacifique par les navigateurs français des XVIIIe et XIXe *siècles - « Rao-Polynésie » - et une* salle consacrée aux sculpteurs gabonais contemporains : Pépin Antonio est un nom à *retenir.*

Musée national des arts africains et océaniens, 293, av. Daumesnil, Paris 12e. Tél. : 44-74-84-80. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 h 30 samedi, dimanche de 10 heures à 17 h 50. Jusqu'au 25 janvier 1993. 23 F.

Les Etrusques et l'Europe

Les Etrusques à Paris, avant d'investir Berlin l'année prochaine. Plus de six cents œuvres pour dévoiler une civilisation mystérieuse qui a suscité depuis la Renaissance tous les fantasmes.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 décembre 1992. 40 F (possibilité de billet jumelé avec « Picasso » : 60 F).

Les monuments de Calder

Calder fut le premier à créer une œuvre pour le parvis de la Défense. Elle le lui rend bien avec un bel et monumental hommage qui réunit, pour la première fois au monde, 14 stabiles géants habituellement considérés comme inamovibles, en provenance de toute la France. A proximité, on visitera utilement l'exposition des maquettes et des travaux préparatoires de *Monsieur Loyal* ou de *Porc qui pique.*

Parvis de la Défense, 92200. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Hans-Peter Feldmann

De Boltanski à Sophie Calle en passant par Jeff Koons, on ne compte plus les artistes qui ont travaillé sur les images banales et anonymes pour les détourner de leur contexte et leur donner un autre sens. Dans les années 70, l'Allemand Hans-Peter Feldmann a été un précurseur du *ready made* photographique en multipliant les séries d'images détournées de la presse et d'autres supports de consommation.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30. Jusqu'au 17 janvier 1993.

Picasso et les choses

Les nombreux ateliers de Picasso étaient connus pour l'amoncellement d'objets hétéroclites dont il aimait s'entourer. Après les musées de Cleveland et de Philadelphie, Paris dresse l'inventaire en 150 œuvres du bric-à-brac d'où jaillirent quelques-unes des plus formidables natures mortes du siècle.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 décembre. 36 F (possibilité de billet jumelé avec « les Etrusques » : 60 F).

Alfred Manessier

Il fut, comme tant d'autres, oblitéré par la vague de l'avant-garde américaine. Loin de l'actualité, il a poursuivi son œuvre dont une rétrospective nous est proposée aujourd'hui. Des toiles cubistes ou surréalistes de sa jeunesse à la violence colorée d'après-guerre en passant par les peintures réalisées sur le motif en baie de Somme, les travaux d'un peintre religieux et engagé.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 4 janvier 1993. 32 F.

Galeries

Julien Blaine

Julien Blaine ne manque pas de souffle : trois expositions marquent la sortie de quarantaine du fondateur de la revue *Doc(k)s.*

Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette, Paris 11e. Tél. : 47-00-10-94. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures. Galerie Lara Vincy, 47, rue de Seine, Paris 6e. Tél. : 43-26-72-51. Jusqu'au 14 novembre.

Galerie Roger Pailhas, 36, rue Quincampoix, Paris 4e. Tél. : 48-04-71-31.

Gerd Bonfert

Constructions lumineuses, formes géométriques simples, travail sur la matière et la profondeur : Gerd Bonfert fait partie de cette nouvelle génération d'artistes allemands qui utilisent la photographie. Les grands formats montrent des objets éclairés sur food gris.

Galerie Bouqueret-Lebon, 69, rue de Turenne, Paris 3e. Tél. : 40-27-92-21. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 janvier 1993.

James Brown

Peintures et dessins chez l'un, terres cuites chez l'autre, le Californien James Brown, qui fut un Américain de Paris, revient dans la capitale avec une série inspirée des masques indiens. On se rappellera le coup de fouet qu'avait donné à la peinture de Riopelle un travail sur les « Rois de Thulé », et l'on appréciera cette tendance chez les artistes d'aujourd'hui à puiser de nouveau aux sources du primitivisme.

Galerie Lelong, 12, rue de Téhéran, Paris 8e. Tél. : 45-63-13-19.

JGM Galerie, 8 *bis*, rue Jacques-Callot, Paris 6e. Tél. : 43-26-12-05. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 21 novembre.

Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8e. Tél. : 45-63-13-19. Jusqu'au 30 novembre.

Jephan de Villiers

Des fragments de bois, des morceaux d'écorce ou des petits bouts de brindilles d'où surgissent des personnages engagés *dans une sombre procession, des elfes et* des lutins chassés d'une époque où les forêts couvraient la terre, qui viennent témoigner de la fin d'un monde.

Galerie Caroline Corre, 14, rue Guénégaud, Paris 6e. Tél. : 43-54-57-67. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 novembre.

Helmut Federle

S'il est courant de chercher la nature dans l'abstraction lyrique, le cas est moins fréquent avec son pendant géométrique. Federle tente d'en restituer non le pittoresque, mais le sublime, montrant l'inhumanité de certains paysages par des toiles qui plongent le regard dans l'abîme.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11e. Tél. : 48-06-92-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 novembre.

Glyndebourne

Photographe de l'agence Vu, Gérard Uféras s'intéresse depuis quatre ans aux coulisses de l'opéra : machinistes, choristes, coiffeurs, habilleuses... Le paysage typiquement anglais du manoir de Glyndebourne (Sussex), son côté chic et snob, se prêtent aux jeux graphiques de ce tenant du reportage classique.

Espace temporaire Orcofi, 48, av. Montaigne, Paris 8e. Tél. : 44-43-40-00. Tous les jours sauf dimanche de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 décembre.

Eve Gramatzki

Des œuvres plus larges que hautes, encore étirées par un réseau de lignes irrégulières, mais généralement parallèles à l'horizontale. La couleur est dense, mate et lourde, mais sans être opaque. Elle attire et repousse l'œil successivement, en une pulsation qui n'est pas sans rappeler les meilleurs Devade.

Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple, Paris 4e. Tél. : 42-72-39-84. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures, samedi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 novembre.

James Guitet

Attention, l'exposition est piégée : un premier regard vous fera découvrir 150 carrés peints rythmant les murs de la galerie. Si le premier de ces carrés vous happe l'œil, vous y serez encore deux heures plus tard. Guitet rééduque la vision, pour notre plus grand bien.

Galerie Regards, 11, rue des Blancs-Manteaux, Paris 4e. Tél. : 42-77-19-61. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h 30 à 19 heures, samedi de 11 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 10 novembre.

Jean Kapéra

Des gens découvrent aujourd'hui l'invasion de la peinture par le texte : raison de plus pour rendre hommage à un précurseur, Kapéra, qui hantait les imprimeries des journaux pour récupérer les flans de presse. On le croisait aussi sous les combles de Saint-Lazare, des bandes de l'ancien journal lumineux sous le bras. Proche des nouveaux réalistes, il réveille la nostalgie d'un temps où la presse pouvait être artistique.

Galerie Fanny Guillon-Laffaille, 4, avenue de Messine, Paris 8e. Tél. : 45-63-52-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 17 novembre.

Alberto Magnelli

Depuis les travaux de Daniel Abadie et d'Anne Maisonnier, on connaît mieux l'œuvre du Florentin Alberto Magnelli, compagnon de route des futuristes, et un des premiers peintres à passer à l'abstraction. Son impact sur les Parisiens après la seconde guerre mondiale fut considérable, et c'est une excellente idée que de présenter à nouveau des travaux échelonnés de 1945 à 1968.

Galerie Lahumière, 88, bd de Courcelles, Paris 17e. Tél. : 47-63-03-95. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 novembre.

James Rosenquist

Après Debussy, l'Américain Rosenquist entame une sérénade aux poupées. Des tableaux effrayants, mais formidables, d'un maître du pop art qui nous montre avec les yeux d'un enfant, des visages de poupons de celluloïd sous cellophane, vision terrible du destin d'une jeunesse pour qui amour rimera avec prophylaxie.

Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme, Paris 3e. Tél. : 42-72-99-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 novembre.

Isabelle Waldberg

Elle fut l'amie de Georges Bataille, de Michel Leiris et partagea l'exil américain des surréalistes durant la guerre. C'est à New-York que naquirent les « constructions » en tiges de hêtre nouées, qui laissèrent la place au bronze lors de son retour à Paris. Décédée il y a deux ans, elle laisse une œuvre forte et déterminée.

Galerie Artcurial, 9, av. Matignon, Paris 8e. Tél. : 42-99-16-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 14 novembre.

Régions

Châteauroux

Chillida

De l'un des grands sculpteurs espagnols *d'aujourd'hui, une grande exposition montrant* une rétrospective de dessins et de collages, et une vingtaine de sculptures en *acier, ou en terre cuite,* chamottées.

Les Cordeliers, 36000. Tél. : 54-27-26-31. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 novembre.

Colmar

Victor Brauner

Roumain, il vint en France s'abreuver au *surréalisme. Les dessins présentés ici montrent* toutes les périodes de son œuvre, de l'automatisme à un style pur inspiré des arts primitifs, en passant par les cadavres exquis, jeu auquel l'avait initié Tanguy, ou des œuvres très en matière qui deviennent de plus en plus complexes, et l'angoissante série des *Rétractés* réalisée après son éviction du groupe surréaliste.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-20-15-50. Tous les jours de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 novembre. 25 F.

Le Havre

Les Iconodules

La modernité, du moins celle qui passe par Malevitch, est placé sous le signe de l'icône. Bousculée par certaines avant-gardes, l'image revient en force dans les préoccupations des quatorze jeunes artistes européens et américains, mais sous des angles qui devraient surprendre.

Musée des beaux-arts André-Malraux, boulevard Kennedy, 76600. Tél. : 35-42-33-97. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 décembre.

Martigues

Jean-Paul Marcheschi

Après Miro, Klein, Burri, Jaccard, le feu a *gagné un autre adepte. Marcheschi* a connu un début de carrière fulgurant avec ses « 11 000 nuits », autant de pages noir*cies à la bougie en hommage aux vierges* de la *Légende dorée* de Jacques de Voragigne, revues bien sûr par Apollinaire. *Rétrospective et création d'une œuvre in situ,* commandée par le musée.

Musée Ziem, boulevard du 14-Juillet, 13500. Tél. : 42-80-66-06. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Nancy

Edward Burne-Jones

Les très élégants dessins d'un britannique plus victorien que nature, qui fut l'un des *promoteurs du mouvement Arts and* crafts. Son œuvre est rare en France et l'exposition des collections du Fitzwilliam *Museum de Cambridge est une occasion* exceptionnelle de découvrir un aspect méconnu des tendances décoratives de la *fin d'un siècle qui voulait nier la révolu*tion industrielle.

Musée des beaux-arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-65-01. Tous les jours sauf lundi matin, mardi et le 1er novembre de 10 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 21 décembre. 20 F.

Nice

André Verdet

Autour du poète le plus populaire – et l'un des peintres les plus sympathiques – de la Côte d'Azur, les œuvres de ses amis Appel, Braque, Hartung, Jenkins, Picasso et beaucoup d'autres venus témoigner d'une vie aventureuse et riche de rencontres.

Musée d'art moderne et d'art contemporain, promenade des Arts, 06300. Tél. : 93-62-61-62. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Nocturne vendredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 29 novembre.

Vence

Fred Deux

Fred Deux suscite des passions fortes, dont celle de Daniel Cordier, qui fit rentrer un exceptionnel ensemble de ses dessins au Musée national d'art moderne. Il reste peu de temps pour voir les derniers travaux biomorphiques et acérés d'un marginal du surréalisme. Très joli catalogue.

Galerie Alphonse-Chave, 13-20, rue Henri-Isnard, 06140. Tél. : 93-58-03-45. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 15 heures à 19 h 30. Jusqu'au 30 octobre.

La sélection « Arts » a été établie par Harry Bellet

« Architecture » : Frédéric Edelmann

« Photo » : Michel Guerrin



LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Poulenc

Dialogues des carmélites

José Van Dam (le Marquis), Catherine Dubosc (Blanche), Jean-Luc Viala (le Chevalier), Rita Gorr (l'Ancienne Prieure), Rachel Yakar (la Nouvelle Prieure), Martine Dupuy (Mère Marie), Brigitte Fournier (Sœur Constance), Michel Sénéchal (l'Aumônier), François Le Roux (le Geôlier). Chœur et Orchestre de l'Opéra de Lyon, London Chorus, Kent Nagano (direction).

De Cluytens (le créateur au pupitre en 1957) à Dervaux pour aboutir à Nagano, la tradition s'est transmise en droite ligne des volontés de Poulenc au tout nouvel enregistrement lyonnais. Revoici donc ces *Dialogues* avec Rita Gorr (déjà présente dans la distribution il y a trente-cinq ans) mais sans Régine Crespin (dont la présence et la voix ont marqué l'ouvrage pendant tout ce temps). *Dialogues* dominés de loin par les chanteurs de l'ancienne génération, Van Dam, Sénéchal, Gorr grandiose en Ancienne Prieure, comme si le style vocal si particulier de l'ouvrage était périssable, fragile, lié à l'air du temps d'une après-guerre éprise de grands sujets philosophiques. Dans les rôles masculins, secondaires, Jean-Luc Viala et François Le Roux sont excellents, comme toujours. On n'en dira pas autant de Rachel Yakar, un peu pâle, comme intimidée par son rôle écrasant. Martine Dupuy et Catherine Dubosc sont vocalement remarquables. Mais ne manquent-elles pas un peu d'épaisseur humaine? Tendue, nerveuse, rapide dans ses tempos (mais par trop dénuée de souffle et d'intensité dans le tableau final), la direction de Nagano marque une réforme dans la dédramatisation de l'œuvre. Mais était-ce bien dans ce sens qu'il fallait aller? *Les Dialogues* doivent faire pleurer.

1 coffret de 2 CD Virgin Classics 7 59227 2 (publié avec l'aide de la Fondation France Télécom).

Saint-Saëns

Troisième Symphonie avec orgue, le Rouet d'Omphale, Phaéton, Danse macabre

Michaël Matthes (orgue), Orchestre national de Lyon, Emmanuel Krivine (direction).

Un programme bien choisi pour faire briller un orchestre en très bonne santé, comme l'est la phalange lyonnaise depuis que Krivine l'a prise en main. Même si la *Symphonie avec orgue* ressemble de très près à ces grands tableaux pompiers que la fin du dix-neuvième siècle affectionnait. Krivine n'en rajoute pas, c'est déjà ça. On préférera néanmoins les petites pièces en complément, *le Rouet d'Omphale*, preuve irréfutable de virtuosité et de précision pour la petite harmonie répondant aux cordes; et ce *Phaéton* rarement joué, très imagé, vaguement wagnérien dans l'orchestration.

1 CD Denon CO-75024.

Chopin

Scherzos et Ballades

Cyril Huvé (piano)

Rares sont les mélomanes qui ne possèdent pas un enregistrement des deux célébrissimes recueils. Et voilà pourtant, après celles de Rubinstein et de Samson François, une version utile des *Ballades* et des *Scherzos*. Parce que Cyril Huvé a choisi de composer son récital dans l'ordre chronologique – garantie de diversité au *moins* rythmique : le binaire alterne avec le ternaire. Mais le plus important est évidemment que, grâce aux instruments choisis, Chopin sonne ici «autrement». Un peu maigrelet et grelottant sur le Pleyel de 1828 restauré par Alain Moysan; plus rond, d'un dium et d'un grave plus solides et vaillants sur l'Erard de 1838 revu par Patrick Sauvageot. On ne sait pas très bien si, dans les moments de haute virtuosité (conclusion de la *Seconde Ballade*, par exemple) c'est l'interprète qui faiblit ou l'instrument qui renâcle. A l'arrivée, un disque très surprenant, d'autant qu'Huvé ne chante *ni ne phrase jamais* Chopin comme les autres.

1 CD EMI/Reflexe 7 54480 2.

A. R.

Rock

Niagara

La Vérité

La Vérité est le disque que *Religion* aurait dû être. Au second essai, Daniel Chenevez et Muriel Moreno ont réussi leur fusion à eux, pop française faite de soul blanche et de heavy metal. Bien sûr, les faiblesses constitutives de Niagara – les limites vocales de Muriel Moreno, une certaine affectation dans les attitudes musicales, dans les textes – n'ont pas disparu : c'est aussi grâce à elles que Niagara est devenu cet étrange objet musical qui gravite entre Top 50 et rock continental.

On retrouve donc sur *la Vérité* les guitares féroces (dues entre autres à Yarol Poupaud, le guitariste de *FFF*), mais aussi une débauche de cordes, des flûtes qui ramènent aux années 70, des cornemuses qui rappellent que Niagara s'est formé à Rennes. Le groupe se permet *même de s'écarter radicalement* de sa formule magique : *le Minotaure*, comptine mélodieuse pour voix, percussions, orgue Hammond et cordes, ne ressemble à rien de ce que le groupe s'est permis jusqu'ici. Ce titre, le quatrième, marque le vrai démarrage du disque, après les figures imposées du début. Les arrangements se compliquent, les citations, les allusions s'entrecroisent pour faire des chansons imprévues malgré la simplicité des mélodies et les textes qui lassent un peu à force de visions apocalyptiques.

Polydor 517 140-2.

The Golden Palominos

A History : Vol 1 (1982-1985).

Conglomérat fluctuant, les Golden Palominos se réunissent périodiquement autour du batteur Anton Fier qui officie également au sein des Feelies. Au cours de la décennie qui s'achève, les effectifs du groupe ont *rassemblé une bonne* part de l'élite du rock. Cette compilation permet enfin aux Français d'accéder à des enregistrements extraits des deux premiers albums du groupe.

Les six premiers titres ont été publiés en 1983. Le groupe rassemblait alors, outre Fier, Arto Lindsay à la guitare, Bill Laswell à la basse et John Zorn aux saxophones et aux appeaux. La bande originale du film correspond au générique : c'est la no wave dans toute sa splendeur arrogante et cacophonique. Ces musiciens, par choix (à la possible exception d'Arto Lindsay dont on n'a jamais su s'il savait jouer autrement de la guitare qu'en torturant son instrument au mépris des conventions *internationales), ont renoncé* à la mélodie. Sur des rythmes très denses, Lindsay et Zorn interviennent à rebrousse-poil, se prévalant à la fois de l'esprit destructeur du punk et des collages de l'avant-garde new-yorkaise. Si l'exaspération ne l'emporte pas, on finira par s'intéresser à cette musique.

Les huit autres titres, extraits de *Visions of Excess* (1985), ramènent sur des territoires plus hospitaliers. On y retrouve Michael Stipe (REM), Chris Stamey (The db's), Jack Bruce, Carla Bley, John Lydon (anciennement Rotten). Il s'agit de rock intelligent, chanté – grâce à Stipe et Lydon, – joué avec une intensité qui dissipe toutes les accusations d'intellectualisme. On notera enfin avec amusement que ces disques parurent à l'origine sur le label Celluloid du producteur français Jean Karakos, qui a depuis trouvé la fortune, sinon la gloire, grâce à la *Lambada*.

Mau Mau CD625, distribution Média 7.

Izzy Stradlin

and the Juju Hands

On s'en doutait depuis son concert parisien *(le Monde* du 1er octobre), Izzy Stradlin se verrait assez bien dans les bottes de Keith Richards. L'ancien guitariste de Guns N'Roses est doué (ou affligé) du même genre de voix (frêle, nasillarde, assez émouvante sur les titres lents comme *How Will It Go)*. Ailleurs, la parenté avec les Stones est encore marquée par la présence de vieux comparses du groupe, Ian McLagan à l'orgue Hammond, Nicky Hopkins au piano, et celle d'un membre officiel, même si ce n'est que Ron Wood qui intervient sur *Take a Look at The Guy*, qu'il a d'ailleurs composé.

An-delà de cette bouffée nostalgique exquise, Izzy Stradlin laisse entendre sa voix à lui. Une reprise punkoïde du *Pressure Drop* de Toots and the Maytals, un titre tout à fait contemporain *(Bucket of Trouble)* donnent au disque un équilibre, une assurance, qui en font une des bonnes nouvelles de cette rentrée.

Geffen GED 24490, distribution BMG.

T. S.

Jazz

Barney Wilen/ Alain Jean-Marie

Dream Time

Enregistré le 23 mars 1991 en Suisse, *Dream Time*, c'est le temps rêvé, le temps sans bière, sans camions, et sans Blancs selon les Aborigènes (telle est la glose du titre sur la pochette). *Dream Time* accouple Barney Wilen (saxophones) et Alain Jean-Marie (piano). Art de la fugue, airs en cavale, contrepoint pur, pur jazz. Allons directement aux classiques *Round Midnight, Afternoon in Paris*, de John Lewis, *I'm a Fool to Want You* (pris au soprano), et l'affaire est entendue. Un souci d'exactitude, de jouer vrai, est au fond. Sans jamais perdre une once de légèreté. C'est l'image la plus stricte de l'interprétation. *No Problem*, de Duke Jordan, en est un exemple très révélateur. D'abord parce qu'on ne l'avait pas entendu depuis longtemps alors qu'il hante nos rêves. Ensuite parce que, au lieu de se faire valoir, Barney Wilen et Alain Jean-Marie veulent célébrer un thème, une expression, une idée. Ni dialogue ni duel : un duo exceptionnel.

1 CD COPSI DEUX Z distribution Adda ZZ 84108.

Albert Ayler

The First Recordings

A cette époque, en 1961, Albert Ayler est en garnison à Orléans. Il a vingt-cinq ans. Il adore Sidney Bechet, ne pense pas comme tout le monde mais ne le sait pas. D'un coup de train, il vient parfois à Paris, son ténor à la main. Il joue de toute son âme. On le vire. A Paris ou à Stockholm, on l'a presque toujours viré. Cinq ans plus tard, salle Pleyel, lui qui était la douceur et la candeur même, il déchaîne une émeute. Puis il prit son essor, juste le temps de nous attirer dans ses rêves, d'où nous ne sommes toujours pas redescendus, et on le trouva mort dans l'East River. La police conclut à la noyade.

Ses premiers enregistrements, *I'll Remember April, Rollins Tune, Tune up, Free*, ont ni plus ni moins cette alacrité des commencements qui dévorent n'importe quelle prise d'Albert Ayler. Un monde s'y défait, un autre commence. Toutes les introductions ont quelque chose de gai, de titubant, comme on marche après une longue maladie, comme un enfant *s'élance. On en reste encore ahuri* aujourd'hui : les plus fragiles d'entre nous iront sans doute jusqu'à comprendre pourquoi on le vira si souvent. Nous sommes à Copenhague en 1961. Quand la rythmique, au demeurant très convenable, le relaie, ce sont des musiciens danois de qualité, c'est comme l'amour de deux mondes, le choc de deux planètes, une envie de se fondre sans simulation, à vif. Il est difficile d'être plus Albert Ayler. Il n'y a pas de raté. Son expression périme ces bafouillages très relatifs. On reste surtout sidéré par le *chaud et froid de la douce violence* lorsqu'elle croise la sagesse. Le monde aurait pu prendre les voies qu'il indiquait. Il ne le fera pas. Il ne le veut même plus. Il y est très hostile.

1 CD SNT 604.

F. M.

Chanson

Louis Chédid

Ces mots sont pour toi

Ambiance, ambiance : Chédid sait créer son climat, son atmosphère entre caresses et balles perdues. Galères quotidiennes, colères (les *reality-shows*, le pape anti-latex, les nationalistes bleu-blanc-rouge, les gros durs), espoirs (*Tout est possible*), l'amour doux (*les Bras de la nuit*). Paroles et musiques sont signées Chédid qui trouve dans la direction musicale confiée au batteur du groupe, Joe Hammer, un complément précieux : l'alliage fait preuve d'une *élégante légèreté*. Les instruments acoustiques sont souverains, acceptant à peine une basse très musclée de temps à autres. Trois ans après *Anne, ma sœur Anne, Ces mots sont pour toi* renoue avec les habitudes d'élégance, de tact du chanteur-compositeur. Douze titres en forme de chroniques intimes et sociales.

1 CD Phonogram 5504.

Pauline Ester

De l'autre côté

Voix gonflée (une Guesh Patti harmonieuse? Une Catherine Lara postromantique?), bien en avant, mélodies faciles, thèmes de même (*«Tu t'en vas, j'aime, j'aime mieux ça/ Notre amour, évidence, n'est pas...)*. Le deuxième Pauline Ester s'apprête à vivre en conformité avec l'image de son interprète et auteur (Frédéric Loizeau est aux musiques), énergique, professionnelle, bonne en scène. *L'album* se cherche au fil de ses douze titres arrangés par Philippe Deletriez au studio du Polygone à Toulouse. Il ne se trouve pas toujours. Mais la *chanteuse toulousaine* est assez têtue pour trouver son style à la prochaine tentative.

1 CD Polydor 517327.

V. Mo.

Musiques du monde

Ray Lema, le professeur Stefanov et l'Ensemble Pirin'

Le mariage d'un musicien zaïrois – certes passé à l'Europe, mais profondément africain – avec les vingt-six chanteuses bulgares de l'ensemble Pirin' n'était pas *a priori* acquis. Mais Kiril Stefanov, directeur artistique de l'ensemble Pirin', possède, à l'image de Ray Lema, assez de bonne volonté et de délicatesse pour écouter les autres d'une oreille généreuse. Tous (les chanteuses, les vingt musiciens – quatorze côté bulgare, six côté africain, plus trois choristes) ont donc travaillé d'arrache-pied, en s'aimant bien, et tout l'album transpire de ce plaisir. Stefanov compose un titre, Lema l'autre. Le premier règle ses mélodies au quart de tour, et le second s'y fond avec un talent particulier. L'inverse est plus difficile. Ces chœurs limpides, ces voix qui dérapent librement sur les fins de phrase ont parfois quelque peine à *intégrer* la rythmique africaine. Sur dix-sept titres, trois au moins sont de petites perles.

1 CD Buda Records 92550 distribué par Adès/Musidisc.

Malavoi

Matebis

Pour fêter leurs vingt ans d'existence, les joyeux compères de Malavoi ont décidé d'étoffer leurs rangs. *Matebis* est donc le prétexte d'une grande et superbe réunion familiale. Conviés à adhérer au projet musical Malavoi (violon, valse créole, mazurka du pays et souvenirs des grands, de Loulou Boisville à Marius Cultier), des crooners (Ralph Thamar, ex-Malavoi de retour au bercail pour un titre, *Philippe Lavil*), des stars du zouk (Tanya Saint-Val, Jocelyne Béroard, Edith Lefel), des rénovateurs de la tradition (Kali, Sam Alpha) sont venus prêter main-forte aux hommes de Paul Rosine, pianiste et cheville ouvrière du groupe depuis sa création. Tout cela fait un album en pleine forme, brillant, joyeux et riche de sonorités, de percussions, de rythmes, de mots.

1 CD Déclic BM650, distribué par BMG.

The Tahitian Choir

Rapa Iti

Rapa Iti n'est pas un titre, mais le nom de l'île de la Polynésie française où a été enregistré ce curieux album. A quelques seize cents kilomètres au sud de Tahiti, la petite Pâques (la grande Pâques se dit Rapa Nomi), île montagneuse au climat rude, vit au rythme des quatre bateaux annuels qui la desservent. Anthropologues et aventuriers y sont passés avant-guerre, après les missionnaires et le navigateur anglais Vancouver qui la découvre en 1791.

Les trois cent vingt-huit habitants d'aujourd'hui croient aux vertus de la Terre, du Soleil, de leur combinaison qui dégage l'énergie suffisante pour diriger le monde et déplacer les statues de la Grande à la Petite Pâques. La moitié d'entre eux se livrent aux joies du chant choral. Voix fines entremêlées dans la paix d'une église (évangéliste) de village ou d'une salle de réunion, le chœur local est bien singulier. Il y a cette ambiance de bout du monde avant Pôle Sud, et puis ces curieuses notes qui tombent en cascades lentes et en détonants «micro-tons», comme les définit le musicien Pascal Nabet-Mayer, qui les a enregistrées et qui en a fait le sujet de sa thèse d'ethnomusicologie à l'UCLA, l'université de Los Angeles, où il enseigne. Techniquement imparfait (effet d'éloignement des voix, distanciation des sonorités), l'album est aussi une aventure. Les royalties récoltées devront aller à une fondation créée par le musicien au bénéfice des habitants.

1 CD Trikont Records 320192 distribué par Mélodie.

V. Mo.



GUY FERRANDIS/SIPA PRESSE

«Androgyny», par Prince and the New Power Generation

Légitimité

LE vrai titre de l'album, on l'a vu, au-dessus de la scène, lors de la dernière tournée de Prince : c'est un symbole qui réunit les signes mâle et femelle, la flèche et le miroir de Vénus. Une vieille obsession de Prince, macho qui, dans ses groupes, a toujours donné aux femmes plus de place que quiconque; romantique qui se permet depuis longtemps des privautés dont Madonna vient juste d'avoir l'idée. Ces derniers temps, Prince a rabattu ses prétentions messianiques (ici elles relèvent la tête avec l'apocalyptique *7*, harmonies vocales massives sur rythmique implacable) et parle essentiellement d'hommes et de femmes. Les textes d'*Androgyny* ne font pas exception à la règle. Même sens de la formule, mêmes variations étirées autour d'un moment, étoffées de raps plus réussis que ceux qu'on entendait sur *Diamonds and Pearls*.

C'est la musique d'Androgyny qui va de l'avant. The New Power Generation est le meilleur groupe de Prince depuis The Revolution, à l'époque de *Purple Rain*. A Bercy, en juillet, on a vu les musiciens et leur chef flirter outrageusement avec le jazz, se mêler de rap et revenir au blues. Du trait de guitare exquis à l'ouverture de *Love 2 the 9's* (ballade somptueuse à la manière de Marvin Gaye), à l'échantillon emprunté à Eric B. and Rakim pour *Arrogance* (provocation rigolote où Prince essaie de battre Muhammad *«I'm the Greatest»* Ali à son propre jeu), on retrouve ces innovations (mais aussi toute l'histoire musicale de Prince) sur *Androgyny*.

Immédiatement accessible, le disque est très long. On sait, dès la première écoute, qu'il faudra y revenir souvent pour en épuiser les trésors. On peut s'émerveiller pendant une heure et quart des prodiges de Michael B. à la batterie, recenser les hommages (Prince ne cite jamais directement, mais pille allègrement). Autant de plaisirs multipliés par la certitude que Prince, installé dans sa légitimité, porté par un mouvement créatif que rien ne semble menacer, ne s'arrêtera pas là.

THOMAS SOTINEL

★ Paisley Park/WEA : 9362-45037-2.